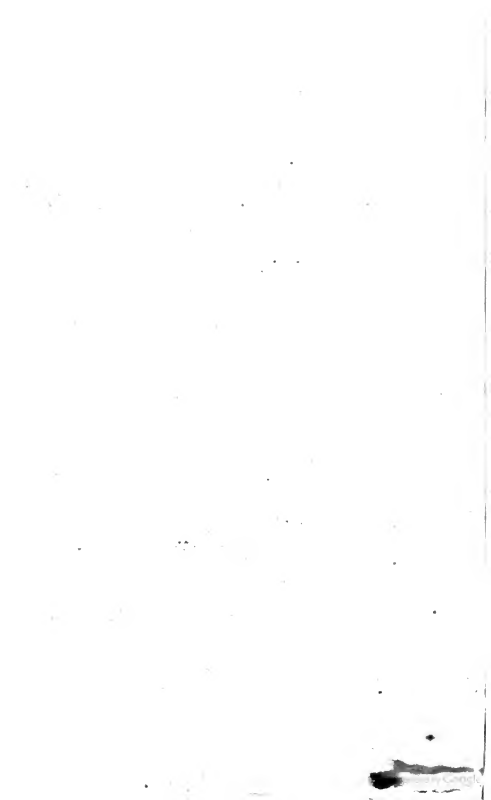






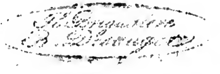
HISTOIRE

DES

GUERRES

DES GAULOIS ET DES FRANÇAIS

EN ITALIE.



HISTOIRE

DES

GUERRES

DES GAULOIS ET DES FRANÇAIS

EN ITALIE;

Avec le Tableau des Événemens civils et militaires qui les accompagnèrent, et leur Influence sur la Civilisation et les Progrès de l'esprit humain;

DEPUIS BELLOVÈSE JUSQU'A LA MORT DE LOUIS XII,

Par l'ancien Adjud. gén. Aug. JUBÉ, Tribun;

DEPUIS LOUIS XII JUSQU'AU TRAITÉ D'AMIENS;

Par Jos. SERVAN, Général de Division;

DÉDIÉE A SA MAJESTÉ L'EMPEREUR.



TOME II.

A PARIS,

CHEZ BERNARD, LIBRAIRE, QUAI DES AUGUSTINS.

AN XIII — 1805.



GUERRES EN ITALIE.

SOMMAIRE

DU LIVRE SEPTIÈME.

État de l'Asie, de l'Afrique et de l'Europe, au seizième siècle. — François Ier succède à Louis XII. — Intérêts des différentes puissances de l'Europe. — Etat de la France. — François Ier se prépare à faire la guerre. — L'Empereur, le Roi d'Espagne, le Pape, les Suisses, veulent s'opposer à ses prétentions sur le Milanais. — Les Français passent les Alpes. — Les Vénitiens marchent pour les joindre. — François Ier négocie avec les Suisses. — On convient de tout. — Le Cardinal de Sion les décide à fausser leur parole. — Bataille de Marignan. — Prise du château de Milan. — Renonciation de Sforce au Milanais. — Entrée de François Ier dans Milan. — Traité entre les Suisses et François Ier. — Mort du Roi d'Espagne. — Entrevue de François Ier avec le Pape. — Traité entre eux. — Pragmatique-Sanction ; Concordat. — L'Empereur assiége Milan. — Il s'enfuit dans le Tyrol. — Prise de Brescia. — Les Francais assiégent Vérone. — Traité de Noyon. — Le Connétable de Bourbon est rappelé du Milanais. — Lautrec le remplace. — Traité de Fribourg, ou *Paix perpétuelle.*

HISTOIRE
DES GUERRES
DES
GAULOIS ET DES FRANÇAIS
EN ITALIE,

DEPUIS BELLOVÈSE JUSQU'AU TRAITÉ D'AMIENS, EN 1802.

LIVRE SEPTIÈME.

Depuis l'Avénement de François Ier au trône, jusqu'au Traité de Fribourg, dit LA PAIX PERPÉTUELLE.

Du 1er janvier 1515 au 29 novembre 1516.

Arrivé à l'une des époques les plus importantes de l'histoire du monde, il devient toujours plus essentiel de donner à nos lecteurs (comme on l'a fait dès le commencement de cet ouvrage) des idées suffisantes pour connaître le gouvernement, les lois, les mœurs

de chacune des nations qui se partageaient le monde dans les différentes périodes, devenues bien plus remarquables vers ces temps dont l'histoire militaire d'Italie va nous occuper. Comment, en effet, se bornant à des descriptions purement militaires, pourrait-on faire connaître les causes, souvent si importantes, qui ont nécessité les guerres dont on écrit l'histoire, et celles, non moins essentielles à connaître, qui, produisant des diversités inattendues dans les établissemens politiques, donnent naissance à ces formes particulières de gouvernement, d'où résulte une si grande variété dans le caractère et le génie des nations?

EN ASIE.

GOUVERNEMENT.

La Chine continuant d'être soumise à la dynastie appelée *Ming*, qui avait chassé du trône les Tatars, ne changea pas d'état dans ce siècle.

Dans l'Inde, les Musulmans *patanes* l'emportèrent au commencement de ce siècle : mais enfin Akebar, l'un des descendans de Tamerlan, reprit la supériorité en battant complètement, vers Agra, un prince qui se disait des-

cendant de Por, que Quinte-Curce a rendu si célèbre sous le nom de Porus. Akebar fit du bien dans l'Inde, ses fondations sont immenses; on y admire toujours le grand chemin bordé d'arbres l'espace de cent cinquante lieues, depuis Agra jusqu'à Lahor, célèbre ouvrage de ce conquérant, embelli encore par son fils Géanguir.

La presqu'île de l'Inde, dans le Gange, n'était pas encore entamée; elle n'avait connu de vainqueurs sur les côtes que les Portugais. Le vice-roi de cette nation, qui résidait à Goa, égalait alors le grand mogol en magnificence et en faste, et le surpassait beaucoup en puissance maritime. Il avait à sa disposition et sous ses ordres cinq gouvernemens, ceux de Mozambique, de Malaca, de Mascate, d'Ormus et de Ceylan.

La Perse éprouva dans ce siècle une révolution dont la religion fut la cause. Un Perse, nommé Esdar, prêcha quelques dogmes nouveaux; Scharustan, usurpateur de la Perse, craignant son crédit, le fit assassiner. Son fils prit les armes, et conquit enfin ce royaume où son père ne voulait que prêcher. Il laissa à son fils Thamas la Perse puissante et paisible. C'est ce même Thamas qui réussit à repousser

Soliman, après avoir été sur le point de perdre sa couronne. Ses descendans régnèrent paisiblement en Perse, jusqu'aux révolutions qui, de nos jours, ont désolé cet empire. Sur la fin du treizième siècle, la Perse devint un des plus florissans et des plus heureux pays du monde sous le règne de Schaabas, arrière-petit-fils d'Ismaël. Il n'y a guère d'état qui n'ait eu un temps de grandeur et d'éclat, après lequel il dégénère.

Le voyageur Chardin prétend que l'empereur de Perse est moins absolu que celui de Turquie; mais il ne paraît pas que le scha dépende d'une milice, comme le grand seigneur. Chardin avoue du moins que toutes les terres, en Perse, n'appartiennent pas à un seul homme.

Les Turcs continuèrent leurs progrès durant ce siècle; et Soliman, fils de Sélim, fut toujours un ennemi formidable aux Persans et aux chrétiens. Il démembra les états de Venise et de la Hongrie : le gouvernement turc resta, d'ailleurs, toujours le même.

FINANCES.

Les rois de Perse conservèrent la coutume de recevoir des présens de leurs sujets : cet usage

était établi au Mogol et en Turquie, et il l'a été en Pologne, le seul royaume où il semblait raisonnable, par rapport aux faibles revenus de ses rois; mais le grand mogol et le grand seigneur sur-tout, possesseurs de trésors immenses, ne devaient se montrer que pour donner. C'est s'abaisser que de recevoir, et cependant ces souverains font de cet établissement un titre de grandeur! Chardin prétend que les étrennes du roi de Perse lui valaient cinq ou six de nos millions. Les empereurs de Chine n'ont jamais avili ainsi leur dignité.

Au reste, les citoyens jouissaient tranquillement de leurs possessions, et payaient à l'état une taxe qui n'équivalait pas à un de nos écus, par an.

Il résultait du dépouillement de l'empire turc, que toute l'administration de ces vastes états était établie sur moins de soixante de nos millions en numéraire, sans compter, il est vrai, les confiscations et les tributs en denrées.

MILICE.

Soliman fit trembler la Perse et l'Italie dans un temps où Charles-Quint ébranlait l'Europe; mais les souverains de l'Asie ne faisaient point la guerre, comme les princes de l'Europe, avec

de l'argent et des négociations. La force du corps, l'impétuosité, la bravoure aveugle des janissaires, établirent sans discipline cet empire qui se soutient par l'avilissement des peuples vaincus et les jalousies des peuples voisins. Les sultans ne mirent jamais en campagne cent quarante mille combattans à la fois, si l'on retranche la multitude qui suit leurs armées; mais ces forces étaient toujours supérieures à celles qu'on pouvait leur opposer.

COMMERCE.

Si le terroir de la Perse n'est pas aussi fertile que celui de la Turquie, les Perses sont plus industrieux; mais la mer leur manquait. Alors les Portugais s'étaient emparés du port d'Ormus; une petite nation dominait sur le golfe Persique, et fermait le commerce maritime à toute la Perse. (1507)

Toutes les nations chrétiennes commençaient à se disputer le commerce du Levant avec les Turcs; mais Venise en avait la principale partie.

LOIS, JUSTICE ET POLICE.

Dans la Perse, comme dans toute l'Asie, la justice fut toujours rendue sommairement; on n'y connut jamais ni les avocats, ni les procé-

dures; on plaide sa cause soi-même, et la maxime qu'une courte injustice est préférable à une justice longue et épineuse a prévalu chez tous ces peuples qui, long-temps policés avant nous, ont toujours été moins raffinés que nous ne le sommes.

RELIGION.

Un Persan nommé Esdar, connu de nous sous le nom de *Sophi*, c'est-à-dire sage, et qui, malgré cette sagesse, avait des terres considérables, forma, sur la fin du quinzième siècle, la secte qui divise aujourd'hui les Persans et les Turcs.

Pendant le règne du Tatar Ussum Cassam, une partie de la Perse, flattée d'opposer un culte nouveau à celui des Turcs, de mettre Ali au-dessus d'Omar, et de pouvoir aller en pèlerinage ailleurs qu'à la Mecque, embrassa avidement les dogmes du sophi. Les semences de ces dogmes étaient semées depuis long-temps. Il fit éclore et donna une forme à ce schisme politique et religieux, qui paraît aujourd'hui nécessaire entre deux grands empires voisins et jaloux l'un de l'autre. Ni les Turcs ni les Persans n'avaient aucune raison de reconnaître Omar ou Ali pour successeur légitime de Ma-

homet. Les droits de ces Arabes qu'ils avaient chassés, devaient peu leur importer; mais il importait aux Persans que le siége de leur religion ne fût pas chez les Turcs.

Le sophi dogmatisa donc pour le salut et l'intérêt de la Perse; mais il dogmatisait aussi pour le sien propre. Cependant il se rendit bientôt trop considérable, et l'usurpateur Scharustan, qui craignit son influence, le fit assassiner en 1499.

La religion mahométane d'Ali, dominante en Perse, permettait un libre exercice à toutes les autres. Il y avait encore à Ispahan des restes d'anciens Perses *ignicoles*, qui ne furent chassés de la capitale que sous le règne de Schaabas; ils étaient répandus sur les frontières, et particulièrement dans l'ancienne Assyrie, partie de l'Arménie haute où réside encore leur grand prêtre. Plusieurs familles des dix-huit tribus de ces Juifs Samaritains, transportés par Salmanazar du temps d'Osée, subsistaient encore en Perse; et il y avait encore, au temps dont nous parlons, près de dix mille familles des tribus de Juda, de Lévi, de Benjamin, emmenées de Jérusalem, avec Sédécias leur roi, par Nabuchodonosor, et qui ne revinrent point avec Esdras et Néhémie.

Quelques Sabéens, disciples de saint Jean-Baptiste, étaient répandus dans le golfe Persique : les chrétiens arméniens du rite grec faisaient le plus grand nombre; les Nestoriens composaient le plus petit : les Indiens de la religion des bramins remplissaient Ispahan; on en comptait plus de vingt mille : la plupart étaient de ces Banians qui, du cap Comorin jusqu'à la mer Caspienne, vont trafiquer avec vingt nations, sans s'être jamais mêlés à aucune.

Enfin toutes ces religions étaient vues de bon œil en Perse, excepté la secte d'Omar, qui était celle de leurs ennemis. C'est ainsi que le gouvernement anglais admet toutes les sectes, et tolère à peine le catholicisme.

SCIENCES ET ARTS.

Si les missionnaires européens étonnèrent les Chinois, avec leurs faibles connaissances en physique et en mathématiques, ils n'auraient pas moins étonné les Persans. La langue persane est belle, et, depuis six cents ans, elle n'a pas été altérée. Leurs poésies sont nobles, leurs fables ingénieuses; en géométrie, ils n'ont pas beaucoup avancé au-delà des élémens d'Euclide; ils ne connaissent d'astronomie que

celle de Ptolémée, et cette astronomie n'est encore, chez eux, que ce qu'elle a été si longtemps en Europe, un chemin pour parvenir à l'astrologie judiciaire : tout se réglait en Perse, comme chez les anciens Romains, par le vol des oiseaux et l'appétit des poulets sacrés. Chardin prétend que, de son temps, l'état dépensait quatre millions par an en astrologues. Si Newton, Halley, Cassini, se fussent produits en Perse, ils eussent été négligés, à moins qu'ils n'eussent voulu prédire.

La médecine était, comme celle de tous les peuples ignorans, une suite d'expériences réduites en pratique, sans aucune connaissance de l'anatomie. Cette science avait péri avec les autres; mais elle renaissait au commencement du seizième siècle, par les découvertes de Vezal et le génie de Fernel.

Enfin, de quelque peuple de l'Asie que l'on veuille parler, on peut dire de lui : Il nous a précédé, nous l'avons surpassé.

USAGES ET MŒURS.

La Perse, comme la Chine et la Turquie, ne connurent jamais de noblesse; il n'y a dans ces vastes états de distingués que la classe des employés, et les hommes qui ne le sont pas,

ne peuvent tirer avantage de ce qu'ont été leurs pères.

Le sérail d'Ispahan passait pour moins cruel que celui de Constantinople : la jalousie du trône portait souvent les sultans turcs à faire étrangler leurs parens ; les scha se contentaient de faire arracher les prunelles des princes de leur sang. En Chine, on n'a jamais imaginé que la sûreté du trône exigeât de tuer ou d'aveugler les frères et les neveux des souverains ; on leur laissait toujours les honneurs, sans autorité : tout prouve que les mœurs chinoises étaient les plus douces et les plus sages de l'Orient.

EN AFRIQUE.

Nous nous bornerons à dire que Sélim Ier prit en 1515 la Syrie et la Mésopotamie, et entreprit de soumettre l'Égypte. C'eût été une entreprise aisée, s'il n'avait eu que des Égyptiens à combattre ; mais l'Égypte était gouvernée et défendue par une milice formidable d'étrangers, semblable à celle des janissaires : c'était des Circasses venus de la Tartarie ; on les appelait *mameluks*, ce qui signifie esclaves.

Ces mameluks étaient les maîtres de l'Égypte depuis les dernières croisades; ils avaient vaincu et pris saint Louis; ils établirent, depuis ce temps, un gouvernement comme celui d'Alger. Un roi et vingt-quatre gouverneurs de provinces étaient choisis entre les soldats. La mollesse du climat n'énerva point cette race guerrière, parce qu'elle se renouvelait tous les ans par l'affluence des autres Circasses appelés sans cesse pour remplir ce corps de vainqueurs toujours subsistant.

Toman Bey fut le dernier roi mameluk; il tomba entre les mains de Sélim, qui lui confia le gouvernement de l'Égypte après le lui avoir enlevé.

Toman Bey, de roi devenu pacha, eut le sort des pachas; il fut étranglé après quelques mois de gouvernement.

Depuis ce temps, le peuple de l'Égypte, comme à peu près ceux du reste de l'Afrique, fut enseveli dans le plus honteux avilissement. Cette nation est devenue plus pusillanime que du temps de Cléopâtre. On nous dit qu'elle inventa les sciences, et elle n'en cultiva pas une; qu'elle était sérieuse et grave, et aujourd'hui on la voit, légère et gaie, chanter et danser dans la pauvreté et l'esclavage : cette multitude

d'habitans, qu'on disait incalculable, se réduit à trois millions au plus.

EN EUROPE.

GOUVERNEMENT.

Si nous voulons nous former une idée de la situation des gouvernemens de l'Europe dans le seizième siècle, et que nous tournions d'abord nos regards vers le Nord, nous verrons la Suède conserver sa liberté avec le droit d'élire ses rois.

Le Danemarck avait la même administration; c'était une aristocratie à laquelle présidait un roi électif.

La Pologne était encore moins soumise à ses rois; le peuple était esclave, et les nobles, qui étaient ses vrais souverains, faisaient les lois et les rois.

La Hongrie se gouvernait entièrement comme la Pologne. Le peuple y était esclave, et les nobles étaient ses tyrans. L'esclavage y devint même si dur, que tous les habitans de la campagne se soulevèrent contre des maîtres aussi despotes. Cette guerre civile, qui dura quatre années, affaiblit encore ce malheureux royaume: la noblesse, mieux armée que le peuple, eut

le dessus, et la guerre finit par le redoublement des chaînes du peuple, qui continua, encore pis que jamais, d'être l'esclave de ses seigneurs.

L'Allemagne était devenue une république de princes et de villes privilégiées, quoique le chef s'expliquât, dans ses édits, en maître absolu de l'univers. L'Allemagne, sous ce gouvernement, était plus heureuse qu'aucun autre état du monde, lorsque Charles-Quint la fit trembler pour sa liberté. Jamais empereur, avant lui, n'avait osé prétendre au despotisme; mais sa puissance et ses succès le rendirent redoutable à l'Europe, et encore plus à l'Allemagne : heureusement pour elle, la vie de Charles-Quint fut un continuel orage, et jamais empereur, s'il fut le plus craint, n'eut plus à craindre.

Charles-Quint, plus maître de l'Espagne que de l'Allemagne, doit être regardé comme le premier roi absolu de ce royaume. Ce fut pour l'Espagne et sous son empire que se fit la découverte et la conquête du Mexique et du Pérou, événement remarquable qui préparait à l'Europe tant de maux et si peu de bien.

Philippe II, son successeur, aggrava encore le joug de l'autorité; mais, sous son règne, l'Espagne eut une prospérité brillante, soute-

nue par beaucoup d'influence et un grand pouvoir en Europe.

Le Portugal se rendit illustre sous le gouvernement du prince Henri, qui employa sa philosophie à faire le bonheur du monde. Ce royaume tomba sous le pouvoir despotique de Philippe II, roi d'Espagne, après la mort funeste de son roi Sébastien.

La France avait été heureuse sous un roi tel que Louis XII; mais, depuis Louis XI, elle était livrée à tous les abus de l'autorité qui pouvaient être commis par des rois passionnés ou faibles. Sous François I[er], on n'eut à soutenir que des guerres étrangères; mais les guerres civiles excitées par la religion, sous les règnes de François II, Charles IX et Henri III, firent de la fin de ce siècle un temps de fureurs, d'avilissement et de calamités. Le manque de bonne foi et un mauvais gouvernement furent la cause de tant de malheurs.

L'Angleterre mettait déjà, dans la balance de l'Europe, ce poids qui la fait pencher où elle se jette. Elle fut dominée, dans le commencement de ce siècle, par le génie tyrannique et cruel d'Henri VIII : le parlement ne fut guère alors que l'instrument de ses passions, et lui servit à commettre juridiquement beaucoup de

meurtres. Sur la fin du siècle, et sous le règne d'Élisabeth, l'Angleterre jouit d'une gloire et d'une puissance qui la firent encore plus respecter : le gouvernement était vraiment libre, tout s'y faisait par l'autorité des lois, et déjà les actes seuls du parlement conduisaient les Anglais.

L'Italie alors le pays le plus florissant de l'Europe, s'il avait perdu de sa puissance, n'était plus autant exposé à ces guerres étrangères qui l'avaient désolé sous les rois de France, depuis Charles VII jusqu'à François Ier : il avait vu cesser ces guerres intestines de principautés contre principautés, de ville contre ville; l'Italie enfin n'était plus fatiguée par ces conspirations autrefois si fréquentes.

Naples et la Sicile furent sans révolution; ce royaume était alors le seul au monde qui fût tributaire.

Léon avait couronné à Rome, non par le crime, mais par l'adresse et la fermeté, l'ouvrage d'Alexandre VI, la puissance temporelle des papes; ils étaient alors souverains absolus de Rome.

Venise jouissait de la tranquillité que son gouvernement lui procurait; elle était le rempart de la chrétienté contre les Turcs, rempart,

à la vérité, ébranlé en beaucoup d'endroits, mais résistant encore par les villes qui lui restaient en Grèce, par l'île de Candie, de Chypre, et par la Dalmatie. Son domaine en terre ferme commençait à être quelque chose; les Vénitiens possédaient depuis long-temps Padoue, la Marche Trévisane et le Frioul. Tout cela, cependant, ne composait pas en Italie un état assez formidable pour donner de l'inquiétude aux puissances de l'Europe, et faire regarder les Vénitiens comme des conquérans dangereux. La vraie puissance de Venise se trouvait dans les trésors de Saint-Marc, où était renfermé de quoi soudoyer l'empereur et le roi de France.

Doria rendait la liberté à Gènes, sa patrie, qu'il pouvait opprimer par toutes les forces de Charles-Quint; il y établit le gouvernement qui y subsista plus de trois cents ans. Doria vécut quatre-vingt-quatorze ans, l'homme le plus considéré de l'Europe; on lui éleva une statue à Gènes, comme au libérateur de sa patrie.

Dans ce temps se formait, des débris des Pays-Bas et du desir de la liberté, un nouvel état qui ne paraissait pas destiné à la puissance dont il a joui depuis; c'était la république

d'Hollande. La tyrannie de Philippe II et le génie du prince d'Orange commencèrent cet ouvrage, qui fut à peu près terminé vers la fin du siècle.

Une entreprise du même genre eut le même succès ; Genève reprit sa liberté des mains de ses évêques et des ducs qui se la disputaient.

Une remarque qui ne doit pas échapper, c'est qu'on voit dans ce seizième siècle des cardinaux à la tête de presque tous les états de l'Europe. C'est, en Espagne, Ximenès, sous Isabelle; Louis XII est gouverné par le cardinal d'Amboise; François Ier a pour ministre le cardinal Duprat; Henri VIII est, pendant vingt ans, soumis au cardinal Volsey, fils d'un boucher; Charles-Quint prit pour son ministre, en Espagne, son précepteur, le cardinal Adrien; la Flandre fut gouvernée par le cardinal Granvelle, tandis que le cardinal Martinusius fut maître en Hongrie, sous Ferdinand, frère de Charles-Quint.

Si tant d'ecclésiastiques ont régi des états purement militaires, ce n'est pas seulement parce que les rois se fiaient plus aisément à un prêtre qu'ils ne craignaient pas, qu'à un général d'armée qu'ils redoutaient, c'est encore parce que ces hommes d'église étaient presque toujours plus instruits et plus propres aux af-

faires que les généraux et les courtisans de ce temps.

FINANCES.

Par-tout les souverains avaient ou commençaient à avoir des revenus fixes et certains.

L'ordre régna en France dans les finances de Louis XII, par son extrême économie et la modération des impôts. Les guerres de François Ier, ses dissipations, le prix de sa rançon, introduisirent dans les finances un désordre qui rendit les peuples très-malheureux.

Le désordre augmenta et parvint au comble dans les guerres civiles sous François II, Charles IX et Henri III ; en général, les souverains, à peine assurés de leur autorité, l'étaient encore bien moins de leurs finances.

L'on se tromperait, si l'on mesurait les finances de Charles-Quint sur les richesses du Mexique dont il était devenu possesseur. Les premiers trésors qui furent envoyés de ce pays furent engloutis dans la mer ; il ne recevait point de tributs réglés de l'Amérique, comme en reçut depuis Philippe II ; l'Allemagne ne lui fournissait rien, et de l'Espagne il tirait peu de chose ; les dépenses de son couronnement et ses premiers établissemens furent im-

menses; enfin les guerres qu'il eut à soutenir de tous côtés épuisèrent tellement ses finances, qu'il fut obligé plus d'une fois d'emprunter pour subvenir à ses dépenses.

Ce fut Philippe II qui profita réellement des trésors du nouveau monde; aucun souverain ne fut aussi riche, et ses richesses furent employées au malheur de l'Europe. Il avait environ trente millions de ducats d'or de revenu, sans être obligé de mettre de nouveaux impôts sur les peuples; c'était un revenu qui surpassait celui de tous les monarques chrétiens ensemble.

Il fallait, dès ce temps, distinguer en Angleterre les revenus du roi de ceux de l'état; on peut juger de ceux-ci par le soin qu'on donnait déjà à la culture des terres, et par les progrès du commerce sous Élisabeth. Cette reine n'avait guère au-delà de 600,000 liv. sterl. de revenu, tandis qu'au moment où nous écrivons, soit pour les besoins de l'état, soit pour l'intérêt de la dette, la dépense en Angleterre se monte, en 1803, à 684,432,000 fr.

Dans le Nord, et sur-tout en Pologne, les rois étaient pauvres; l'état leur accordait environ 12,000 de nos livres : la rente de la royauté et la capitation des Juifs faisaient un des plus gros revenus de la république.

Les schismes de la moitié de l'Europe, qui avait cessé de reconnaître les papes, venaient de leur faire perdre la source la plus abondante de leurs richesses. Ainsi les lumières, qui commençaient à chasser la crédulité, rendaient leurs revenus très-incertains.

MILICE.

Les puissances de l'Europe étaient presque toujours en guerre ; mais, heureusement pour les peuples, les petites armées qu'on levait pour un temps, retournaient cultiver les campagnes, et, au milieu des guerres les plus acharnées, il n'y avait pas dans l'Europe la cinquième partie des soldats qu'on entretient aujourd'hui dans la plus profonde paix. On avait encore à peine l'idée de cet effort continuel et funeste qui consume toute la substance d'un gouvernement dans l'entretien des armées nombreuses toujours subsistantes, qui, en temps de paix, ne peuvent être employées que contre les peuples, et qui finissent toujours par être funestes à leurs maîtres.

La gendarmerie faisait toujours la principale force des armées chrétiennes; mais les fantassins, qui jusqu'alors avaient été méprisés, commencèrent dans ce siècle à devenir l'arme

la plus redoutable des armées. Vers le milieu du quinzième siècle, Charles VII conserva, à la paix, un corps de neuf mille hommes de cavalerie et de seize mille d'infanterie; il nomma des officiers pour commander ces troupes, les discipliner et les instruire : les plus distingués des nobles s'empressèrent d'entrer dans ce service, où ils s'accoutumèrent à dépendre de leur souverain, à exécuter ses ordres, et à le regarder comme le juge de leur mérite et la source des graces. Bientôt on en vint à ne calculer la force des armées que par le nombre des troupes régulières qui s'y trouvaient. En moins d'un siècle, les nobles et leurs vassaux, quoiqu'on les requît encore quelquefois de se mettre en campagne, ne furent plus considérés que comme une multitude embarrassante pour les troupes avec qui elles faisaient la guerre, et furent regardés avec mépris par des soldats accoutumés aux détails pénibles et constans d'une discipline régulière ; les Allemands les appelaient *lands knocht*, valets de terre.

Outre les troupes nationales soldées et permanentes de Charles VII, Louis XI prit à sa solde six mille Suisses, qui formaient alors l'infanterie la plus formidable et la mieux disciplinée de l'Europe.

Louis XII y ajouta un corps d'Allemands connu sous le nom de *bandes noires*.

Les princes d'Allemagne, qui commandaient à des hommes doués de la force, du courage et de la persévérance propre à faire de bons soldats, firent bientôt dans leurs troupes des changemens qui les mirent en état de le disputer aux Suisses et aux Français pour la discipline et la valeur.

Les Espagnols, par leur situation, ne pouvaient guère employer que leurs troupes nationales dans la partie méridionale de l'Italie, théâtre ordinaire des opérations de la guerre. Non seulement ils adoptèrent la discipline des Suisses, mais ils améliorèrent sa formation en mêlant dans leurs bataillons un certain nombre de soldats armés de mousquets pesans : ils formèrent ainsi ce fameux corps d'infanterie qui, pendant plus de cent cinquante ans, fut la terreur et l'admiration de l'Europe.

Les états de l'Italie diminuèrent aussi par degrés le nombre de leurs corps de cavalerie, et, à l'exemple de leurs voisins plus puissans, firent consister dans l'infanterie la force de leurs armées.

Depuis cette époque, les différentes nations de l'Europe firent la guerre avec des forces plus

appropriées à toute espèce de service militaire, plus capables d'agir dans tous les pays, et plus propres à faire et à conserver des conquêtes.

Parmi les guerriers illustres de ce siècle, les principaux sont Gustave Vasa, en Suède; Doria, à Gènes; Jean de Médicis, le marquis de Pexaire, sous Charles-Quint; dans les Pays-Bas, le duc de Parme, Guillaume de Nassau; en France, Anne de Montmorenci, Bayard, Montluc, le connétable de Bourbon, le connétable de Montmorenci, le maréchal de Brissac, le duc de Guise si funeste à sa patrie, Henri IV, Lesdiguières, les deux Birons, Crillon, Lanoue, etc.; en Angleterre, le célèbre chevalier Zaleig rendait déjà ses compatriotes redoutables sur mer.

COMMERCE.

Le passage du cap de Bonne-Espérance, exécuté par les Portugais, et le voyage de Gama, changèrent le commerce de l'ancien monde. Alexandre, regardé si mal à propos comme un destructeur par des hommes légers ou inconséquens, Alexandre qui fonda plus de villes qu'il n'en détruisit, et se rendit par là, malgré ses vices, vraiment digne du nom de Grand, avait destiné sa ville d'Alexandrie à être le

centre du commerce du monde et le lien des nations : elle l'avait été en effet sous les Ptolomées, sous les Romains, sous les Arabes, et elle était encore l'entrepôt de l'Égypte, de l'Europe et des Indes.

Venise, au quinzième siècle, tirait, presque seule, d'Alexandrie toutes les denrées de l'Asie, et, sans le voyage de Gama, cette république serait devenue la puissance prépondérante de l'Europe; mais le passage du cap de Bonne-Espérance détourna la source des richesses.

Jusque là les princes avaient fait la guerre pour conquérir des provinces; on la fit alors pour établir des comptoirs, et, dès le commencement de ce siècle, on s'habitua à répandre du sang pour se procurer quelques épiceries.

Alphonse d'Albuquerque et quelques autres fameux capitaines portugais combattirent successivement les rois de Calicut, d'Ormus, de Siam, et défirent la flotte du soudan d'Égypte. Les Vénitiens, intéressés, comme le soudan, à traverser les progrès des Portugais, avaient proposé à ce prince de couper l'isthme de Suez à leurs dépens, et de creuser un canal qui joignît le Nil à la mer Rouge : ils eussent, par cette entreprise, conservé l'empire du com-

merce des Indes; mais les difficultés firent renoncer à ce grand projet.

Les Portugais, en moins de cinquante ans ayant découvert cinq mille lieues de côtes, furent les maîtres du commerce par l'océan Éthiopique et par la mer Atlantique; ils eurent, au milieu de ce siècle, des établissemens considérables vers les Moluques, jusqu'au golfe Persique. Une grande partie des productions utiles et agréables furent apportées par les Portugais en Europe, à bien meilleur marché que Venise ne pouvait les donner. Ainsi la route du Tage au Gange devint très-fréquentée, et le roi de Siam était allié à celui de Portugal.

Mais, tandis que toutes les sources du commerce s'ouvraient pour le Portugal, l'industrie languissait en France; on n'y avait aucune manufacture, les terres y étaient mal cultivées, et leur culture était troublée par les guerres civiles; une magnificence passagère à la cour, et une pauvreté réelle dans le royaume: cependant Marseille et Lyon se livraient à des opérations commerciales.

L'Italie touchait à peine à la révolution qui devait lui arracher toutes les branches du commerce; elle en jouissait encore, elle cultivait les mûriers; Milan et Venise fabriquaient

seules l'or trait, et les belles manufactures étaient bornées à ces deux villes.

L'Espagne acquérait, par des découvertes encore plus étonnantes que celles des Portugais, des richesses immenses, et beaucoup plus grandes en apparence. L'Amérique méridionale, devenue l'une de ses provinces, vint fournir à son commerce des denrées inconnues à l'Europe, la cochenille, le cacao, l'indigo, et sur-tout des métaux, qui sont les signes représentatifs de toutes les denrées; elle versait abondamment l'or et l'argent en Europe, et inspirait aux autres nations l'émulation utile de cultiver les richesses réelles, pour partager ces richesses factices.

L'Angleterre ouvrit dans ce siècle la véritable mine, la culture des terres, la division du travail, la perfection des machines; il s'y formait déjà des négocians opulens qui enrichissaient le reste de la nation. Le gouvernement d'Élisabeth favorisait cette révolution.

En Allemagne, les villes d'Ausbourg et de Nuremberg, répandant les richesses de l'Asie qu'elles tiraient de Venise, se ressentaient déjà de leurs correspondances avec les Italiens.

Tous les états du Nord, la Pologne, le Danemarck, la Suède et la Russie, négligeaient

le commerce, encore inconnu dans ces états qui, n'étant point encore civilisés entièrement, n'avaient pas les besoins factices qui se sont si fort multipliés dans les sociétés prétendues plus policées.

JUSTICE, POLICE ET LOIS.

Les états chrétiens ont long-temps manqué et manquent encore de bonnes lois positives. Leur jurisprudence, encore gothique en plusieurs points, composée de leurs anciennes coutumes et des lois de cinq cents petits tyrans, avait souvent recours aux lois romaines et à celles des Hébreux.

La police générale de l'Europe s'était perfectionnée, en ce que les guerres particulières des seigneurs féodaux n'étaient plus permises nulle part; mais l'usage des duels était toléré.

Les décrets des papes, toujours sages, et, de plus, utiles à la chrétienté dans ce qui ne concernait pas leurs intérêts personnels, anathématisaient les duels; mais plusieurs évêques les permettaient. Les parlemens de France les ordonnaient quelquefois, témoin celui de Legri et de Carouge. Sous Charles VI, il se fit ainsi beaucoup de duels juridiquement. Le même abus était aussi appuyé en Allemagne, en Ita-

lie et en Espagne, par des formes regardées comme essentielles.

Il y avait presque par-tout des tribunaux réglés pour rendre la justice.

Le conseil aulique s'établit en Allemagne en 1512; les parlemens s'affermirent en France sous Louis XII; la magistrature, sous le célèbre chancelier de Lhôpital, se séparait de la noblesse militaire, et, en perdant un peu de force, acquérait une forme permanente.

Le conseil de Madrid subsistait en Espagne; mais la police n'y fut jamais perfectionnée.

La Pologne ne commençait à avoir des lois écrites que vers l'an 1552; mais les nobles étaient au-dessus de toute justice et de toute police. Le même vice était dans le Danemarck.

Les lois étaient plus respectées en Suède, sous le gouvernement du grand Gustave.

En Angleterre, sous Henri VIII, il n'y eut qu'un masque de justice. Sa volonté faisait toutes les lois; et ces lois, par lesquelles on jugeait les hommes, étaient si imparfaites, qu'on pouvait alors condamner à mort un accusé sans produire deux témoins contre lui. Ce ne fut que sous le règne d'Édouard VI que les Anglais conçurent, à l'exemple des autres na-

tions, la nécessité d'admettre deux témoins pour faire condamner un coupable.

La justice fut exacte et intègre sous Élisabeth.

RELIGION.

Le seizième siècle est l'époque la plus fatale du catholicisme. La religion chrétienne éprouva alors une révolution plus grande que celle d'Orient, et vraisemblablement plus durable.

Luther, Zuingle, Calvin, et Henri VIII, roi d'Angleterre, furent les principaux auteurs de ce changement ; ils enlevèrent à Rome la moitié de l'Europe. Le tiers de l'Allemagne, la majorité de la Suisse, Genève, la Hollande, quelques parties de la France, se déclarèrent pour la réforme ; et bientôt l'Angleterre, sans l'adopter, ne reconnut de pape que son roi : enfin, au milieu de cette subversion, les anabaptistes proposaient encore des réformes d'une autre espèce.

Le concile de Trente, qui fut tenu dans ce siècle, ne fit que redoubler la haine contre Rome. L'Italie, occupée d'intrigues et de plaisirs, n'eut aucune part à ces troubles ; et les Espagnols insoucians ne s'en mêlèrent pas.

Ce déchirement ne se fit pas sans des maux

infinis pour les hommes, et jamais la religion ne coûta tant de sang.

Les Suisses perdaient leur tranquillité pour la religion, et s'armaient contre eux-mêmes.

Elle dressait, sous le cruel Henri VIII, des échafauds dans toute l'Angleterre.

Philippe II s'appliquait à exterminer, par tous les supplices connus, les hérétiques de ses vastes états, et l'inquisition le secondait dans sa cruauté.

François Ier, qui soutenait les luthériens dans l'Allemagne, et qui s'alliait avec les musulmans, n'en faisait pas moins brûler les protestans de son royaume.

C'était la persécution qui avait forcé la Hollande à devenir libre.

Enfin toute la surface de l'Europe était couverte des plaies que la religion avait faites. L'inquisition n'en fut pas l'instrument le moins fatal. On peut en reporter l'origine au treizième siècle, sous le roi saint Louis; mais elle ne déploya toute sa rigueur que dans le seizième siècle, et ne contribua pas peu à aigrir les esprits déjà soulevés.

Un des plus grands maux que la religion causait à l'Europe, était cette foule de religieux que les papes établissaient par-tout, comme

des mains dont ils se servaient pour diriger les états. Quoique tous ces ordres eussent été institués avant le seizième siècle, à l'exception de celui des jésuites, établi en 1521, l'abus parvint alors à son comble, et il ne fut plus possible de le tolérer; tout était infesté de cette milice de moines qui combattaient pour un souverain étranger, au milieu de leur propre patrie.

Le pouvoir des papes ne se relèvera sans doute jamais du coup que la réforme lui porta; ce pouvoir fut anéanti dans la moitié des pays qu'il dominait, et très-affaibli dans le reste. Les souverains qui n'ont pas entièrement extirpé l'autorité des papes, en ont resserré l'étendue; et ces pontifes en disputent aujourd'hui les limites par la souplesse et la condescendance, comme ils les étendaient autrefois par la force et par la magie de la superstition. Les évêques et les prêtres, n'ayant pas tant acquis, n'ont pas aussi tant perdu. Mais, en général, l'autorité des ministres de la religion a beaucoup diminué; on doit la compter pour rien dans les pays soumis à la réforme, et elle a été très-limitée dans les autres.

SCIENCES ET ARTS.

La gloire du génie, dans ce seizième





appartient à la seule Italie, ainsi qu'elle avait été le partage de la seule Grèce. Tous les arts étaient cultivés à Florence, sous l'heureuse protection de Médicis. Ce siècle était celui de Guichardin, de Machiavel, du Tasse, de l'Arioste, et de Galilée.

Les querelles de religion, qui agitaient le reste de l'Europe, la plongèrent dans la barbarie, et ne furent qu'une maladie de plus pour l'esprit humain.

USAGES ET MŒURS.

Les tournois n'étaient point abolis au commencement de ce siècle; mais ils le furent vers l'an 1560, après Henri II, dont ces jeux avaient causé la mort. Avec eux périt l'ancien esprit de chevalerie, qui ne reparut plus guère que dans les romans : cet esprit régnait encore beaucoup dans le temps de François Ier et de Charles-Quint. François Ier était un vrai chevalier, et Charles voulait l'être.

Tous les usages de la vie civile différaient des nôtres. Le pourpoint et le petit manteau étaient devenus l'habit de toutes les cours; les hommes de loi portaient par-tout la robe longue et étroite, les marchands une petite robe qui descendait à mi-jambe.

Il n'y avait, sous François, que deux coches dans Paris, l'un pour la reine, l'autre pour Diane de Poitiers. Hommes et femmes allaient à cheval.

L'industrie n'avait point changé en palais somptueux les cabanes de bois et de plâtre qui formaient les rues de Paris. Londres était encore plus mal bâtie, et la vie y était plus dure. Les plus grands seigneurs menaient, à cheval, leurs femmes en croupe, à la campagne : c'était ainsi que voyageaient toutes les princesses, couvertes d'une cape de toile cirée dans les saisons pluvieuses. On n'allait point autrement au palais des rois. Cet usage se conserva jusqu'au milieu du dix-septième siècle. La magnificence de Charles-Quint, de François Ier, d'Henri VIII et de Léon X, n'étaient que pour les jours de solennités et d'éclat. Les modes des Français se communiquaient déjà aux cours d'Allemagne, en Angleterre et en Lombardie. Les Italiens se plaignaient que, depuis le passage de Charles VIII, on affectait, chez eux, de s'habiller à la française, et de faire venir de France tout ce qui servait à la parure. Le pape Jules II fut le premier qui laissa croître sa barbe, pour inspirer, par cette singularité, un nouveau respect au peuple. François Ier,

Charles-Quint et tous les autres rois, suivirent cet exemple, adopté à l'instant par leurs courtisans; mais les gens de robe, toujours attachés à leurs anciens usages, quels qu'ils soient, continuaient à se faire raser, tandis que les jeunes guerriers affectaient la marque de la gravité et de la vieillesse. C'est une observation peu importante peut-être; mais elle entre dans l'histoire des usages.

Les querelles sanglantes de la religion mirent dans les mœurs toute la férocité que peut inspirer le fanatisme.

On le vit se jeter en France dans les guerres funestes de François II, Charles IX, et Henri III. On n'y trouvait pas ces mœurs douces et faciles qui semblent caractériser aujourd'hui les habitans de ce royaume, et la force terrible de la religion agitait l'ame des Français dans des sens opposés à celui où les poussait la nature.

La fermentation de ce levain, mêlé au caractère des Anglais, produisit à Londres des mœurs plus dures et plus cruelles que jamais.

Les mêmes troubles aiguisaient aussi les esprits et endurcissaient les ames en Allemagne; enfin toute l'Europe et ce beau siècle honoré

par le retour des arts furent souillés de sang et de crimes.

FRANÇOIS PREMIER.

Ce fut au commencement du seizième siècle, le 1er janvier 1515, que la France perdit Louis XII. Ce prince, qui, en naissant, semblait n'être pas destiné à être roi, sut, malgré les guerres qu'il eut à soutenir sous son règne, mériter de ses sujets le surnom précieux de Père du Peuple, titre bien plus flatteur, aux yeux de l'humanité, que celui de conquérant ou de grand capitaine.

François Ier, successeur de Louis XII, était encore plus loin du trône que lui. Petit-fils de Jean, comte d'Angoulême, troisième fils de ce duc d'Orléans assassiné sortant de chez la reine, dans la rue Barbette, en 1407, par les ordres du cruel Jean, duc de Bourgogne, François ne pouvait avoir un grand espoir à la couronne; et, pour le faire monter sur le trône, il fallut que Charles VIII et Louis XII ne laissassent aucune postérité.

L'éducation de François, connu sous le nom de comte d'Angoulême, fut confiée à Artur de Gouffier Boissy; mais, ne paraissant en aucune manière destiné à régner, son éducation

ne fut pas tournée du côté des affaires de l'administration, de la politique et du grand art de gouverner. D'ailleurs, Louis XII, et surtout Anne de Bretagne, étaient trop jaloux l'un et l'autre du gouvernement, pour en communiquer les mystères. Boissy fut donc obligé de faire prendre une autre route à la pénétration de son élève, à son activité, à cet instinct curieux et avide qui, volant au-devant de l'instruction, dévorait tous les objets. Il dirigea toutes ces dispositions vers l'amour de la gloire; il cultiva en lui cette franchise, cette valeur, cette générosité, caractères héroïques de la chevalerie française; il lui apprit à répandre sur toutes ses actions, sur toutes ses manières, le vernis de l'affabilité; il lui fit sentir sur-tout que la barbarie seule avait pu attacher de l'honneur à l'ignorance, et de l'avilissement aux talens; il lui fit aimer tous les arts, et le disposa de bonne heure à leur accorder cette protection qui lui mérita, de leur reconnaissance, le titre de Père des Lettres. Cependant les exercices de l'esprit ne nuisaient pas à ceux du corps, toujours si utiles, alors si nécessaires. Le jeune prince, adroit, léger, d'une taille élégante, d'une physionomie majestueuse, d'un tempérament robuste, brillait

dans les tournois, excellait à la course, à la lutte, au maniement des armes, et personne ne conduisait un cheval avec tant de graces.

L'élite de la noblesse française, élevée avec lui, le prenait pour modèle, s'empressait à le suivre, à lui plaire, et s'attachait à lui par les doux liens de l'égalité.

Louis XII ayant conçu beaucoup de tendresse pour le jeune comte d'Angoulême, lui donna le duché de Valois. Dès-lors ce jeune prince, et Gaston de Foix, duc de Nemours, remplacèrent dans le cœur du roi les deux fils qu'il avait perdus.

Cependant Louis XII eut bientôt à pleurer la mort prématurée de ce Gaston de Foix, son neveu, le foudre d'Italie, dont l'activité incroyable avait puni l'audace des Suisses, confondu l'orgueil de Jules II, déconcerté tous les efforts de la ligue papale, et écrasé les forces réunies des Vénitiens, des Romains et des Espagnols. Alors ce roi malheureux réunit toute sa tendresse sur le duc de Valois, qui, jaloux de la gloire de Gaston, et enflammé d'une courageuse émulation, s'empressa de faire ses premières armes dans cette guerre malheureuse où la France, entamée de tous côtés, luttait dif-

ficilement, avec des forces inégales, contre l'Europe entière.

Mais bientôt Louis XII envoya le jeune Valois prendre le commandement de l'armée de Navarre, dont le retour en France fut précipité par l'irruption de l'empereur et du roi d'Angleterre en Picardie.

L'année suivante (1513), le roi, qui avait éprouvé les talens militaires du duc de Valois, le choisit pour réparer l'échec reçu à la journée de Guignegaste, rassurer les troupes alarmées, et soustraire la Picardie au joug qui la menaçait. Mais, comme il s'agissait de faire une guerre purement défensive, d'arrêter les progrès des ennemis, sans rien entreprendre, le roi, craignant le courage impétueux du jeune François, lui défendit de risquer aucun combat, et lui enjoignit de suivre les avis des capitaines les plus expérimentés et les plus prudens de son armée.

François saisit l'esprit de cette campagne, et, en traversant la Somme pour se porter à Encres, il couvrit toute la frontière, sauva la Picardie, et remplit avec sagacité l'objet dont il était chargé.

Cependant le duc de Longueville, prisonnier à Londres, ayant réussi à arranger, en 1514,

le mariage de Louis XII avec Marie d'Angleterre, fille d'Henri VIII, on jouit en France des faveurs de la paix; mais elle fut troublée, quelques mois après, par la mort du roi. Cet amour de la gloire militaire, trop souvent funeste aux humains, et dont François Ier était dévoré, lui fit bientôt mettre à exécution des projets dictés par sa passion dominante.

L'Italie était alors le principal théâtre des expéditions militaires des Français. Deux grands objets, Naples et Milan, appelaient leur valeur dans ces contrées.

On connaît les prétentions des rois de France sur Naples, la marche triomphante de Charles VIII à travers l'Italie, la ligue qui se forma contre lui, son retour précipité en France, et l'expulsion des Français du royaume de Naples, qui en fut la suite.

On connaît la trahison du roi d'Aragon d'abord envers les Napolitains, ensuite envers Louis XII qui, s'étant allié avec lui pour exercer ses droits sur le royaume de Naples, se vit enlever la partie qui devait lui échoir en partage, par Gonzalve, digne instrument des fourberies de ce roi d'Aragon qui ne craignit pas d'acquérir un peu de gloire en se perdant d'honneur.

En vain Louis XII voulut-il essayer de nouveau quelques tentatives sur le royaume de Naples, elles furent malheureuses, et Ferdinand goûta encore le plaisir, si flatteur pour lui, de vaincre, et celui si honteux de tromper.

On doit se rappeler que les droits sur le Milanais étaient propres à la maison d'Orléans. On sait qu'un homme dont la fortune n'avait d'abord fait qu'un paysan, et dont elle prit plaisir, dans la suite, à faire un héros, Atendulo, connu sous le nom de guerre de Sforce, après avoir illustré son nom par les armes, avait laissé un François Sforce, son bâtard, qui marcha sur ses traces, et surpassa son bonheur, en conquérant, en protégeant et gardant le Milanais pour lui-même.

On a vu Ludovic Sforce, descendant de François Sforce, régner sur le Milanais au moment où Louis XII songea à faire valoir ses droits sur ce duché, et quinze jours suffire aux Français pour s'emparer de tout le Milanais.

On a vu ensuite Louis XII, chassé par Ludovic, revenir infructueusement dans le Milanais une seconde, une troisième fois, et les Suisses remettre sur le trône ce même Sforce qu'ils en avaient chassé, en ne lui permettant

cependant de régner que sous leur protection.

A peu près aussi maltraité à Gènes, sur laquelle Louis XII avait aussi voulu faire valoir ses droits, ce roi laissa, en mourant, à son successeur le soin de venger sur Milan et sur Gènes des affronts impunis.

Mais quels étaient, à cette époque, les intérêts des diverses puissances de l'Europe? Dans quelles dispositions étaient-elles à l'égard de la France? Quels étaient le caractère, les talens, les ressources des principaux souverains que François I[er] allait avoir à combattre, ou avec lesquels il pourrait traiter? Voilà ce qu'il nous importe d'examiner rapidement, pour satisfaire nos lecteurs.

L'Italie, où la guerre allait d'abord commencer, était partagée en cinq grands états; le duché de Milan, l'état de l'Eglise, celui de Florence, le royaume de Naples, et la république de Venise.

Les autres états qui subsistaient à l'ombre de ceux-ci, n'avaient qu'une très-légère influence sur le système de l'Italie; mais tous craignaient de voir les Français en possession du Milanais, convaincus qu'ils feraient alors tous leurs efforts pour reconquérir le royaume de Naples, tentative dont le succès, pressant l'Italie par les

deux bouts, l'eût menacée d'une servitude prochaine. Ne réussissait-elle pas? ils emploieraient continuellement l'intrigue et les armes pour recouvrer ce royaume; l'Italie, dès-lors déchirée par les querelles des deux puissances rivales, serait forcée d'épouser leur haine, et de se diviser au gré de leurs intérêts.

Les états situés au centre, continuellement traversés par des armées ennemies toujours dévastatrices, deviendraient souvent le théâtre de la guerre; dès ce moment, la neutralité serait impossible. Le repos et la liberté fuyant à jamais de l'Italie, l'établissement des Français dans le duché de Milan deviendrait le signal d'une discorde éternelle.

Il était donc de l'intérêt des princes et des états d'Italie de se réunir à Maximilien Sforce, pour repousser cette puissance étrangère; mais cet intérêt général se modifiait suivant les vues particulières de chaque état.

Les Florentins n'osant plus songer à détruire l'autorité des Médicis, s'occupaient à la borner, tandis que ceux-ci travaillaient à l'étendre. Il était naturel de penser qu'ils seraient portés à embrasser les intérêts du prince qui seconderait le plus utilement leurs vues.

Jules II s'était emparé, pendant son ponti-

ficat, de Parme, de Plaisance, de Bologne, de Modène, de Reggio; Léon X n'avait point rendu ce que Jules II avait enlevé. François I[er] avait donc à s'assurer de l'amitié du pape, en lui laissant les usurpations de ses prédécesseurs, ou à l'avoir pour ennemi, en prenant le parti des princes expoliés par Jules II.

Les Vénitiens s'étaient alliés à Louis XII, afin de lui aider à reconquérir le Milanais: cette alliance se continua, malgré le peu de succès des deux puissances réunies; François I[er] n'eut qu'à l'entretenir.

L'intérêt des ducs de Savoie semblait devoir être de traverser les vues de la France sur le Milanais; mais, à l'avénement de François I[er], les nœuds intimes qui unissaient la maison de Savoie à la branche royale d'Angoulême, rendaient le duc Charles III entièrement dévoué aux intérêts de son neveu.

L'Allemagne avait alors pour chef, Maximilien d'Autriche, que son mariage avec Marie de Bourgogne avait rendu de bonne heure ennemi naturel des Français; mais le trône impérial, qu'il occupait avec peu de gloire, ne lui donnait pas autant de puissance que de grandeur. Les états indociles se refusaient souvent à ses projets, en lui fournissant fort

peu de troupes, et encore moins d'argent.

Les Suisses, par leur position, devaient être toujours en défiance contre l'empereur d'Allemagne, et toujours amis des Français; mais les intérêts changent avec les conjonctures, et ils étaient alors protecteurs des Sforce, défenseurs du Milanais, alliés de l'empereur, ennemis ardens des Français.

L'Espagne semblait ne s'élever au plus haut degré de force et de puissance que pour y élever la maison d'Autriche; et la conduite de Ferdinand avec Louis XII devait faire présumer que le roi d'Espagne ne serait pas favorable à François Ier dans l'expédition du Milanais, si propre à faciliter aux Français la conquête du royaume de Naples.

L'Angleterre, alors étrangère à tout, prétendait cependant que rien ne se fît sans elle. La balance que les Vénitiens avaient tenue en Italie, les Anglais prétendaient la tenir dans toute l'Europe; mais François Ier ayant en France, dans le duc de Suffolck, qui conservait des prétentions à la couronne d'Angleterre, un moyen de jeter sur ce royaume une étincelle capable de rallumer les anciens incendies occasionnés par les disputes entre les maisons de Lancastre et d'Yorck. Henri VIII en était d'au-

tant plus obligé à entretenir la paix avec les Français. Ceux-ci avaient encore un autre moyen de contenir ou d'inquiéter Henri VIII, et de l'empêcher de prendre part aux affaires d'Italie; c'était leur ancienne et continuelle alliance avec l'Écosse.

Les états du Nord n'avaient, pour ainsi dire, aucune influence sur les intérêts des autres états de l'Europe.

La puissance ottomane prenait tous les jours de nouveaux accroissemens : elle aurait pu faire d'utiles diversions contre le roi d'Espagne, dans le royaume de Naples, et contre l'empereur, en Allemagne; mais alors une pareille alliance eût paru infâme et monstrueuse. On n'avait point encore assez compris que, dans les alliances d'état à état, c'est la seule conformité d'intérêt qu'on doit consulter.

La France ne possédait alors ni la Flandre ni l'Artois; elle n'avait ni l'Alsace, ni la Cerdagne, ni le Roussillon; avec des ports sur l'Océan et sur la Méditerranée, elle était sans marine; malgré les guerres continuelles, il n'y avait point d'infanterie nationale; les arts n'y fleurissaient pas encore; le commerce, les manufactures, n'y attiraient point non plus l'argent des étrangers : cependant, comparée aux

autres nations de l'Europe, la France en était le modèle; comparée à elle-même, elle n'était plus tyrannisée par des ennemis étrangers, comme sous les Valois, ni déchirée par des ennemis domestiques, comme sous Louis XI et sous Charles VIII; toutes les anciennes plaies étaient fermées.

Les guerres d'Italie, sous Charles VIII et Louis XII, avaient formé d'excellens capitaines, les Châtillon, les Darts, les La Tremouille, les Chabanne, les Bayard, les d'Imbercourt, les Galiot, les Trivulce, sous lesquels se formaient plusieurs jeunes capitaines pleins d'ardeur et de courage; Lautrec et ses deux frères, Lescuvé et Leparre, Bonnivet, Montmorenci, Brion, Téligni, les Créqui, les Guise, les Dabellais, les Lamarck, les Brissac, tous vrais chevaliers passionnés pour l'état, pour le roi, pour la guerre et pour la gloire, peu jaloux de commander, peu exercés à obéir, tous très-ardens à combattre, la plupart bornant leur ambition à être capitaines, ou même lieutenans des compagnies de gendarmerie.

Ce corps de cavalerie française, ou de gendarmerie, était composé de noblesse; si quelquefois on y admettait des gens nés dans le tiers-état, c'était à condition de n'exercer que

la profession des armes, qui alors ennoblissait. Cette troupe avait long-temps passé pour invincible. Les échecs de Guinegaste et de Novare avaient un peu flétri sa réputation.

C'était dans ce corps que consistaient les principales forces militaires de la France, avec une infanterie nationale soudoyée et retenue sous les drapeaux, mais trop peu nombreuse, puisqu'on avait souvent recours à des troupes étrangères.

Tel était l'état où François Ier, à son avénement, trouva l'Europe et la France.

Dans un temps où l'esprit de chevalerie eût été moins en vigueur, dans un siècle où l'on eût mieux connu les intérêts de l'état pour lui et respectivement aux autres, où l'on eût mieux calculé le bonheur du peuple et la prospérité du royaume, le conseil du roi se serait fait un devoir de l'éloigner de l'idée de passer en Italie pour s'emparer d'un petit état séparé de la France per la Savoie, les Alpes, le Piémont, et entouré de toutes parts de puissances intéressées à s'opposer à cette invasion, ou à inquiéter le prince qui l'entreprendrait : mais François Ier avait déjà commandé des armées; il était adoré de la noblesse dont il prenait les intérêts avec chaleur, et qui avait alors une

si grande influence; il était plein du souvenir de tant de victoires qui avaient signalé en Italie les armes des deux derniers rois ses prédécesseurs; il n'était donc pas étonnant qu'un jeune prince si ardemment desireux d'acquérir de la gloire, oubliât les défaites essuyées, l'argent dépensé, les soldats sacrifiés, les impôts exigés, la jalousie et les craintes des puissances de l'Europe excitées, ainsi que les souffrances du peuple et de l'humanité. Aussi François Ier se laissa-t-il entraîner par les goûts et l'ambition des capitaines compagnons de ses premiers faits d'armes, et par la soif de la gloire militaire, si flatteuse pour le héros qu'elle couronne, et si désastreuse pour les malheureux humains qui l'aident à l'acquérir. D'ailleurs, ce roi ne souhaitait pas, avec moins de passion que son prédécesseur, d'entrer en Italie, et il desirait sur-tout aller y venger les affronts prétendus qu'avaient éprouvés les armées françaises à la bataille de Novare.

Mais pour ne pas réveiller la jalousie de ses voisins, qu'une déclaration prématurée aurait mis sur leur garde, il parut n'avoir d'autres vues que de conserver l'amitié des puissances de l'Europe, et d'affermir sa naissante autorité.

En conséquence, il fit des traités d'alliance

avec le roi d'Angleterre, l'archiduc régnant dans les Pays-Bas, et les Vénitiens; il négocia avec l'empereur, le pape, le roi d'Espagne : il voulut aussi envoyer un ambassadeur aux Suisses; mais ces peuples, animés par le cardinal de Sion, refusèrent des passe-ports, et déclarèrent que, si le traité de Dijon n'était pleinement exécuté, ils allaient entrer en armes dans la Bourgogne. C'était précisément cette déclaration que François Ier demandait; il s'empressa de la publier, se plaignit hautement de la dureté des Suisses, et fit faire ouvertement, en Bourgogne et en Dauphiné, des préparatifs qu'on pouvait croire uniquement destinés à la défense de ces provinces.

Toujours sous le même prétexte, il ramassa de l'argent,[1] porta ses compagnies d'ordonnance jusqu'au nombre de quatre mille lances, leva en Allemagne, chez les Grisons, dans la Gueldre, dans la Navarre, une nombreuse infanterie, et fit conduire à Lyon beaucoup d'artillerie.

Le pape et les autres princes donnèrent dans le piége; mais l'empereur, le roi d'Espagne, le duc de Milan, envoyèrent des ambassadeurs

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note *a*.

en Suisse, afin d'y conclure une ligue pour la défense de l'Italie, dans laquelle il fut stipulé que les Suisses entreraient en Bourgogne ou en Dauphiné, et le roi d'Espagne, avec une nombreuse armée, attaquerait la France par Perpignan ou Fontarabie. On laissa au pape un certain temps pour accéder à ce traité; mais en vain le pressait-on de se décider, en vain Ferdinand écrivait-il à ce prince et à tous ceux d'Italie : « Ne vous endormez point sur une vaine confiance, n'examinez pas tant ce que votre ennemi doit faire, considérez un peu plus ce qu'il fait. Est-ce uniquement pour défendre la Bourgogne, qu'il ajoute à sa gendarmerie quinze cents lances? que le duc de Gueldre lui rassemble six mille fantassins d'élite dans ses états? que Pierre de Navarre lève pour lui dix mille Gascons ou Basques? »

Sans doute ces raisons frappèrent enfin le pape, et le déterminèrent à entrer dans la ligue, en exigeant que cette démarche serait secrète; mais, obligé de renoncer à la neutralité ou au secours du pape et des Florentins, François Ier sut décider Octavien Frégose à lui remetlre Gènes, en y recevant les troupes françaises qu'il voudrait y envoyer, et à chan-

ger le titre de doge en celui de gouverneur, perpétuel pour le roi.

Ce traité de la France avec Frégose dévoila entièrement les projets du roi; il ne fut plus possible de douter qu'il ne se proposât de conquérir le Milanais, et dès-lors tous les projets pour une guerre offensive s'évanouirent : il ne fut plus question d'entrer dans la Bourgogne ou dans le Dauphiné, dans le Languedoc ou dans la Guienne; on courut à la défense de l'Italie.

Vingt mille Suisses allèrent occuper les passages des Alpes; l'empereur se borna à laisser un nombre assez peu considérable de soldats allemands, avec ceux des Espagnols; le pape, ayant toujours envie de cacher ses desseins, fit marcher ses troupes sous les ordres de Laurent de Médicis, son neveu, et les fit arrêter sous le canon de Plaisance, assurant les confédérés qu'elles allaient joindre les Suisses, et disant aux Français qu'elles allaient garder Parme et Plaisance; Raimond de Cardone, vice-roi de Naples, s'était porté à Vérone, à la tête des Espagnols, afin d'arrêter les troupes vénitiennes commandées par l'Alviano, général fameux par ses succès, et grand dans ses disgraces.

En s'avançant vers les Alpes, les Suisses

ravagèrent les états du duc de Savoie et des autres alliés de la France en Italie ; ils prétendaient même conquérir et conserver ces états, et déjà ils se les partageaient.

François Ier n'ayant plus rien à dissimuler, après avoir confié la régence à sa mère, prit, au mois d'août la route de l'Italie, à la tête de quinze mille hommes de cavalerie, de quarante mille d'infanterie, de trois mille pionniers, et d'une nombreuse artillerie.

Il avait partagé son armée en trois corps. Le connétable commandait l'avant-garde ; le roi se réserva le corps de bataille, et donna le commandement de l'arrière-garde au duc d'Alençon : mais, avant tout, il fallait passer les Alpes, et c'était peut-être l'objet le plus difficile à remplir de toute l'entreprise.

On ne connaissait alors que deux passages à travers les Alpes ; l'un vers le nord, par le Mont Cenis ; l'autre vers le midi, par le Mont Genèvre : tous deux aboutissaient au Pas de Suze, et c'était là que les Suisses attendaient l'armée française. L'ardeur, toujours excessive et si souvent trop inconsidérée des chevaliers français, leur faisait demander d'emporter ces passages de force ; mais l'infanterie entière eût péri dans ces défilés étroits et tortueux, sans

pouvoir se développer, ni être secondée par la cavalerie.

Les passages à travers les Alpes n'étaient ni aussi multipliés ni aussi praticables que de nos jours ; on n'avait point encore découvert ni développé la superbe théorie du pendant des eaux, appliquée à l'art de la guerre dans les montagnes ; l'on ignorait les moyens à prendre pour tourner une position, et la guerre des montagnes devait être inconnue à des officiers qui, jusqu'alors, n'avaient eu sous leurs ordres que des cavaliers chargés de fer, et de la mauvaise infanterie.

On fit embarquer une partie des troupes sous la conduite d'Aimar de Prie, grand maître des arbalétriers, avec ordre de descendre à Gènes, et de pénétrer dans le Milanais, au-delà du Pô. On avait espéré d'abord que la crainte d'être attaqué à la fois par-devant et par-derrière, que la nécessité de défendre le Milanais engageraient les Suisses à abandonner Suze, et à laisser la liberté du passage à l'armée française; mais, en supposant que ce détachement pût être rendu très-promptement dans le Milanais, ce qui était infiniment douteux, pouvait-il avoir des succès assez rapides, capables d'effrayer les Suisses, et de les décider à quitter le pays de Suze ? Cela

n'était pas probable; la saison d'ailleurs était très-avancée, et la faute que l'on avait commise, de ne pas devancer les Suisses dans le Piémont, se faisait toujours plus sentir, lorsqu'un heureux hasard vint procurer un moyen imprévu de la réparer.

Un paysan piémontais, dont on aurait dû conserver le nom, par reconnaissance du service qu'il rendit, errait depuis soixante ans dans les détours des Alpes; la chasse, dont il faisait son unique métier, l'avait mis en relation avec les vivandiers français, auxquels il fournissait du gibier. Il apprit d'eux l'embarras de l'armée, et conçut le projet de faire fortune; il alla trouver le comte de Morette, son seigneur, qui servait alors dans l'armée française, et il s'offrit de lui indiquer une route inconnue, mais sûre, par laquelle on pourrait pénétrer en Piémont sans être inquiété par les Suisses.

Le comte de Morette, ne voulant pas agir légèrement, résolut de se convaincre par lui-même, et, guidé par le paysan, alla examiner la route proposée; il y trouva des difficultés, mais encore ne lui parurent-elles pas insurmontables. Il se décida alors à en lever le plan, et, d'après l'avis du duc de Savoie, il se rendit, avec le paysan, à Lyon, où était encore le roi.

On s'empresse d'examiner le plan, et on a bien de la peine à le croire fidèle; cependant on charge Lautrec et Navarre, l'un le plus entreprenant, l'autre le plus sage et le plus expérimenté des officiers de l'armée, de visiter ces périlleux passages, avec les maréchaux de Trivulce et de la Palice, le comte de Morette et le paysan...... Le second rapport confirma le premier.

C'était la première marche d'Annibal à travers les Alpes, avec tous ses travaux et ses périls, dont il fallait renouveler l'entreprise. Un détachement de l'armée est envoyé sur le Mont Cenis; un autre sur le Mont Genèvre; pour menacer les Suisses et les inquiéter; le reste de l'avant-garde passe à gué la Durance, et s'engage dans les montagnes, du côté de Guillestre; trois mille pionniers la précèdent; le fer et le feu lui ouvrent une route périlleuse à travers les rochers; on remplit les précipices avec des fascines et de gros arbres; on jette des ponts de communication; on traîne, à force de bras, l'artillerie dans quelques endroits inaccessibles aux bêtes de trait ou de somme; les soldats aident les pionniers, les officiers aident les soldats; tous, indistinctement, manient la pioche et la coignée; on gravit les montagnes

à pics, on fait des efforts plus qu'humains; on brave la mort, qui semble se multiplier de toutes parts, et planer sur ces vallées profondes arrosées par l'Argentière, et où d'impétueux torrens de neige et de glaces, fondues par le soleil, se précipitent avec un fracas épouvantable; on marche en tremblant dans des sentiers étroits, glissans et raboteux, où chaque faux pas occasionne une chûte qui fait souvent rouler au fond des abymes les hommes et les bêtes, avec toute leur charge. Le bruit des torrens, les cris des mourans, les hennissemens des chevaux harassés de fatigue et effrayés tout à la fois, étaient horriblement répétés par tous les échos; ce qui redoublait encore la terreur et le tumulte. On arrive enfin à une dernière montagne, où, pendant quelque temps, on craint de voir échouer tant d'efforts et de travaux; la roche vive, devant laquelle on se trouvait, résistait à la sape et à la mine. Navarre, qui l'avait plusieurs fois sondée, commençait à désespérer du succès, lorsque des recherches plus heureuses lui découvrent une veine assez tendre qui cède aux efforts du fer et du feu, et laisse un passage qui permet à l'armée d'arriver, au bout de huit jours, dans le marquisat de Saluce, après avoir admi-

ré ce que peut l'audace et la persévérance.

Une partie des troupes pénétra dans la plaine par le Pas de la Dragonnière, une autre par les hauteurs de Roque-Servières, et de Coni; le maréchal de la Palice s'était frayé une route particulière, il avait conduit une colonne par Briançon et Sestrières, afin de couvrir l'artillerie.

Les Suisses ne s'apperçurent de rien, et les Piémontais non seulement gardèrent scrupuleusement le silence sur la marche des Français, mais vinrent les avertir de l'arrivée de Prosper Colonne, à la tête de la cavalerie du pape, à Villefranche, petite ville sur le Pô, à quelques lieues de sa source. Aussitôt les maréchaux de Chabanne, d'Aubigny, Bayard, d'Imbercourt, Montmorenci, et tous les capitaines les plus propres au coup de main, font monter à cheval leurs hommes d'armes, et marchent à leur tête. Le comte de Morette et le paysan les guident à travers le Mont l'Épervier, qui voyait, pour la première fois, de la cavalerie traverser ses âpres sinuosités. On passe le Pô à gué; et d'Imbercourt, à la tête de l'avant-garde, arrive à midi à la vue de Villefranche. La sécurité y avait produit la négligence; les postes étaient abandonnés, les soldats dispersés, les portes

ouvertes : cependant on voit l'ennemi, mais en vain, on ne peut le croire. Forcé de s'en convaincre, on court en tumulte aux portes, on s'empresse pour les fermer. Deux gens d'armes de la compagnie d'Imbercourt, Hallencourt, gentilhomme picard, et Beauvais, gentilhomme normand, poussent leurs chevaux avec tant de violence, que, du choc, Hallencourt est précipité dans le fossé ; mais l'intrépide Beauvais passe sa lance à travers la porte, la soutient avec vigueur, et donne le temps à d'Imbercourt et à sa troupe de l'appuyer : la porte est enfoncée. D'Imbercourt, quoique blessé au visage, ne cesse de combattre ; le maréchal de Chabanne arrive ; les Français se précipitent dans la ville ; la maison de Prosper Colonne est environnée ; ce général n'étant encore instruit de rien, d'Aubigny le fait prisonnier ; Colonne, revenu de sa surprise, et convaincu de son malheur, accuse son lieutenant, s'accuse lui-même d'avoir flétri ses lauriers, et ne trouve aucune excuse à donner pour une telle inattention.

D'un autre côté, les troupes sous les ordres d'Aimar de Prie étaient descendues à Gènes ; quatre mille soldats génois s'étaient joints à elles, les villes d'Alexandrie et de Tortone

avaient été surprises, et la plus grande partie du Milanais, située au-delà du Pô, était déjà conquise.

La nouvelle de ces succès consterna les confédérés, qui commencèrent à se diviser; mais le cardinal de Sion et les Suisses, frémissant de rage de voir les Français leur échapper, se hâtèrent de marcher vers le Milanais pour le défendre. Sur leur chemin, ils pillèrent également et Chivas, qui leur ferma ses portes, et Verceil, qui leur ouvrit les siennes; cependant leurs chefs n'étaient pas tous dans les mêmes dispositions à l'égard de la France.

Le cardinal de Sion reprochait au colonel Albert de la Pierre, commandant les Suisses du canton de Berne, d'avoir connu la marche des Français à travers les Alpes; la Pierre répondit à cette insulte par des brutalités. Le cardinal osa le faire arrêter; mais, relâché au bout de vingt-quatre heures, le colonel demande hautement la solde de ses troupes; il n'est point écouté. Le cardinal s'enfuit à Pignerol, et Albert ramène dans le canton de Berne la plus grande partie de sa troupe.

On pourrait croire, avec Bayard et le connétable de Bourbon, que l'on aurait défait les Suisses, si on les avait attaqués dans ce mo-

ment de désordre ; mais François Ier, à qui ses généraux communiquèrent cette idée, était encore à Lyon avec le corps de l'armée : il jugea qu'il serait prudent d'attendre la réunion de toutes ses forces ; peut-être aussi était-il jaloux d'avoir part à la gloire de ses capitaines. Quoi qu'il en soit de ces différentes conjectures, le roi passa les Alpes sans obstacle, traversa le Piémont, prit, dans sa marche, plusieurs places sans s'arrêter, et arriva enfin, avec ses forces réunies, à Marignan (en italien Melegnano).

Il restait à François Ier une jonction importante à effectuer, et une autre à empêcher. On devait desirer voir l'Alviano joindre l'armée française avec les troupes vénitiennes qui étaient sous ses ordres ; on devait s'opposer à la jonction des troupes de l'Église et des Espagnols aux Suisses. L'Alviano, pour empêcher cette jonction et exécuter la sienne, côtoyait le Pô, et s'avançait du côté de Vérone. Médicis et Cardone étaient enchaînés dans le Plaisantin par des méfiances continuelles : cependant Médicis força Cardone à passer le Pô, pour s'opposer à la jonction des Vénitiens et des Français ; mais, quelque cavalerie de ceux-ci s'étant avancée jusqu'à Lodi pour la faciliter, les

confédérés repassèrent le Pô avec précipitation, et retournèrent se mettre à couvert sous le canon de Plaisance. L'Alviano arriva alors sans obstacle jusqu'à Lodi, où il se trouva à portée de donner la main au camp de Marignan.

Cependant le roi traitait avec les Suisses, et tout paraissait se disposer à un accommodement; quelque onéreux qu'il fût, François Ier voulait bien y souscrire, et, à ce sujet, il écrivait à Lautrec : « Un roi ne doit point hasarder le sang de ses sujets, ni verser celui de ses ennemis, lorsqu'on peut racheter l'un et l'autre pour de l'argent. »

Enfin, le 8 septembre 1515, on était convenu de tout, grace au zèle héroïque des principaux officiers qui vendirent leurs vaisselles, et donnèrent tout leur argent. Le bâtard de Savoie et le maréchal de Lautrec furent chargés de mener ce convoi à Bufalora, où les Suisses devaient se trouver pour le recevoir; mais le cardinal de Sion, devenu plus absolu par la retraite du colonel de la Pierre, fit tant par ses intrigues et ses discours, inspirés par la plus aveugle passion, qu'il décida les Suisses à se couvrir de honte, en allant attaquer le convoi d'argent qui se rendait à Bufalora, et à tomber ensuite sur l'armée française. Heu-

reusement un espion, bien payé, s'empressa de prévenir Lautrec de cette résolution; et celui-ci, après s'être détourné de sa route et avoir mis l'argent en sûreté, avertit le roi de se tenir sur ses gardes.

Les conjonctures n'étaient donc pas si favorables aux Suisses qu'avait voulu les leur dépeindre le cardinal de Sion : ils n'avaient point saisi d'argent à Bafalora, le roi veillait sur leurs mouvemens, et l'armée vénitienne allait arriver; mais les Suisses étaient trop avancés, ils se déterminèrent au combat, et marchèrent vers Marignan.

Le roi s'entretenait avec l'Alviano au moment où le connétable de Bourbon le fit prévenir que l'on voyait les Suisses s'avancer en ordre de bataille. A cette nouvelle, l'Alviano court vers Lodi pour hâter la marche de l'armée vénitienne; le roi s'arme et se met à la tête de ses troupes, qui voyaient avec transport arriver le moment de laver l'affront reçu à Novare; le connétable range l'armée en bataille; il confie aux lansquenets la garde de l'artillerie placée au centre, et met sa cavalerie sur la gauche et la droite du corps de bataille.

Les Suisses s'avançaient avec un silence fa-

rouche vers l'artillerie, afin de s'en emparer, pour la tourner contre les Français, ou l'enclouer. La même manœuvre leur avait fait gagner la bataille de Novare; ils négligèrent donc la cavalerie des deux ailes, et chargèrent les lansquenets avec une vigueur peu commune. L'affectation de cette démarche alarma les lansquenets; ils crurent que les Français étaient convenus de les sacrifier aux Suisses : frappés de cette idée, ils reculèrent en gardant leurs rangs. Heureusement le connétable, qui vit ce mouvement et en pénétra la cause, se hâta, en voulant les désabuser, de leur inspirer une émulation utile. Il fit avancer les bandes noires, le roi à leur tête, pour la défense de l'artillerie dont les Suisses commençaient déjà à s'emparer; en même temps il fait ébranler la cavalerie, et ordonne à l'une et à l'autre de fondre sur les Suisses. Dès-lors un dépit magnanime s'empare des lansquenets; ils rougissent de leur erreur, ils volent pour la réparer; déjà ils ont prévenu les bandes noires, et repris leur premier poste; celles-ci, de leur côté, veulent justifier le choix qu'on avait fait d'elles; une ardeur jalouse anime les deux corps, et les Suisses sont pressés de toutes parts sans être ébranlés; ils résistent, ils attaquent avec

la même vigueur; ici l'ennemi est défait, là il est vainqueur.

Le connétable, le maréchal de Chabanne, d'Imbercourt, Téligni et quelques autres capitaines, s'acharnaient, avec leurs compagnies de gendarmes, à entamer un gros bataillon suisse qui repoussait toutes leurs attaques. Après avoir épuisé toutes les ressources de la valeur, ils sont rejetés sur l'infanterie, prêts d'être accablés; le roi, à la tête de deux cents hommes d'armes, prend par le flanc ce bataillon suisse, l'arrête d'abord, le pénètre ensuite, le force enfin à mettre bas les armes, et à demander quartier.

L'approche de la nuit, jointe à un épais tourbillon de poussière qui s'éleva entre les combattans, les empêchait de se reconnaître, ayant les uns et les autres des écharpes et des croix blanches. Après avoir vaincu le bataillon suisse, le roi, courant à de nouveaux périls, rencontre un bataillon d'environ huit mille hommes: il le prend pour les lansquenets; mais à peine a-t-on crié France, qu'on est assailli d'une multitude de coups de piques: on y répond par des prodiges de valeur qui donnent le temps au roi de rallier cinq à six mille lansquenets, et au connétable de ramener à la

charge l'infanterie française, avec une partie de la gendarmerie. Alors, tandis que le connétable enfonce, d'un côté, le bataillon suisse, le roi, maître de l'artillerie déjà plusieurs fois prise et reprise, après s'être fait jour, d'un autre côté, à coups de canon, passe à travers les ennemis, qui, ayant reculé et perdu beaucoup de terrain, se divisent en plusieurs pelotons, et renouvellent le combat en plusieurs endroits. Le roi revient à l'artillerie, où était alors le fort de la bataille; les Suisses continuaient d'y porter sans cesse toutes leurs forces. Cependant on avait déjà combattu depuis trois heures après midi jusqu'à onze heures et demie, et l'ardeur des combattans, loin de se ralentir, semblait être augmentée. Enfin la lune leur déroba entièrement sa lumière; la profondeur de l'obscurité les força à suspendre leurs coups, sans les faire penser à se retirer de part ni d'autre, chacun restant sur le terrain qu'il occupait; la gendarmerie à cheval, l'infanterie sous les armes, Suisses, Français, lansquenets, Milanais, mêlés, confondus les uns avec les autres, aucun n'osant se faire connaître à son voisin. Le prince de Talmon était enfermé entre deux bataillons suisses. Bonnivet croyait soutenir les dix mille Gascons commandés par Navarre;

mais leur ardeur les avait emportés jusqu'au milieu du corps de bataille des Suisses, et Bonnivet était enveloppé de tous les côtés.

Le roi était environné des siens, qui se rassemblaient autour de lui autant qu'ils le pouvaient; il était éclairé par un flambeau; épuisé par la fatigue et la soif, il demande à boire : on lui présente, dans un casque, une eau bourbeuse et teinte de sang, qu'il avale avec avidité, et vomit aussitôt avec horreur. Vandenesse vient annoncer au roi qu'il n'est qu'à cinquante pas du plus gros bataillon des Suisses, et qu'il ne peut éviter d'être pris, s'il est apperçu. La retraite était dangereuse; on éteint le flambeau, et le roi, restant à sa place, se repose tout armé, et sans dormir, sur l'affût d'un canon, attendant avec impatience le retour du jour et le renouvellement du combat.

A la pointe du jour, on observe une espèce de trève tacite; chacun court se ranger sous son drapeau, et se prépare à un nouveau combat. Beaucoup de Français qui avaient cru le roi mort, se rassemblèrent autour de lui avec de grands transports de joie.

Cependant le combat recommence, et les Suisses reviennent à la charge avec tant d'impétuosité, qu'ils obligent les lansquenets et les

bandes noires à reculer plus de cent pas; mais le connétable vient les soutenir avec sa gendarmerie, et les Suisses ne peuvent pas réussir à les enfoncer. Pendant ce temps-là, Galiot de Genouillas, grand maître de l'artillerie, renversant continuellement des files entières d'ennemis, ouvrait des routes faciles à travers les bataillons les plus épais; et le roi profitait de ces avantages avec tant de vivacité, que la victoire, après quatre heures de combat, se déclara enfin pour les Français.

En vain les Suisses veulent-ils la ramener par une diversion heureuse, en vain détachent-ils un corps considérable qui, à la faveur des ravins et des vallons, marche pour surprendre l'arrière-garde française; ils sont trompés dans leur attente. Le duc d'Alençon, qui commandait cette arrière-garde, attendait ces Suisses qui espéraient le surprendre; il les attaque le premier, les repousse; Mongiron et Cossé achèvent la déroute de ce détachement avec leurs compagnies de gendarmes, et Pierre de Navarre avec ses Gascons.

Ce dernier événement oblige les Suisses de céder, en se retirant cependant en bon ordre; et le roi dédaigne de les poursuivre, dans la persuasion, sans doute, que la politique or-

donnait de ménager une nation avec laquelle on serait bien aise de renouveler d'anciennes alliances.

Mais l'Alviano, qui arrive dans ce moment, veut prendre part aux événemens de la journée; il croyait la bataille perdue, la vue du champ de bataille le dissuade : il regrette alors la gloire qu'il s'était flatté d'acquérir; mais la bonne contenance des Suisses lui servait de prétexte pour entreprendre de troubler leur retraite. Il attaque donc l'arrière-garde suisse, et remporte sur elle un reste de victoire inutile et trop chèrement acheté.

Deux compagnies suisses restaient encore dans un village voisin de Marignan; on les somma inutilement de se rendre, il fallut forcer ces braves et opiniâtres guerriers dans les maisons, où ils osaient encore se défendre. Fruits affreux de la guerre! ils y furent misérablement brûlés jusqu'au dernier, avec quelques Français qui avaient pénétré dans ces maisons, l'épée à la main.

Cette bataille, remarquable dans les fastes militaires plutôt par l'acharnement et la bravoure des combattans que par la science dont on y fit usage, coûta plus de quinze mille hommes aux Suisses, et environ six mille aux

Français. Ainsi le cardinal de Sion resta chargé envers l'humanité du crime d'avoir fait égorger plus de vingt-cinq mille hommes pour les seuls intérêts de sa haine.

L'histoire fournit peu d'exemples de tant d'acharnement et de tant de valeur : c'est encore ici, comme le disait assez plaisamment, mais très-judicieusement, un officier fort instruit, *une bataille à coups de poing.* On ne voit qu'une mêlée d'hommes qui n'ont chacun d'autre but que de profiter de leurs forces, pour atterrer leurs adversaires ; néanmoins il reste plus de vingt mille hommes sur le champ de bataille, et, pour effectuer ce carnage, plus de quatre-vingt mille se battent, pendant plus de douze heures, sans méthode, sans art, ne cherchant mutuellement qu'à s'entr'égorger. La science avait cependant fait quelques pas ; l'infanterie n'était plus, comme auparavant, un ramas de paysans, sans formation, sans discipline, sans instruction ; elle était mieux armée, mieux dressée aux évolutions militaires ; on avait de l'artillerie : on commençait donc à avoir des hommes à pied et des armes à feu. Mais le génie militaire n'avait point encore animé quelques hommes privilégiés, pour leur inspirer la manière d'employer utilement ces

différens moyens : si l'on avait les matériaux de la science, ils étaient tellement informes, que l'art était dans le chaos.

Ainsi, au lieu de distribuer l'artillerie de bataille, la seule encore en usage ; de lui faire occuper des positions ; de lui donner par là les moyens de prendre obliquement, en écharpe ou en revers, ces lourdes masses de l'infanterie suisse ; de les arrêter, de les ouvrir, de les effrayer, de faciliter leur déroute, on réunit sur un seul point, au centre, toutes les bouches à feu, et on les prive par là des effets terribles qu'elles auraient dû produire. Il paraît, d'ailleurs, qu'on s'était bien peu occupé encore à connaître, à pratiquer les moyens de faire mouvoir facilement et avec légéreté ces masses énormes, non plus qu'à les servir avec facilité et promptitude, et à rendre leurs effets bien plus désastreux, en multipliant leurs coups, seuls avantages cependant à tirer d'une arme dont les effets sont si incertains, sur-tout lorsque l'arme, pour ainsi dire immobile, ne peut tirer que directement devant elle.

L'infanterie, formée sur un ordre infiniment profond, d'après sa manière d'être armée et une fausse application des principes militaires des Grecs et des Romains, était un corps à peu

près inerte, réuni au centre de la bataille, dans la vue d'y assurer la défense de l'artillerie, contre laquelle les Suisses étaient habitués de faire leurs plus grands efforts. Mais, y étant trop entassée, privée des moyens de manœuvrer, elle était réduite à reculer ou à avancer, à être culbutée ou à culbuter. Formés sur un ordre moins profond, trente mille hommes d'infanterie auraient pu occuper un plus grand front, fournir les moyens de former une réserve, et procurer des corps disponibles pour se porter sur l'une ou l'autre des ailes, dépasser le front de l'ennemi, inquiéter ses flancs, ou le tourner.

La cavalerie ne présentait pas de moindres inconvéniens, par sa formation et l'armure des cavaliers, qui contribuait beaucoup à écraser les chevaux et à appesantir leur marche. Formée aussi sur un trop grand front, elle devenait d'une extrême faiblesse ; d'abord, parce qu'elle n'avait aucune espèce de consistance et d'appui, et que conséquemment le cavalier, blessé ou mort, ne pouvait être remplacé par aucun autre ; ensuite, parce que chaque gendarme, au moyen de cette mauvaise formation, se faisait une gloire de charger individuellement, et d'aller faire son coup de lance

pour son propre compte : ce qui était aussi vicieux que dangereux et inconvenant.

Dans un temps où l'adresse, la force du corps, la bravoure, avaient fait imaginer, pour les chevaliers, des combats d'homme à homme, comment put-on se résoudre à former à la guerre, avec ces mêmes chevaliers, des corps qui, par leur faiblesse, leur peu d'union, leurs habitudes, leur manière de combattre, se trouvaient dans l'impossibilité d'agir hostilement en masse, tandis qu'au contraire, en les formant au moins sur deux rangs, on aurait doublé les forces, et on se serait assuré, en donnant plus de poids, plus d'ensemble, plus de masse aux combattans, de pouvoir en faire plus aisément des divisions particulières, qui auraient pu attaquer, sur une plus grande quantité de points, d'une manière imposante, et se faire craindre à l'ennemi sur une multitude d'autres, moyen toujours sûr de l'inquiéter, de l'intimider, de déranger ses projets, ou même de les détruire ?

Le roi eut son cheval blessé de deux coups de piques, et reçut de violentes contusions, ses armes ayant été enfoncées en plusieurs endroits.

Le connétable et le maréchal de Trivulce

coururent les plus grands dangers. Parmi les héros qui s'illustrèrent à Marignan, celui qui, après le connétable, eut le plus de part à la victoire, fut Galiot de Genouillas, grand maître de l'artillerie, qui tira un si grand parti de l'arme qui était sous ses ordres, et à qui le roi attribuait le gain de la bataille.

La lettre du roi à la duchesse d'Angoulême, donne une idée très-avantageuse de son caractère. En parlant de ses généraux et de ses officiers, il prend par-tout le ton de l'égalité, de l'amitié; c'est un soldat qui parle de ses camarades, c'est un père qui parle de ses enfans; il loue les vivans avec transport, il regrette les morts avec une douleur tendre; par-tout il suit les impulsions de son cœur, il écrit ce qu'il sent. S'il parle de lui-même, il ne déguise ni n'exagère ses exploits; il dit la vérité : quand il parle de ses ennemis, il ne se plaint point de leur perfidie, n'insulte point à leur défaite, et sait admirer et faire admirer leur valeur.

Après avoir fait ensevelir les morts, panser les blessés, avoir donné ses ordres pour l'érection d'une chapelle, en mémoire et en reconnaissance de sa victoire, le roi arma chevalier, sur le champ de bataille, ceux qui venaient de s'y distinguer, après avoir fait à Bayard

l'honneur de recevoir lui-même, de la main du héros, l'ordre de la chevalerie.

Il marcha ensuite vers Milan. Le cardinal de Sion, qui s'y était retiré après la bataille, se hâta d'en sortir au bruit de l'approche du roi, pour se réfugier chez l'empereur, emmenant avec lui le jeune François Sforce, frère puîné du duc Maximilien; mais il fuyait moins les Français que ses propres compatriotes, qui ne voyaient plus en lui que le fléau de sa patrie.

Quelques Suisses croyant devoir, par honneur, suivre jusqu'au bout la fortune de Maximilien Sforce, s'enfermèrent avec lui dans le château de Milan. A l'arrivée du roi, les habitans s'empressèrent de lui apporter les clefs de la ville; mais le roi ne crut pas devoir y faire son entrée avant d'avoir soumis le château. Ce château passait pour une des places les plus fortes de l'Europe. Sforce avait des vivres pour un mois; et la diète générale des Suisses, tenue à Zurich depuis la bataille de Marignan, venait de décider que la nation s'armerait de nouveau pour la défense de Sforce, et lèverait jusqu'à cinquante mille hommes en sa faveur. D'un autre côté, il était assez probable que le cardinal de Sion réussirait à arracher l'empereur à son indolence. Le pape même, qui n'a-

vait encore conclu aucun traité avec le roi, était capable d'envoyer ses troupes au secours du château de Milan, et alors les troupes espagnoles se fussent jointes infailliblement à celles du saint siége.

Les Français, pour enlever à Sforce toutes ressources, pressaient la place avec la plus grande vivacité. C'était le connétable qui conduisait le siége. La partie du génie était abandonnée aux talens connus de Navarre qui, avec le secours des mines, se proposait de faire sauter la place en l'air, mais qui faillit à être lui-même la victime de son art terrible. Il avait poussé la tranchée jusqu'aux bastions de la place; ses travailleurs étaient couverts, les défenses extérieures des assiégés détruites, les fossés desséchés. Une casemate du boulevard, qu'il fit sauter en l'air, et dont il se trouvait trop près, l'ensevelit sous ses ruines; on l'en retira avec peine, couvert de blessures. Cet événement ralentit les travaux du siége, que Navarre savait seul diriger; une fois rétabli, il les reprit avec une nouvelle vigueur qui alarma les assiégés, déjà épouvantés par le bouleversement de la casemate. L'art des mines effrayait d'autant plus, qu'il était plus nouveau, et ses secrets moins connus : d'ailleurs, il n'arrivait des secours

d'aucun côté. Le vice-roi de Naples, à la nouvelle de la victoire remportée par les Français à Marignan, s'était empressé de remmener ses troupes découragées, pleines d'effroi, et dont il n'était plus le maître; Laurent de Médicis, abandonné des Espagnols, songea peu à marcher au secours de Sforce; l'empereur promettait toujours, et restait immobile; les Suisses prêtaient l'oreille aux propositions du roi de renouveler les anciennes alliances; il y avait de la mésintelligence parmi les assiégés; enfin le connétable, saisissant à propos ces différentes circonstances, entama une négociation qui eut le plus heureux succès, et au moyen de laquelle, après vingt jours de siége, Sforce se décida, pressé par Jean de Gonzague, son oncle, et Jérôme Morron, son chancelier, à remettre aux Français les châteaux de Milan et de Crémone, les deux seules places qui lui restaient dans le Milanais : en même temps, il renonça à tous ses droits sur le duché en faveur du roi, qui lui donna un asile en France, paya ses dettes, lui assura une pension de 30,000 écus en argent ou en bénéfice, en lui procurant le chapeau de cardinal. Sforce se rendit en France, charmé d'échapper à l'insolente protection des Suisses, aux exactions de l'empereur, aux arti-

fices des Espagnols, à l'alliance frauduleuse du pape, et paraissant convaincu qu'il allait être plus libre et plus heureux dans l'obscurité paisible de sa retraite, qu'il ne l'avait été sur un trône où on l'avait fait asseoir malgré lui.

Le roi, maître du Milanais, fit son entrée dans la capitale de ce nouvel état, accompagné de cinq princes du sang, et à la tête de son armée triomphante. Il établit ensuite à Milan un parlement, à l'instar de celui de Paris; il visita les places du duché, et séjourna à Vigenova, où il reçut les complimens faux ou sincères de tous les princes de l'Italie; enfin il accorda aux Vénitiens les secours nécessaires pour recouvrer leur état de terre ferme.

Mais son but n'était pas entièrement rempli; il fallait traiter avec les Suisses, le roi d'Espagne, le pape, l'empereur d'Allemagne, et effacer jusqu'au moindre vestige de la ligue formée contre la France.

Les négociations entamées avec les Suisses se terminèrent par une paix aux mêmes conditions acceptées de part et d'autre à Gelara, avant la bataille de Marignan, et auxquelles le roi vainqueur eut la sagesse de ne rien changer.

Les Suisses reconnurent le roi pour duc de

Milan, comte d'Aste, et seigneur de Gènes; s'engagèrent à rendre les places et châteaux qu'eux ou leurs alliés possédaient dans le Milanais, et promirent de fournir le nombre de troupes dont on conviendrait, selon les circonstances.

Le roi s'obligea, de son côté, de leur payer, dans les termes convenus, un million d'écus; il augmenta en même temps les pensions qu'on leur payait avant la rupture avec la France, et que Louis XII leur avait refusées.

Les Suisses conservèrent Bellinzone et le comté d'Avone; mais les cinq petits cantons qui étaient en possession des vallées du Milanais, que le roi se faisait rendre, refusèrent de signer le traité, et les huit autres cantons stipulèrent qu'ils n'agiraient point hostilement contre leurs compatriotes, quand on entreprendrait de reprendre sur eux les vallées.

On pourrait dire que, par ce traité, les Suisses étaient plutôt désarmés à l'égard des Français, que réconciliés avec eux.

Le roi d'Espagne, qui tremblait toujours pour le royaume de Naples, bien loin de songer à vivre pacifiquement avec François Ier, ne négligeait rien pour lui susciter de nouveaux ennemis; mais, au moment où il cher-

chait à réveiller la haine des Suisses, où il irritait la jalousie du roi d'Angleterre, et où il fournissait 20,000 écus à l'empereur, pour faire une irruption dans le Milanais, il mourut le 22 février 1516, victime, comme l'avait été Louis XII, du desir tardif d'avoir des héritiers de son nom.

Ce prince laissa après lui un témoignage de sa haine contre les Français, en appelant à sa succession, au préjudice de Ferdinand son petit-fils, Charles son frère puîné, qui, en joignant à ses états ceux de l'Espagne et de la maison d'Autriche, (dont il devait hériter à la mort de Maximilien) devait former une puissance formidable naturellement ennemie de la France.

Le pape, voyant que la fortune ne se démentait point en faveur de François Ier, donna enfin ordre à son nonce de terminer. On se hâta donc de conclure; le roi prit sous sa protection la maison de Médicis et le gouvernement de Florence dans l'état où il était alors, c'est-à-dire tendant à la monarchie; le pape rappela les troupes de l'Église qui servaient contre les Vénitiens, et remit au roi Parme et Plaisance, à condition qu'il tirerait le sel de Cervia, et non plus de Comachio dans le Ferrarois.

Il restait encore plusieurs points particuliers à régler. Le pape et le roi se virent à Bologne, pour terminer plus promptement : là ils traitèrent de trois objets principaux, Naples, les feudataires du saint siége, la pragmatique et le concordat. Le roi consentit à mettre un certain délai avant d'attaquer Naples. Pour les feudataires, il fit rendre au duc de Ferrare, Modène et Regge, en remboursant au pape quelques sommes qu'il prétendait avoir avancées. Quant au duc d'Urbain, il se contenta des assurances du pape, d'accorder à sa recommandation pour ce prince tous les égards qu'elle méritait. Enfin, sur la pragmatique et le concordat, le roi et le pape décidèrent, à leur satisfaction réciproque et au mécontentement des tribunaux français, le point le plus important du droit canonique.

Selon l'ancienne discipline, les abbés étaient élus par les moines; les évêques, par le clergé uni au peuple. Cette discipline fut heureuse pendant les premiers siècles; mais l'église, enrichie, vit naître sa corruption de sa splendeur. Les bénéfices, qui, dans l'origine, étaient des fardeaux honorables, mais pesans, source féconde de devoirs et de travaux, devinrent des objets de cupidité, que la simonie s'empressa d'enlever au mérite. Dès-lors les assemblées

devinrent tumultueuses, agitées, livrées à la discorde, à la violence, au scandale; les querelles, les combats, le meurtre, les déshonorèrent.

Les rois, pour appaiser ces troubles, prévenaient ou gênaient les suffrages par des ordres absolus, ou des recommandations qui en tenaient lieu; et leur influence sur les élections était devenue presque toujours prépondérante.

On ne tarda pas à être divisé sur cette question; les uns soutinrent les élections par l'église et le peuple, les autres regardèrent les nominations comme un droit de la couronne.

Mais les vrais ennemis des élections n'étaient pas les rois; c'étaient les papes. Tant que ceux-ci respectèrent l'autorité des conciles, ils respectèrent les élections; mais, dès l'instant où les fausses décrétales et les décrets de Gratien eurent accrédité des opinions ultramontaines, lorsque des appels trop directs, des évocations trop fréquentes, portèrent à Rome les contestations qui s'élevaient au milieu des élections, les papes s'occupèrent à attirer insensiblement à eux tous les détails du gouvernement de l'église, et ils sentirent combien la collation des bénéfices pouvait étendre et affermir l'empire pontifical.

Bientôt la faiblesse des rois, la superstition des peuples, la puissance des papes, renversèrent entièrement la discipline des élections. Chaque jour vit naître de nouveaux abus; taxes ordinaires et extraordinaires, droits de provisions, annates, décimes, dévolutions, prévention, vacances, *(incuria)* dépouille, expectatives ou mandats apostoliques, réserves,[1] en un mot, tout ce qui pouvait rapporter de l'argent. Les princes favorisèrent ce brigandage, pour avoir part aux décimes; les cardinaux l'augmentèrent, pour envahir les meilleurs bénéfices; les prélats le soutinrent, ils lui devaient leur intrusion; le clergé inférieur ne pouvait que gémir.[2]

Cependant le clergé de France, chargé de remédier aux maux de l'église, s'était assemblé à Bourges en 1438, où il reçut des ambassadeurs du concile de Bâle. On examina les canons, on les adopta, et on forma cette ordonnance si chère aux Français, si odieuse aux papes, la pragmatique-sanction.

Elle déclarait le concile général représentatif de l'église universelle, supérieur au pape; elle

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (2).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (3).

abolissait les réservations, les graces expectatives, les annates, les évocations; conservait aux églises le droit d'élire leurs évêques, aux monastères d'élire leurs abbés, etc.

Les papes regardèrent toujours la pragmatique comme le plus grand attentat à leur autorité; les Français, au contraire, y voyaient un frein nécessaire aux vexations de la cour de Rome.

Louis XI, séduit par les raisons de Jean Goffredi, évêque d'Arras, renvoya l'original de la pragmatique à Rome; il y fut traîné avec opprobre, comme un monument de la révolte des Français, étouffée par le saint siége: mais ce triomphe était prématuré, les parlemens préparaient une résistance invincible.

Au reste, sous le règne de Louis XI, la pragmatique fut suivie ou négligée, selon qu'il était content ou mécontent des papes. Elle rentra dans ses droits sous Charles VIII et Louis XII; mais les papes s'en étaient toujours plaints. Le concile de Latran venait de l'annuller sous le pontificat de Léon X, et le royaume de France avait été mis en interdit. Ces étincelles pouvaient causer un grand incendie. Louis XII, voulant le prévenir, promit d'envoyer des prélats français au concile

de Latran, pour y répondre sur le fait de la pragmatique; il avait seulement demandé un délai, les chemins n'étant pas libres, par rapport à la guerre : il mourut sur ces entrefaites.

François Ier avait fait la même promesse que son prédécesseur; Léon X le pressait de la remplir, et le roi, qui, encouragé par ses succès dans le Milanais, desirait ardemment la conquête de Naples, et jugeait nécessaire d'avoir le pape pour ami, consentit à traiter avec lui de la pragmatique, qui lui tenait si fort à cœur. En quittant Bologne, il chargea de cette affaire importante le chancelier Duprat. Ce chancelier était veuf, chargé d'une nombreuse famille; en l'élevant aux plus hautes dignités de la magistrature, la duchesse d'Angoulême ne l'avait point enrichi. L'église seule pouvait lui procurer ces moyens; mais ce magistrat ne pouvait rien espérer sous le régime des élections. Le chancelier avait pour lui la faveur du roi et de la duchesse; il fallait donc que la nomination de la prélature appartînt au roi.[1] Le pape était peu jaloux de ce stérile honneur; le profit lui suffisait : les an-

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (4).

nates furent son partage; il se réserva seulement de donner les provisions. [1]

Le concordat fut conclu le 15 août 1516. Par ce décret, Léon XI porta le dernier coup à cette pragmatique, l'horreur de Rome; mais il faut lire dans l'histoire la manière dont il fut accueilli en France par les parlemens et le clergé, la fermeté noble et vraiment protectrice de la liberté naturelle avec laquelle le premier président de Paris parla au roi, et fut soutenu par sa compagnie. Cependant ils furent obligés de céder, dans la crainte des suites fâcheuses que pourraient avoir ces dissentions intérieures, et le concordat fut enregistré le 22 mars 1518.

Quelques personnes penseront peut-être que le roi et le parlement avaient raison dans cette affaire, le roi sous le point de vue de politique, le parlement sous le point de vue légal; mais, pour le bonheur des peuples, pour le respect dû à ses droits, si souvent oubliés, la politique ne doit-elle pas se taire là où la loi la condamne? Malheureusement François Ier, vif et obstiné, ne craignait pas d'humilier le parlement; il ne sentait pas combien il diminuait

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (5).

le respect dû au premier magistrat, en maltraitant les dépositaires et les défenseurs des lois, et en contraignant leur conscience et leur volonté.

Après avoir terminé ses affaires en Italie, et donné le gouvernement du Milanais au connétable, qui avait eu tant de part à cette conquête, le roi revint en France.

Le duc de Milan ayant abdiqué, les Suisses étant appaisés, le pape satisfait, ou feignant de l'être, le roi d'Espagne étant mort, il ne restait plus de la ligue formée contre la France que l'empereur, faible ennemi qui haïssait mollement, qui signalait encore plus mollement sa haine contre les Français réunis aux Vénitiens pour les aider à recouvrer leurs états en terre ferme.

Trivulce, commandant des forces réunies des deux puissances, assiégeait à la fois Vérone et Bresse; le maréchal de Lautrec mena contre Bresse quatre cents hommes d'armes, commandés par le bâtard de Savoie, et six mille Gascons, sous les ordres de Pierre de Navarre. A leur arrivée, les Bressans capitulèrent, et promirent de rendre la place, si, dans vingt jours, ils n'étaient secourus ; ils le furent. Le comte de Roquendorff, ayant pénétré jusqu'à Bresse

par le pays des Grisons, introduisit dans cette place six mille Allemands, qui firent d'abord convertir le siége en blocus; mais ce premier secours fut bientôt suivi d'un autre bien plus considérable, et non moins inattendu. Seize mille Allemands, quatorze mille Suisses, suivis d'une cavalerie nombreuse, descendirent des montagnes du Trentin, conduits par l'empereur en personne.

Le roi d'Espagne venait de mourir; l'empereur, déjà tuteur de Charles, espérait obtenir l'administration des royaumes de Castille et d'Aragon, qu'avait eue Ferdinand, et la mériter, en flattant, par une irruption dans le Milanais, la haine des Espagnols pour les Français : d'ailleurs, son armée ne lui coûtait rien. Les 120,000 écus du roi d'Espagne avaient servi à la lever, et c'était l'argent du roi d'Angleterre qui devait la soudoyer.

A l'arrivée de l'armée impériale, le maréchal de Lautrec leva le blocus de Bresse, et recula vers l'Adda, dans l'intention d'en disputer le passage; mais, trop faible pour exécuter ce projet, il fut forcé de se retirer vers Milan, et d'abandonner à l'empereur, qui le ravagea, le pays entre l'Adda et le Pô.

Arrivé à Milan, Lautrec répandit tellement

l'alarme, que le connétable de Bourbon, sur son récit, désespérant de sauver les faubourgs, prit le parti, sans doute trop précipité, de les détruire.

Les Milanais se souvinrent long-temps avec douleur de cette destruction; ils y furent d'autant plus sensibles, que la lenteur de l'empereur ayant donné le temps de se reconnaître, l'activité du connétable pourvut promptement à la défense et à la sûreté de la ville, dans laquelle Albert de la Pierre ne tarda pas à se rendre, à la tête de treize mille Suisses, avant qu'elle ne fût entièrement investie.

Mais les Suisses, amenés par Albert, ayant refusé de combattre contre leurs compatriotes qui servaient dans l'armée de l'empereur, le connétable, irrité de leurs procédés, et craignant que leur défection ne répandît le découragement dans l'armée, les licencia sur-le-champ, comme des soldats rebelles, indignes de servir sous lui. Albert de la Pierre, véritablement attaché aux Français, resta avec sa compagnie de trois cents hommes, sous la condition cependant de n'être employé que contre les Allemands.

Averti du départ des treize mille Suisses, l'empereur se crut maître du Milanais; il me-

naça Milan, il parla de la faire disparaître, si elle n'apportait ses clefs : sur le refus qu'on en fit, il distribua ses quartiers autour de la ville.

Les menaces de l'empereur furent vaines; tous ses projets échouèrent contre la vigilance du connétable. Le défaut d'argent ayant d'ailleurs excité une révolte, parmi les Suisses, dans l'armée impériale, et l'empereur ayant lu une lettre de Trivulce, (qui avait pris ses mesures pour la faire intercepter) dans laquelle, par un stratagême heureux, ce général écrivait aux capitaines suisses, comme pour entretenir avec eux une intelligence, afin d'exécuter, de concert, un complot contre Maximilien. Celui-ci fut tellement effrayé en voyant sa perte jurée, que, supposant qu'on devait lui compter 80,000 écus à Trente, il y court en poste; cependant ce voyage était une fuite. En vain attendait-on l'empereur au-delà de l'Adda, il ne revint point. Dès-lors le désordre se met dans l'armée, dépourvue de chef et d'argent; les Suisses se débandent, et vont piller Lodi et Saint-Ange, pour se payer de l'argent qui leur est dû;[1] le siége de Milan est levé par les Al-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (6).

lemands; ils sont poursuivis par le comte de Saint-Paul; Montmorenci et Leseur, qui troublent leur marche, chargent leur arrière-garde, et leur tuent beaucoup de monde.

Telle fut la ridicule issue d'une entreprise qui s'annonçait sous un appareil aussi formidable.

Les Français, ainsi délivrés de Maximilien et de son armée, retournèrent avec les Vénitiens au siége de Bresse, qui ne tarda pas à capituler.

L'armée alla ensuite assiéger Vérone; mais l'arrivée du comte de Roquendorff, qui vint au secours de la place avec huit mille Allemands, le feu qui prit à un convoi de huit cents barils de poudre, qui venait au camp des assiégeans, forcèrent Lautrec de lever le siége, et de se porter vers Villefranche, poste avantageux qui, séparant le Mantouan du Véronais, lui donnait la facilité de couper les vivres aux assiégés.

Ainsi les Français aidaient les Vénitiens à recouvrer leurs états de terre ferme, quand l'archiduc Charles, devenu héritier des royaumes d'Espagne, sentit l'importance pour lui de s'allier avec François Ier, afin de n'être point troublé dans la prise de possession de son nouvel héritage.

Ces deux princes avaient ensemble de grands intérêts à régler. François Ier brûlait de reconquérir Naples, et il était résolu de soutenir le roi de Navarre; Charles venait d'hériter des droits de la maison d'Aragon sur le royaume de Naples; et la Navarre était trop précieuse à l'Espagne, par sa situation vers les Pyrénées, pour consentir à la restituer. Cependant l'intérêt le plus pressant du nouveau roi d'Espagne était de ne pas se brouiller avec la France; il demanda à François Ier de nommer un plénipotentiaire, et de désigner une ville pour les conférences : celui-ci choisit Noyon, et nomma le grand maître de Boissy; Charles désigna le seigneur de Chièvres, ami particulier de Boissy. Ainsi les deux gouverneurs furent chargés de discuter les intérêts de leurs deux illustres élèves.

Boissy ne sut point profiter de l'avantage des circonstances; on peut croire que le nouveau roi d'Espagne aurait accédé sans peine à rendre la Navarre et le royaume de Naples. Il avait tout à craindre; l'Aragon et la Castille pouvaient lui préférer le jeune Ferdinand, son frère; la Castille pouvait au moins refuser de le reconnaître pendant la vie de sa mère; la France pouvait facilement réaliser ces événe-

mens ; elle pouvait aussi, pendant l'absence de Charles, prendre les Pays-Bas. C'était donc le moment de tout obtenir du nouveau roi d'Espagne : la France n'obtint rien, et accorda tout.

On convint que Charles satisferait Henri d'Albret sur la Navarre. Quant au royaume de Naples, on prit pour base le traité de partage, conclu en 1501 et 1505; et François Ier, à l'instar de Louis XII, céda au roi d'Espagne la moitié du royaume de Naples, en faveur du mariage entre le roi d'Espagne et madame Louise, fille alors unique du roi, âgée d'un an.

Malgré le traité conclu à Noyon, en août 1516, le roi d'Espagne accéda, dans la même année, à un traité qui se conclut à Londres le 28 octobre, entre l'empereur et le roi d'Angleterre. C'était une véritable ligue défensive contre quiconque attaquerait l'une des trois puissances, et par conséquent contre la France qui, en secourant les Vénitiens, attaquait nécessairement l'empereur et le roi d'Angleterre : on laissait dans ce traité la liberté à toutes les autres puissances d'entrer dans cette ligue ; on y comprenait les cantons suisses, même sans les consulter, et on leur assignait des pensions afin de les déterminer : mais l'empereur, à qui

l'on n'assignait point de pension, et à qui les Vénitiens consentirent d'acheter la restitution de Vérone, se dégoûta bientôt de la ligue de Londres. Vérone, que Lautrec réduisait à la famine, allait être forcée de capituler; l'empereur, qui voulait toucher 100,000 écus, se hâta de remettre cette place aux Vénitiens, de conclure la paix avec eux et les Français, et d'accéder au traité de Noyon, par le traité de Bruxelles, du mois de décembre 1516, ensuite par celui de Cambrai, du 11 mars 1517.

L'alliance des Français et des Vénitiens avait eu un plein succès; les Français avaient recouvré le Milanais, les Vénitiens leur état de terre ferme; ils avaient fait une paix glorieuse, et l'empereur en fit une lucrative : en conséquence, il permit aux cinq cantons suisses qui, par égard pour lui, avaient refusé de prendre part au traité fait entre François Ier et les huit autres cantons, de s'allier comme eux avec la France. Dès-lors, François Ier conclut à Fribourg, avec les treize cantons, les ligues grises, les Valaisans, enfin, tout le corps helvétique, le traité auquel on donna le nom de paix perpétuelle, et qui le mérita par la scrupuleuse fidélité des Suisses à rester depuis alliés à la France.

Quelques mois après, le connétable de Bourbon fut rappelé de son commandement du Milanais ; et la principale cause de cette espèce de défaveur parut avoir été l'ouvrage de l'amour ou de la haine de la duchesse d'Angoulême ; le maréchal de Lautrec fut mis à sa place : quoiqu'il eût des titres pour l'obtenir, on prétendit alors que le prix de la valeur avait été donné à la beauté, et que les charmes de la comtesse de Châteaubriant, sa sœur, avaient été plus puissans que ses services. Déjà le crédit de cette maîtresse balançait, s'il n'effaçait pas, celui de la duchesse d'Angoulême.

Après tant de succès et de sacrifices, François Ier n'avait plus d'ennemis à craindre en Italie; lorsque la jalousie imprudente du maréchal de Lautrec contre le maréchal de Trivulce, et la manière aussi dure qu'injuste dont ce dernier fut traité par le roi, mirent dans le cœur des Milanais des dispositions fâcheuses à l'égard de leur gouverneur et de la nation française. Mais les effets de ces dispositions n'éclatèrent que longtemps après; et le roi, assuré dans ce moment du pape, de l'empereur et du roi d'Espagne, demeura tranquille possesseur de la Lombardie.

FIN DU LIVRE SEPTIÈME.

SOMMAIRE

DU LIVRE HUITIÈME.

Charles d'Autriche, Roi d'Espagne, est proclamé Empereur. — Entrevue entre François Ier et Henri VIII. — Surprise de Mouzon. — Investissement de Tournai. — La Guerre recommence en Europe. — Création des indulgences. — Telzel. — Luther. — Zuingle. — Sorel. — Calvin. — Pallavicin fait pendre Cardin. — Le Pape se déclare contre la France. — Surprise de Gènes manquée. — Entreprise sur Côme échouée. — Lautrec arrive à Milan. — Levée du siége de Parme. — Lautrec laisse échapper les ennemis à Pontévico. — Crémone se rend aux confédérés, ainsi que Lodi, Pavie, Alexandrie, Parme et Plaisance. — Mort de Léon X; Adrien VI le remplace. — Belle Défense de Parme. — Lautrec est obligé de lever le siége de Pavie. — Bataille de la Bicoque perdue par les Français. — Les Vénitiens traitent avec l'Empereur. — Lautrec revient en France après avoir perdu le Milanais. — Prosper Colonne termine la campagne par la prise et le pillage de Gènes.

LIVRE HUITIÈME.

DEPUIS le Traité de Fribourg, jusqu'à l'expulsion des Français de la Lombardie.

Du 29 novembre 1516 au 20 avril 1522.

ICI commence un nouvel ordre de choses : de plus grands intérêts, de plus grands événemens, et même de plus grands hommes, vont occuper la scène. Charles d'Autriche, roi d'Espagne, élevait sourdement, à travers mille obstacles, l'édifice de sa grandeur : jusqu'alors, on avait ignoré ce qu'il pouvait être; obscur et caché dans les Pays-Bas, en paix avec ses voisins, jurant à François Ier une obéissance respectueuse et filiale, s'assurant de l'amitié du roi d'Angleterre, prévenant, par une administration douce et prudente, les révoltes de ses indociles sujets, Charles était heureusement arrivé au trône d'Espagne; mais, dès ce moment, il desirait ardemment recevoir de Maximilien la couronne impériale, avec les états héréditaires de la maison d'Autriche, et toutes ses négociations auprès de lui furent dirigées afin de réussir dans cet objet important. Le choix

de l'empereur, pour faire élire un roi des Romains, flottait entre Charles et Ferdinand; il allait même se décider pour ce dernier, lorsque le cardinal de Sion, qui n'avait point quitté la cour de l'empereur, en fut instruit. La grandeur de Charles lui paraissait le plus sûr moyen d'abaisser ou d'affaiblir les Français; il n'en fallait pas davantage pour sa haine : aussi ne cessa-t-il de parler en faveur du roi d'Espagne au conseil et dans le cabinet de l'empereur. Persuadé par les raisons du cardinal de Sion, fatigué de ses intrigues, entraîné par son éloquence, le conseil d'Autriche se joignit à lui; le cardinal de Gurk l'appuya; l'empereur, déjà fort ébranlé, céda à leurs instances, et il fut décidé qu'on s'occuperait sérieusement à faire élire le roi d'Espagne roi des Romains.

Les Français sentirent toutes les conséquences de ce projèt, et, tandis qu'ils n'oubliaient rien pour le traverser, l'empereur mourut le 15 janvier 1519.

Alors les trois plus puissans monarques de l'Europe chrétienne, le roi de France, le roi d'Angleterre et le roi d'Espagne, aspirèrent ouvertement au trône de l'Empire.

On négocia, on cabala, on intrigua, on fit jouer tous les ressorts si souvent employés dans

cette circonstance, pour se tromper mutuellement; enfin on n'oublia rien de part et d'autre pour réussir : mais les divisions que tant d'intrigues et d'efforts contraires introduisirent dans la diète, lassèrent enfin les électeurs. La vertu de Frédéric, électeur de Saxe, vue de plus près, les frappa davantage, sur-tout en la comparant avec l'ambition de ses compétiteurs; ils lui déférèrent unanimement la couronne. Malheureusement pour l'humanité, qui eut tant à souffrir des querelles de François et de Charles, l'électeur, déjà si digne de la porter, s'en montra plus digne encore, en la refusant. Alors les électeurs, frappés de respect, décidèrent qu'ils choisiraient pour empereur celui que Frédéric désignerait pour monter sur le trône que sa prudence magnanime laissait vacant. Ce prince nomma le roi d'Espagne comme celui qui appartenait le plus à l'Allemagne, qui aurait le plus d'intérêt à la défendre, et le moins de facilité à l'asservir. Quelques électeurs voulurent encore parler pour François I[er]; mais la majorité l'emporta pour le roi d'Espagne, qui fut proclamé empereur le 28 juin 1529, sous le nom de Charles-Quint.

Instruit de sa nomination, Charles se hâta

d'arriver en Allemagne pour y recevoir la couronne impériale; mais, en le nommant, l'électeur de Saxe avait conseillé de prendre contre lui des mesures en faveur de la liberté. Les électeurs crurent donc devoir employer, à l'égard de Charles, une précaution inconnue jusqu'alors; ils introduisirent l'usage des capitulations,[1] devenu depuis invariable, afin que l'empereur eût toujours sous les yeux les devoirs auxquels il s'engageait, et qui devenaient une condition inséparable de l'élection. Ils prirent pour prétexte que ce prince apportait de l'Espagne des maximes contraires au gouvernement germanique; mais on voulut en vain empoisonner le triomphe de Charles-Quint, on ne put en ternir l'éclat. L'Europe vit avec admiration ce jeune prince, alors caché, pour ainsi dire, dans les marais de la Flandre, contraint et gêné en Espagne, presque ignoré en Italie, humblement soumis aux volontés du plus grand ennemi de sa maison, sortir de l'obscurité, et, pour ainsi dire, de l'esclavage, par la démarche la plus imposante et la plus heureuse, déconcerter, par son coup d'essai, toutes les mesures de François Ier, et porter quel-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (7).

que atteinte à la considération dont il avait joui en Europe.

François I[er] sentit son humiliation plus vivement qu'il ne l'aurait dû, et le chagrin qu'il en eut, doit être regardé comme le véritable principe des guerres dont tout son règne fut agité. François I[er], persuadé qu'Henri VIII partageait son ressentiment, accéléra une entrevue avec ce roi, entre Ardres et Guines. Cette entrevue, connue sous le nom *du Champ du Drap d'or*, fut célèbre par la magnificence qu'on y déploya : *La dépense y fut telle*, dit Martin du Bellay, *que plusieurs y portèrent leurs moulins, leurs forêts et leurs prés, sur leurs épaules.*

Une chose digne de remarque, c'est que, dans cette occasion, les Français se signalèrent par la magnificence, et les Anglais par le goût.

On ne doit pas oublier non plus que le roi d'Angleterre, ayant provoqué François I[er] à la lutte, fut renversé sans pouvoir jamais prendre sa revanche.[1]

Au reste, le nouveau traité fait entre les deux rois n'ajouta rien d'important à celui de la restitution de Tournai;[2] mais François I[er] fut

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (8).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (9).

trompé dans ses desseins, Henri VIII ayant déclaré qu'il ne voulait se mêler en aucune manière des divisions qui pourraient s'élever entre François Ier et l'empereur.

Tout le monde sentait bien cependant que la paix ne pouvait durer long-temps. La haine entre les deux puissances rivales était nourrie par trop de prétentions et d'intérêts contraires; le traité de Noyon n'avait point été exécuté, ni la Navarre restituée à la maison d'Albret; l'empereur restait en possession de tout le royaume de Naples; le duc de Gueldre implorait, à grands cris, la protection de la France contre les violences de Charles-Quint; celui-ci, de son côté, réclamait le duché de Bourgogne, usurpé par Louis XI sur Marie de Bourgogne, son aïeule. Sa qualité d'empereur lui donnait des prétentions sur le Milanais; il se plaignait de la protection accordée à ses ennemis par François Ier, et des troubles suscités ou fomentés par lui dans ses états.

Des troubles éclatèrent en Espagne; on les attribuait injustement à François Ier, qui eut soin cependant d'en profiter pour tâcher de remettre Henri d'Albret sur le trône de ses pères.

L'Espaze, frère de Lautrec, fut chargé de rétablir le roi de Navarre dans ses états; mais

ce général français, battu et fait prisonnier dans la plaine de Squiros, ne put empêcher Henri d'Albret de perdre tous ses états, à l'exception de Saint-Jean Pied de Port.

On conçoit que cette agression, quoique juste, était peu faite pour ramener Charles-Quint à des voies pacifiques : aussi ne tarda-t-il pas de faire attaquer, par le comte de Nassau, Robert de la Marck, duc de Bouillon, qui était protégé par la France, mais qui, n'ayant pas été secouru à propos, fut obligé de céder et de solliciter une trève, qui lui fut accordée avec peine, et dont l'empereur profita pour augmenter les forces qui étaient aux ordres du comte de Nassau, afin d'assurer la ruine entière de la maison de la Marck, et l'invasion des frontières de France.

Occupés de ces préparatifs, les généraux de l'empereur ne cessaient d'assurer qu'ils ne pensaient en aucune manière à troubler la paix avec la France; mais ces protestations furent bientôt démenties par une démarche qui ne recevait ni interprétation ni excuse. Le comte de Nassau passa le Cher, et s'avança pour surprendre Mouzon; en même temps, le seigneur de Fiennes, à la tête d'un corps de troupes impériales, alla investir Tournai : c'était là le

moment attendu et desiré. Les Français sortirent de l'incertitude où ils avaient flotté si longtemps; ils songèrent sérieusement à la guerre: cette vive étincelle embrasa bientôt l'Europe, et on se battit à la fois au nord, au levant, au midi, au couchant, dans les Pays-Bas, en Allemagne, en Italie, en Navarre.

A la même époque, des causes très-légères, produites en apparence par le hasard, préparaient une importante révolution.

Léon X, à son avénement, trouva les revenus de l'église épuisés par les vastes entreprises de ses deux ambitieux prédécesseurs; il était lui-même libéral. Ses projets pour l'agrandissement de sa famille, son amour pour l'ostentation, son goût pour le plaisir, et la magnificence avec laquelle il récompensait les hommes de génie, l'engageaient tous les jours dans de nouvelles dépenses: pour y suffire, on eut recours à tous les expédiens que put enfanter la fertile imagination des prêtres, et, entre autres moyens, on imagina de vendre des indulgences.[1]

Albert, électeur de Mayence, archevêque de Magdebourg, ayant été chargé de la publi-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (10).

cation de ces indulgences, se servait, pour les distribuer en détail dans la Saxe, d'un moine dominicain nommé Telzel, de mœurs licencieuses, mais d'un esprit actif, et distingué par une éloquence bruyante et populaire. [1]

Dans le même temps, Martin Luther, moine augustin, [2] mettait en question l'efficacité des indulgences, et déclamait contre la conduite déréglée et la fausse doctrine de ceux qui les publiaient. Frédéric, électeur de Saxe, qui venait de fonder une université à Wirtemberg, avait choisi Luther pour y enseigner d'abord la philosophie, ensuite la théologie; et ce professeur, regardé comme le principal ornement de l'université, était au plus haut point de son crédit et de sa renommée, lorsque Telzel commença à publier les indulgences dans les environs de Wirtemberg. Il y eut d'abord un prodigieux succès; mais Luther, indigné de la fourberie des vendeurs d'indulgences et de la simplicité des acheteurs, monta en chaire dans la grande église de Wirtemberg, et il y déclama avec la plus grande amertume contre

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (11).
[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (12).

les déréglemens de ceux qui publiaient les indulgences.[1]

La cour de Rome, loin de s'alarmer de cette nouvelle doctrine, y faisait à peine attention; Léon X était loin de pressentir, et Luther lui-même ne prévoyait pas, sans doute, combien les suites de cette querelle seraient funestes au saint siége.[2] La Saxe ne fut pas le seul pays où l'on vit éclater cet esprit de révolte contre les dogmes et les usurpations de l'église romaine; les mêmes causes suscitèrent en Suisse, à peu près dans le même temps, une attaque vigoureuse du même genre : les franciscains, chargés d'y publier les indulgences, exécutèrent leur commission avec la même indiscrétion et la même rapacité qui avait rendu les dominicains si odieux en Allemagne : ils poursuivirent cependant, sans aucun obstacle, leur expédition, jusqu'à ce qu'ils fussent arrivés à Zurich. Ce fut dans cette ville qu'ils trouvèrent Zuingle, ne cédant en rien à Luther pour le zèle et l'intrépidité, et qui osa s'opposer à leurs progrès.[3]

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (13).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (14).

[3] *Voyez*, à la fin du volume, la note (15).

Peu de temps après parurent Fazel et Calvin,[1] qui propageaient leur doctrine en Suisse et à Genève; le calvinisme même effaçait peu à peu le luthéranisme : la plupart des villes de France quittèrent une hérésie qui vieillissait et qui venait de trop loin, pour une hérésie voisine et nouvelle ; mais les parlemens signalaient à l'envi leur haine contre cette secte, et faisaient brûler impitoyablement tous ses prédicans et leurs associés.[2]

Ainsi la guerre était vivement allumée en Allemagne, en Suisse, en France, entre les partisans du saint siége et ceux de la réforme; et, tandis qu'ils s'anathématisaient, se déchiraient ou se brûlaient, les différens souverains de l'Europe étaient sur le point de commencer une guerre pour satisfaire leur haine, leur jalousie ou leur ambition, d'une manière non moins funeste à l'humanité que la guerre occasionnée par les opinions religieuses.

L'Italie avait éprouvé divers changemens depuis 1519. La mort de Médicis avait laissé le pape seul administrateur des états de Toscane et d'Urbin : bien loin de restituer Modène

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (16).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (17).

et Regge, il avait tenté de s'emparer de Ferrare; il eût voulu être le seul souverain de l'Italie. Il avait sur-tout le vaste projet d'en chasser les étrangers. Les souverains, possesseurs du Milanais et de l'Italie, étaient essentiellement ses ennemis; Léon X fondait ses espérances sur leurs discordes; il se flattait de les détruire l'un par l'autre : pour y réussir, il fallait s'allier successivement avec l'une et l'autre puissance, les appuyer, les quitter tour à tour à propos, et n'en servir jamais aucune utilement.

Léon n'avait point contribué à élever Charles-Quint au trône de l'Empire; il pouvait donc beaucoup l'embarrasser, en refusant de le reconnaître, ou en exigeant qu'il renonçât au royaume de Naples. Il parut d'abord prendre ce dernier parti, et se tourner du côté du roi de France, avec lequel il fit un traité secret, dans lequel il promettait de ne pas reconnaître Charles-Quint, et d'aider François Ier à reconquérir le royaume de Naples, sous des conditions à la vérité un peu dures.[1]

Le roi de France fit en même temps, avec le pape, une ligue pour la défense de l'Italie,

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (18).

et il se chargea d'y faire entrer les Vénitiens; mais le roi abandonna ses projets sur Naples, convaincu sans doute du peu de sincérité du pape dans son traité, pour l'aider à en faire la conquête. Cette conduite occasionna des propos: le pape fit des plaintes amères, le roi des reproches; les esprits s'aigrirent, et Léon X passa rapidement de la défiance à la haine, et de la haine à la défection.

Pendant que ce levain d'aigreur fermentait, et avant que l'empereur se fût publiquement détaché de l'alliance des Français, il se présenta diverses conjonctures qui pouvaient l'autoriser à éclater.

Le maréchal de Lautrec gouvernait depuis long-temps le Milanais avec une rigueur insupportable; les proscriptions avaient dépeuplé Milan; les bannis étaient en si grand nombre, qu'on les voit jouer un rôle dans l'histoire, se rassembler, former des entreprises, et susciter beaucoup d'affaires aux Français.

Le maréchal de Lautrec étant allé à la cour, Lescur, son frère, connu alors sous le nom de maréchal de Foix, vint le remplacer. A son arrivée, les bannissemens, les confiscations, recommencèrent; le nombre des mécontens s'accrut; il s'éleva des révoltes. Le maréchal

en craignait les suites; mais, au lieu de les prévenir par la douceur, il crut devoir redoubler sa sévérité, et pousser à bout les mécontens. Il apprit que quelques bannis du Milanais s'étaient attroupés à Buffeto, petite place appartenant à Christophe Pallavicin; il lui dépêcha un Crémonois, nommé Cardin. Les bannis persuadèrent à Pallavicin que cet homme était venu pour les surprendre; celui-ci le fait arrêter, et, sur le refus des juges de le condamner, il le juge lui-même, le condamne à être pendu, et fait exécuter la sentence: après ce coup hardi, les bannis se sauvèrent à Regge, où ils furent joints par Jérôme Moron, chancelier du Milanais. Mécontent du gouvernement des de Foix, il ne cessait de cabaler auprès du pape, de l'empereur et de tous les souverains d'Italie, en faveur de François Sforce. Ce jeune prince, héritier des droits de sa maison sur le Milanais, par la renonciation de son frère Maximilien, était resté à Trente, où il attendait les événemens.

Guichardin, auteur de l'Histoire des guerres d'Italie, était gouverneur de Modène et de Regge : cette dernière place était alors sans défense. Le maréchal de Foix espérait intimider le gouverneur, et l'obliger à lui remettre

les bannis, en se présentant à main armée devant la place; il ne réfléchit pas combien cette démarche avait l'air d'une hostilité, et combien aussi il était probable que Guichardin serait averti. Il le fut en effet, et prit ses précautions. Le maréchal s'avance vers Regge, du côté de Parme, et, pour empêcher les bannis de s'échapper par la porte de Modène, il envoie un corps de troupes pour veiller sur cette porte; il demande ensuite une entrevue au gouverneur, qui la lui accorde à la poterne du ravelin de la porte de Parme. Tandis que le maréchal se plaint de l'accueil fait aux ennemis de son maître, et que le gouverneur lui témoigne son étonnement sur son entrée avec des troupes sur les terres du pape, on ouvre la porte de Modène pour recevoir une voiture de farine. Les troupes françaises qui se trouvaient là croient devoir profiter d'une aussi belle occasion pour s'emparer de la place : elles tentent d'entrer, on les repousse avec vigueur; on ferme la porte; l'alarme se répand en un instant; on crie à la trahison; on tire sur la suite du maréchal de Foix, et on eût tiré sur lui-même, si on n'avait craint de blesser ou de tuer le gouverneur. Alexandre Trivulce est blessé mortellement, les autres s'enfuient; le

maréchal inquiet ne sait quel parti il doit prendre. Guichardin, sage et tranquille au milieu du tumulte, fait cesser les décharges, et, prenant le maréchal par la main, le fait entrer dans le ravelin, afin qu'il réponde de la conduite de ses troupes, auxquelles le maréchal ne tarde pas à être rendu ; mais les bannis sont conservés et protégés.

Le maréchal, sentant trop tard les prétextes de rupture qu'il venait de fournir au pape, lui dépêcha Lamotte Grouin pour s'excuser, et lui rendre compte des motifs de sa démarche. Le pape ne voulut rien entendre, déclara toute alliance avec les Français désormais rompue, tonna contre la France, excommunia le maréchal de Foix, et publia hautement que l'intérêt de la religion et de l'Italie l'obligeait d'écouter les propositions de dom Jean Manuel, ambassadeur de Charles-Quint.

Vers le même temps, le tonnerre tomba à Milan sur le magasin général des munitions de guerre qui devaient être distribuées dans les différentes places du Milanais.[1]

Si les mécontens et les partisans de l'empereur eussent été moins consternés, ils auraient

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (19).

pu facilement s'emparer du château. Les Français et quelques sénateurs attachés à la France s'empressèrent de s'y rassembler, et de le garder jusqu'à l'arrivée d'une compagnie de cent hommes d'armes venus de Novare : les brèches furent bientôt réparées.

Avant de rendre leur traité public, le pape et l'empereur avaient tenté de surprendre Gènes par le moyen des Adornes, et le Milanais par celui des bannis, qui conservaient des intelligences dans les principales places de cet état.

Depuis long-temps les Adornes et les Frégoses étaient à Gènes les chefs des deux factions contraires. Les Frégoses triomphaient sous la protection de la France ; les Adornes, exilés et retirés dans le royaume de Naples, entretenaient des intelligences dans Gènes. Tout à coup Jérôme Adorne paraît à la vue de la côte de Gènes avec cinq galères napolitaines, deux de l'État Ecclésiastique, quatre brigantins, et quelques autres navires montés par deux mille soldats espagnols ; il espérait escalader Gènes. Il avait sur ses vaisseaux les échelles nécessaires pour effectuer ce projet; mais le jour les surprit : d'ailleurs, Frégose avait été averti, et, grace à ses soins, rien n'ayant re-

mué, ni dans la ville, ni sur toute la côte, la flotte fut obligée de se retirer sans avoir rien entrepris, et après avoir perdu plusieurs soldats et quelques officiers de marque qui furent atteints par le canon de la place dont la flotte s'était trop approchée.

Dans le même temps, les bannis formaient le projet d'attaquer à la fois Côme, Milan, Crémone, Parme et Plaisance.

L'entreprise sur Côme fut la première. Mainfroi, Pallavicin et Matto Brinzi, chefs de parti, errans dans les montagnes, ayant fait embarquer sur le lac de Côme un grand nombre de lansquenets et d'Italiens, choisirent, pour surprendre la place, un jour où les réjouissances publiques qu'on célébrait hors de la ville, en faisaient sortir les habitans.

Le gouverneur, brave capitaine basque, nommé Garrou, en était sorti lui-même. Tout à coup il entend sonner l'alarme, et il apperçoit les ennemis; il rentre précipitamment dans la ville; se défiant de quelques bourgeois, il les mêle avec les soldats rangés en bataille le long des murailles : par cette précaution, il rend inutiles les intelligences de l'ennemi dans la ville.

Instruits de ce mouvement, Pallavicin et

Matto s'arrêtent ; ils vont camper hors de la vue de la ville, afin d'y attendre la nuit, pendant laquelle Antoine Rusquo doit les introduire par une ouverture faite à la muraille, derrière sa maison. Mais Garrou n'a point perdu de vue les ennemis ; il a fait reconnaître leur camp ; il est instruit que la garde y est négligée ; il sort à la tête de deux cents hommes, trouve les ennemis endormis, en passe une partie au fil de l'épée, s'embarque sur le lac en même temps que ceux qui avaient pris la fuite avec Matto et Pallavicin, arrive avant eux vers un défilé par lequel ils devaient passer, les arrête avec tous les Italiens de leur suite, donne la liberté anx lansquenets, et envoie les deux chefs à Milan.

Le maréchal de Foix, enchanté de ces succès, s'empresse de faire instruire avec une rigueur inouie le procès de Pallavicin et de Matto ; ils ne peuvent échapper au plus horrible supplice : l'un et l'autre sont écartelés, et plusieurs citoyens considérables du Milanais pris avec eux, ou dénoncés par eux comme leurs complices. Ainsi le maréchal se rassasia de vengeances cruelles, et combla le désespoir des malheureux Milanais.

Les autres entreprises formées sur les prin-

cipales places du Milanais ne furent point exécutées, ou furent découvertes, prévenues et punies.

Lorsque le pape crut les esprits disposés, par ces rigueurs, à une révolte générale; lorsque l'affaire de Regge eut fourni les prétextes dont il croyait avoir besoin, il leva le masque, entra en guerre ouverte avec les Français, et rendit public son traité avec l'empereur.[1]

Il était important pour le pape et l'empereur, qui se disposaient à entrer dans le Milanais par le Parmesan et le Plaisantin, d'attirer dans leur parti le marquis de Mantoue; on réussit à le détacher de la France, en lui offrant la dignité de capitaine général des troupes de l'Église.

Les Suisses se divisèrent, et, dans cette guerre, on en vit une égale quantité à peu près dans les deux armées ennemies.

Les Vénitiens, encore fidèles à leur alliance avec les Français, envoyèrent Théodore Trivulce avec quatre cents lances, et un corps considérable de cavalerie légère qui joignit le maréchal de Foix, mais ne voulurent pas ou négligèrent, avant cette jonction, d'empêcher

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (20).

les lansquenets arrivés à Trente de joindre l'armée des confédérés qui s'assemblaient dans la Romagne.

Le duc de Ferrare armait pour recouvrer Modène et Regge.

François-Marie de la Rovère, duc d'Urbin, s'était réfugié à Milan, où il était venu demander de l'argent et de l'emploi.

Ainsi les Français, appuyés par les Vénitiens, par une partie des Suisses, déchargés de la défense des ducs d'Urbin et de Ferrare, avaient à combattre, en Italie, les Florentins, François Sforce, le marquis de Mantoue, et une partie des Suisses.

Le commandement général de l'armée de la ligue papale fut confié à l'expérience éprouvée de Prosper Colonne; le marquis de Pescaire commandait les Espagnols sous ses ordres, et partageait avec lui le pouvoir.

Une multitude d'autres chefs commandaient des corps particuliers.[1] Leur mérite pouvait être utile, leur multiplicité indifférente; mais la mésintelligence qui régna souvent entre Colonne et Pescaire pouvait être très-funeste aux intérêts des confédérés. Ces deux hommes

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (21).

étaient d'un caractère entièrement opposé. Colonne, temporiseur comme Fabius, était, comme lui, taxé de timidité; Pescaire, vif, ardent, présomptueux, joignait la ruse italienne à la fierté espagnole : l'un et l'autre exclusivement occupés des intérêts de leur maître, qui n'étaient pas toujours les mêmes.

Cette armée était d'environ dix-huit mille hommes d'infanterie et de douze cents hommes d'armes, sans compter les bannis qui avaient des intelligences dans toutes les places du Milanais, et dont le courage, excité par la fureur, semblait propre à produire de grandes choses. Moron était dans leur armée.

Tous les corps particuliers se réunirent à Bologne, où les chefs délibérèrent sur les opérations de la campagne.

Le maréchal de Foix voyant la guerre prête à éclater, et les confédérés sur le point de tomber sur le Milanais, écrivait au roi qu'il avait pourvu à tout; qu'il avait plus de Suisses qu'il n'en voulait; qu'il se riait des projets des ennemis, tandis qu'il écrivait avec instance au maréchal de Lautrec, son frère, pour hâter son retour à Milan, et se décharger sur lui du poids des événemens : mais le maréchal ne s'empressait pas de se rendre à ses invitations.

Il sentait, il disait, il répétait sans cesse que, sans argent, on ne pouvait conserver le Milanais, parce que les Suisses, mal payés, déserteraient infailliblement, et le laisseraient sans défense au moment où leurs secours seraient le plus nécessaires : Lautrec connaissait d'ailleurs les dispositions de la duchesse d'Angoulême à son égard; il la croyait capable de traverser ses opérations, pour se ménager le plaisir perfide de lui attribuer les disgraces des armées françaises, et le perdre. En conséquence, il s'obstinait à ne vouloir quitter la cour que quand il aurait reçu tout l'argent dont il croyait avoir besoin; il partit enfin sur les assurances réitérées du roi, de la duchesse d'Angoulême, du chancelier Duprat, et du surintendant Semblançay, qu'en arrivant dans le Milanais, il recevrait 400,000 écus qu'il avait demandés.

Rendu à Milan, Lautrec, loin de blâmer les rigueurs de son frère, voulut encore y ajouter; il débuta en faisant traîner à l'échafaud et décapiter un vieillard de soixante et quinze ans, ce Christophe Pallavicin qui avait si légèrement immolé Cardin à ses soupçons. Son supplice révolta les hommes, même les plus indifférens.

Les confédérés, pour ne point laisser der-

rière eux de places ennemies, se déterminèrent à faire le siége de Parme ; mais cette détermination ne fut prise qu'après avoir occasionné les plus violens propos et les débats les plus longs entre les deux généraux, Pescaire soutenant qu'il fallait marcher droit vers Milan, sans s'arrêter à faire des siéges : d'après cette opinion, on ne s'était point muni de l'artillerie nécessaire, et il fallut en faire venir de Bologne pour faire le siége de Parme.

Ces lenteurs donnèrent le temps aux Français de mettre cette place en état de défense. Le maréchal de Foix vint y commander en personne, en attendant que son frère eût pu rassembler les troupes qui lui arrivaient de Venise et de Suisse.

Le maréchal commença par faire brûler les faubourgs de Parme, désespérant de les défendre. La rivière de la Parma, qui traverse cette ville, la sépare en deux parties ; celle nommée Codi Ponté, comme la plus faible, fut attaquée par les confédérés : en outre, en attaquant la place par ce côté, ils lui ôtaient toute communication avec Plaisance et le Milanais. Après avoir long-temps battu la place avec leur faible artillerie, les confédérés étant parvenus à faire quelques brèches, hasardèrent

trois assauts, où ils furent repoussés. Cependant le maréchal de Foix, désespérant de pouvoir garder le Codi Ponté, se jeta sur la rive opposée de la Parma ; dès-lors les confédérés entrèrent dans le Codi Ponté, où ils furent reçus par le peuple avec une joie qui attestait leurs dispositions à l'égard de la France.

Lautrec parut enfin sur la rive ultérieure du Pô avec une armée encore faible : il fondait sa principale espérance sur sept mille Suisses qui l'avaient déjà joint, et qui devaient être incessamment suivis de six mille autres ; mais ces six mille Suisses pensèrent l'empêcher de secourir Parme, par le refus qu'ils firent de passer le Pô avant l'arrivée de leurs compatriotes. Lautrec fut donc long-temps réduit à côtoyer le fleuve ; il le passa enfin, et s'approcha de Parme dans l'intention de livrer bataille.

On apprit dans le même temps que le duc de Ferrare, à la tête de deux cents gens d'armes, de deux cents chevaux-légers et de deux mille hommes d'infanterie, faisait une diversion dans le Modénais. Après s'être emparé de Final, de San-Felicé, il menaçait Modène, et avait obligé les confédérés de faire marcher un détachement pour se jeter dans la place.

Parme résistait toujours. Sa constance, l'arrivée de Lautrec, l'expédition du duc de Ferrare, ce détachement envoyé à Modène, ceux qu'il faudrait y envoyer encore si l'armée française se renforçait, la mésintelligence de Colonne et de Pescaire, tout contribua à répandre le découragement parmi les confédérés; la défiance, fille du malheur, vint encore augmenter les divisions. [1]

Enfin, au milieu de ces momens d'inquiétudes et de craintes, on tint un grand conseil, où, après beaucoup de débats, il fut résolu qu'on lèverait le siége. [2]

La retraite de cette armée, qui recula d'abord jusqu'à Regge, eût pu être fortement inquiétée, si Lautrec, plus vigilant, mieux servi en espion, eût pu connaître avec quelle précipitation tumultueuse elle se faisait, si on l'eût instruit des troubles excités par les lansquenets, et auxquels il donna le temps de se calmer, en perdant des momens précieux à battre vainement l'inutile château de Roque-Blanque. [3]

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (22).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (23).

[3] *Voyez*, à la fin du volume, la note (24).

Pendant ce temps, l'armée des confédérés s'augmentait de six mille hommes d'infanterie italienne; elle allait aussi recevoir douze mille Suisses procurés par le cardinal de Sion, et en marche sous ses ordres : mais, ces secours n'étant point encore entièrement arrivés, les confédérés ne pouvaient reparaître devant Parme et Plaisance. Ils prirent le parti d'aller tenter de plus heureux hasards au-delà du Pô, dans un pays qui, n'ayant point éprouvé les ravages de la guerre, fournirait des vivres en abondance; ils passèrent le Pô un peu au-dessus de Berfello, sans en être empêchés par Lautrec, qui pouvait aisément disputer ce passage. Il avait des pontons rassemblés près de Crémone, sur lesquels une partie de son armée pouvait passer rapidement sur la rive opposée, pour en défendre l'abord aux confédérés, tandis qu'avec l'autre partie, saisissant le moment où les confédérés auraient tenté le passage, il aurait pu les attaquer en queue, et les mettre en désordre. Il avait été assez prévenu de leurs projets, pour s'occuper à les traverser. Quelques jours auparavant, Jean de Médicis était venu, pendant la nuit, pour brûler les pontons de Lautrec; les bateliers, qui l'avaient apperçu, les avaient mis en sûreté : mais cette tentative indiquait

assez l'envie des confédérés de passer le Pô, et un général plus actif que Lautrec n'eût pas manqué de faire surveiller les ennemis, et de les empêcher d'exécuter leur plan.

Ainsi, le général français ayant manqué aux principes de surveillance les plus communs à la guerre, les confédérés employèrent tranquillement un jour et une nuit à passer le Pô; laissant ensuite le Crémonais à gauche, ils s'avancèrent, en côtoyant l'Oglio, vers les frontières des Vénitiens, par un pays où aucune place forte ne pouvait les arrêter. Cette marche savante, dont Prosper Colonne avait donné l'idée, avait deux objets; l'un de recevoir les Suisses qui arrivaient par le pays des Grisons, l'autre d'effrayer les Vénitiens, qui, déjà ébranlés, commençaient à s'excuser auprès du pape de leurs liaisons avec les Français. [1]

Lautrec, ayant passé le Pô trop tard, poursuivait de loin les confédérés, qui lui échappaient sans cesse; il les joignit enfin près de Rebec, sur les bords de l'Oglio, bien disposé à les troubler, dès le lendemain, dans leur marche. De leur côté, les confédérés, ne pouvant traîner leur artillerie dans les chemins

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (25).

qui leur restaient à parcourir pour se rapprocher des Grisons, se déterminèrent à attendre les Suisses dans le poste qu'ils occupaient. Cette situation était très-périlleuse; les Suisses pouvaient tarder à arriver; les vivres devaient manquer dans un pays ennemi, en présence d'une armée supérieure : d'ailleurs, la ville de Rebec, auprès de laquelle les confédérés étaient campés, est entièrement dominée par Pontevico, ville située sur l'Oglio, appartenant aux Vénitiens. Mal à propos comptait-on sur la défection de ceux-ci; Gritter et Trivulce étaient toujours dans l'armée française, et ce fut en leur présence que Lautrec fit transporter une partie de son artillerie dans Pontevico. Les confédérés allaient donc, d'après cette manœuvre, être exposés au feu de cette place, sans pouvoir l'éviter : dans cette position, leur ruine paraissait assurée; mais, qui pourra le croire? les confédérés décampèrent, pendant la nuit, en ordre de bataille, menant leurs équipages devant eux, et leur marche fut respectée; rien ne fut attaqué, ni même insulté, et ils arrivèrent à Gabionneta, sur les frontières du Mantouan, ne sachant s'expliquer à eux-mêmes comment ils avaient évité une perte aussi certaine.

Ici l'histoire se tait sur les causes d'une pareille conduite. Lautrec voulait-il prolonger la guerre? était-il gagné par les ennemis? était-il si mauvais général qu'il ne sût pas appercevoir les occasions où il pouvait les battre? se plaisait-il à les voir fuir devant lui, dans l'assurance de les retrouver quand il voudrait? Ce sont là des conjectures auxquelles on ne saurait s'arrêter plusieurs fois, cette dernière sur-tout. Lautrec avait eu la victoire dans les mains, et jusqu'au choix même de la manière de vaincre. Il pouvait foudroyer les ennemis dans leur camp, les y attaquer ou les y affamer; enfin il pouvait empêcher leur retraite, et rien ne peut aider à expliquer pourquoi il ne prit aucun de ces partis : ce qui est d'autant plus incompréhensible, qu'il devait se méfier de la fortune, qui ne tarda pas en effet, comme à son ordinaire, à se venger, par des refus constans et par les plus sanglans outrages, du mépris que Lautrec avait fait de ses faveurs. Le reste de cette guerre du Milanais ne fut plus, pour ce général, qu'un tissu de disgraces.

Quelques chevaux-légers, envoyés du côté de Coire, passèrent rapidement sur les terres de Venise, trompèrent la vigilance des Vénitiens et des Français, et assurèrent la jonction

des Suisses à l'armée des confédérés, qui ne bornèrent plus leurs projets à une simple défensive. Ils se voyaient alors à la tête de forces considérables, par la perfidie du cardinal de Sion, qui, pour satisfaire sa vengeance et sa haine, ne se contenta pas de leur amener douze mille Suisses, mais qui réussit encore à leur procurer la plus grande partie des treize mille qui se trouvaient dans l'armée française, et qui la quittèrent [1] d'après les ordres des cantons.

Lautrec, forcé alors de prendre la défensive, se retira vers Milan, dont il fit relever à la hâte les fortifications; mais, malgré les avis du roi qui mandait de veiller principalement sur l'Adda, malgré les lettres orgueilleuses dans lesquelles il assurait que l'ennemi n'oserait jamais passer cette rivière, malgré son affectation de parler avec dédain sur la timidité de Colonne, sur l'inexpérience de Pescaire, non seulement les ennemis passèrent l'Adda, guidés par Moron et quelques autres bannis, qui leur indiquèrent un endroit mal gardé où ils trouvèrent des bateaux cachés dans des roseaux, mais ils forcèrent Lautrec de se renfer-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (26).

mer dans Milan, et bientôt après de s'enfuir de cette ville, qu'ils surprirent, pour se jeter dans Côme avec quelques troupes.[1]

La ville de Crémone apprenant le désastre des Français, dont elle détestait la domination, se hâta de se rendre aux confédérés.

Le maréchal de Lautrec ne se croyant pas en sûreté dans Côme, en voyant arriver Pescaire pour en faire le siége, se hâta d'en sortir, en y laissant le brave Vandenesse, le généreux émule de Bayard; quant à lui, il alla passer l'Adda vers l'endroit où cette rivière sort du lac de Côme, et il se retira sur les terres des Vénitiens avec ses troupes et les leurs.

Au bout de dix ou douze jours, Vandenesse fut obligé de capituler; il alla joindre Lautrec dans les états de Venise : mais les Vénitiens s'ennuyèrent bientôt de voir l'armée française vivre à discrétion sur leurs terres. On craignit de lasser leur amitié; on résolut de s'avancer vers Crémone, dont Jeannot d'Herbouville défendait encore le château. Quelques troupes que Lautrec lui fit passer le mirent en état de livrer assaut à la ville : les habitans soutinrent le premier avec succès; ils prévinrent le se-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (27).

cond par une capitulation. Le maréchal de Lautrec entra donc dans Crémone.

Après ce léger avantage, le maréchal envoya en France son frère, pour représenter l'impossibilité de défendre le Milanais, sans un prompt et puissant secours.

Le maréchal de Foix, arrivé à la cour, y justifiait avec peine et lui et son frère; mais tout le monde y sentait et prouvait la nécessité de porter dans le Milanais des forces qui en empêchassent entièrement la perte.

Cependant Lautrec pourvoyait autant qu'il le pouvait à la sûreté du peu de places qui lui restaient; mais il ne pouvait arrêter les conquêtes des confédérés, et bien moins encore les effets de la haine que lui et son frère avaient inspirée. Lodi se soumit; les habitans de Pavie forcèrent la garnison à s'enfuir, en la menaçant de la livrer, et d'ouvrir leurs portes aux Impériaux; à Alexandrie on trahit les troupes chargées de la défendre, en introduisant les Impériaux dans ses murs; enfin Parme et Plaisance se rendirent à Vitelli.

Le pape, en recevant ces heureuses nouvelles, en fut saisi au point qu'il en mourut trois jours après, le 2 décembre 1521.

Cet événement, si important dans les con-

jonctures présentes, pouvait changer la face des affaires; il ouvrit un nouveau théâtre aux talens politiques de l'empereur et du roi de France.[1]

A la mort de Léon X, le cardinal de Médicis, dans l'incertitude des événemens, avait cru devoir licencier les troupes pontificales. Cet affaiblissement de l'armée des confédérés avait arrêté le cours de leurs conquêtes; l'argent commençait aussi à leur manquer, le pape ayant fait presque tous les frais de la guerre.

François-Marie de la Rovère profita de ce moment pour rentrer dans son duché d'Urbin: sa valeur, sa pauvreté, ses infortunes, le rendaient intéressant. A la tête de cinq à six cents hommes, qui s'attachèrent sans solde à ses intérêts, il reconquit en peu de jours presque tout son duché.

Les Baglion s'efforçaient de rentrer dans Pérouse.

Le duc de Ferrare était encore armé pour recouvrer ses états.

Enfin les Suisses, justement indignés de la surprise faite à leurs sujets par le cardinal de Sion, non seulement refusèrent de nouveaux

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (28).

secours aux ambassadeurs envoyés par les confédérés, mais encore ils rappelèrent les troupes qui étaient dans leur armée, et ils accordèrent seize mille hommes aux Français.

Ainsi tout semblait concourir à donner à Lautrec les plus flatteuses espérances, et lui assurer les moyens de réparer ses fautes nombreuses; mais la France devait être punie par la perte du Milanais et d'une grande quantité de braves gens, victimes de la cruelle sévérité des deux maréchaux de Foix et Lautrec envers le peuple de ce duché, et des sottises militaires si multipliées, qu'on peut reprocher à ce dernier, dans cette campagne.

Cependant Colonne et Moron ne perdirent pas courage dans cette extrémité. Colonne mit sa cavalerie en quartier d'hiver dans les duchés de Parme et de Plaisance, l'infanterie espagnole et allemande dans les places du Milanais; Jérôme Adorne fut envoyé en Allemagne pour y faire de nouvelles levées de lansquenets; Moron, sous le titre d'ambassadeur de François Sforce, courut à Milan, avec Colonne, pour chercher de l'argent et achever de soulever les esprits en faveur du maître sous lequel il espérait gouverner; un moine enthousiaste ou

fourbe lui prêta le secours de ses fureurs éloquentes. [1]

Guichardin ne servit pas moins la cause commune par sa belle défense de Parme. [2]

Le détachement des troupes françaises qui avait tenté inutilement le siége de Parme repassa promptement le Pô, et alla rejoindre le gros de l'armée, entre Milan et Crémone. Cette armée grossissait tous les jours ; les Suisses l'avaient jointe ; on y avait attiré, par des bienfaits et des établissemens solides, Jean de Médicis et les troupes à ses ordres, soudoyées auparavant par Léon X. Ainsi les forces combinées de France et de Venise se trouvaient en état de rouvrir la nouvelle campagne par les plus brillantes expéditions.

Une faute signala son commencement. Les Vénitiens, quoique prévenus, manquèrent de s'opposer au passage de Jérôme Adorne avec six mille lansquenets destinés pour l'armée des confédérés.

Le château de Milan tenait encore pour la France ; l'armée alla droit pour le délivrer, et reprendre la ville : mais Colonne, après en

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (29).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (30).

avoir réparé les murailles, pour empêcher tout secours dans le château, l'avait enfermé dans une double circonvallation, qui le tenait investi de tous côtés.

Après avoir perdu plusieurs officiers de distinction en reconnaissant ces lignes, après s'être convaincu de l'impossibilité de les forcer, Lautrec alla établir son camp à Cassano, pour s'opposer à la jonction des six mille autres lansquenets conduits par Sforce; de là il détacha Montmorenci et Durefuge pour enlever un grand convoi qui venait du Plaisantin et du Parmesan à Milan, sous une puissante escorte. Durefuge s'était mis à la tête des coureurs, et, ayant rencontré les ennemis, avait eu l'imprudence de les charger sans pouvoir être soutenu par Montmorenci; aussi fut-il mis en déroute, et sa fuite précipitée allait jeter le désordre dans l'infanterie de Montmorenci, lorsque celui-ci, après avoir jeté sa troupe à droite et à gauche, et fait un passage aux hommes d'armes de Durefuge, se hâta de resserrer ses files, fit face à l'ennemi, l'arrêta, le renversa, et s'empara du convoi, aidé de Durefuge, qui avait eu le temps de se rallier et de se joindre à lui pour achever la destruction de l'escorte.

Lautrec reçut en même temps que cette heureuse nouvelle, celle de l'arrivée du maréchal de Foix avec un renfort considérable, et deux hommes bien précieux, Pierre de Novare et le chevalier Bayard.

Mais le maréchal de Foix ayant pris la route de Gènes, était obligé, pour rejoindre son frère, de traverser la Lomeline, qui était occupée par les Impériaux. Cependant Lautrec ne pouvait point abandonner son poste pour aller au-devant de son frère, sans ouvrir au duc de Ferrare le chemin de Milan; il prit le parti de rester dans son camp, et d'envoyer au-devant de lui Montmorenci et Durefuge avec trois mille Suisses, mille fantassins milanais, et deux cents hommes d'armes avec quatre pièces d'artillerie.

Après avoir surmonté beaucoup d'obstacles, et avoir eu le bonheur de se retirer heureusement de la trahison d'un batelier qui s'était chargé de lui faire passer le Tesin, après avoir effrayé le marquis de Mantoue, ce détachement mit le siége devant Novare pour frayer une route plus sûre et plus facile au maréchal de Foix.

Le gouverneur de cette place était le comte Philippe Torniello, fameux par ses cruau-

tés.[1] Le château tenait encore pour les Français. Dès le commencement du siége, Durefuge eut la jambe fracassée de l'éclat d'une coulevrine; il en mourut peu de jours après. Montmorenci continua le siége, après avoir augmenté son artillerie de quelques pièces de canon tirées du château. La brèche étant assez grande pour donner l'assaut, il avertit les Suisses de s'y préparer; ceux-ci répondirent qu'ils seraient toujours prêts à se battre en rase campagne, mais qu'ils n'entendaient rien à la guerre de siége. Obligé de dissimuler sur un semblable caprice, il fallut se contenter de la promesse qu'ils firent d'escorter et de soutenir ceux qui monteraient à l'assaut. Dans cette circonstance, on se décida à mettre à pied la gendarmerie, qui monta à l'assaut; dès qu'elle fut sur le haut de la brèche, l'artillerie du château balaya les remparts, et obligea les assiégés de se retirer. Ceux-ci gagnèrent un retranchement ultérieur d'où ils commençaient à faire beaucoup de mal aux Français, lorsque les gendarmes, s'étant coulés le long du retranchement, abattirent quelques maisons, prirent l'ennemi en flanc, et l'enveloppèrent

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (51).

facilement. Alors les Suisses, qui n'avaient pas voulu prendre part à l'assaut, s'empressèrent de venir prendre part au pillage, et de faire un massacre horrible des bourgeois et des soldats.

Après la prise de Novare, rien n'arrêta la jonction de Montmorenci avec le maréchal de Foix. On prit, en passant, Vigévano, et on se hâta d'aller trouver Lautrec à Cassano, où il n'avait point rempli l'objet qui l'avait retenu dans ce poste. Sforce avait trompé sa vigilance, trop souvent endormie, et, au moyen d'un grand détour, il s'était rendu à Festo, où, secondé par Prosper Colonne qui était venu à sa rencontre, ils étaient entrés l'un et l'autre dans Milan, où François Sforce avait été reçu avec de grands témoignages de joie.

Toutes les jonctions étant ainsi effectuées de part et d'autre, les deux armées étaient en état de tenter le sort des armes; leurs forces étaient à peu près égales, elles étaient à une très-petite distance l'une de l'autre, et tout semblait annoncer un événement décisif.

Colonne, persuadé qu'il perdait sa gloire en se tenant enfermé dans des murailles, sortit de Milan pour tenir la campagne.

Lautrec voulut faire le siége de Pavie : son

artillerie et celle des Vénitiens battirent la place avec tant de vigueur, que les brèches permirent bientôt de livrer l'assaut. On disposa tout pour cette action ; mais Sainte-Colombe, lieutenant de la compagnie de Lautrec, exécuta mal les ordres dont dépendait le succès de l'assaut. Deux mille hommes d'infanterie à ses ordres ne soutinrent point, comme ils le devaient, quatre cents archers, qui, abandonnés, furent taillés en pièces ; ce qui empêcha l'assaut de réussir, et fit repousser les assiégeans avec beaucoup de perte pour eux : en outre, Prosper Colonne envoya au secours de la ville deux mille hommes d'élite, qui, à la faveur de la nuit et de la présence d'esprit de leur chef, passèrent, avec autant d'habileté que de hardiesse, au travers du camp des assiégeans.

L'officier qui les conduisait ayant rencontré un corps-de-garde français, parla italien à l'officier de garde, et se fit passer pour un capitaine vénitien qui allait au quartier des troupes de la république. Arrivé là, il parla français, et dit qu'il allait, par ordre de Lautrec, occuper un poste qu'il indiqua ; on le crut, on le laissa passer, et il ne fut reconnu qu'au moment où il donna le signal de son arrivée aux portes de Pavie. Colonne ne s'en tint pas

là; il arriva lui-même, avec toutes ses forces, pour faire lever le siége; il vint camper à la Chartreuse, à trois milles du camp des Français : mais, les pluies ayant tellement enflé le Tesin que les barques qui transportaient de la Lomeline les vivres de l'armée française ne purent plus arriver, Lautrec fut obligé de décamper. Il alla d'abord à Marignan pour recevoir des vivres du Lodessan et du Crémonais; il prit ensuite la route de Monza, où il pouvait tirer des vivres du Bergamasque. Un intérêt pressant l'obligeait de s'avancer vers le nord du Milanais; les Suisses, mal payés, commençaient à murmurer, et la caisse militaire était restée à Arona, sur la rive droite du lac Majeur. Moron, pour ôter aux Français toute communication avec cette ville, et pour enlever la caisse si elle sortait, avait fait partir de Milan Anchise Visconti, avec un camp volant. Cet officier alla occuper le poste de Festo, sur la rive gauche du lac Majeur et du Tesin; de là, il avait les yeux ouverts sur Arona et sur tout le cours du Tesin. Rien ne pouvait passer sans être exposé au feu de Festo. Il fallait donc forcer ce poste pour arriver à Arona, et payer les Suisses. Tous les autres postes, situés entre le Tesin et Milan, étaient

occupés par les ennemis ; ce qui obligeait de faire un long circuit au levant de Milan, et de tourner ensuite au nord-ouest : ce fut pour prendre cette route que les Français allèrent d'abord camper à Monza.

Cette marche, qui rapprochait les Français de Milan, et qui les mettait à portée de le surprendre, fut suspecte aux Impériaux, qui se pressèrent de remonter vers Milan, et prirent poste à la Bicoque, entre Lodi, Monza et Milan. La Bicoque était un vieux château bâti dans un parc immense, où les anciens ducs de Milan venaient prendre le plaisir de la chasse. Ce parc, environné de toutes parts de profonds et larges fossés, pouvait contenir une armée de plus de vingt mille hommes, et formait naturellement un camp inexpugnable. La campagne des environs était coupée d'une infinité de ruisseaux qui, suivant l'usage de la Lombardie, servaient à arroser les prairies. Colonne ajouta encore aux avantages de ce camp, en faisant relever les bords des fossés, en élevant de distance en distance des plate-formes qui dominaient la campagne, et sur lesquelles il plaça son artillerie.

On ne conçoit pas ces dispositions de la part de Colonne, et sur-tout ces précautions si mul-

tipliées pour rendre son camp aussi fort, si, comme le disent les historiens, il ne pouvait pas, dans cette position, empêcher les Français de marcher sans obstacle vers Festo et Arona. C'était en effet le projet de Lautrec; mais il ne fut pas, dit-on, le maître de le suivre. Les Suisses se plaignaient de ce qu'on fuyait devant Colonne, et sur-tout de ce qu'on ne les payait pas : en vain leur représenta-t-on qu'on s'approchait d'Arona, où était la caisse; qu'on forcerait aisément le poste de Festo, avec une armée si puissante; qu'alors la caisse passerait aisément le Tesin, et qu'après les avoir satisfaits sur leur solde, on se rapprocherait de Milan, et on marcherait aux ennemis, qu'il n'était ni prudent ni utile d'attaquer actuellement dans leur camp de la Bicoque, si on ne voulait pas s'exposer à une défaite certaine. Les Suisses n'écoutèrent rien, et ils chargèrent Albert de la Pierre de porter à Lautrec leurs dernières propositions, *argent, congé, ou bataille*.

Lautrec, emporté par son caractère bouillant, choisit des deux derniers inconvéniens celui qui lui parut sans doute le moindre, et disposa tout pour le combat, ou plutôt pour sa défaite.

Quelques historiens, pour excuser ce général, ont prétendu qu'il avait cédé malgré lui à la violence des Suisses; mais le bon Brantome n'est pas de leur avis : « Il les devait très-bien et beau laisser aller, et les recommander à tous les diables; car jamais le fait ne va bien quand il faut que le général obéisse à ses soldats, et combatte à leur volonté. »

Comment, en effet, pouvoir excuser un général d'une faute aussi grave ? Livrer une bataille dont la perte était aussi évidente, sous le prétexte qu'une partie de son armée l'y forçait ! Encore ici les Suisses laissaient l'alternative de les congédier! Que pouvait-il, après tout, en arriver ? l'affaiblissement de l'armée; mais elle pouvait alors effectuer facilement sa retraite, et prendre telle ou telle position, où elle aurait pu s'assurer de ses vivres, se tenir sur la défensive, et attendre les événemens. Comment! tous les généraux et les principaux officiers de l'armée étaient dans la conviction qu'on allait mener les troupes à une boucherie horrible et infructueuse, et ce Lautrec, qui avait refusé à Rebec d'écraser, d'affamer ou de détruire dans sa retraite l'armée des confédérés, ose, avec une imprudence extrême, les attaquer dans une position où il doit

s'attendre à une défaite honteuse et infiniment meurtrière !

Mais au moins, ajoutent les historiens qui lui sont favorables, ce général fit pour cette funeste bataille les meilleures dispositions que le génie et la prudence pouvaient suggérer. Suivons-le dans ces dispositions ; voyons-en les effets, et osons les examiner.

La gendarmerie, placée à l'avant-garde et commandée par le maréchal de Foix, devait attaquer au pont de pierre qui avait été reconnu la veille ; c'était le seul endroit par où il fût possible, à force de courage, de pénétrer dans le camp ennemi.

Montmorenci, à la tête de huit mille Suisses, devait attaquer au côté diamétralement opposé à ce pont : comme il n'y avait là aucun chemin par lequel on pût s'introduire dans le camp, il fallait traverser les fossés et franchir les retranchemens. Cette attaque devait être la plus meurtrière ; on la confia aux Suisses qui avaient voulu absolument combattre ; on les fit appuyer de l'artillerie, tandis qu'un vallon les mettait hors de la portée de celle des ennemis.

Lautrec se plaça, avec le maréchal de Chabanne, le bâtard de Savoie et le grand écuyer

Saint-Sevrin, au corps de bataille, auquel on n'avait fixé aucune attaque particulière.

Les Vénitiens formèrent l'arrière-garde sous le commandement du duc d'Urbin, qui, après avoir reconquis ses états, vint rejoindre l'armée.

Pierre de Navarre dirigea les travaux des pionniers.

Pont-Dormi, à la tête d'un corps de réserve, devait tout observer, se porter par-tout, et s'opposer à toutes les sorties que l'ennemi voudrait faire.

A cet ordre, que quelques historiens trouvent admirable, et où le maréchal de Lautrec, disent-ils, s'était montré si supérieur à lui-même, qu'il méritait d'être couronné par le succès, Colonne opposa l'assiette de son camp et une sage distribution de ses troupes dans les différens postes. L'infanterie allemande et toute l'artillerie furent chargées de repousser l'attaque de Montmorenci. Sforce se chargea de défendre le pont avec quatre cents chevaux et six mille fantassins italiens de nouvelle levée : le reste des troupes était répandu avec intelligence derrière les retranchemens.

Outre les dispositions dont nous venons de rendre compte, Lautrec s'était proposé de faire

une attaque aux environs du pont; et, pour en assurer le succès, il avait fait quitter à ses soldats la croix blanche, signal du parti français, et leur avait fait prendre des croix rouges, à l'instar de celles des troupes impériales : en même temps ayant fait un détour, il avait pris la route de Milan à la Bicoque, pour persuader aux Impériaux que c'était un renfort qui leur arrivait de cette ville. Mais Prosper, instruit par ses espions, afin d'éviter la confusion et l'équivoque dans la mêlée, distingua ses soldats en leur faisant mettre des épis de blé sur leurs casques.

Le succès des deux principales attaques dépendait du concert qui régnerait entre elles. Suivant les ordres qu'il avait reçus, Montmorenci s'arrêta dans le vallon, où sa troupe était à l'abri du feu des retranchemens; il y attendait que son artillerie fût arrivée, et dirigée de manière à faire taire celle de l'ennemi; que Pierre de Navarre, avec ses pionniers, eût ouvert les chemins pour arriver au point de l'attaque; enfin que le maréchal de Foix fût arrivé au pont qu'il devait attaquer : mais l'impatience des Suisses ne souffrit aucun délai. Leur valeur, ce jour-là, était une ivresse, une fureur; ils accumulèrent faute sur faute; ils

entraînèrent Montmorenci à l'assaut, plutôt qu'il ne les y conduisit : dès-lors on prévint tous les préparatifs, on dérangea tous les plans du général; on sortit inconsidérément du vallon, on parut à la vue des retranchemens et à la portée du canon dont ils étaient couverts. Bientôt plus de mille Suisses sont renversés par les premières décharges : les autres en deviennent plus furieux; ils se précipitent dans le fossé; mais ils sont forcés de se convaincre trop tard que les retranchemens étaient si escarpés, qu'il était impossible de les franchir. En même temps, des mousquetaires espagnols, cachés dans des blés, faisaient un feu terrible sur les Suisses, qui se consumaient en efforts surnaturels et superflus. Déjà Albert de la Pierre, leur fameux commandant, et vingt-deux capitaines, étaient tués sur la place; plusieurs gentilshommes de la première distinction avaient été moissonnés par le canon; Montmorenci lui-même, jeté par terre d'un coup de mousquet, avait été retiré avec beaucoup de peine du nombre des morts.

Enfin les Suisses, entièrement découragés, prirent le parti de se retirer, et de se réfugier dans ce vallon qu'ils auraient dû quitter plus à propos, pour ne pas y revenir battus et hor-

riblement maltraités; ils avaient perdu plus de trois mille hommes.

Tandis qu'ils se livraient à un abattement non moins excessif que leur témérité et leur ridicule entêtement, le maréchal de Foix avait attaqué le pont de pierre, et, après s'en être rendu maître, avait pénétré dans les retranchemens. Lautrec se hâta de le joindre avec ses troupes, et il fit demander aux Suisses quelques bataillons pour le renforcer; mais les Suisses, qui avaient tout perdu, n'osèrent rien réparer. Cependant Colonne, voyant l'attaque des Suisses absolument abandonnée, porta toutes ses forces contre le maréchal de Foix, en y envoyant successivement des troupes fraîches; celles-ci chargèrent sans interruption celles du maréchal, qui, déjà excédées, diminuant continuellement, et n'étant point soutenues, furent obligées de reculer, de repasser le pont, et de se mettre en bataille de l'autre côté.

Les Français, dans cette journée, comme à leur ordinaire, avaient donné de grandes preuves de valeur; mais la bataille livrée si inconsidérément, les dispositions pour l'attaque, l'entêtement des Suisses de vouloir se battre, celui non moins funeste de leur part d'attaquer hors de propos, le refus de marcher après avoir

été repoussés, l'inaction funeste des troupes vénitiennes, tout, avant, pendant et après la bataille, sembla concourir à rendre cette journée une des plus funestes des fastes militaires de la nation française.

Entrons dans quelques détails.

Avant la bataille. Comment, nous le répétons, oser commettre la faute grave de la livrer, quand on est assuré de la perdre, ou même dans l'impossibilité de joindre l'ennemi, et dans la certitude d'être écrasé en le tentant! Comment l'oser, quand on n'est pas assuré d'être ponctuellement obéi par des troupes (les Suisses) qui devaient naturellement être bien enorgueillies en voyant qu'on s'était soumis à leurs volontés, et par d'autres (les Vénitiens) dont on avait les plus fortes raisons de se méfier, puisqu'elles avaient refusé de se charger de l'attaque qu'on avait voulu leur confier!

Mais, après avoir pris la détermination de combattre, quelles sont les dispositions du général?

Était-il prudent de diriger une des principales attaques sur un pont presque impossible à emporter, et si étroit, que, même forcé, il ne procurait pas des moyens suffisans pour se porter rapidement en force dans l'intérieur,

s'y déployer, et prendre en revers, en flanc, par derrière, les troupes qui défendaient les retranchemens ? Outre cette inconvenance militaire, pourquoi confier cette attaque à la gendarmerie, qui aurait dû tout au plus être destinée à entrer à la suite de l'infanterie, pour la soutenir et assurer la défaite des ennemis, en portant dans leurs rangs la frayeur et la mort ? Était-il plus sage de faire la seconde attaque, la plus importante, précisément à la partie du camp exactement opposée à celle du pont, et conséquemment la plus éloignée de ce point, et ne pouvant s'entendre, s'accorder, ni se soutenir avec l'autre ?

Était-ce pour profiter de ce vallon, où les Suisses se trouvaient d'abord à couvert, hors de la vue des ennemis et des coups de son artillerie ? Mais, si telle était la véritable raison, il fallait alors ne faire au pont qu'une fausse attaque, chercher deux autres points plus rapprochés de l'attaque opposée pour en faire de véritables, et prendre pour celles-ci, qui auraient dû être les plus importantes, toutes les précautions de l'art, afin d'en assurer le succès; ainsi faire préparer des fascines pour combler les fossés ; reconnaître des positions où l'on pût placer de l'artillerie de manière à faire taire

celle de l'ennemi, à protéger le comblement des fossés, et bientôt après à en assurer le passage; faire mettre pied à terre à une partie de la gendarmerie, la distribuer à la tête des colonnes d'attaque; ne pas laisser ensemble les Suisses, encore bien moins ne confier qu'à eux l'attaque principale et le succès de la journée. Quant aux Vénitiens, pourquoi en former une arrière-garde absolument inutile dans une pareille circonstance? Il fallait les renvoyer, s'ils refusaient entièrement de servir, ou les distribuer dans les différentes colonnes, avec les troupes suisses, françaises et allemandes, aux différents points où l'on aurait projeté de faire des attaques vraies ou fausses; enfin il aurait fallu multiplier les corps de réserve, afin de pouvoir assurer par-tout des secours très-prompts, soit dans les points où l'on serait repoussé, soit dans ceux où on aurait eu le bonheur de pénétrer.

Quant au stratagême projeté par Lautrec, de surprendre les ennemis en faisant prendre à ses troupes des croix de la couleur des troupes allemandes, et en ayant l'air d'arriver du côté de Milan, on pourrait concevoir la possibilité de la réussite, si l'on se fût battu en rase campagne; mais ici, où l'armée ennemie était en-

tourée de fossés larges et profonds, où il n'y avait, pour pénétrer dans le camp, qu'une seule entrée praticable, comment arriver jusqu'aux ennemis, les joindre, et leur faire croire qu'on est des leurs? Ce n'est pas d'après le projet qu'avait Lautrec de tenter une attaque à côté du pont, qu'il aurait pu espérer faire réussir son stratagême.

Pendant la bataille. Pourquoi se décider à attaquer en plein jour un camp retranché d'une manière aussi formidable?

Si le général avait pris les précautions indispensables pour être instruit de ce qui se passait aux différens points d'attaque, s'il fut instruit en effet sur-le-champ, comme cela dut être, de ce qui se passait à celle des Suisses, pourquoi n'empêcha-t-il pas celle du pont par le maréchal de Foix? car, assurément, quand, dans un plan quelconque d'attaque, on s'est borné à en faire deux principales, si l'une des deux manque totalement, on doit empêcher de tenter la seconde; ce qui était très-facile à exécuter devant une armée enfermée dans un camp entouré de retranchemens et de fossés avec une seule issue.

En prenant cette précaution, le général aurait toujours perdu, il est vrai, trois mille

Suisses ; mais il n'aurait perdu qu'eux : il devait espérer, d'ailleurs, que cette leçon les rendrait plus dociles, et qu'ils se décideraient à marcher sur Festo ; et, dans le cas où ils persisteraient à s'en aller, au moins le reste de l'armée, n'ayant pas souffert, aurait été bien plus en état de faire sa retraite, de prendre une défensive menaçante, d'occuper des positions où elle aurait pu attendre sans crainte de nouveaux secours ; et le général, après avoir commis la faute d'avoir cédé à la folle obstination des Suisses, l'aurait en quelque sorte réparée, en ne la prolongeant pas, en conservant la vie à une grande quantité d'officiers de distinction et à de braves soldats, et en n'aggravant pas sa première faute par la honte d'une entière défaite qu'il aurait pu et dû éviter.

Après la bataille. Qui pourra croire ce que disent les historiens, et ce qu'ils regardent comme un trait de grandeur d'ame de la part de Lautrec, que ce général, après avoir été aussi maltraité, proposa à son armée de passer la nuit à la vue de la Bicoque, et de renouveler le combat le lendemain ! Si une idée aussi folle passa par la tête du général, on doit se féliciter de la persévérance des Suisses dans

leur ferme résolution de retourner au camp de Monza, et de là dans leur pays.

Les pertes faites aux attaques de la Bicoque et le départ des Suisses mettant Lautrec dans l'impuissance de tenir la campagne, il prit le parti de jeter dans les places les troupes qui lui restaient.[1] Il s'occupa d'abord de Lodi, place importante par la communication qu'elle procurait avec le Crémonais, à la faveur du pont de bateaux construit par les Français. Cependant on n'eût jamais eu le temps d'introduire du secours dans cette place, sans une violente sédition dont les lansquenets furent les moteurs dans le camp des confédérés.[2] Bonneval, qui était gouverneur de Lodi, l'avait fait fortifier avec soin, et, avec le secours que lui amenèrent Bozzolo et Médicis, sa garnison se trouva forte de trois mille hommes d'infanterie et de quatre cents chevaux. Médicis et Bozzolo, comptant sur la vigilance du gouverneur, songèrent à faire reposer leurs troupes, fatiguées et de la bataille et de la marche forcée qu'elles venaient de faire pour se rendre à Lodi. Cependant la sédition appaisée dans l'armée des

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (32).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (33).

confédérés, elle était venue camper à Marignan, et, le lendemain, Sforce et Pescaire parurent à la tête de son avant-garde aux portes de Lodi. A leur arrivée, Bonneval crut important de faire une sortie, et de les attaquer avant que le gros de l'armée parût; mais il fut repoussé, et ses troupes rentrèrent dans la ville avec tant de confusion, que les ennemis y entrèrent avec elles. Les soldats de Médicis se trouvant endormis, presque toute la garnison fut faite prisonnière; on brisa le pont de bateaux que les Français avaient sur l'Adda; Lodi fut livrée au pillage. Crémone allait suivre le même sort; il était à peu près impossible d'y conduire des secours. Lautrec n'osait proposer à personne cette périlleuse entreprise. Pont-Dormi offrit de se jeter dans cette place; il tint parole : il sut éviter les ennemis, et il entra dans Crémone avec les troupes à ses ordres. Le maréchal de Foix l'y suivit peu de temps après.

Au milieu de ces désastres, les Vénitiens, craignant de voir entamer leurs frontières, traitaient de leur paix particulière avec l'empereur, auprès duquel ils faisaient valoir leur inaction au combat de la Bicoque. Pour rompre le cours de ces négociations, Lautrec en-

voya Montmorenci à Venise; quant à lui, forcé de se convaincre de l'impossibilité de soutenir les affaires du roi en Italie sans de nouveaux secours, après avoir visité la ville et le château de Crémone, les châteaux de Milan, Novare et Pizzigithone, les seules places qui restaient aux Français dans le Milanais, il se rendit en France.

Il y était à peine arrivé, que déjà Pizzigithone s'était rendue au marquis de Pescaire; que le maréchal de Foix avait été forcé de rendre Crémone, obligé de se méfier de Jean de Médicis et de sa garnison : dès-lors, si les Vénitiens ne prirent point des engagemens avec les ennemis de la France, du moins ne firent-ils aucun effort en sa faveur. Crémone venait de se rendre; le château de Milan ne tarda pas à l'imiter.

Enfin Prosper Colonne, portant ailleurs ses conquêtes, court se présenter devant Gènes, où, aidé du parti des Adornes et de la trahison de Pescaire, la ville est surprise, pillée, et Adorne proclamé doge.[1]

Ainsi la sagesse de Colonne, l'activité de Pescaire, la défection des Suisses, les fautes

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (34).

de Lautrec, ses rigueurs et celles de son frère, quelques intrigues de la reine-mère,[1] et la faiblesse du roi, chassèrent entièrement les Français de la Lombardie, et il ne leur resta au-delà des Alpes que le château de Crémone, où commandait le brave Jeannot d'Herbouville.

Au milieu de ces agitations de la France et de l'Europe, le jeune Soliman II, le plus grand des empereurs turcs après Mahomet II, reculait de plus en plus les bornes de son empire vers l'Occident, en prenant Belgrade et Rhodes.[2]

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (35).
[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (36).

FIN DU LIVRE HUITIÈME.

SOMMAIRE

DU LIVRE NEUVIÈME.

Ligue de Rome. — François Ier se dispose à passer en Italie. — Révolte du Connétable de Bourbon. — François Ier, obligé de rester en France, confie l'armée d'Italie à l'Amiral Bonnivet. — Celui-ci forme le blocus de Milan. — Mort d'Adrien VI. — Exaltation de Clément VII. — Bonnivet lève le blocus de Milan. — Mort de Prosper Colonne. — Peste dans Milan. — Défection des Suisses. — Défaite des Français au passage de la Sesia. — Mort de Bayard. — Les Ennemis pénètrent en Provence. — Bourbon est obligé de lever le siége de Marseille, et de rentrer en Italie. — François Ier le suit. — Il prend Milan. — Il se décide au siége de Pavie. — François Ier est battu et fait prisonnier à Pavie. — Projet de ligue contre l'Empereur. — Clément VII est fait prisonnier. — Mort du Connétable de Bourbon. — Prise et sac de Rome. — Lautrec rentre en Italie. — Il fait des conquêtes dans le Milanais. — Gènes est reconquise par Frégose. — Lautrec s'approche de Rome. — Le Pape s'échappe de sa prison. — Lautrec marche vers Naples. — Il l'investit. — Le Prince d'Orange la défend. — Combat dans le golfe de Salerne. — Conduite pernicieuse de François Ier envers Doria. — Elle occasionne la défection de Doria, la liberté de Gènes, le ravitaillement de Naples. — Mort de Lautrec. — Levée du siége de Naples. — Pierre de Navarre fait prisonnier. — Évacuation du royaume de Naples. — Trahison du Marquis de Saluces. — Arrivée du Comte de Saint-Paul en Italie. — Il est battu et pris à Landriano. — Les débris de l'armée française rentrent en France. — La Paix se fait à Cambrai.

LIVRE NEUVIÈME.

***Depuis** l'Élévation d'Adrien au Pontificat, jusqu'à la Paix de Cambrai.*

Du 20 avril 1522 au 5 août 1529.

La puissance de Charles-Quint et la sagesse de son conseil avaient eu le crédit de faire élire pape son précepteur Adrien, quoique né à Utrecht, et presque inconnu à Rome. Il était venu prendre possession de la tiare pontificale; mais ce nouveau pape, étonné de l'être, étranger dans l'Italie, ignorant les intérêts et les droits de ses souverains, n'y apporta d'autres sentimens qu'une haine aveugle pour la France, et une reconnaissance respectueuse pour l'empereur, pour lequel, à proprement parler, il était gouverneur de Rome.[1]

Cependant Adrien sentait qu'en qualité de chef de l'église, il devait montrer des intentions impartiales et pacifiques, sur-tout au moment où les Turcs, sous Soliman, faisaient de Rhodes le tombeau de ses défenseurs, et

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (37).

désolaient jusqu'aux rives du Danube; mais Adrien attribuait aux Français seuls tous les troubles de la chrétienté, et il voulait qu'ils achetassent la paix par le sacrifice de toutes leurs prétentions. Ainsi l'incapacité du saint père et son dévouement servile à l'empereur, en lui ôtant en France toute espèce de confiance, le mettaient encore dans l'impossibilité de décider les puissances belligérantes à faire la paix, et à se réunir contre les Turcs. D'ailleurs, la paix était à peu près impossible entre elles; une trève même ne leur convenait pas. L'empereur la voulait de plusieurs années; rien de plus naturel, il possédait le Milanais: le roi de France la voulait à peine de quelques mois; il desirait seulement obtenir le temps nécessaire pour se préparer tranquillement à rentrer en campagne. Ainsi, tandis que, de part et d'autre, on formait mille intrigues secrètes pour s'entre-nuire, le cardinal de Médicis, qui d'abord s'était retiré de la cour de Rome, piqué de n'avoir pas été porté à la première place, se hâta d'y revenir dès qu'il fut convaincu de la haine qu'on y portait aux Français, et ne tarda pas à gouverner, sans concurrens, l'esprit du pape.

Dès ce moment, il le décida à se réconcilier

avec tous les feudataires du saint siége qui s'étaient mis sous la protection de François Ier; il poussa les Vénitiens à s'unir à la maison d'Autriche, contre les Français : enfin le résultat de tous ces mouvemens politiques fut que le pape, l'empereur, le roi d'Angleterre, toute l'Italie, toute l'Allemagne, presque toute l'Europe se trouva liguée contre la France seule. Cette ligue fut connue sous le nom *de ligue de Rome*. Prosper Colonne en fut nommé généralissime par le pape et l'empereur.

A la nouvelle de cette ligue formidable, François Ier, s'arrachant aux voluptés, s'enflamma de nouveau pour la gloire. Tant d'ennemis à combattre irritèrent son courage; il ne voulut pas se borner à se défendre contre eux, il voulut les attaquer.

En effet, contre l'attente publique, le roi disposa tout pour son voyage d'Italie, après avoir pourvu à la défense des frontières. Les troupes marchèrent vers Lyon, où elles devaient se réunir; le duc de Suffolck y conduisit ses lansquenets et deux mille hommes de troupes levées en Picardie; Bonnivet et Lorges, à la tête de six mille hommes d'infanterie, s'emparèrent du Pas de Suze. Le maréchal de Montmorenci passa aussi les Alpes avec douze mille hommes,

pour se joindre à l'amiral Bonnivet à Turin, où ils devaient attendre le roi qui était en route, lorsqu'une révolution, qui fermentait depuis quelques années au milieu de sa cour, vint éclater et rompre la plus grande partie de ses mesures.

Nous avons déjà vu qu'on accusait la duchesse d'Angoulême d'avoir été en partie la cause des dernières disgraces des Français en Italie. Ce fut encore elle qui occasionna la révolution sur laquelle nous allons donner rapidement quelques détails, parce que ses résultats influèrent cruellement, en Italie, sur les événemens militaires dont nous allons nous occuper.

Depuis long-temps la duchesse d'Angoulême avait conçu pour le connétable de Bourbon une passion très-vive, tandis que ce prince, si on en croit son histoire secrète, était fortement épris des charmes de madame d'Alençon, sœur du roi. Si on en croit encore les historiens, le connétable dut, en grande partie, son élévation à la duchesse dont il avait flatté les faiblesses, et auprès de laquelle il s'était servi, en homme habile, de l'ascendant d'un homme indifférent sur le cœur d'une femme passionnée; mais, parvenu au dernier degré où il pouvait aspirer,

ses froideurs éclatèrent, et il dédaigna trop ouvertement une femme qui avait treize ans plus que lui, pendant qu'il aimait passionnément une jeune dame aimable, belle, dont il était aimé, et qui occupait le premier rang à la cour. La duchesse méprisée, en voulant se venger, excita la haine du connétable; mais elle le haït à son tour, comme on hait quand on aime.

Par une conduite très-peu délicate, elle fit arrêter les pensions du connétable; il ne daigna pas s'en plaindre, et ce fut un nouvel outrage pour la duchesse. Bientôt après ayant contribué à la conquête du Milanais, et le roi lui en ayant confié le gouvernement, la duchesse persuada à son fils qu'il était imprudent de laisser un état si éloigné, encore mal uni à la France, entre les mains d'un prince du sang, jeune, puissant, ambitieux, aimé des troupes, du peuple, de la noblesse, capable de tout entreprendre: sa gloire, ses talens, sa vertu même, furent employés contre lui. On le rappela, et la duchesse goûta à la fois le double plaisir de l'affliger et celui de le revoir.

Elle lui fit donner encore une autre mortification, à laquelle il fut très-sensible; ce fut de faire confier au duc d'Alençon, au passage de

l'Escaut, le commandement de l'avant-garde, l'une des plus belles prérogatives de la charge du connétable. De son côté, il n'épargnait à la duchesse aucun témoignage de mépris et de haine. Ce fut dans l'espérance de la perdre qu'il aida Lautrec à se justifier : malheureusement cette justification, en inculpant la duchesse d'Angoulême, fit périr l'innocent Semblençai.

Au milieu de tous ces mouvemens d'amour et de haine, l'épouse du connétable mourut, sans enfans, à Châtelleraut, le 28 avril 1521, après avoir confirmé, par son testament, la donation portée dans le contrat de mariage.

La duchesse d'Angoulême sentit son amour renaître avec l'espérance. Elle pouvait réparer tous les maux qu'elle avait faits au connétable; elle pouvait l'élever au faîte de la puissance, et le faire, pour ainsi dire, roi sous l'autorité de son fils; mais, quand on parla au connétable d'épouser la duchesse d'Angoulême, il résista à toutes les instances, il brava toutes les menaces : on assure même qu'il se permit des railleries sur l'âge et la conduite de la duchesse; ce qui mit cette princesse au désespoir, et lui fit jurer la perte du connétable.

En conséquence, guidée par un besoin excessif de vengeance, elle prit le parti aussi

violent qu'injuste de dépouiller le connétable de tous ses biens, en réclamant la succession de la maison de Bourbon, comme héritière de Susanne Bourbon-Beaujeu, femme du connétable.

Le chancelier Duprat, qui aurait dû donner de sages conseils à la duchesse, la servait dans ses fureurs. Il épuisa la féconde subtilité de son esprit pour prêter des couleurs à l'injustice; il connaissait et ne rejetait pas les honteuses ressources de la chicane, en interprétant certaines clauses, en abusant des mots, en en détournant le sens : il en fit résulter un prétendu droit de réversion de certaines terres au domaine; il sut mettre en jeu les droits sacrés de la couronne; il fit intervenir le roi; il intéressa le zèle des magistrats à dépouiller injustement le connétable; il arma contre lui l'artifice et la force, le sophisme et le crédit, l'autorité trop flexible des lois, l'éloquence trop versatile des avocats, les faiblesses et les erreurs des juges.

Jamais cause en France n'eut tant d'éclat. Il s'agissait, il est vrai, de la possession ou de la perte de plusieurs provinces; le Bourbonnais, l'Auvergne, la Marche, le Forez, le Beaujolais, la principauté de Dombes, et une multitude de seigneuries titrées et considérables.

Les parties étaient, d'un côté, le roi et sa mère; de l'autre, un prince du sang, le second par sa naissance, le premier par son mérite, et connétable de France.

Toutes les passions étaient en mouvement dans cette affaire. L'orgueil d'un homme déjà illustré par ses belles actions à la guerre, incapable de fléchir, trop capable de se venger; la rage d'une femme toute-puissante et dédaignée, les prétentions d'un roi aveuglé par sa tendresse respectueuse pour sa mère; de la part des juges, la crainte qu'inspirait la duchesse, le respect pour le roi, et les égards dus aux services et à la gloire du connétable.

Bourbon fit tête à l'orage qu'il pouvait conjurer d'un seul mot; cependant l'avarice avait peu de part à l'injustice de la duchesse d'Angoulême. Qu'on lui adjugeât les biens du connétable, ou qu'on les réunît à la couronne, elle était contente, pourvu que le connétable fût dépouillé, espérant que, dans l'impuissance de soutenir son rang, humilié de se voir dépouillé de ses richesses, elle le verrait enfin revenir à ses pieds pour la faire jouir de la douceur de pardonner à son amant soumis.

Le parlement s'empressa de seconder les vues de la duchesse, en ordonnant, par provision,

le séquestre des biens de la maison de Bourbon : c'était commencer la ruine du connétable.

Quant au fond du procès, il fut plusieurs fois suspendu et repris, et ne fut terminé qu'après sa mort.

Ce procès néanmoins faisait grand bruit en Europe. L'empereur, attentif à tout, vit avec plaisir les imprudens ennemis du connétable le pousser au désespoir ; il le fit sonder, il le plaignit, il irrita sa colère, il fit briller à ses yeux la fortune et la vengeance ; il lui offrit en mariage la princesse Éléonore, sa sœur, veuve du roi de Portugal, avec une dot de 1,200,000 écus, outre 20,000 écus de rente qu'elle possédait déjà, indépendamment de 600,000 écus de bagues et joyaux ; enfin il promit de l'instituer son héritière. De son côté, le connétable devait faire soulever les provinces de sa dépendance, tandis que l'empereur pénétrerait dans la Bourgogne, ferait entrer dans le Languedoc une armée de lansquenets, et que le roi d'Angleterre attaquerait la Picardie et la Normandie : on devait attendre le moment où le roi serait engagé en Italie.

Cependant des bruits commençaient à se répandre, et à parvenir jusqu'au roi, qui y ajoutait si peu de foi, qu'en se disposant à partir

pour l'Italie, il avait nommé le connétable son lieutenant-général dans le royaume, pour régler, conjointement avec la duchesse d'Angoulême, toutes les affaires de l'état pendant son absence; mais, obligé d'avoir au moins des soupçons, il pressa le connétable de l'accompagner en Italie. Celui-ci promit de le suivre, mais supposait une maladie pour s'en dispenser.

Cette conduite augmenta les soupçons du roi, et le décida à passer par Moulins, où le connétable feignait d'être malade. Le roi lui confia qu'on lui avait donné de forts soupçons sur sa fidélité, et l'exhorta à ne pas manquer à ses devoirs; le connétable convint avoir reçu des propositions de la part de l'empereur, dont il n'avait voulu lui faire part que de vive voix, et lui montra le plus grand empressement à partir pour l'Italie.

Malgré tous ces aveux et toutes ces promesses, on conseilla au roi de le faire arrêter; mais on ne put jamais le décider à commettre une pareille violence. Il se borna à laisser près de lui un nommé Perrot de Warti, chargé en apparence de l'informer de sa santé, mais, en effet, de veiller sur la conduite du connétable.

C'était un espion importun; il fallait s'en

débarrasser. Le connétable ne tarda pas à feindre de se porter mieux, et à se mettre en route pour Lyon ; Warti s'empresse d'aller porter cette nouvelle au roi. Pendant son absence, le connétable court se renfermer dans son château de Chantelle, d'où il fait partir l'évêque d'Autun pour aller assurer le roi de sa fidélité, sous la condition de lui faire restituer sur-le-champ tous les biens de la maison Bourbon.

Sur ces entrefaites, le roi, instruit de la fuite du connétable, ne doutant plus de sa trahison, avait donné des ordres pour le faire arrêter. On se saisit d'abord de l'évêque d'Autun, et de ses papiers ; le roi vit avec une indignation nouvelle, dans les instructions de l'évêque, que le connétable eût osé mettre des réserves et des conditions à sa fidélité, et qu'il eût voulu traiter avec lui d'égal à égal. Le sujet insolent parut irriter davantage que le sujet rebelle : bientôt enfin tous les mystères de la conspiration furent révélés. [1]

Cependant le connétable, sachant ou soupçonnant ce qui se passait à Lyon, était parti de Chantelle avec toute sa maison, et s'était rendu à Herment, petite ville d'Auvergne ;

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (38).

mais, sa marche avec tant de monde ne pouvant être secrète, il se déguise, part d'Herment pendant la nuit, suivi d'un seul gentilhomme nommé Pomperant, avec lequel il échappe, non sans beaucoup de périls et de peines, à toutes les troupes mises sur pied pour l'arrêter, et arrive enfin dans les domaines de l'empereur en Franche-Comté, où il trouva plusieurs gentilshommes de son parti qui l'y attendaient : mais ils n'y étaient pas tous, quelques-uns ayant déjà été arrêtés.[1]

De la Franche-Comté, Bourbon, passant par l'Allemagne et le Trentin, se rendit à Plaisance pour y conférer sur les opérations de la campagne avec les généraux de l'empereur, dont il alla ensuite attendre à Gènes les ordres que Lurcy était allé lui demander en Espagne.

Charles-Quint avait voulu acquérir dans le connétable un allié puissant et utile qui l'eût introduit dans le centre de la France. Cette chimère était détruite; Bourbon n'était plus qu'un illustre banni que le sort lui donnait à protéger, n'ayant plus à lui offrir que son épée, ses talens et son désespoir. Alors les froideurs

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (39).

de la protection succédèrent aux offres brillantes faites pour le séduire, et l'on se borna à lui proposer ou de passer en Espagne, ou de rester dans le duché de Milan, avec le titre de lieutenant-général de l'empereur en Italie. Le choix n'était pas difficile; Bourbon préféra la gloire et les honneurs par ses services, au vil métier de courtisan auprès de la cour d'Espagne.

L'évasion du connétable et la découverte de sa conjuration avaient obligé le roi de changer ses projets de campagne, et en avait retardé considérablement les opérations.

L'intérieur du royaume était menacé, et le roi, ne pouvant plus passer en Italie, nomma l'amiral Bonnivet pour le remplacer, et y commander l'armée. Celui-ci se hâta d'aller se mettre à sa tête, et s'occupa de pénétrer dans le Milanais.

L'armée des confédérés n'était point encore rassemblée; l'armée française s'empara sans obstacle de toute la partie du Milanais située au-delà du Tesin. A cette nouvelle, Colonne rassemble quelques troupes à la hâte pour disputer le passage de cette rivière, en prenant ses quartiers le long du fleuve, depuis Turbigo jusqu'à Biagrasso. Les Français s'avancent alors

par Vigévano, un peu au-dessous du camp des alliés, et passent le Tesin, une partie à gué, une partie dans des barques, après avoir écarté, à coups de canon, quelques Allemands qui se trouvaient de l'autre côté du fleuve.

Colonne ayant échoué dans son projet, et se trouvant trop faible, se retira promptement à Lodi. Antoine de Lève se jeta dans Pavie, et les alliés commencèrent à être très-inquiets sur le sort de Milan, qui se trouvait alors dans un très-mauvais état de défense, quoique avec une garnison très-nombreuse; mais le général français les rassura, en se bornant, après quelques pourparlers infructueux, à en faire le blocus, au lieu d'en tenter l'attaque.

Quelques historiens ont voulu disculper Bonnivet de sa conduite dans cette occasion; mais elle est trop contraire aux principes militaires les plus communs, pour ne pas la faire considérer sous son vrai point de vue.

L'amiral commit une première faute très-grave, après avoir passé le Tesin, et avoir laissé échapper la faible armée des alliés, d'entrer en pourparler avec les Milanais, puisque, si on en croit Martin de Bellay, militaire et historien estimable, Prosper Colonne, en arrivant dans cette ville, y trouva les soldats et les habi-

tans tellement effrayés, qu'il voulut se hâter d'en sortir pour se retirer à Lodi. Il ne pensait donc pas, quoiqu'à la tête d'une armée, qu'il fût prudent de rester dans une ville aussi mal fortifiée, et où on était dans des dispositions si peu favorables pour la défendre.

Les pourparlers furent longs, ajoute du Bellay, et occasionnèrent la ruine de l'armée; car ils donnèrent le temps de revenir de la première frayeur, de relever les remparts et de se mettre sur ses gardes. Seconde faute.

La troisième, fut de se décider à un blocus dans une saison très-avancée, n'ayant point d'armée d'observation, et de donner par là le temps aux ennemis de se reconnaître, de rassembler leurs forces, de prendre plusieurs places sans obstacle, d'enlever des magasins, et, en résultat, de battre l'armée ou de la détruire.

Décidé au blocus, Bonnivet, pour affamer Milan, fit briser les moulins des environs, couper les canaux qui conduisaient de l'eau dans la ville, s'empara de Monza, et envoya le chevalier Bayard attaquer Lodi. Au seul nom de Bayard, le marquis de Mantoue s'enfuit sur les terres des Vénitiens; Bayard profita de cette terreur, jeta un pont sur l'Adda et marcha vers Crémone. Le château tenait encore, occupé par

huit soldats français qui n'avaient pas encore pu être réduits ; ces braves, tristes restes de plus de quarante hommes, qui avaient tous péri en soutenant le siége, après s'être fait serment de défendre le château jusques à la mort du dernier d'entre eux, le défendaient depuis dix-huit mois, sans avoir reçu aucun secours, aucune nouvelle, aucune consolation de la France.

L'histoire fournit bien peu de traits d'un courage et d'une fermeté aussi constante ; et cependant, tandis qu'elle s'appesantit sur des étiquettes et des détails minutieux, elle ne nous a transmis ni les noms de ces braves si dignes d'être illustrés, ni la manière dont on récompensa leur infatigable persévérance.

Bayard avait pourvu le château de soldats et de vivres; mais, quatre jours de pluies continuelles ayant rendu les chemins impraticables, et les subsistances ne pouvant parvenir dans son camp, il fut obligé d'abandonner son entreprise sur Crémone. Heureusement les infirmités de Colonne, la multitude des chefs et des différens corps rendaient les mouvemens des alliés lents et difficiles.

Au milieu des longues opérations du siége de Milan, on reçut la nouvelle de la mort du pape Adrien. Cet accident priva les confédérés

du poids que donnait à leurs armes l'autorité pontificale : cette mort fut d'ailleurs à peine un événement ; le seul qu'elle produisit, fut la défection du duc de Ferrare, qui redevint ennemi de la cour de Rome, qui ne lui avait pas remis, comme on en était convenu, Regge et Modène ; ce duc reprit Regge, et, ne pouvant s'emparer de Modène, il prit Rubière, poste important par la facilité qu'il donne de faire des courses jusqu'aux portes de Modène et sur le chemin de Rome.

Cependant Bonnivet bloquait toujours Milan ; en occupant Monza, il empêchait les vivres d'arriver du côté du Nord par le Lambro ; Lodi et Crémone les empêchaient de venir par l'Adda : Pavie appartenait encore aux alliés ; mais, Bonnivet ayant placé son camp entre cette place et Milan, aucun convoi ne pouvait passer sans être intercepté. Enfin, les Français étaient maîtres de tout le cours du Tesin, la famine commençait à se faire sentir dans Milan ; mais, dans cette extrémité, l'infatigable Morron redoublait de zèle et de travaux, il animait les Milanais à la constance, il leur faisait savoir que Bonnivet souffrait beaucoup dans son camp, et que les pluies et les neiges continuelles ne lui permettraient pas de tenir la campagne long-

temps dans un pays coupé par tant de canaux et de rivières. Pendant ce temps, on dérobait quelques convois à la diligence des Français, et tous les jours étaient marqués par des pillages, des courses, des rencontres, des escarmouches, où ordinairement ces derniers n'avaient point l'avantage. Aussi avaient-ils perdu en peu de temps, dans différens petits échecs, jusqu'à quinze cents chevaux.

Enfin Colonne entreprit d'affamer Bonnivet lui-même dans son camp, qui tirait tous ses vivres du Novarais et de la Lomeline, à la faveur d'un pont sur le Tesin, vis-à-vis de Vigévano. Prosper forma le projet de s'emparer de ce pont, et fit marcher des troupes en conséquence. L'amiral pénétra leurs desseins, et ordonna au chevalier Bayard et à Renzo de Ceré de marcher à Vigévano avec les troupes qui étaient à Monza. Cette démarche fit perdre aux ennemis l'envie et la facilité de s'emparer du pont du Tesin. Mais, en abandonnant Monza, l'amiral laissa arriver dans Milan des vivres en abondance du Bergamasque, du Bressan et de tout l'État de Venise.

Cette faute irréparable eut les suites les plus funestes. Comment concevoir d'ailleurs que l'amiral, qui s'était emparé avec empressement

de Monza, pour ôter aux Milanais les moyens de tirer des vivres de Lambro, ait pu se permettre d'évacuer cette ville, après en avoir tiré les troupes destinées à protéger le pont sur le Tesin ? Ce poste n'était-il pas déjà gardé ? ne devait-il pas suffire d'y envoyer simplement du renfort ? et ne devait-on pas prendre dans le camp les troupes nécessaires pour remplir cet objet ? C'est encore là une de ces fautes qu'on ne pardonnerait pas à l'homme le plus novice dans l'art militaire.

Après une pareille inconséquence, Bonnivet, frustré de l'espérance d'affamer Milan, songea à se retirer au-delà du Tesin pour mettre les troupes en quartier d'hiver dans le Novarèse et la Lomeline.

Bonnivet ayant mis son artillerie au-delà du Tesin, et envoyé en quartier d'hiver, en Piémont, en Provence, en Languedoc, une partie de son infanterie fatiguée et délabrée, mit le reste de ses troupes dans Biagrasso et dans Rossat, où elles avaient des vivres en abondance : résolu d'attendre dans ces postes les troupes fraîches qui devaient lui arriver de France. Nous dirons qu'il n'aurait pas dû, dans les circonstances où il était, envoyer son infanterie hiverner aussi loin.

Cependant Prosper s'affaiblissait tous les jours, la maladie et l'amour lui ouvraient le tombeau où la mort le fit descendre le 30 décembre 1523.[1]

Ce grand capitaine mourut à propos pour éviter l'affront d'un rappel : son ennemi, le cardinal de Médicis, ayant mieux formé son intrigue à la mort d'Adrien, venait, après cinquante jours de conclave, d'être élevé au pontificat, sous le nom de Clément VII.

Ce nouveau pape avait une grande réputation et une assez longue expérience des affaires ; il avait été le conseil d'Adrien et de Léon X, il aimait le travail, il dédaignait les plaisirs, il réunissait les forces de la république de Florence à celles de l'État Ecclésiastique ; aussi puissant que Léon X; et réputé aussi habile, il semblait promettre un pontificat illustre. Cependant, en affectant de dépouiller tous les sentimens particuliers qui l'avaient animé comme cardinal de Médicis, et de ne plus envisager que ce qu'il devait à sa place, qui lui faisait un devoir d'une entière impartialité entre les puissances belligérantes ; en recevant également bien, en apparence, l'envoyé de l'empereur, celui de

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (40).

François Ier; persuadé que le repos de l'Italie était attaché à l'expulsion des Français, il voulut bien contribuer à l'achever; il continua donc en secret la ligue pour la défense du Milanais; il donna 20,000 ducats à l'ambassadeur de Charles-Quint, et lui en fit donner 30 mille par les Florentins.

Bonnivet était toujours à Biagrasso, où il attendait les secours qui devaient lui arriver de France et de la Suisse. Les alliés espéraient qu'il manquerait de vivres, et que la famine le chasserait d'un poste où il paraissait impossible de le forcer.

Lannoi, vice-roi de Naples, avait remplacé Colonne; Pescaire était accouru à l'armée dès qu'il avait appris la mort de ce général; le duc de Bourbon ne tarda pas aussi à y arriver, et le duc de Milan vint partager le commandement avec eux. Tous ces principaux chefs étaient jaloux les uns des autres. Et Bonnivet aurait dû profiter de leurs divisions; mais ce général était trop embarrassé de la position où il se trouvait pour pouvoir s'occuper d'objets qui auraient demandé d'autres talens que les siens pour réussir.

L'amiral avait envoyé Bayard avec deux cents hommes d'armes et quelque infanterie au

village de Rebec, situé entre Pavie, Lodi et Milan, pour intercepter les convois que l'on voudrait conduire à Milan, du Lodessan et de Pavie. Bayard s'était chargé à regret de cette commission ; ce village se trouvant trop éloigné du quartier général, on ne pouvait s'attendre à être secouru, si on venait à être attaqué, et la troupe confiée à Bayard était trop faible pour se soutenir dans un poste sans fortification. Ce que Bayard avait prévu arriva ; Pescaire, instruit de sa marche sur Rebec, se hâta de s'y rendre avec trois cents chevaux et une nombreuse infanterie, pour l'enlever ; ayant choisi la nuit pour mieux réussir dans cette expédition, il avait fait mettre à ses soldats des chemises sur leurs habits pour qu'on pût les reconnaître dans l'obscurité. Arrivé deux heures avant le jour aux gardes avancées, celles-ci prirent la fuite et répandirent l'alarme dans le camp. Bayard était malade, et, quoiqu'il vînt de prendre une médecine, il monta promptement à cheval, y fit monter sa gendarmerie, et ordonna à Delorges de rassembler l'infanterie, et de la conduire à Biagrasso : pour lui, avec une poignée de gendarmes, il fit tête à l'ennemi, et réussit, en sacrifiant tout le bagage, à couvrir, à faciliter la retraite, et à

épargner le sang de ses soldats. On nomma ce coup de main *la camisade*, à cause des chemises que les soldats avaient sur leurs habits; et le nom de camisade est resté à ces sortes d'expéditions nocturnes.

Bayard, qui n'était pas accoutumé à des affronts, ne put pardonner à Bonnivet de lui avoir attiré celui-ci; et cette contestation fit le plus grand tort au général : l'armée s'accoutuma dès-lors, ainsi que le peuple, à le regarder comme un courtisan qui voulait que tout cédât à la faveur.

Cependant l'amiral attendait toujours des renforts sans lesquels il ne pouvait rien entreprendre. Les alliés en avaient reçu un considérable; mais, au lieu d'attaquer l'armée française, ils prirent le parti, bien plus sage, de passer le Tesin, de s'emparer des places au-delà de ce fleuve, afin de lui couper les vivres, et de l'enfermer entre le Tesin et Milan : ils effectuèrent leurs projets, et, en entrant dans la Lomeline, ils s'emparèrent de Gambalo. L'amiral, craignant alors de perdre Vigévano et le reste de la Lomeline, passa promptement le Tesin, plaça son avant-garde autour de Vigévano, et son corps de bataille à Mortare: ce poste était encore très-avantageux pour les

vivres. Les chemins du Mont-Ferrat, du Vercellois, du Novarèse, étaient libres.

Dans cette position, l'armée française n'était qu'à deux milles de celle des ennemis. Bonnivet commit la faute de leur présenter la bataille deux jours de suite; les généraux des alliés eurent la sagesse de la refuser, convaincus que l'armée française, manquant bientôt d'argent et de vivres, se dissiperait d'elle-même. Le duc d'Urbin alla faire le siége de Garlasco: cette place, qui coupait les vivres aux confédérés, fut enlevée par les Vénitiens, après deux assauts où ils perdirent beaucoup de monde.

Le voisinage des deux armées occasionnait des escarmouches qui n'étaient point à l'avantage des alliés; mais ils continuaient d'accumuler des succès plus solides. Ils prirent d'abord Sartirano, vers le confluent de la Sesia et du Pô, dans la Lomeline; remontant ensuite la Sesia, ils s'emparèrent de Verceil. Au moyen de ces deux conquêtes, les Français se trouvaient réduits, pour les vivres, au seul Novarèse, province épuisée et ruinée, et les chemins pour leur retour en France étaient à peu près coupés.

Il restait à l'amiral quelques espérances. Six mille Suisses arrivaient du côté d'Yvrée, où

ils devaient être soutenus par quatre cents hommes d'armes; ils devaient passer la Sesia au-dessus de Verceil, et se jondre à Bonnivet à Novare. Six mille Grisons s'avançaient d'un autre côté, vers les Bergamasques, et devaient se joindre à Lodi au prince Bozzolo, qui les y attendait : de là, ils devaient faire une diversion au-delà de Milan, pour y rappeler les confédérés; et Bonnivet, renforcé par les Suisses, pouvait alors ou inquiéter les ennemis dans leur marche, ou aller joindre le prince Bozzolo, porter la guerre au-delà du Tesin, et tenter de forcer Milan.

Les confédérés, instruits de la marche des Suisses et des Grisons, s'attachèrent à traverser leur jonction : pour empêcher celle des Suisses, leur armée se plaça entre Novare et la Sesia, afin de leur disputer le passage de cette rivière, et de couper de plus en plus les vivres aux Français.

Pour empêcher la jonction des Grisons, Jean de Médicis, à la tête d'un très-fort détachement, repassa le Tesin, marcha aux Grisons, et poussa, pour les inquiéter, des partis jusqu'à leur camp de Cravina, entre l'Adda et le Bembro : ceux-ci, se trouvant ainsi harcelés et privés de cavalerie pour les soutenir, ne recevant

point de paie, reprirent le chemin de leur pays, en se plaignant amèrement des Français.

Après leur retraite, Médicis revint sur le Tesin, où il réussit à briser, vers Bufalora, le pont de bateaux des Français. Ayant ainsi renfermé l'armée française entre le Tesin et la Sesia, il s'assura de n'être point traversé dans la conquête de tout ce qui restait aux Français entre le Tesin et Milan.

La ville la plus importante était Biagrasso : cette place, située sur le grand canal qui portait presque tous les vivres à Milan, interceptait encore une des principales sources de l'abondance de cette capitale. Les batteries furent dressées, la tranchée faite, l'assaut livré, la ville prise en un même jour. On fit de grandes réjouissances à Milan pour la prise de cette place importante, qui assurait leur entière liberté; mais, malheureusement pour les Milanais, en prenant cette ville, ils rapportèrent dans leurs murs les miasmes de la peste qui avait commencé à se faire sentir à Biagrasso, et qui, en moins d'un mois, fit périr plus de cinquante mille Milanais. Ce fléau s'étendit jusqu'au camp des Français, où il fit de grands ravages.

Il venait d'aggraver la déplorable position

de l'armée française, enfermée entre des rivières, pressée par les ennemis, assiégée par la faim, affaiblie par les désertions, désolée par les maladies, lorsque le débordement de la Sesia sur l'autre rive, où se trouvaient les Suisses, vint leur fournir un prétexte plausible de ne pas se joindre à l'armée : s'ils n'avaient pu la mettre en état de se soutenir dans le Milanais, au moins auraient-ils pu faciliter et assurer sa retraite en France. En vain Bonnivet les envoya-t-il presser de se joindre à lui ; ils répondirent durement qu'ils n'étaient point venus pour servir sous lui, mais seulement pour reconduire leurs compatriotes dans leur pays. Ils se plaignirent d'avoir été trompés, n'ayant point trouvé à Yvrée les quatre cents hommes qui devaient les escorter : en conséquence, ils se crurent dégagés de tout.

Ce malheur en occasionna un autre. Dès l'instant où les Suisses, qui mouraient de faim, de maladie et de rage dans l'armée française, virent leurs compatriotes à l'autre bord, ils se débandèrent, et allèrent les joindre : dès-lors, l'amiral se vit contraint de passer la Sesia lui-même, pour tenter de s'enfuir en France par le val d'Aoste. En conséquence, ce général fit jeter un pont entre Romagnano et Gatinara ;

il s'avança, pendant la nuit, sur les bords de la Sesia. Les Impériaux, très-fatigués par des marches et des contre-marches perpétuelles, auraient voulu passer cette nuit dans leur camp; mais le duc de Bourbon, qui avait eu la plus grande part aux succès de cette campagne, les décida à marcher une partie de la nuit pour se rapprocher de la Sesia, et veiller sur les démarches des Français. A la pointe du jour, l'amiral fit défiler son infanterie sur le pont; il s'était placé à l'arrière-garde, où il soutenait les efforts de l'armée ennemie, lorsqu'il fut mis hors de combat par un coup de mousquet qu'il reçût au bras.

Hors d'état de combattre, l'amiral confia à Bayard, à Saint-Paul et à Vandenesse, le sort de l'armée. *Sauvez-la, s'il est possible*, dit-il à Bayard : il est bien tard; *mais mon ame est à Dieu, ma vie à l'état. Je sauverai l'armée aux dépens de mes jours.* Vandenesse, à qui l'amiral confia l'artillerie, fit, comme Bayard, le serment du sacrifice de ses jours, et tous deux ne tinrent que trop bien parole.

Vandenesse fut tué quelque temps après, sur la place, d'un coup d'arquebuse à croc. Le chevalier Bayard ne tarda pas aussi d'en recevoir un dans les reins : *Jésus, mon Dieu, je suis*

mort! s'écria-t-il. Il mourut en effet comme il avait vécu, ses dernières actions portant le caractère de cette simplicité héroïque et chrétienne qui l'avait distingué toute sa vie.[1]

Le comte de Saint-Paul, resté seul chargé de couvrir la retraite, s'en acquitta avec prudence et valeur; il fut secondé par Annebau, le vidame de Chartres, et Delorges : celui-ci, à la tête d'un gros corps d'infanterie qui n'avait point encore passé la rivière, fit faire si à propos une décharge de mousqueterie sur les Espagnols qui pressaient le plus la gendarmerie française, qu'il les fit reculer assez loin pour donner le temps à sa troupe et au reste de l'armée de passer la rivière. Mais Saint-Paul avait commis la faute de confier l'artillerie aux Suisses, qui, rentrant dans leur pays, la laissèrent en-deçà d'Yvrée, où les Impériaux s'en emparèrent.

Contens de voir les Suisses rentrer dans leur pays, et les Français se diriger vers le Pas de Suze pour gagner le Dauphiné, les généraux des confédérés ne songèrent pas à inquiéter l'ennemi dans sa retraite.

Quelque temps avant, le château de Cré-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (41).

mone s'était rendu faute de vivres; il ne restait plus aux Français que Lodi et Alexandrie, qui, ne pouvant plus être secourus, furent obligés de se rendre.

Ainsi l'évacuation du Milanais par Bonnivet fut encore plus entière que celle de Lautrec; mais, par le crédit excessif de la duchesse d'Angoulême, l'amiral fut gracieusement accueilli par le roi, tandis que Lautrec avait été obligé de justifier sa conduite, et avait eu bien de la peine à y réussir.

Après des fautes aussi graves et aussi multipliées de la part de l'amiral Bonnivet, dans ses deux campagnes en Italie, quel est le lecteur qui en aurait lu les détails? et qui pourra croire que non seulement quelques historiens ont osé disculper sa conduite, et la trouver peu répréhensible, mais encore que François Ier, en repassant en Italie pour y faire la guerre, ait pensé qu'il était important et avantageux pour lui de s'y faire accompagner par ce même général qui avait marqué chaque jour de son commandement en Italie par des négligences, des inadvertances, des présomptions, ou de graves erreurs?

L'empereur n'avait pas été moins heureux vers les Pyrénées que vers les Alpes; mais il

n'avait pas eu les mêmes succès dans les Pays-Bas.

Cependant Bonnivet battu, les Français chassés de l'Italie, le Milanais arraché à leurs efforts, Sforce couronné, tant de triomphes de la ligue, tant de pertes de la France, ne suffisaient point encore à la haine de l'empereur et à la vengeance de Bourbon; un nouveau traité fut conclu entre eux et le roi d'Angleterre, pour transporter la guerre d'Italie en France, et se partager ce royaume. La plupart des puissances d'Italie, contentes d'avoir assuré la paix de leurs états par l'expulsion des Français, refusèrent d'entrer dans cette nouvelle entreprise. Clément VII prédit dès-lors qu'elle ne servirait qu'à rallumer dans son pays une guerre plus opiniâtre; mais il fit de vains efforts pour en détourner l'empereur : d'ailleurs, les Français voulaient faire oublier leurs défaites, Bourbon voulait venger ses injures, Henri voulait troubler l'Europe, Charles voulait faire des conquêtes.

Aussi l'armée impériale ne tarda-t-elle pas à pénétrer en Provence. Bourbon desirait avancer jusqu'à Lyon; il se flattait d'être reçu à bras ouverts dans ses domaines du Forez, Beaujolais, Bourbonnais, Auvergne, et que la

noblesse, à laquelle il était si cher, se déclarerait en sa faveur, et lui faciliterait la conquête du reste de la France méridionale, tandis que les Anglais et les Flamands réunis soumettraient toutes les provinces septentrionales.

Ce plan, très-beau dans la spéculation, et qui pouvait n'être pas chimérique dans l'exécution, fut détruit par la défiance et l'intérêt particulier.

L'empereur craignit que Bourbon, s'il réussissait à s'emparer de ses domaines, ne fît sa paix en sacrifiant l'armée impériale; il voulut auparavant que l'on prît Marseille. Bourbon y consentit, bien convaincu d'ailleurs de la facilité de cette conquête; il fut trompé dans son attente. Les soldats, les habitans, s'encouragèrent mutuellement à la défense; on fortifia la place avec une promptitude incroyable; on combattait d'une main, on travaillait de l'autre; les femmes même les plus considérables s'exposèrent à tous les périls, et elles travaillèrent, du côté de l'attaque, à des contremines, qu'on nomma la tranchée des dames.

Cependant François Ier, irrité par l'audace de ses ennemis, s'indigna de sa coupable indolence, et prit la résolution de marcher lui-même au secours de Marseille.

Il envoya d'abord en avant Brion et Renzo de Ceré, avec deux cents hommes d'armes et trois mille fantassins ; il augmenta ensuite les faibles restes de l'armée que Bonnivet avait ramenée en France, de quatorze mille Suisses, six mille lansquenets, quinze cents hommes d'armes. Tandis que le maréchal de Chabannes s'emparait d'Avignon, le roi s'avançait jusqu'à Salon. Bourbon, voulant prévenir son arrivée, poussa les attaques avec une vigueur extraordinaire ; mais, la constance des assiégés rendant tous ces efforts continuellement inutiles, il fallut se résoudre à lever le siége. On prépara donc tout pour la retraite ; on croyait n'avoir rien négligé pour la faire en bon ordre, lorsque le maréchal de Chabannes, arrivant inopinément avec quatre cents chevaux, tailla en pièces une partie de l'arrière-garde, et enleva beaucoup de bagages, tandis que Montmorenci, avec un autre détachement, harcelait sans cesse l'ennemi, et le poursuivait jusqu'au-delà de Toulon.

Pendant que l'armée impériale levait le siége de Marseille, et était obligée de se retirer dans la Provence, l'armée navale de l'empereur était battue par une flotte française.

Après de pareils succès, le roi aurait dû

songer à la paix ; mais comment quitter un titre de duc de Milan, pris à l'avénement de la couronne ? comment se voir sur les frontières du Milanais, à la tête d'une armée puissante, sans tenter de nouveau cette fragile et périlleuse conquête ?

En vain les capitaines les plus expérimentés représentèrent que la saison était trop avancée, qu'on ne pourrait former aucune entreprise considérable sans s'exposer à passer l'hiver sous la tente, au milieu des neiges et des eaux ; rien ne put ébranler le roi, et il fallut ou passer pour un lâche, ou prendre le parti de se perdre avec ce prince intrépide et imprudent.

L'armée des Impériaux continuait de marcher vers le Milanais ; Bourbon et Pescaire s'étaient réunis au vice-roi de Naples, qui, pendant le siége, s'était porté à Astie, afin d'assurer la retraite. L'armée française marchait sur leurs traces.

Le roi, pour éviter de commettre la même faute que Bonnivet, marcha droit à Milan. Les Impériaux se hâtèrent de l'y prévenir ; mais à peine Lannoy y entrait par une porte, que le marquis de Saluces paraissait à une autre, à la tête d'un détachement de l'armée française. Le vice-roi voulut alors faire prendre

les armes aux habitans; mais les ravages de la peste avaient changé cette cité en un vaste désert, où tout représentait l'image de la désolation et de la mort, et où les habitans, consternés, abattus par tant de malheurs, n'étaient plus capables d'une résolution courageuse. Les Espagnols, réduits à eux-mêmes, voulurent défendre les fauboursgs, où s'était présenté le marquis de Saluces; ils furent repoussés. Le vice-roi, ayant appris que le roi, qui était à Vigévano, envoyait un nouveau détachement sous les ordres de la Tremouille, se hâta de quitter Milan, et de se retirer à Lodi. Ainsi les Français, sans beaucoup d'efforts, devinrent possesseurs paisibles de la capitale.

Mais cette capitale, épuisée, affaiblie et ruinée, ne décidait plus, comme autrefois, du sort du duché; et il restait, pour en être le maître, de plus importantes conquêtes. On proposa le choix du siége de Lodi ou de Pavie; Lodi rendait maître de l'Adda, Pavie du Tesin. Les anciens officiers opinaient, dit-on, pour le siége de Lodi. L'armée impériale s'y était retirée, à la vérité, mais dans un tel état de dépérissement et de désordre, que sa résistance paraissait impossible. Lodi pris, Pa-

vie, perdant toute espérance d'être secourue, devait tomber d'elle-même avec les autres places du Milanais.

Mais Bonnivet et un autre courtisan nommé Saint-Marsault donnèrent la préférence au siége de Pavie, et, malheureusement, le roi suivit les conseils d'un général que ses sottises réitérées à la guerre auraient dû lui rendre infiniment suspect.

Antoine de Lève commandait dans Pavie; il ne négligea rien pour s'assurer tous les moyens d'une défense la plus opiniâtre.

Tout parut cependant prospérer d'abord aux Français. Les batteries ayant fait une grande brèche au corps de la place, du côté du quartier du roi, on donna l'assaut, on emporta la brèche, et on se crut maître de Pavie; mais on fut bien désabusé en appercevant des retranchemens intérieurs que le commandant de la place avait fait élever, qui se trouvaient imprenables sans le secours de l'artillerie, et étaient hors de son insulte et de sa portée. Il fallut donc abandonner cette première attaque.

On proposa un autre plan relatif à la situation de Pavie. Un des bras du Tesin baigne les murailles de cette ville, de l'ouest au sud, du côté de la Lomeline; un autre bras coule dans

Lomeline même, et se rejoint avec le premier, à un mille au-dessous de Pavie. On proposa de faire couler les eaux du grand canal dans le petit, et, par ce moyen, ayant mis à sec une grande partie des environs de la place, quelques coups de canon devaient suffire pour faire brèche à ces murailles peu fortes et sans défense. On avait adopté ce projet; et déjà on commençait à élever des digues pour arrêter le cours du grand canal, et élargir le lit du petit, lorsque le Tesin, enflé tout à coup par des pluies abondantes, renversa les digues, et fit abandonner le projet.

Le siége alors traîna en longueur; on employa la sape et la mine, et on chercha les moyens d'affamer la place. La lenteur de ces opérations, jointe à l'incertitude du succès, occasionna des inquiétudes et du relâchement dans les esprits. D'un autre côté, l'empereur était attaqué d'une fièvre quarte qui l'empêchait d'agir; le roi d'Angleterre, au lieu de lui fournir les sommes convenues pour la descente en Provence, lui en redemandait qui lui étaient dues, et que l'empereur était dans l'impuissance d'acquitter sur-le-champ. Toutes ces circonstances parurent au pape des conjonctures favorables à la paix. Il proposa d'abord une

trève de cinq ans; François Ier et le vice-roi de Naples en rejetèrent tous deux les conditions avec hauteur.

Le pape ne se rebuta point; il continua sa médiation, mais sans fruit. Une sanglante catastrophe devait terminer cette querelle : au reste, Clément VII, trouvant sans doute alors plus d'avantages à s'unir avec le roi qu'avec l'empereur, chargea l'évêque de Vérone de conclure la paix particulière du saint siége avec la France.

Après la conclusion de ce traité, qui ouvrait la Toscane et les États de l'Église à François Ier, ce prince, se persuadant qu'il n'avait pas besoin de toutes ses forces pour soumettre Pavie, et sachant que le vice-roi de Naples avait transporté presque toutes les troupes de ce royaume dans le Milanais, crut l'occasion favorable pour porter la guerre dans le royaume de Naples, et faire une diversion qui obligerait les Impériaux à diviser leurs forces. En conséquence, il détacha de son armée, pour une expédition aussi inconsidérée, le duc d'Albanie, avec deux cents lances, quatre mille hommes d'infanterie, et quelque artillerie; Renzo de Céré embarqua en même temps à Villefranche, dans le comté de Nice, une nom-

breuse infanterie, dont le rendez-vous avec le duc d'Albanie était à Livourne.

A la nouvelle de la marche du duc d'Albanie vers Naples, le vice-roi, qui avait laissé le royaume sans troupes et sans défense, voulait se hâter d'y retourner avec les forces qu'il avait amenées de la Lombardie. Le marquis de Pescaire s'y opposa; il représenta l'armée du duc d'Albanie comme trop faible pour une expédition de cette importance, et devant être arrêtée par la moindre résistance des places fortes. Il traita cette expédition de pure ostentation, et il soutint que François Ier feignait de menacer Naples, pour obliger les défenseurs du Milanais à diviser leurs forces. Son avis prévalut; on se borna à faire observer la marche et les démarches du duc d'Albanie, et on s'occupa plus sérieusement de la défense de Pavie.

Les munitions de guerre manquaient dans cette place et dans le camp du roi; on tirait fort peu de part et d'autre; l'attaque et la défense étaient languissantes. Le roi, pour se procurer de l'argent, vendit sa protection au duc de Ferrare 70,000 ducats, dont 50,000 en argent, et 20,000 en munition.

Antoine de Lève était encore plus embar-

rassé dans Pavie que le roi dans son camp. L'argent lui manquait, et les lansquenets, qui composaient la très-grande majorité de la garnison, menaçaient de livrer la ville, s'ils n'étaient payés. Le vice-roi trouva les moyens de lui en faire parvenir, mais en trop petite quantité pour satisfaire les troupes : de Lève se décida alors à faire fondre les vases sacrés et les reliquaires, dont il fit une monnaie pour satisfaire au cas urgent dans lequel il se trouvait.

Mais tous ces moyens eussent été bien infructueux, et l'armée des confédérés eût été obligée de rester dans l'inaction, si le duc de Bourbon n'eût profité du temps où le siége traînait en longueur, pour se rendre auprès du duc de Savoie, ennemi alors de la France par son mariage avec Béatrix de Portugal, sœur d'Isabelle, qui était sur le point d'épouser l'empereur, et n'eût décidé ce prince à lui prêter des pierreries et de l'argent. Avec ce secours, il passe en Allemagne, et, aidé du crédit de l'archiduc Ferdinand, il y lève douze mille lansquenets déjà aguerris et disciplinés.[1] Le capitaine Fronsberg les commandait.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (42).

Avec cette petite armée, Bourbon rejoignit Pescaire et Lannoi à Lodi, et, en augmentant aussi considérablement l'armée des confédérés, tandis que François Ier diminuait la sienne par des diversions imprudentes et déplacées, [1] il lui inspira de la confiance et le desir de marcher pour faire lever le siége de Pavie.

L'armée impériale se trouvait forte alors de dix-sept mille hommes d'infanterie, de sept cents hommes d'armes, et d'autant de cavalerie légère. François Ier croyait avoir treize cents lances et vingt-six mille hommes d'infanterie : il payait en effet son armée sur ce pied ; mais, si l'on en croit les historiens, la majorité des corps étaient incomplets et mal entretenus : d'un côté, les officiers italiens recevaient et prenaient pour eux la paie des soldats qui leur manquaient, et, de l'autre, la négligence intéressée des commissaires secondait cette avare infidélité, tout le monde profitant de l'inapplication du roi pour le tromper. Dès que le roi fut informé que les Impériaux marchaient pour secourir Pavie, il manda les garnisons de la plupart des places qu'il avait dans le Milanais, et fit rejoindre les troupes qui se trouvaient à Savone ;

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (43).

mais, en passant dans l'Alexandrin, elles furent attaquées, battues et dispersées, par Gaspard Maino, gouverneur d'Alexandrie.

En s'avançant vers Pavie, les Impériaux firent attaquer, et enlevèrent le poste de Saint-Angélo, entre Pavie et Lodi; ils s'assurèrent, par là, de leur communication avec cette place. Le duc de Sforce, qui était dans Crémone, assura celle de cette ville avec l'armée des alliés, en battant un corps français commandé par Pallavicin.

Dans le même temps, Jean de Médicis ayant reçu un coup de feu au talon en repoussant une sortie, on fut obligé de le transporter à Plaisance : des-lors, sa troupe, au nombre de quatre mille, se débanda du moment où elle se vit sans chef.

Enfin, à tant de petits échecs qui minaient en détail l'armée française, à tant de diversions volontaires, vint se joindre celle forcée des Grisons, qui l'affaiblit considérablement encore.[1]

Ces événemens malheureux et multipliés avaient commencé à décourager les Français. Antoine de Lève, au contraire, sachant qu'on

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (44).

venait à son secours, redoublait de courage, multipliait les sorties, épuisait les assiégeans par cent petits combats, tandis que le marquis de Pescaire avait poussé des retranchemens jusqu'à leur camp, et les tenait en alarmes par de continuelles escarmouches, où l'avantage était presque toujours du côté des Impériaux.

On ne pouvait donc plus prendre Pavie sans livrer bataille. On tint un grand conseil à ce sujet : là, tous les officiers le plus expérimentés proposèrent de lever le siége, d'éviter le combat, et de se retirer à Binasco; ils voyaient les soldats affaiblis, fatigués, découragés, aux prises avec des troupes qui n'avaient essuyé ni les fatigues d'un siége, ni les rigueurs de la mauvaise saison. Chez les Impériaux, ils voyaient l'intérêt de combattre; ils manquaient d'argent, et ils ne pouvaient se flatter de retenir longtemps les lansquenets, qui ne s'étaient engagés que dans l'espérance d'une bataille prochaine : chez les Français, au contraire, ils voyaient la nécessité d'attendre dans des postes sûrs ce qu'allait devenir ou faire l'armée des alliés. Ce sage délai, en procurant du repos, donnait le temps de recevoir les renforts attendus de la France, de la Suisse et de l'Italie même.

Mais les conseils de la prudence n'étaient pas toujours les plus agréables au roi. Il s'était vanté publiquement, il avait écrit par-tout qu'il prendrait Pavie ou qu'il périrait sous ses murs; il ne pouvait se résoudre à la prétendue humiliation de lever le siége. Malheureusement, les Bonnivet, les Marsault, et plusieurs autres courtisans, abondaient dans son sens, et n'eurent pas de peine à lui persuader d'attendre les ennemis dans les retranchemens; ils croyaient concilier la prudence avec la valeur, en profitant contre eux des avantages d'un camp bien assis et bien retranché. Plus malheureusement encore, Bonnivet fut chargé des dispositions de cette fameuse journée.

Le camp du roi fut placé de manière à défendre l'entrée de Pavie, et à donner la main au parc de Mirabel; en sorte que, pour faire pénétrer des secours dans la place, il fallait forcer les retranchemens du camp, ou renverser les murailles du parc, et y pénétrer. Mirabel était, comme la Bicoque, un château bâti dans un parc fort étendu; le duc d'Alençon l'occupait avec l'arrière-garde; l'avant-garde, commandée par le maréchal de Chabannes, et le corps de bataille, commandé par le roi, occupaient le reste du camp, qui dominait sur

la campagne : on avait établi une communication entre le camp et le parc.

Les ennemis approchaient, les escarmouches devenaient fréquentes ; enfin les Impériaux résolurent de pénétrer dans Pavie, par le parc de Mirabel. Si les Français sortaient de leur camp pour défendre le parc, ils perdaient l'avantage de leur position et on était décidé à leur livrer bataille; s'ils restaient dans leur camp, on se flattait, en portant toutes ses forces sur le parc, d'enlever aisément le quartier du duc d'Alençon et de jeter des secours dans la place. Telle était la situation des deux armées, quand le roi reçut une lettre de son ambassadeur à Rome, qui lui écrivait de la part du pape, de ne point exposer une conquête infaillible, aux hasards d'une bataille que les ennemis seuls avaient intérêt de livrer : il l'avertissait, comme ses généraux l'avaient déjà fait dans le conseil, que l'armée des Impériaux était prête de se disperser faute d'argent et que Pavie ne pouvait plus tenir : mais ces sages avis, déjà rejetés dans le conseil, ne pouvaient prévaloir; le roi n'écoutait rien, il resta dans son camp et attendit les ennemis.

Il ne les attendit pas long-temps; la nuit du

23 au 24 février, après avoir fait mettre des chemises aux soldats par-dessus leurs armes, pour qu'ils se reconnussent dans l'obscurité, les ennemis s'avancèrent, une partie vers le parc de Mirabel, tandis que l'autre simulait deux attaques, appuyés du feu continuel de leur artillerie.

A la faveur du bruit, de l'obscurité et des fausses attaques, les Français ne s'apperçurent point du travail des pionniers qui sapaient les murs du parc, là où devait se faire la principale attaque.

Deux heures avant le jour, les sapeurs avaient réussi à renverser quarante ou cinquante toises des murs du parc par où entrèrent trois mille arquebusiers espagnols, avec quelques chevaux-légers; ils étaient suivis d'un bataillon de quatre mille lansquenets et espagnols de vieilles bandes, de trois autres bataillons, deux espagnols, le troisième lansquenet, ayant sur chacune de leurs ailes deux grosses troupes de gendarmerie.

Déjà le jeune marquis de Gaste, cousin de Pescaire, avait forcé l'épée à la main, et surpris la garnison du château de Mirabel. Déjà même un détachement de sa troupe était aux portes de Pavie. Mais Brion avait eu le bon-

heur de le battre et d'empêcher la communication. D'un autre côté, Galliot de Genouillac, ayant dirigé son artillerie sur la brèche où d'abord étaient entrés les Espagnols, et par où les troupes qui les suivaient voulaient pénétrer, les mit dans le plus grand désordre, en forçant les soldats de se précipiter les uns sur les autres, pour gagner un vallon où ils pussent être à couvert de cette foudroyante artillerie.

Cependant le roi, s'imaginant que tous les efforts des ennemis allaient se porter sur le château de Mirabel, sortit à la hâte de son camp, et déploya sa gendarmerie devant le parc; mais au lieu de se borner à faire reprendre le château, à achever la défaite du détachement que Brion venait de battre, et à laisser aux batteries de Genouillac, qui déjà avait si bien réussi, le soin de défendre la brèche et d'en fermer le passage aux Impériaux, ne pouvant voir de sang froid les ennemis s'ébranler et annoncer les apparences d'une défaite prochaine, son courage l'emporta, il sortit du parc, se répandit dans la campagne avec sa gendarmerie, et rendit inutile son artillerie par cette démarche imprudente et inconsidérée.

Dès que les troupes des alliés se sentirent à l'abri du canon, elles se rallièrent prompte-

ment, et Bourbon avec ses Allemands, Pescaire avec ses Espagnols, Lannoi avec ses Italiens, s'avancèrent pour envelopper le roi, tandis que le marquis de Gaste, d'un côté, revenait attaquer les Français par derrière, et, de l'autre, qu'Antoine de Lève, faisant une sortie vigoureuse avec toute sa cavalerie, secondait puissamment les efforts des alliés.

Le maréchal de Chabannes avec l'arrière-garde, le duc d'Alençon avec l'avant-garde, voyant l'affaire entamée en pleine campagne, accoururent au secours du corps de bataille et lui formèrent deux ailes. Le maréchal de Chabannes à l'aile droite, le duc d'Alençon à l'aile gauche, les bandes noires réduites à cinq mille hommes, vinrent se placer entre l'aile droite et le corps de bataille : entre celui-ci et le duc d'Alençon était un corps d'environ huit ou dix mille Suisses; ces deux troupes étaient à portée d'être soutenues et par la gendarmerie qui formait le corps de bataille, et respectivement par la cavalerie de chaque aile. L'armée des Impériaux était divisée en une multitude de corps particuliers prêts à se porter par-tout et à s'entre-secourir; ainsi furent changées toutes les premières dispositions; ainsi le courage inconsidéré du roi rendit inutiles la bonté de la

position de son camp, la force du parc de Mirabel et les effets terribles de son artillerie, qui déjà avait commencé de lui assurer la victoire.... ainsi, en perdant tous ces avantages, François Ier augmenta la supériorité de l'armée des alliés, qui dès cet instant dûrent compter sur la victoire.

Mais, pour assurer davantage leurs succès, ils se décidèrent à porter leurs efforts principalement contre le corps de bataille et l'aile droite, en négligeant l'aile gauche.

Bourbon, à la tête de ses Allemands, se porta contre les bandes noires; Pescaire marcha contre le corps de bataille; Castaldo, son lieutenant, attaqua l'aile droite avec un corps de cavalerie napolitaine.

Les bandes noires soutinrent d'abord le choc des Allemands avec un courage mêlé de désespoir, mais le combat ne put être long-temps égal entre deux troupes si inégales en nombre; et Bourbon assura leur défaite, en profitant du plus grand front de sa troupe pour la faire replier aux deux extrémités, prendre par ce moyen les bandes noires sur les deux flancs, les mettre hors d'état d'aucune résistance, les écraser alors et les détruire entièrement.

Après cette victoire, l'aile droite, déjà fort

affaiblie, pour avoir enfoncé deux fois le corps de cavalerie qui l'attaquait, se trouvant entièrement séparée du corps de bataille, fut attaquée par les lansquenets, auxquels se joignit la cavalerie napolitaine que Castaldo avait ralliée; dès-lors le maréchal de Chabannes, accablé par la multitude, vit sa troupe se dissiper, et prendre la fuite sans pouvoir la retenir.

Le roi faisait des prodiges d'une valeur chevaleresque au corps de bataille. La gendarmerie, secondée des Suisses, avait enfoncé et dissipé l'infanterie italienne, qui s'était présentée la première pour l'attaquer; Pescaire, l'ayant remplacée avec ses Espagnols, arrêta leurs progrès : mais, en même temps qu'il se présentait de front, quinze cents arquebusiers basques, d'une agilité extrême, et formés depuis longtemps à cet exercice, s'approchaient, en tirailleurs, des rangs les plus serrés de la gendarmerie française, y faisaient leurs décharges, et disparaissaient tout à coup; ils allaient recharger à l'abri du danger, et revenaient occasionner de nouveaux ravages au milieu d'une troupe qui ne pouvait qu'à peine les voir, et jamais les atteindre. Le roi crut donner moins de prise à leurs décharges, en faisant ouvrir les rangs et les files de sa cavalerie; le mal en

devint plus grand. Les Basques se mêlèrent alors dans les rangs, choisirent ceux qu'ils voulaient frapper, préférèrent les officiers, et, en moins d'une heure, détruisirent une grande partie de la gendarmerie.

Tandis que toute cette généreuse noblesse mourait ainsi pour son roi, le duc d'Alençon, au lieu de marcher à son secours avec l'aile gauche, épouvanté de la défaite de l'aile droite et du désordre du corps de bataille, fait sonner la retraite. Les Suisses, qui comptaient sur la cavalerie de cette aile pour être soutenus, croyant, en la voyant se retirer, qu'on veut les sacrifier à la haine des lansquenets qui marchaient alors contre eux, sont saisis de frayeur, et prennent la fuite.

Après la défaite de l'aile droite, la défection de l'aile gauche, la destruction des bandes noires et la défaite des Suisses, tout ce qui avait pu échapper, et à qui il restait du courage et de l'honneur, était venu se ranger autour du roi, où l'on se défendait encore, et où ne tardèrent pas de se porter tous les différens corps ennemis, sur-tout celui de Bourbon, auquel jusqu'alors on n'avait pu résister, et qui acheva de déterminer la victoire par une charge générale qui rompit et ouvrit la gendarmerie en

six endroits, sans lui laisser aucune possibilité de se rallier.

Cependant le roi combattait encore, et combattit le dernier dans cette journée. Toute la noblesse qui l'avait entouré était morte à ses côtés ; il avait devant lui un rempart de Français et d'ennemis, morts ou mourans : tous ceux qui osaient franchir cette barrière payaient de leur vie leur témérité, lorsque son cheval, percé d'une balle, tomba mort, et se renversa sur lui en l'entraînant dans sa chûte. Tous les soldats espagnols et allemands s'approchèrent alors à l'envi ; mais le roi, quoique blessé en deux endroits à la jambe, épuisé par le sang qui sortait d'une blessure au front, froissé et presque écrasé par sa chûte, eut encore la force de se dégager, et le courage de se relever pour combattre à pied, et tuer quelques ennemis : il allait se faire tuer lui-même, lorsque Pomperant, ce gentilhomme qui avait accompagné le duc de Bourbon dans sa fuite, ayant reconnu le roi, pénètre jusqu'à lui, se jette à ses pieds, le conjure de céder au sort qui trahissait sa valeur, et lui propose de se rendre au duc de Bourbon. François Ier frémit à cette proposition ; il demande le vice-roi de Naples, on le fait venir. Le roi lui remet son épée ; Lannoi

la reçoit à genoux, lui baise la main, et lui donne une autre épée : il le fait ensuite conduire dans son camp, pour faire panser ses plaies. Ce fut là où il écrivit à sa mère ce billet si remarquable, et malheureusement trop vrai : *Madame, tout est perdu, fors l'honneur.* [1] Des frontières dégarnies, la consternation dans tous les ordres du royaume, la désunion dans le conseil de la reine régente, le roi d'Angleterre menaçant d'entrer en France, formaient un concours de circonstances qui ne justifiaient que trop les expressions de François Ier.

Dès qu'il fut en état de marcher, on le conduisit au château de Pizzighitone, sous la garde du capitaine Alarcon; il devait rester dans ce château jusqu'au retour des courriers qu'on avait envoyés en Espagne pour prendre les ordres de l'empereur.

François Ier ne fut pas le seul roi qui perdît la liberté à la bataille de Pavie. La fortune de l'empereur fit encore tomber entre ses mains Henri d'Albret, roi de Navarre; mais il eut le bonheur d'échapper du château de Pavie, où on l'avait enfermé. [2]

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (45).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (46).

On ne saurait faire connaître ici tous les officiers de distinction qui périrent ou furent faits prisonniers dans cette journée si malheureusement mémorable; nous nous contenterons de citer l'amiral Bonnivet. Celui-ci, pénétré sans doute de désespoir du mauvais effet de ses conseils, toujours si pernicieux, après avoir fait de vains efforts pour arracher le roi au péril qui le menaçait, se lança sur le bataillon des lansquenets, et, s'exposant sans mesure à tous les coups d'épées et de piques, il se vit bientôt délivré de l'horreur de vivre.

Théodore, Trivulce et Chaudion, qui étaient restés pour la garde de Milan avec deux mille hommes, ayant appris la ruine entière de l'armée française, et sentant l'impossibilité de défendre la capitale du Milanais, voulurent du moins sauver la garnison; ils sortirent de la place, allèrent passer le Tesin vers sa source, et traversèrent les états du duc de Savoie, qui n'osa pas leur refuser le passage. Les garnisons françaises avaient été rappelées de toutes les autres places du Milanais, avant la bataille; ainsi ce duché se trouvait entièrement évacué. En poursuivant la garnison de Milan, les Impériaux prirent Montcarlier, Raconis et Carmagnole, dans le Piémont, afin d'obliger le

duc de Savoie à se déclarer ouvertement pour l'empereur ; ils s'emparèrent aussi des états du marquis de Saluces, pour le punir de son attachement à la France.

Ainsi les fautes sans nombre du roi, de quelques-uns de ses généraux et de ses courtisans, lui donnèrent le chagrin d'être chassé de l'Italie pour la troisième fois, d'être conduit prisonnier à Madrid, de voir détruire la gendarmerie française, les bandes noires, et d'être témoin de la mort de tous les capitaines formés sous les deux rois ses prédécesseurs.

La première faute, la plus grave sans doute, celle qui entraîna toutes les autres, fut, après la levée du siége de Marseille, d'avoir voulu suivre les alliés en Italie, et reconquérir le duché de Milan.

La seconde faute, qui tient aux conseils donnés par la flatterie et l'incapacité de Bonnivet, fut d'avoir assiégé Pavie, au lieu de Lodi. En attaquant cette dernière place, c'était attaquer l'armée entière des alliés ; c'était la paralyser, lui ôter tous les moyens d'agir, et, si l'on réussissait, s'assurer sur-le-champ de la conquête du Milanais, et probablement des moyens pour attaquer le royaume de Naples.

La troisième faute fut l'envoi du duc d'Al-

banie et de Renzo de Ceré vers la Toscane, pour pénétrer ensuite dans le royaume de Naples. C'était affaiblir l'armée dans le moment où, au contraire, elle aurait dû être renforcée; c'était découvrir ses intelligences avec le pape, et tout cela dans la seule supposition très-douteuse d'effrayer le vice-roi de Naples, et de le décider à quitter l'armée pour retourner, avec ses troupes, défendre les états dont la garde lui était confiée.

La faute d'envoyer le marquis de Saluces, avec cinq mille hommes, pour s'emparer de quelques places de la rivière de Gênes, ne fut pas moins grave. En effet, en réunissant ces différentes troupes, conduites par ces officiers à des expéditions lointaines dans un moment très-peu propice, le roi aurait formé une armée d'environ quinze mille hommes d'infanterie et mille chevaux, qui aurait été destinée à observer l'ennemi dans Lodi, si l'on s'était obstiné au siége de Pavie; à le harceler, à intercepter ses convois, à lui couper les vivres, à prendre quelques places, et sur-tout à lui ôter l'envie d'oser marcher sur Pavie pour y porter des secours et y attaquer le roi.

La quatrième faute fut de continuer le siége quand on fut obligé de se convaincre qu'il

traînait en longueur, et de s'obstiner à vouloir soumettre la place par une espèce de blocus.

La cinquième faute fut d'attendre les ennemis dans les retranchemens. La maxime militaire est qu'une armée qui fait un siége, ne doit jamais attendre dans ses lignes une armée qui vient l'attaquer. Le camp était sans doute dans une position fort heureuse, et d'un très-difficile abord ; mais il ne servait pas d'appui et de défense au parc de Mirabel, que l'on a fort mal à propos comparé à celui de la Bicoque. Là, toute l'armée de Colonne était renfermée ; le parc était entouré et défendu par de larges fossés ; le général en avait augmenté les défenses naturelles par des cavaliers garnis d'artillerie, et s'opposant au passage du fossé : ici, au contraire, le parc de Mirabel ne contenait que l'aile gauche de l'armée ; il n'était défendu que par de simples murailles, qui n'étaient point défendues elles-mêmes, puisque les pionniers impériaux purent, sans obstacle, en faire tomber cinquante toises, par où entrèrent les Espagnols. Aussi le roi commit-il une sixième faute en sortant de son camp, avec sa gendarmerie, pour repousser les ennemis qui avaient pénétré dans le parc, et s'étaient déjà emparés du château de Mirabel : dès que

l'on eut connu les effets terribles et si heureux de l'artillerie, il fallait se borner à envoyer quelques bataillons suisses pour seconder Brion, et l'aider, après qu'il eut battu le détachement ennemi qui voulait pénétrer dans la place, à reprendre le château de Mirabel, et à finir d'écraser la troupe de Dugaste, qui se trouvait dans le parc, enfermée et séparée du gros de l'artillerie.

La septième faute, qui aggrava toutes les autres, et assura une victoire si complète à l'ennemi, fut la sortie du roi du parc de Mirabel, sous le prétexte d'achever la défaite des alliés. Dès-lors, l'artillerie fut rendue inutile, les Impériaux rassurés, les plans d'attaque et de défense entièrement changés, tous les moyens pour repousser les ennemis devenus nuls, l'armée française livrée aux idées particulières de chacun de ses chefs, forcée de prendre un ordre de bataille qui n'avait point été combiné, et dans lequel on fit nécessairement des fautes assez graves. Ainsi, par exemple, le corps de bataille fut entièrement composé de cavalerie, et à chacune de ses ailes on plaça deux corps d'infanterie à peu près isolés; les Suisses à l'aile gauche, et les bandes noires à l'aile droite : mais le parti pris par le duc de Bourbon de se

porter particulièrement contre les bandes noires, et de profiter de la supériorité de sa troupe pour les envelopper et les écraser, prouve que ce corps était isolé, et point assez soutenu par l'aile droite, ni par le centre. Ce corps, mieux lié aux deux autres, n'aurait pas pu être enveloppé; soutenu par eux, et les soutenant à son tour, le duc de Bourbon n'aurait pas eu un succès aussi prompt et aussi entier, succès d'où se suivit la perte totale de la bataille.

L'infanterie suisse n'était pas mieux liée au centre et à l'aile gauche; si elle l'avait été, jamais les arquebusiers basques n'auraient pu réussir à fatiguer la gendarmerie française, à la harceler, et enfin à la détruire.

La huitième faute enfin fut d'avoir laissé dans l'inaction l'aile gauche, dès que l'on fut convaincu que les ennemis portaient leurs principaux efforts sur l'aile droite et le centre. Il fallait faire manœuvrer l'aile gauche pour prendre en flanc les troupes italiennes et espagnoles qui attaquaient le corps de bataille; peut-être aurait-on dû aussi en détacher une partie pour aller secourir et soutenir l'aile droite : dès-lors, le duc d'Alençon n'aurait pu penser à fuir, et les Suisses, ne se croyant pas trahis, n'auraient pas songé à abandonner le champ de bataille.

Tandis que les Français étaient repoussés de l'Italie, ils avaient en Picardie, sur les Impériaux, quelques avantages qu'ils achetaient par la perte irréparable du brave Pont-Dormi.

Cependant, après le désastre de François Ier, Charles-Quint négligea de suivre sa fortune. Il aurait dû entrer en France, et venir profiter de la victoire de ses généraux en Italie; il resta oisif en Espagne : il aurait dû prendre le Milanais pour lui, et il en vendit l'investiture à François Sforce. D'un autre côté, le roi d'Angleterre, au lieu de se réunir à lui pour démembrer la France, devint jaloux de sa grandeur, et traita avec la régente. Enfin la prise de François Ier, qui devait faire naître de si grandes révolutions, ne produisit guère qu'une rançon, avec des reproches, des démentis, des défis formels et inutiles, qui mêlèrent du ridicule à ces événemens terribles, et qui semblèrent dégrader les deux premiers personnages de la chrétienté.

Le transport de François Ier hors de l'Italie avait donné des craintes à toutes les puissances de cette contrée. Les troupes impériales étaient payées, contentes et victorieuses; rien ne pouvait leur résister : elles pouvaient courir du Milanais au royaume de Naples, et d'une

mer à l'autre, sans rencontrer aucun obstacle.

Jérôme Morron, toujours plus zélé pour la grandeur de François Sforce, son maître, voyait avec douleur la dépendance dans laquelle l'empereur le retenait, et la dureté des conditions qu'il lui imposait. Il crut que les Français, ne devant plus s'occuper de la conquête du Milanais, pouvaient devenir des alliés utiles à Sforce, et que c'était désormais à l'empereur qu'il fallait résister; il forma, d'après ces réflexions, un projet digne de son génie; il voulut rassembler, dans une ligue contre l'empereur seul, la France, l'Angleterre, le pape, les Florentins, les Vénitiens, et Pescaire lui-même.

Ce plan hardi embrassait le projet de la liberté de l'Italie, si cher au pape Jules et à Léon X, mais trop vaste pour Clément VII. Les Français ne devaient rien posséder en Italie, les Espagnols devaient en être chassés, Sforce devait être seul paisible possesseur du Milanais; Pescaire, pour prix de sa perfidie, devait avoir le royaume de Naples, dont le pape lui aurait donné l'investiture.

Pescaire fut le premier que Morron crut devoir sonder sur ce projet; il parut l'approuver, et on crut pouvoir compter sur lui. Le pape

entra aussi dans la ligue, et y entraîna les Florentins; les Vénitiens y entrèrent de même avec empressement.

La ligue traita en même temps avec la France; la régente s'engagea à fournir des troupes et de l'argent.

Mais Pescaire, sur lequel on croyait pouvoir compter, trahit, dit-on, et la ligue et l'empereur: heureusement, au moment où Sforce allait en être la victime, Pescaire mourut à l'âge de trente-six ans.

Au bruit de cette mort, la ligue se ranima. La régente assura de nouveau cinq cents lances et 40,000 ducats par mois, qui seraient employés à soudoyer les Suisses; elle promit, en outre, de porter la guerre sur les frontières d'Espagne, pour empêcher l'empereur de porter des secours en Italie. Les Vénitiens commencèrent à s'ébranler, le pape même ne fut plus autant effrayé; le duc de Ferrare, à la sollicitation des Vénitiens, consentit aussi d'entrer dans la ligue; enfin François Ier, au sortir de sa prison de Madrid, y accéda le 22 mai 1526. C'était dans la ligue que résidait le seul espoir de la délivrance des princes; le roi s'y livra tout entier. Dans l'origine, elle n'avait été qu'une conjuration; elle prit alors une forme

plus légitime, et s'appela ligue sainte, parce que le pape en était le chef : on y fit aussi entrer les Suisses pour avoir leurs soldats, et le roi d'Angleterre pour avoir son argent.[1]

L'expédition la plus pressée était celle de marcher au secours du duc de Milan, sur qui s'acharnait toujours la vengeance de l'empereur. Il ne restait plus au malheureux Sforce que les châteaux de Crémone et de Milan ; Pescaire avait envahi tout le reste. Après la mort de ce général, Antoine de Lève et le marquis de Gaste vinrent reprendre les opérations du siége de Milan avec la plus grande vivacité. Quelques soldats s'y défendaient encore avec leur duc, pour l'arracher, pour s'arracher eux-mêmes aux cruelles barbaries des Espagnols : les confédérés ne pouvaient donc faire de trop prompts efforts pour le dégager.

Les puissances d'Italie, comme plus voisines du mal et du remède, s'ébranlèrent les premières. Les troupes du pape, des Florentins et des Vénitiens, s'avancèrent lentement vers Milan ; mais l'irrésolution et l'incertitude régnaient dans l'armée, et plus encore dans les cabinets des princes. Les hostilités languis-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (47).

saient, les négociations étaient ouvertes partout ; la défiance et le défaut de concert traversaient toutes les démarches.

Cependant la même fortune qui avait mis un roi dans les fers de l'empereur, en 1525, fit encore, en 1527, le pape Clément VII son prisonnier, sans qu'il le prévît, sans qu'il y eût la moindre part. Ce même duc de Bourbon, si fatal à François Ier, le fut de même à Clément VII. L'empereur l'avait envoyé commander dans le Milanais une armée d'Espagnols, d'Allemands et d'Italiens, avec lesquels il venait enfin de prendre le château de Milan ; mais cette armée victorieuse était mal payée, et manquait de tout. Bourbon, se trouvant absolument sans ressource, ayant distribué sa vaisselle, ses meubles, ses habits, proposa à ses capitaines et à ses soldats d'aller piller Rome pour leur solde, comme autrefois les Hérules et les Goths avaient fait ce voyage ; ils y consentirent, et y marchèrent, malgré une trève signée entre le pape et le vice-roi de Naples. On escalade les murs de Rome, Bourbon est tué en montant à la muraille, le 5 mai 1527; [1] mais Rome est prise, saccagée, comme elle le

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (48).

fut par Alaric, et le pape, réfugié au château Saint-Ange, y est prisonnier.

A cet ennemi de la France succéda un autre ennemi non moins terrible pour elle, et aussi implacable; Philibert, dernier prince d'Orange.[1] Ce fut lui qui, à la mort du duc de Bourbon, dont il fut le témoin, se trouva chargé de l'exécution de son entreprise. Les soldats retrouvèrent en lui le cœur et la tête du général qu'ils venaient de perdre.

Cependant le pape actuellement sous la garde d'un capitaine espagnol, les deux fils de France encore au pouvoir de l'empereur, le Milanais arraché aux Sforce, le patrimoine de saint Pierre enlevé à ses successeurs, l'Italie entière asservie ou menacée, tous ces événemens rendaient l'empereur tellement redoutable, que la ligue fit enfin, mais trop tard, de véritables efforts.

Pendant que l'empereur et François Ier se couvraient de ridicule par des défis et des cartels, l'armée impériale, répandue dans Rome et dans les environs, s'affaiblissait insensiblement par les ravages de la peste; les restes de la vieille armée de la ligue, commandée par le

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (49).

duc d'Urbin et par le marquis de Saluces, faisaient des courses et des fautes dans l'Ombrie; Lautrec, après avoir passé les Alpes vers la fin de juillet 1527, à la tête d'une armée d'environ mille hommes d'armes et de vingt-six mille fantassins, faisait des conquêtes dans le Milanais, où il avait en tête Antoine de Lève, avec fort peu de troupes.

Il semble qu'on eût dû d'abord courir à Rome pour délivrer le pape, en apparence le principal objet de la guerre; mais Sforce, pour qui on devait conquérir le Milanais, et les Vénitiens, qui desiraient de voir, avant tout, ce duché enlevé à l'empereur, obtinrent de Lautrec qu'il s'arrêterait en Lombardie.

Ce général pénétra dans l'Alexandrin, où il prit Bosco et Alexandrie : cette place fut remise au duc de Sforce, au grand mécontentement de Lautrec, qui voulait en faire, avec raison, une place de sûreté en cas de retraite, et un rendez-vous pour les troupes qui arriveraient de France.

Pendant ces opérations, César Frégose, à la tête d'un détachement de l'armée française, avait surpris Gènes, dont le gouvernement fut confié au maréchal Théodore Trivulce.

Antoine de Lève venait de battre Medequin;

deux places importantes demandaient tous ses soins, Milan et Pavie. Milan était trop vaste pour le peu de monde aux ordres d'Antoine de Lève, Pavie était trop dépourvue de vivres; de Lève se détermina pour Milan.

Cependant Lautrec poursuivait ses conquêtes. Il prit Vigévano, s'empara de toute la Lomeline, jeta un pont sur le Tesin, prit Biagrasso, et, marchant ensuite droit à Milan, confirma de Lève dans l'opinion qu'il avait eu raison d'avoir préféré Milan à Pavie : mais tout à coup Lautrec, tournant au levant, se présente aux portes de cette dernière place. La brèche est bientôt faite, Pavie est emportée d'assaut : la garnison eut le temps d'échapper et de rompre le pont; mais la ville fut livrée au pillage.

Tout réussissait alors à la ligue, et bientôt le duc de Sforce allait être entièrement maître du Milanais. Cependant le chef de la ligue était toujours accablé de douleurs, environné de périls, et prisonnier au château Saint-Ange : d'un autre côté, Milan, sans garnison, sans argent, sans vivres, devait ouvrir ses portes au moment où l'on s'y présenterait. Si, au contraire, on quittait le Milanais, de Lève s'y fortifierait, et ne pourrait plus en être chassé.

Lautrec se décida à satisfaire les deux partis ; il laissa au duc de Sforce ses troupes, avec celles des Vénitiens, pour achever la conquête du Milanais, et il marcha au secours du pape avec le reste de l'armée. Dès qu'Antoine de Lève fut instruit de cette résolution, il sortit de Milan pour forcer les postes qui gênaient l'arrivée des subsistances dans cette place ; il se présente devant Biagrasso, il s'en empare, et il se préparait à reprendre toute la Lomeline, lorsque Lautrec, qui s'était arrêté à Plaisance et à Bologne, on ne sait pourquoi, instruit de ses desseins, détacha cinq ou six mille fantassins sous la conduite de Pierre de Navarre, qui reprit Biagrasso et resserra de Lève dans Milan.

Lautrec s'avançait toujours vers l'état de l'Église. Dès les premiers jours de son entrée en Italie, l'empereur avait songé à délivrer le pape, et à se donner tout l'honneur de cette délivrance; mais l'empereur exigeait que le pape payât ce qui était dû à l'armée impériale, et qu'il s'engageât à ne plus s'allier avec ses ennemis.

Dans ces conjonctures, la conduite de Clément fut très-adroite; il promit beaucoup à l'empereur, fit assurer secrètement Lautrec qu'il ne tiendrait aucune des promesses qu'il

ferait, sut mettre le fameux Morron dans ses intérêts, et se réconcilia avec son plus furieux ennemi, le cardinal Pompée Colonne.

Lautrec avançait toujours sans obstacle. L'empereur envoya de nouveaux ordres pour mettre le pape en liberté; mais le pape les prévint : le malheur avait augmenté ses défiances; tout lui était suspect. A l'entrée de la nuit du 8 au 9 décembre 1527, il sortit du château Saint-Ange, déguisé en marchand; quelques arquebusiers l'accompagnèrent jusqu'à Monté-Fiascone, d'où il gagna Orviette, où il arriva la nuit, presque seul, et sans être accompagné d'aucun des cardinaux.

Le pape, arrivé à Orviette, écrivit à Lautrec pour le remercier d'avoir contribué à sa délivrance, et il offrit sa médiation pour la paix à toutes les puissances ennemies; il s'ensuivit quelques négociations infructueuses, qui ne firent que rendre la guerre plus animée.

Lautrec résolut de la porter dans le royaume de Naples; les Impériaux, débarrassés du soin gênant de garder le pape, s'y étaient retirés, et se livrèrent entièrement au soin de le défendre. La marche de Lautrec était pénible; elle se faisait au milieu d'un hiver très-rigoureux : plus de trois cents hommes de son armée

moururent de froid, sous ses yeux, dans l'Abruzze. Arrivé dans la Capitanate, il partagea son armée en plusieurs corps, pour la commodité des vivres. Le prince d'Orange, en ayant été averti, vint pour les couper; Lautrec, voyant son dessein, se hâta de réunir son armée à Lucera. Le prince d'Orange voulut en vain s'y opposer.

Après leur jonction, les Français allèrent chercher les Impériaux dans leur camp de Troia; mais il était trop fort pour oser les y attaquer. En vain Lautrec tourna autour du camp, l'insulta par son artillerie; rien ne fut capable d'émouvoir les Impériaux. Enfin, la nuit qui suivit l'arrivée des bandes noires qui étaient venues augmenter la force de l'armée française, les Impériaux, prévoyant qu'ils seraient attaqués, se retirèrent sans bruit, et allèrent droit à Naples.

Les avis furent alors partagés dans l'armée française. Les uns voulaient suivre celle des Impériaux vers Naples, dans l'espérance que ces derniers n'y seraient pas reçus; les autres voulaient que l'on commençât par s'emparer des principales places du royaume : alors, Naples tombant d'elle-même, les troupes qui s'y seraient renfermées seraient obligées de se ren-

dre à discrétion. On s'en tint à ce dernier parti.

L'armée tira alors vers la Basilicate; Pierre de Navarre prit Melphe, un autre détachement prit Venuse. Après la prise de ces deux places, la plupart des autres ouvrirent leurs portes; Manfredonia, sur la mer Adriatique, et Goëte, sur l'autre mer, firent seules quelque résistance. Il ne resta plus enfin à réduire que la capitale : c'était le plus difficile.

Les vivres, il est vrai, pouvaient bientôt manquer, et la division se mettre parmi les chefs. D'ailleurs, à peine les Français parurent-ils à la vue de Naples, que tout sembla leur être favorable; il se livra diverses escarmouches, dans lesquelles ils eurent presque toujours l'avantage.

Enfin Naples fut investi. Le siége contre une armée entière qui défendait la ville, parut dangereux et meurtrier, son succès incertain : le blocus semblait présenter des chances plus heureuses; il était déjà presque tout formé du côté de la terre, par la prise de toutes les places situées autour de Naples. Pour resserrer davantage la ville, et couper tous les convois qui pourraient venir de terre, on construisit divers forts, dont l'attaque et la défense donnèrent lieu à des combats assez violens.

Cependant c'était en vain que, du côté de la terre, tant de places conquises, tant de forts construits, tant de précautions prises, fermaient le passage aux vivres; c'était en vain que Lautrec avait étendu ses quartiers jusqu'à un demi-mille de la place, pour la priver de la commodité des aqueducs de Poggio-Realé, si le port par où Naples recevait des vivres restait libre, ainsi que la mer. Cependant l'escadre française n'était pas suffisante pour bloquer entièrement ce port, et les Vénitiens, qui auraient dû envoyer leurs galères pour compléter le blocus, préférèrent les occuper à la prise de Polignano, de Brindes et d'Otrante.

Cette conduite intéressée des Vénitiens commença de nuire à la cause commune, et la conduite de François Ier envers André Doria [1] vint ôter tout espoir de succès, et occasionner la perte du royaume de Naples, ainsi que celle d'une armée victorieuse.

La mésintelligence entre André Doria et Renzo ayant fait abandonner une entreprise sur la Sardaigne, [2] Doria se retira à Gênes, où il préféra de rester dans l'inaction, et de

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (51).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (52).

confier à Philipin, son neveu, le commandement des galères qui devaient bloquer le port de Naples.

Le vice-roi de cette ville avait entrepris de surprendre cette flotte, ou de l'attaquer à force ouverte. Le combat s'était livré dans le golfe de Salerne;[1] il avait été extrêmement meurtrier de part et d'autre, mais la victoire avait été entière. De six galères des Impériaux, deux étaient prises, deux avaient été submergées; les deux autres, très-maltraitées, avaient regagné avec bien de la peine le port de Naples. Cependant une pareille victoire, qui semblait devoir entraîner la réduction de cette ville, accéléra la ruine des Français.

Lautrec voulut envoyer en France les prisonniers les plus importans faits dans le combat de Salerne. Philipin Doria eut ordre de les y conduire; mais, arrivé à Gènes, André Doria les retint, et protesta qu'il ne les rendrait que lorsqu'il aurait été dédommagé par la cour de France de la rançon du prince d'Orange, et de celle de Moncade, qu'il avait fait prisonnier dans un combat naval.

A cette nouvelle, le conseil du roi avait été

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (53).

saisi d'indignation, et, n'ayant vu dans le procédé de Doria qu'un excès d'insolence, un attentat criminel, malgré les remontrances de Dubellay Langey,[1] François Ier, poussé par ses courtisans, ôta à Doria le commandement des galères, pour le confier à Barbesieux, qui reçut l'ordre d'aller se mettre à la tête des galères françaises et génoises, et de s'assurer d'André Doria; mais, l'ayant trouvé prévenu et instruit de ce qui se passait, il n'obtint de lui que les galères de France, et décida, par cette démarche, Doria à traiter avec l'empereur.[2]

Cette défection assura la liberté de Gènes et le ravitaillement de Naples, qui n'avait besoin que de vivres pour résister.

Dès-lors le siége traîna en longueur. La peste fut portée, dit-on, dans le camp des Français par les Napolitains : ce fléau emporta une grande partie de l'armée; Lautrec lui-même en fut atteint. Les assiégés, reprenant courage, assiégent à leur tour les Français dans leur camp; ils leur enlèvent tous leurs convois. Bientôt la famine se joint à la peste; les morts,

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (54).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (55).

les désertions, deviennent plus fréquentes; en vain Lautrec, accablé par la maladie, fait des efforts surnaturels pour contenir les soldats, les encourager, leur donner de l'espérance, la cour de France, toujours négligente, n'envoie que des secours trop faibles ou trop tardifs : au lieu de lever le siége, Lautrec s'obstine à le continuer; et il succombe sous le poids de la fatigue et de la maladie. [1]

La mort de Lautrec vint précipiter la perte de l'armée; le marquis de Saluces en prit le commandement. Il n'avait pas de grandes ressources dans l'esprit; il ne put se refuser aux instances de cette armée détruite, qui demandait à grands cris à se retirer. On le fit, pendant la nuit, avec assez de succès; mais les ennemis, ayant été avertis, attaquèrent l'arrière-garde, la battirent, et pénétrèrent jusqu'au corps de bataille, où ils firent prisonnier Pierre de Navarre qui le commandait, et qui alla mourir à Naples, où il fut conduit. [2]

L'armée française s'était retirée à Averse; les Impériaux en firent le siége. Le marquis de Saluces, blessé au genou d'un éclat de pierre,

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (56).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (57).

se hâta de capituler, honteusement ;[1] mais, n'ayant pas une assez grande autorité dans l'armée pour la faire souscrire à son infamie, ceux des Français que la maladie n'avait point entièrement abattus allèrent se joindre, dans l'Abruzze, aux troupes qu'avaient nouvellement levées Renzo de Ceré et le prince de Mielphe : elles se retirèrent toutes ensemble à Barlette, d'où l'on ne put les chasser. Quelques Français, restés dans le fort des Basques, devant Naples, capitulèrent honorablement. Le marquis de Saluces, après avoir commandé un instant, pour être la dernière cause et le témoin de la perte du royaume de Naples et de la dispersion de l'armée de la ligue, mourut de ses blessures.

Pendant ces événemens dans le royaume de Naples, les troupes vénitiennes, jointes à celles de Sforce, s'étaient chargées de resserrer Antoine de Lève dans Milan, et de le réduire par la famine ; mais le duc d'Urbin, qui commandait les troupes vénitiennes, montra beaucoup d'indifférence sur les affaires de la ligue.

Cependant ni les troupes d'Antoine de Lève, ni celles de la ligue, n'étaient en état d'agir ;

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (58).

on attendait, de part et d'autre, des renforts nécessaires.

Le duc de Brunswick venait de lever pour l'empereur dix mille hommes de bonne infanterie, appuyés de six cents chevaux.

La ligue attendait le comte de Saint-Paul avec des forces à peu près égales; mais on ne songeait aux affaires, en France, que quand on était las des plaisirs. Le duc de Brunswick était en Italie, que Saint-Paul n'était pas encore en état de partir.

Heureusement pour la ligue, que de Lève, après avoir surpris Pavie et Mortare, et s'être réuni au duc de Brunswick pour faire le siége de Lodi, fut arrêté par la peste, le défaut de paiement et l'inconstance, qui dissipèrent peu à peu les lansquenets, et forcèrent à lever le siége de cette place. Il ne lui resta de cette armée que deux mille Allemands qui consentirent à servir sous ses ordres.

Le comte de Saint-Paul arriva enfin avec une armée très-peu considérable, grace à la négligence des généraux ou à leur connivence avec les commissaires de l'armée, qui recevaient la solde pour le complet des corps auxquels il manquait une grande partie des soldats qui devaient les composer.

La dissipation du roi était trop bien apperçue par ses courtisans, ses ministres, ses généraux, et sur-tout par ces hommes mercenaires et avides, par-tout détestés, toujours employés, et qui ont un si grand intérêt que l'état soit mal gouverné, le prince faible, passionné ou orgueilleux, et le peuple malheureux. Ainsi les secours n'arrivaient jamais à temps; ils étaient toujours trop faibles : l'argent, moins bien fourni encore que les soldats, ne suffisait jamais aux besoins, et se trouvait dévoré en partie avant d'arriver à sa véritable destination. Ainsi la France, avec de braves soldats, de grands capitaines, des citoyens pleins de zèle pour l'état, et de passion pour la gloire, ne réussissait dans aucune entreprise.

La jonction du comte de Saint-Paul avec les confédérés se fit sans obstacle sur les bords de l'Adda, dans le Lodésan. On commença à presser les Impériaux de toutes parts avec assez de célérité, on pénétra dans le centre du Milanais, on prit Saint-Angélo, on chassa les ennemis de Marignan, on menaça Milan, on prit Vigévano, on vint ensuite forcer et piller la ville et le château de Pavie; mais ce fut là le terme des succès des alliés.

Les Vénitiens servaient très-mal la cause

commune. Ils craignaient de voir les Français agrandir leur puissance en Italie; ils étaient flattés de voir l'état de Gènes échapper à François Ier.[1] Aussi, après bien des entrevues du duc de Sforce, du duc d'Urbin et du comte de Saint-Paul, après bien des plaintes réciproques, de froides excuses, de profondes dissimulations, on fit semblant d'agir de concert; on envoya des troupes et de l'argent de France et de Venise, mais toujours moins qu'on en avait promis, et bien moins qu'il n'en fallait. Ainsi les forces réunies des alliés ne surent pas empêcher deux mille cinq cents Espagnols de joindre Antoine de Lève à Landriano.

Le comte de Saint-Paul s'en vengea en prenant, presque seul, Mortare et Novare, entre le Tesin et la Sesia; Saint-Angélo et Saint-Colombano, dans le Lodésan, et en réduisant, par degrés, Antoine de Lève aux deux places de Milan et de Côme.

Cependant il restait toujours à forcer de Lève dans Milan. Le comte de Saint-Paul voulait en faire le siége, les Vénitiens préféraient le blocus; ce furent eux qui l'emportèrent: d'ailleurs, les esprits n'étaient pas disposés aux

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (59).

grandes entreprises; ils se tournaient tous vers la paix.

Mais le comte de Saint-Paul, peu fait pour l'inaction, indigné des subterfuges continuels du duc d'Urbin, et jaloux de son ascendant, déclara que, puisque l'on renonçait à faire le siége de Milan, il irait ailleurs chercher la gloire, et servir son maître. En effet, une autre expédition, plus importante pour les Français que le siége de Milan, tentait toujours son courage; c'était la réduction de Gènes: il ne se consolait point d'avoir vu prendre cette ville. Mais, pendant qu'il errait entre le Tesin et Milan, mécontent des alliés, méditant les moyens de venger seul cet affront, Antoine de Lève lui en fit essuyer d'autres, après lui avoir fait enlever Novare par Philippe Tornielo.[1] Instruit qu'il se proposait de passer par Pavie pour gagner le Tortonèse, qu'il avait déjà envoyé devant lui son avant-garde, avec son artillerie et les bagages, pour l'attendre à Lardarigo, et qu'il s'était avancé jusqu'à Landriano, Antoine de Lève, malgré la goutte qui le tourmentait, se fait porter dans une chaise, livre une camisade aux Français à

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (60).

Landriano, les surprend et les met en déroute. En vain Saint-Paul fit avancer tour à tour, et toujours au hasard, les lansquenets, la cavalerie, et quelques troupes italiennes; tous ces différens corps, repoussés, renversés les uns sur les autres, ne firent qu'augmenter la déroute. Saint-Paul, entraîné dans la fuite, se trouve arrêté par un large fossé; il pousse son cheval pour le franchir; le cheval se cabre, résiste, s'élance, tombe, et s'enfonce dans la fange : Saint-Paul alors est fait prisonnier avec plusieurs autres officiers de distinction. La cavalerie, qui fuyait vers Pavie, rencontre l'avant-garde, lui communique son effroi; celle-ci abandonne l'artillerie et les bagages, qui tombent au pouvoir de l'ennemi; et l'armée du comte de Saint-Paul est tellement dissipée, qu'à peine un petit nombre de soldats put rentrer en France.

Cet échec fut le dernier acte d'hostilité de cette guerre. L'épuisement de toutes les puissances rendait la paix nécessaire. François Ier voulait revoir ses enfans, et soulager ses sujets; l'empereur, malgré tous ses succès, n'était sûr de rien; la ligue subsistait toujours; une partie du Milanais était entre les mains de Sforce; les Français se battaient encore dans l'Abruzze,

dans la Pouille, dans la Basilicate; les Turcs commençaient à presser les Autrichiens en Allemagne; l'Italie ne demandait qu'à respirer; le roi d'Angleterre ne pouvait qu'approuver tout ce que ferait François Ier.

Le pape fit d'abord sa paix avec l'empereur;[1] bientôt après François Ier fit aussi la sienne à Cambrai; elle fut publiée le 5 août 1529:[2] cette paix se fit sur le plan du traité de Madrid. Charles-Quint rendit alors les deux enfans de France, et se désista de ses prétentions sur la Bourgogne, pour deux millions d'écus.

Charles-Quint eût dû peut-être alors consommer ce qu'avaient commencé les Charlemagne et les Othon; mais la prise de Rome, la captivité du pape, ne servirent pas plus à rendre Charles-Quint maître de l'Italie, que la prise de François Ier ne lui avait donné une entrée en France.

L'Italie, à cette époque, en connaissant enfin la paix, se trouva au même point à peu près où elle s'était vue à l'avénement de François Ier au trône. Sforce régnait à Milan, les Vénitiens étaient réduits à leurs anciennes possessions,

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (61).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (62).

les Médicis régnaient à Rome et à Florence, le royaume de Naples était assuré à l'empereur.

La guerre n'avait donc servi, comme à l'ordinaire, qu'à faire périr beaucoup de monde, à faire augmenter les impôts et la misère du peuple, à occasionner de plus grands vols et de plus grandes dilapidations, à faire languir l'agriculture, le commerce et les arts; à satisfaire enfin l'ambition et les passions de quelques souverains, et de quelques-uns de leurs courtisans.

FIN DU LIVRE NEUVIÈME.

SOMMAIRE

DU LIVRE DIXIÈME.

François Ier s'occupe de réformes et d'établissemens utiles. — Il conçoit et il exécute le plan des légions. — Il protége les arts. — Henri VIII fait casser son mariage avec Catherine d'Espagne. — Il épouse Anne de Boulen. — La bulle lancée à cette occasion contre Henri VIII fait perdre l'Angleterre à la cour de Rome. — On voit paraître en France l'instituteur de l'ordre des Jésuites. — Ligue d'Ausbourg. — Soliman se retire de Hongrie. — Paul III succède à Clément VII. — Assassinat de Merveille. — Mort du duc de Sforce. — La guerre se déclare de nouveau. — Entrée des Français en Piémont. — Liberté de Genève. — Nouvelle trahison du marquis de Saluces. — Entrée de l'Empereur en Provence. — Mort du Dauphin. — L'Empereur s'enfuit de Provence. — Les Français forcent le Pas de Suze. — Le Piémont est compris dans la trève conclue pour les Pays-Bas. — Entrevue du Pape, de François Ier et de Charles-Quint, du côté de Nice. — Charles-Quint traverse la France pour se rendre à Gand. — Il fait assassiner deux ambassadeurs envoyés par François Ier à Constantinople. — La guerre recommence. — Le Comte d'Enguien vient commander en Italie. — Il gagne la bataille de Cerisoles. — L'Empereur entre en Champagne. — La position embarrassante dans laquelle il se trouve le décide à conclure la paix. — La conjuration de Gènes échoue. — Mort d'Henri VIII. — Mort de François Ier.

LIVRE DIXIÈME.

DEPUIS la Paix de Cambrai jusqu'à la Mort de François Ier.

Du 5 août 1529 au 31 mars 1547.

LA France humiliée, sa considération diminuée dans l'Europe, ses alliés abandonnés et opprimés, tant de sacrifices dérobés à sa faiblesse, les enfans de France dépouillés de leur patrimoine par la cession d'Aste et du Milanais, la couronne privée du droit de souveraineté sur la Flandre et sur l'Artois; tant de pertes, tant de malheurs, tant d'humiliations, tourmentaient horriblement le roi : mais, au milieu de ces désastres publics, il eut la sagesse de s'occuper des lettres, qui le consolèrent et lui procurèrent une gloire plus solide que celle après laquelle il avait couru si inutilement, au détriment de sa tranquillité et du bonheur de ses peuples.

Les lettres firent plus encore; elles accoutumèrent François Ier à s'attacher davantage à la réforme des abus qui s'étaient introduits dans toutes les parties de l'administration intérieure.

Il s'occupa en même temps d'établissemens utiles; il fonda le collége royal, il renouvela les grands jours, il partagea le royaume en généralités, il s'occupa de l'exportation des grains de province à province, et ensuite hors du royaume, moyennant un droit; enfin, obligé d'avoir des troupes sur pied, instruit par l'expérience de ses prédécesseurs et par la sienne du danger de compter sur les troupes étrangères, il conçut, en 1533, un nouveau plan d'infanterie nationale régulière, connue sous le nom de légions.[1] A l'occasion de leur établissement, il composa un traité de la discipline militaire, dont on a dit du bien, même après sa mort.

Ce qui nous paraît le plus digne d'être remarqué dans la constitution des légions de François Ier, c'est que chacune d'elles avait une certaine quantité de provinces dans lesquelles elles devaient être d'abord levées, et ensuite continuellement recrutées et complétées. Tacite était dans l'opinion que l'usage de nos ancêtres, d'avoir divisé leur pays par nations, les nations par cantons, et les cantons par familles, pour former leurs armées, était un des plus

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (63).

puissans aiguillons de leur courage. *Quodque præcipuum fortitudinis incitamentum est, casus nec fortuita conglobatio turmam aut cuneum facit, sed familiæ et propinquitates.*

Tandis que les arts et les lettres changeaient la face de la France, l'amour, ou plutôt l'ambition démesurée d'une femme, et l'orgueil blessé d'un puissant souverain, changeait celle de l'Angleterre.

Parmi beaucoup de maîtresses, Henri VIII, homme voluptueux, fougueux et opiniâtre dans ses desirs, eut Anne de Boulen, fille d'un gentilhomme de son royaume : cette fille, d'un enjouement et d'une liberté qui promettaient tout, eut cependant l'adresse de ne pas s'abandonner entièrement, et d'irriter la passion du roi, au point de le résoudre à en faire sa femme.

Ce prince était marié depuis dix-huit ans à Catherine d'Espagne, tante de Charles-Quint; il en avait eu trois enfans. On ne pouvait lui reprocher ni stérilité, ni mauvaise conduite : mais cette princesse avait d'abord épousé le prince Arthur, frère aîné d'Henri VIII, et, l'ayant perdu au bout de quelques mois, Henri, avec la dispense du pape Jules II, l'avait épousée solennellement; cependant, après dix-huit

ans de mariage, il prétexta des remords de conscience, et sollicita Clément VII de casser la bulle de Jules II, et de déclarer son mariage contraire aux lois divines et humaines.

Le pape ne voulut pas déclarer la tante de l'empereur concubine, et ses enfans illégitimes.

François Ier soutenait à Rome le parti d'Henri VIII; celui-ci citait au pape le Lévitique. Dans ce temps, comme encore, on avait souvent recours aux lois romaines et à celles des Hébreux.

C'était un spectacle curieux et rare de voir, d'un côté, le roi d'Angleterre solliciter les universités de l'Europe d'être favorables à son amour; de l'autre, l'empereur presser leurs décisions en faveur de sa tante, et le roi de France soutenir la loi du Lévitique contre celle du Deutéronome, pour rendre Charles-Quint et Henri VIII irréconciliables.

Muni d'approbations, pressé par sa maîtresse, lassé des subterfuges du pape, soutenu de son clergé, encouragé par François Ier, Henri fait casser son mariage par une sentence de Crammer, archevêque de Cantorbéry, et épouse sa maîtresse en janvier 1533. Le pape alors ne put refuser à Charles-Quint une bulle contre

Henri VIII; mais le pape, par cette bulle, perdit le royaume d'Angleterre. [1]

Ce fut à cette époque que l'on vit paraître en France l'instituteur de l'ordre des jésuites, dont on s'est épuisé à dire tant de bien et tant de mal, qui a été desiré et accueilli par-tout, et qui par-tout a eu des ennemis.

Ignace de Loyola commença, en 1534, à former à Paris le plan de la société, et à se consacrer à l'enseignement des enfans. Ses disciples remplirent cette vue avec un très-grand succès; mais ce succès même fut une source de troubles, et les villes où ils enseignèrent, en concurrence avec les universités, furent un théâtre de divisions.

Cependant, si le desir d'enseigner produisit des événemens funestes, la renonciation aux dignités ecclésiastiques assura la grandeur de l'ordre. La plupart des souverains prirent des jésuites pour confesseur, et cette place devint souvent bien plus importante qu'un siége épiscopal : c'est un ministère secret qui devient puissant à proportion de la faiblesse du prince.

Ainsi les jésuites, en instruisant tous les en-

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (64).

fans, en confessant tous les individus, en prêchant à la cour et dans les chaires les plus distinguées des différentes villes du royaume, en faisant des missions particulières dans les campagnes, en formant des congrégations pour chaque classe de la société, en affiliant à leur ordre les hommes de tous les rangs, de tous les états, parvinrent à gouverner plusieurs cours de l'Europe, à se faire une grande réputation par l'éducation et la prédication, à aller reformer les sciences à la Chine, à rendre, pour un temps, le Japon chrétien, et à donner des lois aux peuples du Paraguai.

Tous soumis à un général perpétuel et absolu, liés tous ensemble uniquement par l'obéissance qu'ils vouaient à un seul, leur gouvernement peut être le modèle du gouvernement monarchique.

Les jésuites furent chargés de la haine publique, et attirèrent la confiance; ils furent évincés, et remis en crédit; ils eurent un prodigieux nombre de jaloux, et jouirent de la faveur populaire. Ainsi, dans une société nombreuse, occupés des sciences et de la religion, les esprits ardens et inquiets se font des ennemis, les savans se font de la réputation, les caractères insinuans se font des partisans, et

les politiques tirent parti du travail et du caractère de tous les autres.

Pendant le cours de ces différens événemens, il était aisé de voir que les haines entre François Ier et Charles-Quint n'étaient qu'assoupies par l'impuissance de les faire éclater. François Ier, qui aurait dû sagement abandonner ses prétentions sur le Milanais et sur Naples, source intarissable de guerres malheureuses, cherchait au contraire, en troublant l'Allemagne, à pouvoir s'assurer de pénétrer de nouveau et plus sûrement en Italie : de son côté, Charles-Quint s'attachait à semer la défiance parmi ses ennemis, pour empêcher leur réunion; il cherchait à embarrasser, à diviser, à brouiller les vues et les intérêts de chacun.

Cependant le roi de France avait ouvert les yeux sur les artifices de l'empereur, qui ne cessait d'user de tous les moyens pour lui faire perdre la confiance de ses alliés; il ne lui en restait plus alors que deux : le roi d'Angleterre, et Soliman, empereur des Turcs. Cette alliance, dont quelques historiens ont voulu douter, fut l'époque d'un changement important dans le système politique de l'Europe. [1]

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (65).

Le célèbre Martin Luther remplissait alors l'Allemagne et le Nord de ses intrigues. Le roi d'Angleterre avait écrit contre lui, en France on brûlait ses sectateurs, Rome l'avait proscrit, l'empereur l'avait mis au ban de l'Empire ; mais toutes ces persécutions n'avaient fait que le rendre plus important, et qu'inspirer plus de zèle à ses prosélytes. Plusieurs princes étaient dans ses intérêts : ceux catholiques d'Allemagne s'alarmèrent du schisme qu'ils prévoyaient; ils s'unirent entre eux, et avec l'empereur, par la ligue d'Ausbourg.

Cette ligue, formée contre les protestans, les menaçaient d'une persécution à laquelle ils voulurent se soustraire : ils s'adressèrent au roi de France et à celui d'Angleterre ; mais, pour déterminer ces deux princes, il fallait leur fournir quelques prétextes plausibles, puisés dans le sein de la politique : autrement, eussent-ils osé protéger au dehors l'hérésie qu'ils combattaient chez eux ? C'était encore une de ces alliances délicates contre laquelle s'élevait l'esprit de la religion mal entendu : heureusement la ligue d'Ausbourg fournit le prétexte qu'on desirait.

L'empereur, qui n'avait point encore de fils, qui voulait assurer l'Empire à sa maison, et

avoir un coadjuteur en Allemagne, secondé par la ligue catholique, fit élire son frère Ferdinand roi des Romains, le 5 janvier 1531. Plusieurs princes de l'Empire, après avoir protesté contre cette élection, s'assemblèrent à Semalcade, où ils formèrent une ligue, le 25 janvier 1531, entre tous les princes protestans et mécontens.

Pour attirer le roi de France dans cette ligue, on trouva que, suivant les anciens traités de la France et de l'Empire, les rois de France étaient les défenseurs nés des libertés germaniques : malgré ces raisons, le roi balançait à s'engager. Entraîné enfin par les fougueuses sollicitations d'Henri VIII et par les sages remontrances de Langey, il consentit à faire un traité avec les princes protestans d'Allemagne; mais ce ne fut qu'une ligue défensive conclue à Eslingen, et qui heureusement n'eut pas de suite, l'empereur ayant accordé aux réformés le libre exercice de leur religion jusqu'au prochain concile.

Charles craignait alors une nouvelle invasion des Turcs : au moyen de sa dernière condescendance, il réunit les catholiques et les protestans entre eux, et se trouva en Hongrie, à la tête de deux cent mille hommes, afin de

résister à Soliman, qui, pour réparer l'affront qu'il avait reçu devant Vienne, marchait, de son côté, à la tête de trois cent mille combattans. Heureusement ces armées si nombreuses, qui devaient causer de si grands maux à cette partie de l'Europe, ne se combattirent point. Soliman arriva trop tard en Hongrie; il ravagea quelques terres, se montra à peine, et se retira : on respecta cette retraite, et l'humanité fut délivrée des fléaux qui la menaçaient.

La retraite précipitée de Soliman avait ôté à François Ier et à Henri VIII l'occasion d'envahir l'Italie. L'empereur avait réussi à y former une nouvelle ligue défensive en sa faveur, dans laquelle les Vénitiens refusèrent constamment d'entrer : de son côté, François Ier avait eu une entrevue à Marseille avec le pape, et, après y avoir marié solennellement son fils, le duc d'Orléans, à Catherine de Médicis, nièce de Clément VII, il avait obtenu de ce dernier de l'appuyer de ses forces et de son pouvoir pour reconquérir le Milanais, soumettre Gènes, et assurer le duché de Milan au duc d'Orléans. Après cette entrevue, le pape avait repris la route de Rome, où il ne survécut pas long-temps au schisme de l'Angleterre. [1]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (66).

Alexandre Farnèse lui succéda sous le nom de Paul III.

Cependant les sujets de mécontentement s'accumulaient tous les jours davantage entre François Ier et Charles-Quint; l'assassinat de Merveille [1] vint y mettre le comble. Ce Merveille était envoyé de la cour de Rome auprès du duc de Milan, qui avait instamment sollicité le roi de le lui envoyer, et ce fut lui qui lui fit trancher la tête dans la prison.

François Ier sentit avec horreur cette indigne violation des droits les plus saints, et, en appelant sur le perfide Sforce la vengeance de Dieu et des hommes, il prépara la sienne; il écrivit à tous les princes de l'Europe, et surtout à l'empereur, qui, après avoir répliqué froidement que cette affaire ne le regardait pas, se hâta de donner la princesse de Danemarck, sa nièce, au duc de Milan, comme pour lui payer le prix de son crime.

Après cette démarche, on dut présumer la guerre inévitable entre le roi et l'empereur. François Ier en fit tous les préparatifs avec modération; il employa une année entière à lever des troupes en France, en Allemagne,

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (67).

et à les exercer : il voulut tout voir par lui-même ; il se rendit dans les différentes provinces où il avait levé les légions, et il passa en revue ces nouveaux corps.

Mais, au moment où François Ier crut qu'il fallait marcher pour punir Sforce, il fut arrêté par le duc de Savoie, autrefois son ami, son allié, devenu depuis son ennemi secret. Le roi avait envoyé le président Poyet demander au duc de Savoie le passage sur ses terres ; celui-ci, pour l'accorder, proposa d'échanger diverses provinces qui confinaient au royaume, et l'auraient ouvert aux armes de l'empereur. Cette proposition irrita le ressentiment du roi, en y joignant de l'inquiétude ; il s'avança alors jusqu'à Lyon, d'où il envoya déclarer la guerre au duc de Savoie. Ainsi le théâtre de la guerre se trouva changé, comme le système politique : on ne pouvait plus pénétrer dans le Milanais que par la conquête des états du duc de Savoie. En conséquence, l'amiral Brion-Chabot, chargé du commandement de l'armée française, soumit la Bresse, le Bugey; pénétra dans la Savoie, prit Chambéry, Mont-Mélian, et, après avoir éprouvé quelque résistance dans la Tarentèse, déjà il était parvenu jusqu'au Mont Cenis, lorsque le duc de

Sforce mourut sans enfans, et changea, par cette mort inopinée, tous les points de vue politiques.

La vengeance de François I[er] n'avait plus d'objet, et ses droits sur le Milanais paraissaient désormais ne devoir éprouver aucun obstacle; mais les convenances générales de l'Europe, les convenances particulières de l'Italie, semblaient toujours s'opposer à voir le roi de France maître du duché de Milan. L'Italie avait toujours cherché à rejeter de son sein les grandes puissances qui pouvaient détruire sa liberté : d'un autre côté, l'empereur, encouragé par ses succès, voulait garder pour lui le Milanais, qu'il avait déjà voulu envahir du vivant de Sforce. Cependant il fallait cacher ce projet pour en assuser l'exécution : en conséquence, l'empereur eut l'adresse de négocier pendant tout l'hiver de 1535 à 1536, et d'épuiser, dans cette négociation, tout ce que la diplomatie peut décemment se permettre de mauvaise foi, d'artifice et de détours; toujours sur le point de conclure en apparence, il ne conclut jamais.

Au milieu de toutes ces ruses diplomatiques et de la fausseté la plus insigne, l'empereur faisait sourdement les préparatifs les plus for-

midables, et continuait de tromper le négociateur français, qui ne cessait d'espérer et de faire espérer; mais François Ier s'ennuya enfin de ces ruses de la politique, et il ne voulut pas qu'une négociation captieuse le tînt enchaîné pendant la saison d'agir : il fit donc demander à l'empereur une réponse positive avant la fin de janvier 1536, et, n'en ayant reçu ni en janvier ni en février, au mois de mars l'amiral de Brion eut ordre de se mettre en campagne à la tête d'une armée qui devait être de trente-quatre mille hommes.

Il fallait pénétrer dans le Piémont; Philippe de Torniello et le marquis de Marignan marchaient pour s'emparer du Pas de Suze, et en disputer le passage aux Français. Danebeau, qui commandait alors la cavalerie légère; Montejean, qui était à la tête du corps des légions, furent avertis de leur marche : ils se hâtèrent de prévenir l'ennemi; ils y réussirent, gagnèrent les plaines du Piémont avant leur arrivée, et les firent reculer jusqu'au-delà de Turin.

Le duc de Savoie, à l'approche des Français, fit embarquer son artillerie et ses meubles les plus précieux sur le Pô, et se retira à Verceil, d'où il envoya sa famille à Milan, après

avoir conseillé aux Piémontais de se soumettre.

L'amiral de Brion établit son camp entre Turin et Chivas, pour y attendre les troupes qui devaient composer son armée, et qui arrivaient lentement les unes après les autres. Lorsqu'il eut rassemblé environ seize mille hommes, il s'avança jusqu'à la Doire, où il rencontra un corps de six mille hommes des ennemis, disposé à lui en disputer le passage.

L'armée française avait trop peu de cavalerie pour oser le tenter de vive force, et en passant à la nage une rivière profonde et rapide; aussi l'amiral se prépara-t-il à jeter un pont : mais, à l'aspect de l'ennemi et de l'obstacle qui se présente pour le joindre, l'impatience des Français s'irrite, leur courage s'enflamme; ils demandent à grands cris de passer la rivière. L'amiral veut que le pont soit jeté, et qu'on attende au lendemain; les cris des soldats redoublent, l'amiral est obligé de céder. Allez donc, dit-il, et que cette ardeur ne se démente point. A ces mots, qui sont communiqués à toute l'armée, elle marche sans confusion, et se jette dans la rivière. Un légionnaire apperçoit du côté des ennemis un bateau qui pouvait servir au passage de l'amiral; il nage seul, le détache seul, et le conduit à son général, mal-

gré les décharges continuelles d'arquebuserie que l'on faisait sur lui. Les ennemis, étonnés de tant de bravoure de la part des Français, se retirent avec précipitation ; et l'amiral, arrivé à l'autre bord, s'empresse de donner, en présence de toute l'armée, un anneau d'or au légionnaire qui venait de faire une aussi belle action, et dont l'histoire, trop souvent bassement flatteuse, n'a pas même daigné nous conserver le nom.

Pendant la guerre de la révolution, on a vu se renouveler ce même trait de bravoure. A l'affaire du pont de Saint-Pierre, dans la Vendée, on se trouvait obligé de traverser une rivière; les ennemis s'opposaient au passage, et le rendaient très-difficile à l'armée républicaine. Le lieutenant-colonel de la légion des Francs, le citoyen Targe, de Condrieu, département du Rhône, connu dans l'armée sous le nom de Jean Barth, par rapport à sa bravoure, décide quelques chasseurs sous ses ordres à le suivre : son sabre entre ses dents, il se jette le premier dans la rivière; ses braves compagnons l'imitent; ils arrivent à l'autre bord, effraient l'ennemi déjà intimidé, raniment le courage des républicains par leur exemple : bientôt la rivière est passée, et déjà l'ennemi a pris la fuite.

Les premiers succès de l'amiral Brion n'eurent pas des suites fort heureuses. Antoine de Lève vint prendre le commandement des troupes impériales, en qualité et sous le titre de capitaine général de la ligue, chargé uniquement de la défense du Milanais, disant hautement qu'il ne s'approchait de Verceil que pour empêcher les Français, qui marchaient sur la Sesia, d'entrer dans le Novarèse et la Lomeline. Cette conduite inquiétait extrêmement l'amiral, qui n'osait poursuivre le duc de Savoie, dans la crainte de retrouver dans le capitaine de la ligue, le général de l'empereur, et de faire accuser les Français d'avoir occasionné la rupture. En vain l'amiral cherchait-il à faire expliquer Antoine de Lève, il ne put y réussir; et cette perplexité le retint dans l'inaction. Il y était encore retenu par une querelle très-vive qui s'était élevée entre les légionnaires français et les lansquenets; on en était venu aux mains, il y avait eu beaucoup de sang répandu, et ce n'avait été que très-difficilement qu'on avait pu arrêter les rixes continuelles, et rétablir l'ordre et la discipline.

L'invasion de François I[er] en Savoie procura la liberté à Genève, qui devint alors comme la capitale de la religion réformée, et vit doubler

sa population, son industrie et son commerce; mais ce prince n'en retira aucun avantage ni pour lui, ni pour ses sujets, qui furent d'autant plus malheureux en supportant les maux de la guerre, en voyant les armées françaises chassées pour la quatrième fois de l'Italie, et la France sur le point d'être envahie par l'empereur, qui, aux premières nouvelles de la marche des Français, avait quitté Naples pour se rendre à Rome. Ce fut là où ce prince, dans une assemblée des cardinaux et du sénat, se déchaina d'une manière véhémente et indécente contre le roi de France, l'accusa d'avoir incendié l'Europe par son ambition insatiable, et se permit les bravades les plus ridicules et les propos les plus inconsidérés.

Après une conduite aussi peu mesurée, il fallait vaincre François Ier. Antoine de Lève eut ordre de passer la Sesia, et vint se camper entre Turin, Verceil et Saint-Germain, tandis que l'amiral, qui aurait pu prendre Verceil et s'opposer au passage de la Sesia, reçut ordre du roi de suspendre ses conquêtes, et de se retirer, jusqu'à nouvel ordre, dans une position défensive et sûre. Le roi voulait absolument qu'il ne pût rester aucune équivoque sur l'agresseur. En passant la Sesia, en entrant dans

le Piémont, Antoine de Lève avait préparé les hostilités ; il n'en avait fait aucune. Le roi se bornait donc à conserver le Piémont, et à défendre le royaume; il connaissait assez la vanité de l'empereur, pour être assuré qu'il préférerait pénétrer en France, à attaquer le Piémont : il fit en conséquence toutes les dispositions nécessaires, et se réserva la garde de la Provence.

Cependant les événemens ne s'arrangèrent pas entièrement comme l'avait cru et desiré le roi, et les affaires en Piémont prirent une face que sa prévoyance n'avait pu prévenir ; l'amiral, en revenant à la cour, avait laissé au marquis de Saluces le commandement des troupes qui étaient restées en Piémont.

Le marquis de Saluces avait été élevé avec le roi, qui l'avait toujours beaucoup aimé, mais qui n'en avait pas fait un bon général, et qui, malgré toutes les graces dont il l'avait comblé, n'en fit qu'un ingrat et un traître.

Livré entièrement aux Impériaux, par crainte, ambition ou ineptie, Saluces s'opposait, dans le conseil, à tous les projets utiles, en empêchait l'exécution, et faisait connaître à Antoine de Lève, qui prenait ses mesures

en conséquence, toutes les délibérations qui avaient été arrêtées.

On avait décidé de fortifier et de garder Turin, Fossano et Coni. d'Annebaut, chargé de la défense de Turin, s'y enferma avec l'élite de la noblesse française; le brave Monpessat offrit de se jeter dans Fossano, de le fortifier et de le défendre. Laroche du Maine, si connu par ses saillies audacieuses, opina pour Coni: Monpessat se soumit à cette décision; il demanda de la célérité, et ce fut justement ce que lui refusa le marquis de Saluces.

Pour gagner du temps, il proposa de visiter plus scrupuleusement Fossano; et, sur cette nouvelle visite, on en arrêta les fortifications, auxquelles on destina huit ou neuf cents pionniers. Monpessat avait déjà fait commencer les travaux; les pionniers disparurent dans la nuit: dès-lors on ne put se défendre des plus violens soupçons. Les murmures commencèrent; bientôt ils redoublèrent: mais Saluces continuait de tout arrêter. On ne fortifia ni l'une ni l'autre place. Les ennemis approchaient, on eut de l'inquiétude; on songea à mettre l'artillerie en sûreté: le marquis proposa de la mettre à Revel, place située dans ses états. L'effronterie de cette proposition fit perdre patience; on ne dis-

simula plus ses soupçons, et les officiers prirent leur résolution malgré ce général infidèle. On eut bientôt après les preuves les plus certaines d'une trahison qui finit par son évasion de l'armée, après avoir fait porter à Revel une grande quantité de provisions de bouche et de guerre, destinées à la défense de Fossano et de Coni.

De Lève, profitant des avis qu'il avait reçus, partit de Turin, dont il faisait le siége, pour surprendre Fossano; son avant-garde, en arrivant, voulut s'emparer d'un couvent de saint François, situé hors de la ville, que l'on se hâtait de démolir, parce qu'il nuisait à la défense de la place. Les assiégés marchèrent au secours des travailleurs; le combat fut vif, la nuit sépara les combattans; mais Antoine de Lève en profita pour s'emparer du couvent : au moyen de ce poste, il se trouvait logé à une portée d'arquebuse de la ville. Les remparts n'avaient que six pieds de haut; c'étaient de simples levées de terre faites à la hâte, et dominées en beaucoup d'endroits. Les assiégés avaient bien peu de vivres, bien peu d'armes, et manquaient entièrement d'eau : l'ennemi était informé de cette détresse; mais il ne connaissait pas les ressources du courage des assié-

gés, et n'imaginait pas même qu'ils pussent se défendre. Il laissa libre le quartier de la porte qui mène à Coni, espérant qu'ils en profiteraient pour se retirer dans cette ville : ils ne s'en servirent que pour se procurer de l'eau.

Il fallut donc entreprendre une attaque dans les règles, ouvrir la tranchée, et dresser les batteries. Dès le troisième jour, une batterie de deux canons avait déjà détruit toutes les défenses de la place : dès-lors, au lieu de se rendre, les assiégés font deux sorties, l'une d'infanterie, l'autre de cavalerie. La première, favorisée par un chemin creux, gagne, sans être apperçue, le quartier des lansquenets, les surprend, en fait un grand carnage, tandis que la cavalerie, qui les attaque d'un autre côté, augmente le désordre. L'alarme se répand dans tout le camp; les hommes de tranchées, voyant tant de monde courir aux armes, quittent leurs postes. La garnison, qui était restée pour la garde de la ville, s'en apperçoit; elle sort, comble les tranchées, taille en pièces ceux qui s'y trouvaient encore, et marche au quartier d'Antoine de Lève : celui-ci venait, à cause de sa goutte, d'être jeté dans une chaise, et bientôt après dans une pièce de blé, où il resta caché jusqu'après la retraite des Français, qui se fit en très-bon ordre.

De Lève s'étant un peu remis des périls imprévus de cette journée, et s'étant convaincu, par la bravoure des assiégés, qu'ils se défendraient jusqu'à ce qu'il y eût une brèche au corps de la place, résolut d'en faire une; ayant été faite en très-peu d'heures, le canon cessa de tirer. Monpessat imagina alors qu'on allait livrer l'assaut : il se disposa à recevoir les ennemis; mais des dissentions intestines dans le camp impérial firent prendre la résolution à de Lève de réduire Fossano par la famine.

Monpessat ne se serait pas refusé à une capitulation; mais il n'aurait pas voulu faire le premier cette proposition. Le hasard le servit bien. Antoine de Lève, ayant eu à faire traiter de la rançon d'un officier qui avait été pris dans une sortie, fit faire des complimens à Laroche du Maine, avec lequel il était fort lié : cette politesse établit naturellement des pourparlers. On envoya Villebon au général espagnol; celui-ci, tout en parlant d'humanité, proposa des conditions trop dures : Villebon répondit qu'ils sauraient mourir, mais jamais abandonner les armes. De Lève, craignant alors de réduire les assiégés au désespoir, envoya un trompette, avec des fruits pour Laroche du Maine, et le pria à dîner pour le lendemain.

Laroche du Maine fut reçu avec la plus grande distinction; beaucoup d'officiers vinrent à sa rencontre, et Antoine de Lève se fit porter dans sa chaise, au-devant de lui. Après les premiers complimens, on parla d'affaires, et la fermeté de Laroche du Maine obtint les conditions les plus honorables; mais une de ces conditions, de rester un mois dans la place pour y attendre des secours, était impraticable: on manquait de vivres, et on n'avait rien osé stipuler à cet égard. Quand tout fut conclu et signé, Laroche du Maine dit à de Lève: Vous venez d'accorder à votre ennemi ce que vous n'avez pu lui refuser; promettez-moi actuellement de lui accorder une grace. *Je le promets*, dit de Lève, *vous connaissant incapable de rien demander qu'un ami puisse vous refuser.* Laroche du Maine sollicita alors que les Impériaux fournissent des vivres aux assiégés, en payant; de Lève surpris, après avoir hésité, finit par accorder ce que demandait son ami.

L'empereur arriva au camp peu de jours après, suivi d'une armée formidable; on lui présenta les otages, auxquels il fit l'accueil le plus distingué, sur-tout à Laroche du Maine. « Que dit-on de mes projets? et où croyez-vous que j'aille? demandait l'empereur à La-

roche du Maine. — En Provence. — Sans doute : les Provençaux sont mes sujets ; j'irai les voir. — Votre majesté les trouvera bien désobéissans, j'ose l'en assurer. — Combien y a-t-il de journées d'ici à Paris ? continua Charles-Quint. — Si, par journées, vous entendez des batailles, il y en a au moins douze, à moins que vous ne soyez battu à la première. »

Enfin les Français évacuèrent Fossano, après s'y être défendus, pendant un mois, contre des forces très-supérieures, et s'y être fait nourrir pendant un autre ; ils gagnèrent Fenestrelle, et ne conservèrent que Turin, assiégé par Scalenghe, et défendu par Annebaut. Ceré venait de vaincre des difficultés insurmontables, et de pénétrer dans cette place avec quelques troupes et de l'argent. L'empereur avait si peu compté sur sa résistance, qu'il avait cru pouvoir la laisser en arrière.

Annebaut profita de cette faute ; il fit de fréquentes sorties, et ne rentra jamais sans du butin et des prisonniers. Il s'empara de Ciria, où les Impériaux avaient un magasin très-bien fourni ; il prit Rivoli, Veillane, et quelques autres places autour de Turin : d'un autre côté, le parti du roi s'était fortifié par des levées considérables faites en Italie. Les Français s'é-

tendirent dans le Piémont, prirent les états du marquis de Saluces, virent bientôt après lever le siége de Turin, et s'emparèrent de Carignan, Mont-Callier, Quiers, Quiéras.

Pendant ces événemens, l'empereur, feignant toujours de négocier, s'acheminait vers la Provence, après avoir exalté l'imagination des officiers et des soldats de son armée, en leur faisant regarder comme infaillible la conquête et le partage de la France.

L'empereur ayant fait embarquer ses vivres, son bagage et son artillerie, côtoyait la mer, et s'avançait du côté de Grasse et d'Antibes.

Ainsi ce que François Ier avait prévu et desiré venait de s'effectuer; l'ennemi était en France, il fallait réussir à l'en chasser honteusement.

L'armée française était campée à Valence, afin de veiller à la fois sur la Provence et le Dauphiné : dès l'instant où l'empereur fut entré en Provence, le roi, sans quitter Valence, afin de prévenir l'ennemi et de s'assurer du cours du Rhône, envoya le maréchal de Montmorenci, avec le gros de l'armée, camper sous Avignon.

Arrivé le 4 août 1536 au camp d'Avignon, le maréchal tint un grand conseil pour con-

naître les dispositions de l'armée, et la pénétrer de celles du roi. Une grande partie de l'armée impériale était encore engagée dans les défilés des Alpes; fallait-il marcher à sa rencontre pour l'attaquer à la sortie de ces défilés? fallait-il l'attendre dans le camp d'Avignon? Si on allait au-devant des Impériaux, si on les battait, on les empêchait de pénétrer en France; mais, si on recevait le moindre échec au commencement de cette expédition, l'armée serait découragée, les Français effrayés, et la retraite très-incertaine : en restant dans le camp d'Avignon, au contraire, on évitait ce danger; on se fortifiait dans un poste avantageux, d'où l'on pouvait suivre et contrarier tous les desseins de l'empereur ; on avait devant soi la Durance, sur laquelle on dominait, et qui devait arrêter l'ennemi; on était appuyé sur le Rhône, qui augmentait les forces de la position, et assurait à l'armée des provisions de bouche et de guerre : mais on abandonnait à l'ennemi tout ce qui était entre les Alpes et la Durance. Aussi, en s'arrêtant à ce dernier parti, comme le plus sage, l'on se décida à la nouvelle précaution d'ôter aux ennemis tous moyens de subsistance dans le pays qu'on lui abandonnait.

Bonneval fut envoyé à la tête d'un détachement, pour remplir cette rigoureuse et pénible commission.

La noblesse, toujours prête à se sacrifier pour sa patrie dans ces temps qui se ressentaient encore de l'esprit de la chevalerie, s'empressa de donner l'exemple des plus généreux sacrifices. On voyait des gentilshommes brûler eux-mêmes leurs granges, leurs greniers; abattre leurs moulins, briser leurs meules, donner leur vin à boire aux soldats français, et se priver de tout, de peur de laisser quelque chose à l'ennemi.

Mais les pauvres habitans des villes et des campagnes, ces citoyens obscurs et malheureux qui nourrissent et soutiennent l'état, et n'ont de raison de l'aimer qu'en proportion des avantages qu'ils en retirent, ne témoignaient ni la même soumission, ni le même empressement. Bonneval fut obligé d'user envers eux de force et de violence, de les réduire à la misère et au désespoir.

On ne connaît pas assez ces horribles malheurs de la guerre; l'histoire les indique, elle n'ose en peindre les détails : il faut même en avoir été le témoin pour les croire? Comment imaginer, en effet, les cris, le désespoir, la

rage et les efforts impuissans de ces infortunés dont on livre aux flammes les toits, les moissons, tous les fruits de leurs travaux passés, toutes leurs espérances pour l'avenir, qui se précipitent à travers les armes, les soldats, les flammes, pour y périr, ou en arracher les restes d'une subsistance nécessaire qui leur est inhumainement ravie, non par les ennemis, mais par leurs propres concitoyens, leurs défenseurs, leurs frères? Et voilà ce que coûtent les lauriers cueillis sur les champs de bataille! voilà le fruit des passions immodérées des souverains! voilà ce que l'on ne sait pas assez, ce que l'on oublie trop vîte en temps de paix! Pourquoi l'écrivain véridique est-il forcé de citer au tribunal vengeur de la postérité les exécrables provocateurs de ce fléau du monde?

Aix, capitale de la Provence, était comprise dans cette grande destruction. Montejean, un des plus braves hommes de son temps, offrait de la défendre; mais il ne put ébranler les résolutions du maréchal : on lui permit seulement, en cédant à ses importunités, d'aller tâter l'ennemi; ce qu'il fit si malheureusement, que tous les hommes de son détachement furent tués ou pris, et qu'il fut du nombre des derniers.

L'échec de Montejean produisit l'effet que le roi et Montmorenci avaient craint. L'empereur enfla cette petite victoire ; l'Europe retentit du bruit d'une escarmouche qui devait à peine faire la matière d'une nouvelle dans les deux camps. A entendre Charles-Quint, c'était un glorieux prélude des triomphes qui lui étaient destinés ; ce qu'il y eut de plus triste, fut le découragement et l'effroi dans le camp d'Avignon, où Montmorenci se hâta de revenir pour rassurer les esprits.

La Provence et le Piémont n'étaient pas les seuls théâtres de la guerre, et la ville de Guise venait de tomber au pouvoir des ennemis. A ces nouvelles fâcheuses vint se joindre celle de la mort du dauphin.[1]

L'empereur cependant poursuivait sa route ; mais sa marche à travers les montagnes était très-pénible, et continuellement troublée par ces malheureux paysans dont on avait ravagé les terres, et qui, réfugiés dans les montagnes, tournaient alors toute leur fureur contre l'ennemi : l'empereur lui-même y courut de grands risques. Cinquante paysans bien déterminés avaient formé le projet de lui ôter la vie, et

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (68).

de faire cesser la guerre; ils s'étaient renfermés dans une tour au pied de laquelle devait passer Charles; ils devaient tous tirer à la fois sur lui. Heureusement pour ce prince, ils se méprirent, et, étant tous tombés eux-mêmes entre les mains des ennemis, l'empereur les fit tous pendre : il fit de même brûler ou massacrer une troupe de paysans qui s'étaient retirés sur une montagne avec leurs femmes et leurs enfans. Ces barbares violences firent jurer aux paysans provençaux de ne faire grace à aucun des ennemis.

Au milieu de ces périls et de ces cruautés, l'empereur pénétrait en Provence, et ne tarda pas à se présenter devant Aix, qui ne lui opposa aucune résistance; mais, en avançant dans un pays dévasté, il fut bientôt exposé aux horreurs de la famine. La sage obstination du roi et de Montmorenci devait enfin triompher : l'un et l'autre, renfermés dans des camps bien situés et bien défendus, souffraient les bravades de l'empereur, qui ne parlait que d'aller forcer ses invisibles ennemis dans l'ombre de leurs retranchemens. Cependant, instruit de la manière dont le maréchal avait fortifié son camp d'Avignon, et dont il avait tiré parti de l'art et de la nature pour le rendre imprenable,

l'empereur tourna du côté de Marseille, et envoya reconnaître Arles.

Arrivé devant Marseille, l'empereur, qui voulut accompagner le marquis Dugaste dans une reconnaissance, faillit à y perdre la vie ou la liberté. Un hasard heureux le tira de ce mauvais pas, tandis que Dugaste était obligé de prendre la fuite avec les troupes qui l'accompagnaient. Peu de jours après, les Marseillais firent tomber le duc d'Albe dans une embuscade, où les Impériaux perdirent beaucoup de monde, comptèrent parmi les morts beaucoup d'officiers distingués, et restèrent tellement effrayés de cet échec, que les généraux crurent qu'il était prudent de ne pas continuer un siége qui avait déjà été si meurtrier. Cet avis acquit de nouvelles forces par une tentative inutile faite sur Arles par le marquis Dugaste. Celui-ci s'était convaincu par ses propres yeux, et au péril de sa vie, qu'en treize jours, malgré les dissentions affreuses qui avaient régné parmi les troupes, les travailleurs avaient tellement métamorphosé la place, que tous les endroits reconnus pour faibles étaient devenus les plus forts.

Après s'être convaincu de l'impossibilité de prendre aucune des places de la Provence,

l'empereur voulut tenter de pénétrer dans le Languedoc par le Rhône. En conséquence, ses galères attaquèrent une tour qui défendait l'embouchure de ce fleuve; mais l'artillerie de la tour coula à fond une des galères, et força les autres à se retirer.

Quel parti prendre au milieu de tous ces désastres et de ces affronts? se retirer, ou faire croire qu'on allait enfin attaquer le camp d'Avignon : l'empereur prit ce dernier parti. La nouvelle de ce dessein, portée dans le camp de Valence, décida le jeune dauphin à solliciter la permission de se rendre au camp d'Avignon; le roi, qui se proposait de s'y rendre si l'empereur persistait dans ses projets, permit à son fils de saisir cette première occasion d'acquérir de la gloire.

La présence de ce jeune prince répandit une telle ardeur parmi les soldats, qu'ils commencèrent à murmurer de l'inaction où Montmorenci les retenait. On ne voulait pas voir que cette inaction était la source de tous les succès, qu'elle empêchait l'empereur de rien entreprendre, qu'elle le tenait renfermé dans son camp auprès d'Aix, où il se voyait assiégé par la faim. Ses fourrageurs revenaient toujours battus; tous les aventuriers français étaient

en campagne pour leur faire la chasse, et remportaient tous les jours de nouveaux avantages sur les Impériaux, lorsqu'ils voulaient soutenir leurs fourrageurs. Les paysans provençaux étaient sur-tout le plus grand fléau pour les soldats et les convois de l'empereur : n'ayant plus dans son camp ni farine, ni moulins, ni fours, toute son espérance consistait dans une grande quantité de biscuits, qui venait d'être débarquée à Toulon. Pour transporter ce convoi, on avait rassemblé toutes les bêtes de somme, depuis Nice jusqu'à Aix : les paysans, avertis de ces préparatifs, se mettent en embuscade, coupent les jarrets à toutes les bêtes de somme, et enlèvent le convoi.

Dès cet instant, il ne resta plus à l'empereur que le parti de se battre, ou celui de fuir honteusement ; il osa encore prendre celui des menaces. Il fit marcher contre quelques places, dans l'espoir qu'on viendrait à leur secours. Doria lui ayant apporté des vivres et de l'argent, il fit revenir dans le camp son artillerie, qui était déjà embarquée ; il donna l'ordre de se fournir de vivres pour huit jours, et de se tenir prêts à marcher. Tout semblait donc annoncer une attaque prochaine, et François Ier était accouru à Avignon. Mais on fut bientôt

informé, par un espion très-sûr, que l'armée impériale, qui à peine avait vu l'ennemi, de cinquante mille hommes, était réduite à vingt-cinq; et, peu de jours après, on apprit par Martin du Bellay, qui avait été envoyé à la découverte, que l'empereur prenait le chemin des Alpes, le long de la mer; qu'on pouvait suivre sa route à la trace des morts dont elle était couverte, et à l'infection que tant de cadavres, laissés dans le camp ou abandonnés sur les chemins, répandaient dans l'air. La mortalité avait étendu ses ravages depuis Aix jusqu'au-delà de Fréjus, tandis que l'empereur, avec quelques débris menacés du même sort, fuyait, à travers tant de périls, devant un ennemi qu'il avait bravé. Peut-être François Ier eût-il pris le parti de le poursuivre avec toute son armée; mais les mauvaises nouvelles qu'il reçut alors de la Picardie, où Péronne demandait les plus prompts secours, lui firent prendre la résolution de lui en porter lui-même. Ainsi l'armée impériale fut sauvée d'une destruction totale, mais non pas de perdre, d'Aix à Fréjus, plus de deux mille hommes moissonnés par la maladie, et une bien plus grande quantité, quand l'armée fut dans les montagnes : là, les paysans s'emparaient

des armes des Impériaux morts, mourans, ou trop faibles pour les défendre, et s'en servaient pour les détruire. Dans plusieurs endroits, ils les avaient devancés dans leur retraite, s'étaient emparés des défilés, des hauteurs, avaient abattu les ponts nécessaires au passage; et les Impériaux, ainsi arrêtés à chaque pas, ne pouvaient avancer qu'avec le secours d'un grand grand nombre de pionniers, qui raccommodaient les chemins, et jetaient des ponts à la hâte : pendant ce temps, la cavalerie légère des Français taillait en pièces leur arrière-garde.

Dans cette situation si difficile, les Impériaux n'auraient pu sauver ni leurs bagages ni leur artillerie, si l'empereur n'eût pris la précaution de faire transporter l'un et l'autre à Gènes, sur la flotte de Doria.

On regarda en France comme un triomphe l'expulsion des Impériaux. Il aurait été bien plus important et bien plus louable de les empêcher d'y entrer, que de se féliciter de les en voir sortir; et l'on ne conçoit pas comment François Ier avait pu former le plan de se tenir sur une défensive infiniment trop resserrée en Piémont; afin, disent les historiens, de donner à l'empereur l'idée et les moyens de pénétrer

en France : tant il est vrai que les souverains et les courtisans oublient sans cesse les malheurs du peuple, pour s'occuper de leur ambition ou flatter leur goût ! Quelques maux qu'ait pu souffrir alors l'armée de l'empereur, approchèrent-ils de ceux immenses que furent obligés de supporter les Provençaux dans leurs personnes et dans leurs propriétés ?

Dans des temps très-rapprochés du nôtre, le maréchal de Belle-Isle obligea les Impériaux d'évacuer la Provence, où ils avaient pénétré, dans l'espérance d'envahir quelques provinces méridionales de la France. Comme Montmorenci, Belle-Isle sut contenir dans un camp la fougue des Français, en les renfermant dans une position peut-être plus avantageuse, en ce qu'elle couvrait une plus grande partie du royaume; mais, dans l'une et l'autre circonstance, beaucoup d'oisifs et d'ignorans blâmèrent les deux généraux, et les accusèrent de trop de circonspection. On ne sait guère, dans l'oisiveté des grandes villes, quels efforts il en coûte pour rassembler des vivres dans un pays qui en fournit à peine à ses habitans, pour garder des rivières, pour enlever aux ennemis les postes avantageux dont ils se sont emparés; enfin les dangers de livrer une bataille,

et ceux infinis auxquels on s'expose si on la perd.

Pendant que le roi se croyait obligé de quitter la Provence pour aller au secours de Péronne, le comte de Nassau levait le siége devant cette ville, après avoir tenté inutilement quatre fois de la prendre d'assaut, et avoir été constamment repoussé par la sagesse, la prévoyance et la bravoure du maréchal de Fleurange, qui défendait la place.

La campagne de 1537, dont le théâtre fut d'abord en Picardie et en Artois, se passa à prendre, à laisser prendre des villes, et à commettre des fautes de part et d'autre. Heureusement Charles-Quint commençait à être fatigué de la guerre, et à desirer la paix; cependant, pour ne pas compromettre ses sermens et sa gloire, il se servit de sa sœur, reine douairière de Hongrie, pour proposer une trève, et des conférences pour la paix. Elles se tinrent à Boni; mais les députés ne purent y convenir que d'une trève de dix mois, pour la Picardie et les Pays-Pas. Ce traité fut signé le 30 juillet 1537.

Au moyen de cette trève, la guerre se trouva concentrée dans le Piémont. Quoiqu'elle se réduisît à de bien faibles entreprises, encore

étaient-elles dépendantes des différens chefs qui commandaient le peu de troupes qu'on avait pu y conserver : c'était sur-tout entre Rangoné et Gonzague que la discorde était poussée aux plus grands éclats ; le premier était trop gêné par l'obligation de consulter Gonzague, qui, de son côté, était jaloux de l'autorité de Rangoné.

A la faveur de ces dissentions, le célèbre Dugaste, si habile à les faire naître et à les fomenter, avait eu peu de peine à reprendre la plupart des places dont Annebaut avait fait la conquête.

Cependant le roi s'était déterminé à envoyer d'Humières commander en Italie, et à lui faire passer un renfort considérable. Un peu avant son arrivée, un simple soldat de l'armée française, nommé Tholosan, natif de Coni, avait surpris Quiers avec d'autres soldats de bonne volonté, dont il s'était fait suivre. Dugaste, indigné, s'était présenté pour reprendre cette place ; mais personne ne contribua autant à en faire lever le siége que ce même Tholosan qui l'avait prise : aussi l'honneur d'avoir défendu Quiers est resté à ce brave soldat, comme celui de l'avoir conquise.

La prise et la conservation de Quiers furent

à peu près les seuls succès qui compensèrent les pertes que les Français n'avaient cessé de faire sous Rangoné. Ils possédaient encore le château de Carmagnole; Dugaste en fit le siége. Deux cents fantassins italiens, qui étaient renfermés dans la place, la défendirent avec beaucoup de valeur, et ne se rendirent qu'à la dernière extrémité.

Pendant ce siége, on avait perdu le marquis de Saluces d'un coup d'arquebuse. Dugaste voulut savoir quels étaient les hommes qui avaient été chargés de servir le feu d'une fenêtre du château, qu'il désigna; on lui présenta alors un soldat qui n'avait jamais quitté ce poste, et qui seul y avait fait un feu continuel. Dugaste le fait aussitôt arrêter, et le fait pendre comme meurtrier du marquis de Saluces. Cette inconcevable cruauté, aussi contraire à l'humanité qu'aux lois les plus sacrées du droit de la guerre, doit couvrir d'une infamie éternelle le nom et la mémoire du marquis de Dugaste.

Après la prise de Carmagnole, le comte de Rangoné s'était retiré à Pignerol : ce fut là où d'Humières, à la tête de son renfort, prit le commandement des troupes françaises. A son arrivée, les Impériaux reculèrent; les Français

s'emparèrent alors de Chivas, d'Albe, de Quiers : de leur côté, les Impériaux tentèrent inutilement de surprendre Turin et Cassel ; mais ils prirent Rivoli, Veillane, qui, jointes à Mont-Callier, Carignan, Carmagnole ; dont ils étaient en possession, ôtaient à la garnison de Turin toute communication avec Pignerol et avec le Val de Suze.

Dans cette grande détresse, Langey courut représenter au roi les besoins, les malheurs, la constante fidélité des défenseurs de Turin ; il le trouva marchant au secours du Piémont : il en obtint d'abord 25,000 écus, pour porter à la garnison de Turin des moyens de se procurer des vivres. En effet, dès que les paysans du voisinage furent assurés d'être payés, ils s'empressèrent d'y porter des provisions ; ainsi, soulagés et assurés d'un prompt secours, la garnison de Turin se confirma toujours davantage dans la résolution de conserver cette place au roi, dont l'arrivée en Piémont devenait tous les jours plus nécessaire.

Les Impériaux avaient repris Quiers, Albe, Quiéras ; et, dès-lors, maîtres du cours du Tanaro et du Pô, ils avaient marché vers Pignerol, afin de s'emparer ensuite du Pas de Suze, et de fermer l'entrée de l'Italie.

Un ingénieur bolonais, nommé Jérôme Morin, venait de fortifier Pignerol. Dugaste, qui espérait l'emporter d'emblée, fut obligé de changer d'avis, et de se borner à investir la place; encore des sorties fréquentes, et toujours funestes aux Impériaux, lui apprirent que cette entreprise n'était point sans périls.

Le roi, arrivé à Lyon le 6 octobre, s'était fait précéder du dauphin et de Montmorenci. Au premier avis de leur marche, Dugaste avait envoyé dix mille hommes, commandés par César de Naples, pour s'emparer du Pas de Suze. L'espèce d'avant-garde, commandée par le dauphin, quoique jointe aux restes de l'armée de d'Humières, qui était venu jusqu'à Briançon, était encore bien faible : cependant Montmorenci, après avoir bien reconnu les lieux, crut pouvoir attaquer avec succès César de Naples, et forcer le passage. Pour cet effet, il fit prendre à son infanterie les sentiers qui dominaient les retranchemens; et ces troupes faisant de là un feu terrible sur les Impériaux, ceux-ci prirent bientôt la fuite en désordre, et furent suivis avec tant de vivacité, qu'ils ne purent pas même s'arrêter dans Suze, où étaient leurs bagages et leurs magasins, et dont on emporta aussi le château, qu'il était très-im-

portant de posséder, pour assurer les munitions de guerre et de bouche qui venaient de la France.

Ainsi, en 1515, les Français étaient entrés en Italie en évitant, presque miraculeusement, le Pas de Suze; en 1537, ils forcèrent ce passage par le seul moyen praticable dans les montagnes, qui est de tourner l'ennemi, ou de le dominer. Montmorenci profita donc ainsi, en officier instruit, de la faute de César de Naples, qui s'était borné à se tenir derrière ses retranchemens, sans s'être emparé des hauteurs qui les dominaient.

Au bruit de la défaite de César de Naples, Dugaste avait levé précipitamment le blocus de Pignerol, et s'était arrêté à Mont-Callier, où il avait retranché la tête du pont, pour veiller sur Turin et sur le Pô. Les Français prirent alors Veillane, en gravissant, comme à Suze, sur les montagnes voisines, et y portant de l'artillerie avec des efforts et une constance inouïe; ils prirent ensuite Rivoli, Grouillan, et beaucoup de petits forts entre Turin et Mont-Callier; ils enlevèrent aux Impériaux plusieurs magasins de blé, et ils marchaient à leur camp, dans l'intention de les forcer, quand le marquis Dugaste prit le parti de repasser le

Pô en rompant le pont, et de se retirer sous le canon d'Ast : dès-lors Mont-Callier, Carignan, Poivin, Riva, Villeneuve d'Ast, et une grande quantité d'autres places entre le Pô et le Tanaro, se soumirent aux Français, et leur procurèrent d'immenses magasins de blé, qui mirent l'abondance dans l'armée et dans Turin.

Il restait encore deux places importantes entre les mains des Impériaux : l'une, Ulpiano, entre les Alpes et le Pô ; l'autre, Quiers, entre le Pô, le Tanaro. On avait décidé d'en faire le siége dès que le roi serait arrivé dans le Piémont avec le reste de son armée ; mais ces expéditions ne furent pas tentées, la reine douairière de Hongrie venait d'obtenir que la trève conclue pour la Picardie et les Pays-Bas serait étendue au Piémont. On convint alors de conserver de part et d'autre les places dont on était en possession. La trève y devait durer trois mois ; la publication s'en fit le 27 novembre 1537 à Carmagnole.

L'épuisement des finances, la difficulté de recruter et de compléter les corps qui composaient les armées, l'impossibilité d'augmenter les impôts, et de pouvoir faire des emprunts, voilà les causes les plus ordinaires et les plus

actives des trèves et des paix ! L'humanité, en général, n'est guère consultée ; la politique s'empare des affaires, et les dirige à son gré, et il paraît que, dans cette circonstance, elle ne donna pas à François Ier les conseils qui lui fussent les plus avantageux. Le roi avait fait une alliance avec Soliman ; et celui-ci, fidèle à ses engagemens, avait envoyé Barberousse ravager le royaume de Naples, tandis qu'il marchait en personne dans la Hongrie, où il venait de remporter la victoire la plus signalée. Devait-il, pouvait-il même conclure une trève sans le consentement de son allié ? et cet oubli des convenances et des devoirs ne pouvait-il pas irriter Soliman, et le décider à faire sa paix particulière ? et dans quel moment encore le roi accédait-il à cette trève ? dans celui où les affaires prenaient en Piémont la plus heureuse tournure, où l'on avait dans le Milanais des partisans qui promettaient de faire livrer au roi les citadelles de Pavie et de Lodi, où l'on avait des intelligences dans le Frioul pour enlever au roi des Romains Gradisca et Goritia, où les affaires étaient bonnes sur les frontières de la Picardie et de l'Artois, et où il se préparait une grande insurrection dans les Pays-Bas : il n'y eut pas jusqu'à George

d'Armagnac, évêque de Lavaur, qui ne représentât fortement au roi quels étaient ses véritables intérêts relativement à l'alliance ottomane.

Malgré toutes ces raisons, le roi voulut s'occuper uniquement du soin de se procurer la paix; cependant, en voulant la faire, il ne voulait pas la recevoir. Ainsi, pour mieux s'entendre, on prolongea d'abord la trève jusqu'au 1er juin 1538.

Les progrès faits par les luthériens et les calvinistes dans les différentes contrées de l'Europe, avaient déterminé Paul III à convoquer un concile à Trente, qui devait juger ces disputes religieuses. Pour parvenir à ce rassemblement d'évêques, il fallait rétablir la paix en Europe; le pape sollicita et obtint de Charles-Quint et de François Ier qu'ils se rendraient à Nice, où il convint de se trouver lui-même pour concilier les différens.

Mais le duc de Savoie, alarmé de voir choisir Nice pour le lieu des rendez-vous, et craignant que ce ne fût un motif secret pour s'emparer de la seule place qui lui restait, refusa de recevoir les trois têtes couronnées. Le pape fut obligé de se loger dans un couvent de franciscains, près de Nice; l'empereur à Ville-

franche, et le roi de France à Villeneuve, à un quart de lieue de Nice.

Ainsi le duc de Savoie, qui avait un si grand intérêt à ménager les trois puissances qui se trouvaient réunies, et qui devaient naturellement décider de son sort, par sa conduite timide et inconstante, mécontenta l'empereur, irrita le pape, et ne satisfit pas le roi.

Cependant le pape, pour remplir son but, voyait alternativement Charles et François Ier; il écoutait leurs plaintes, il proposait des expédiens, et cherchait à concilier des esprits irrités et jaloux : il était secondé, dans cette respectable entreprise, par la reine de France Éléonore d'Autriche, sœur de l'empereur.

Le résultat de leurs instances fut que, la paix ne pouvant se conclure, on s'arrêta à une trève de dix ans entre les deux puissances.

Après cette trève signée, le pape ménagea une entrevue entre ces deux grands rivaux, à la rade d'Aigue-Morte; Charles-Quint même descendit à terre, fit la première visite, et se mit entre les mains de son ennemi : c'était la suite de l'esprit du temps. Charles se défia toujours des promesses du monarque; il se livra à la foi du chevalier.

Le duc de Savoie fut long-temps victime de

la trève et de l'entrevue. Ces deux monarques, qui, en se voyant avec tant de familiarité, prenaient toujours des mesures l'un contre l'autre, gardèrent les places du duc; le roi de France pour se frayer un passage, dans l'occasion, vers le Milanais, et l'empereur pour l'en empêcher.

De retour en Espagne, l'empereur apprend que la ville de Gand s'était révoltée, et que le feu de l'insurrection menaçait tous les Pays-Bas. Gand voulait se donner au roi de France, comme à son seigneur souverain; l'exemple de cette ville, l'une des plus grandes et des plus riches de l'Europe, pouvait entraîner la Flandre et une partie du Brabant. François I[er], à qui Charles-Quint promettait alors l'investiture du Milanais pour le duc d'Orléans, rejeta les propositions des Gantois, dans la crainte de rompre les négociations entamées avec la cour de Madrid.

Charles-Quint ose alors demander à François I[er] le passage à travers ses états, pour se rendre en Flandre. Non seulement on lui accorde cette faveur, mais, pour lui ôter toute inquiétude, le dauphin et le duc d'Orléans vont au-devant de lui jusqu'à Baïonne, et l'accompagnent, comme pour lui servir d'otages;

le roi lui-même vint jusqu'à Châtelleraut. Ce voyage fut un enchaînement de fêtes; le but était d'aller faire pendre quelques malheureux citoyens.

Le dessein de François Ier, en recevant l'empereur dans ses états avec tant d'appareil et de bonne foi, était d'obtenir de lui l'investiture du Milanais : ce fut dans cette vaine idée qu'il refusa l'hommage des Gantois; il n'eut ni Gand ni Milan.

La générosité avec laquelle le roi avait reçu l'empereur en France, tant de fêtes somptueuses, tant de témoignages de confiance et d'amitié réciproques, n'aboutirent donc qu'à de nouvelles guerres.

Tandis que Charles-Quint, pour mettre le comble à sa gloire, voulait conquérir Alger, comme il avait subjugué Tunis quelques années auparavant, et qu'il échouait dans cette entreprise, François Ier envoyait à Constantinople, par la voie de Venise, deux ambassadeurs, pour y resserrer les nœuds de son alliance avec Soliman. L'empereur, averti de leur départ et de la route qu'ils devaient prendre, donne l'ordre au marquis Dugaste, son gouverneur dans le Milanais, de s'en défaire le plus secrètement possible, et de lui faire par-

venir leurs instructions, sous prétexte qu'ils étaient nés tous deux sujets de l'empereur : malgré la violation la plus manifeste du droit des gens et la générosité dont se piquaient alors les officiers du roi, ainsi que ceux de l'empereur, l'ordre de celui-ci fut exécuté.

Le roi ne pouvait pas souffrir impunément une pareille insulte; aussi déclara-t-il hautement qu'il tirerait une vengeance exemplaire du meurtre de ses deux envoyés; aussi la guerre ne tarda-t-elle pas à recommencer avec fureur vers les Pyrénées, vers les Alpes, et en Picardie.

François Ier ayant disgracié le connétable de Montmorenci, l'amiral de Brion, le chevalier Poyet, le cardinal de Lorraine, d'Annebaut, et le cardinal de Tournon, se trouvèrent seuls à la tête des affaires. Ces nouveaux ministres, plus zélés qu'habiles, crurent mal à propos devoir se distinguer par de nouveaux plans. Celui de la guerre semblait tout tracé; il fallait continuer les conquêtes dans le Piémont, pénétrer jusque dans le Milanais, et l'arracher à l'empereur : on se contenta, au contraire, de se soutenir du côté de l'Italie, et on porta la guerre vers le Roussillon et le Luxembourg.

Langey, qui commandait dans le Piémont

en qualité de gouverneur, n'avait que cinq mille hommes d'infanterie; le marquis Dugaste, qui commandait les Impériaux, en avait quinze mille. Malgré cette inégalité de forces et sa mauvaise santé, Langey sut rendre la fortune à peu près égale; il était même parvenu à débaucher un corps de six mille Italiens qui servaient dans l'armée impériale, et, ainsi renforcé, il allait tenir la campagne, lorsque les Suisses refusèrent de poursuivre les Impériaux, et se retirèrent à Pignerol. Langey, ainsi abandonné, distribua ses troupes dans les différentes places, et prit le parti de se faire porter à Turin. L'activité de son esprit formait un contraste singulier avec ses infirmités corporelles. Paralytique, à demi mort et presque éteint, porté en chaise dans tous ses voyages et toutes ses expéditions, ce même homme, quand il fallait agir, devenait ce général vigilant dont la loyauté et les entreprises mettaient tout le Piémont en mouvement. Dugaste, enhardi par la retraite de Langey, s'était emparé du château de Carignan. A la nouvelle de cette prise, le roi écrivit à Langey de tenter l'impossible pour rentrer dans ce château; la chose était déjà faite quand le courrier arriva. C'était un spectacle intéressant pour les

militaires que l'attention avec laquelle Langey et Dugaste s'observaient, s'attaquaient, se défendaient, et profitaient de tous leurs avantages.

L'arrivée en Italie des troupes françaises qui avaient échoué devant Perpignan, n'y procura pas les avantages qu'on aurait dû en attendre. Annebaut, qui les commandait, voulant tout faire par lui-même, eut peu d'égards pour les avis de Langey, et fut accusé d'avoir manqué volontairement deux expéditions importantes proposées par ce dernier, l'une pour prendre Casal, l'autre pour enlever l'armée impériale, alors très-affaiblie.

Langey, sensible au mépris que d'Annebaut faisait de son expérience et de ses lumières, repassa en France, et mourut à Saint-Symphorien, sur la montagne de Tarare, le 9 janvier 1543.

Cette perte était d'autant plus fâcheuse, qu'elle était irréparable. Aucun homme alors ne porta dans les affaires autant de courage, d'activité, d'intelligence, de connaissances dans les intérêts des princes, un caractère à la fois aussi insinuant, aussi obligeant : nul homme ne fut en même temps plus zélé, plus désintéressé, plus généreux. Il employa tous

ses talens, tout son bien, tous ses amis, tout son être, au service de la patrie : on le vit nourrir dans le Piémont, à ses dépens et sur son crédit, toutes les personnes que les guerres avaient ruinées. *Cet homme,* dit Charles-Quint en apprenant sa mort, *m'a fait seul plus de mal que tous les Français ensemble.*

Langey mort, son frère, Martin du Bellay, soumit plusieurs châteaux, sur la montagne du Mont-Ferrat qui dominait Turin, au point qu'on ne pouvait entrer ni sortir, ni introduire des vivres dans la place. Après ce succès, du Bellay vint rejoindre, devant Coni, Annebaut, qui faisait le siége de cette place, et qui fut obligé de le lever, ayant été repoussé dans un assaut où il perdit beaucoup de monde. Ce fut par cette malheureuse expédition que d'Annebaut termina la campagne en Italie, comme il l'avait terminée en Roussillon par la levée du siége de Perpignan : heureusement il quitta le Piémont, et en laissa le commandement à Boutières, qui, malgré ses négligences, conserva, grace à la prudente vigilance de du Bellay, la ville de Turin, qu'une trahison bien ourdie devait livrer à César de Novare. Pendant cette campagne, les avantages furent à peu près égaux entre l'empereur et le roi.

Cependant la guerre continuait, et il devenait important pour François Ier de dissuader l'empereur des Turcs de toutes les fausses inculpations qu'on n'avait cessé d'imaginer pour brouiller les deux souverains, et empêcher ce dernier de continuer ses puissantes diversions, qui avaient été souvent si heureuses pour la France. Après l'assassinat de Rincon et de Frégose, il fallait trouver quelqu'un qui voulût se charger du dangereux honneur d'une commission qui exposait à de tels périls, et qui fût très en état de la bien remplir ; du Bellay proposa au roi le capitaine Paulin, connu depuis sous le nom du baron de la Gade.[1] Il avait démêlé en lui de grands talens pour la négociation, et le courage nécessaire pour braver tous les dangers et vaincre toutes les difficultés.

Paulin arriva à Constantinople, parla si éloquemment, agit si subtilement, qu'il détruisit tous les préjugés, dissipa tous les nuages, mit dans ses intérêts l'aga des janissaires, et parvint enfin à se faire entendre, croire et goûter de Soliman lui-même, dont il devint presque un favori, et obtint tout ce qu'il demanda. Chérédin, surnommé Barberousse, amiral du sul-

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (69).

tan et vice-roi d'Alger, eut ordre de le prendre sur sa flotte, de lui obéir en tout, et de ne faire la guerre que selon ses conseils : dès-lors, les forces maritimes ottomanes, composées de cent dix galères, commandées par Barberousse, firent voile vers les côtes de Provence, et vinrent se joindre à celles des Français, commandées par le comte d'Enguien, âgé alors de vingt-deux ans.[1]

Bientôt les fleurs de lis et le croissant sont devant Nice ; mais les Français et les Turcs sont obligés d'évacuer la ville et de lever le siége du château, à l'approche du duc de Savoie et d'André Doria, ce héros qu'on peut mettre à la tête de tous ceux qui servaient la fortune de Charles-Quint.

Le comte d'Enguien ramena sa flotte à Marseille, et, sur le bruit répandu qu'on allait livrer bataille à l'empereur, il courut se rendre à l'armée royale : de son côté, Barberousse, n'ayant plus avec lui les Français pour le contenir, signala ses courses par ses ravages ordinaires ; il saccagea ou brûla plusieurs villes en Toscane, dans le royaume de Naples, désola et saccagea l'île de Lipari.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (70).

Pendant ces événemens maritimes, la guerre se continuait dans le Piémont ; le marquis Dugaste avait assiégé Mont-Dovi : par de faux ordres, il avait déterminé le commandant à se rendre ; et, par la plus infâme des trahisons, ses troupes avaient violé les articles les plus sacrés de la capitulation, en dépouillant les Suisses et en en massacrant plusieurs ; cruauté inouïe dont les Suisses se vengèrent par la suite, en faisant périr une grande multitude d'Espagnols, auxquels, dès cet instant, ils avaient voué une haine éternelle.

Après cette prise importante, Dugaste marcha droit à Carignan : cette ville domine, au nord, la plaine entre Turin et Pignerol ; au levant, tout ce qui est entre le Pô et le Tanaro ; au couchant, une grande partie du marquisat de Saluces. Au moyen de fortes garnisons dans Carignan et dans Vulpiano, on pouvait fatiguer, par des courses continuelles, les Français renfermés dans Pignerol, et peut-être leur enlever, avec Turin, tout ce qu'ils possédaient entre les Alpes et le Pô, ou leur ôter au moins toute communication avec les places situées au levant et au midi de Carignan. Pour priver les ennemis de tous les avantages qu'ils pouvaient retirer de Carignan, Boutières, ne pouvant la

défendre, en faisait démolir les fortifications. Dugaste le prévint; il chassa les travailleurs, mit en fuite les troupes qui voulurent les soutenir, et qui se réfugièrent à Mont-Callier : il fit ensuite réparer les fortifications, et rendit cette place une des plus fortes de l'Italie.

Quelques levées faites en Provence, en Dauphiné et en Suisse, ayant remis Boutières en état de tenir la campagne, il s'avança vers le nord du Piémont, prit quelques petites places, et alla attaquer Yvrée, dont il leva le siége pour aller, avec sa petite armée, au-devant du comte d'Enguien, qui venait le remplacer et commander dans le Piémont.

Malgré l'extrême rigueur du froid, le nouveau général français voulut mériter, par d'utiles exploits, le commandement confié à sa jeunesse ; il tint d'abord un grand conseil, pour n'être point taxé de présomption ou d'imprudence. D'après les avis des officiers les plus expérimentés, on y arrêta le plan de la campagne, qui devait commencer par le siége de Carignan.

Cette entreprise était difficile ; Carignan était défendue par quatre mille hommes de meilleures troupes impériales, et les vivres y venaient en abondance de tous les lieux circon-

voisins. Il fallait d'abord lui ôter cette ressource. Le comte fit brûler un pont par où la garnison recevait des rafraîchissemens de tous les pays, entre le Pô et le Tanaro : quant à celui en-deçà du Pô, afin de l'empêcher d'y communiquer, le comte alla camper à Vimeux, et fit fortifier le petit poste de Saint-Martin, sur le chemin de Mont-Callier, au sud-ouest de Carignan, en-deçà du Pô.

De son côté, Dugaste mettait une grande importance à conserver Carignan; il rassembla ses forces à Quiers, dans l'intention de ravitailler Carignan, à quelque prix que ce pût être.

A cette nouvelle, le comte d'Enguien, après avoir laissé une garnison suffisante au poste de Vimeux, passa le Pô sur un pont de bateaux, jeté entre Carignan et Mont-Callier, aux Sablons, et alla camper à Ville-Destellon, entre Quiers et Carignan, coupant absolument cette communication, tandis que Villeneuve coupait celle d'Ast.

Dès-lors le marquis Dugaste se décida à aller passer le Pô près de Carmagnole, au-dessus de Carignan, à ouvrir entièrement à cette ville la communication du marquisat de Saluces, qui lui fournirait des vivres en abondance, et à enfermer les Français au-delà du Pô, dans un

pays ruiné depuis long-temps, où ils seraient affamés et harcelés par les garnisons de Quiers, d'Ast, de Mont-Dovi, de Coni, de Fossano, et de plusieurs autres places.

Le général français, qui sentit tout le danger pour son armée de l'exécution de ce projet, alla s'emparer lui-même de Carmagnole.

Ainsi ces deux généraux savaient se deviner, se prévenir, et les obstacles qu'ils craignaient réciproquement stimulaient leur génie, développaient leurs talens, et étendaient leurs lumières.

La prise de Carmagnole achevant de resserser entièrement Carignan, les officiers fixèrent des termes auxquels ils convenaient de capituler. Tout annonçait une bataille prochaine que le comte d'Enguien était bien loin de vouloir éviter, mais pour laquelle il voulait connaître le sentiment du roi, et pouvoir payer la solde de l'infanterie française, due depuis trois mois, ainsi que la paie des Suisses et des autres troupes étrangères, qui pourraient refuser de marcher au moment où l'on voudrait combattre. Il se décida donc à envoyer Montluc au roi, pour lui faire part de la position dans laquelle il se trouvait, et lui demander de l'argent et ses ordres.

Introduit dans le conseil, Montluc trouva de grandes oppositions sur la bataille, et le roi était à peu près le seul qui fût d'avis de la hasarder. Vous n'avez qu'un seul mot, disait Montluc au comte de Saint-Paul, *Si nous perdons*. Pourquoi ne pas dire plutôt : *Si nous gagnons?* et nous gagnerons en effet. Ce ton enthousiaste était encore celui des beaux temps de la chevalerie, il était fait pour plaire au roi; aussi s'écria-t-il : *Qu'ils combattent donc, et qu'ils soient victorieux.*

Montluc porta au camp français la permission de combattre, et la promesse que du Bellay le suivrait avec de l'argent pour payer les troupes.

Sur le bruit de la permission accordée au comte d'Enguien de livrer bataille, toute la jeune noblesse prit la poste pour se rendre en Piémont; Boutières même, qui s'était retiré dans ses terres, accourut, comme les autres, pour avoir part au combat. Mais ces dignes chevaliers ne s'en tinrent pas là; ils offrirent au général, qui manquait d'argent, tout ce qu'ils avaient apporté, et la circonstance le décida à l'accepter.

Cependant le marquis Dugaste, voyant les Français maîtres de Carmagnole, résolut d'al-

ler passer le Pô sur le pont de bateaux construit et fortifié aux Sablons par le comte d'Enguien, qui avait supposé être dans le cas d'en avoir besoin pour son retour. Dans la supposition où les Français s'avanceraient pour le défendre, il avait projeté de passer sur les derrières de Carmagnole, mettant entre lui et les Français des marais qui couvriraient son armée ; de traverser le Pô sur un pont dont il portait les pièces, de pénétrer dans le marquisat de Saluces, d'y prendre trente mille sacs de blé, d'en jeter la moitié dans Carignan, d'en garder le reste pour ses subsistances, d'enfermer l'armée française entre le Pô et le Torranno, où elle se consumerait faute de vivres ; de ruiner et brûler, dans le reste du Piémont, tout le plat pays, et, après avoir pourvu à la sûreté des places, de marcher vers Yvrée, où il serait renforcé de dix mille hommes ; de pénétrer dans la Savoie et la Bresse par le Val d'Aouste, de s'avancer jusqu'à Lyon pour y attaquer la France, tandis que l'empereur l'insulterait du côté de la Champagne.

Le général espagnol s'était mis en marche pour exécuter ce vaste plan, lorsqu'il rencontra sur ses pas, le 13 avril 1544, l'armée française qui arrivait sur les hauteurs de Cerisoles,

d'où elle commença à escarmoucher, après s'être mise en bataille, au lieu d'attaquer l'armée impériale avant que toutes ses troupes fussent arrivées.

Après avoir attendu inutilement pendant quatre heures, le comte d'Enguien se retira à Carmagnole, afin de donner à ses soldats quelques momens de repos, qui devenait nécessaire après une marche forcée pendant une chaleur excessive.

Le 14 avril il en partit, une heure avant le jour, pour reprendre son premier poste; mais il le trouva déjà occupé par l'ennemi, qui joignait alors à la supériorité du nombre l'avantage de la position. Malgré ces inconvéniens, le général français, obligé de céder à l'ardeur des soldats, qui demandaient à grands cris à combattre, les rangea en bataille. Il donna à Boutières l'aile droite, avec quatre-vingts lances, trois mille hommes d'infanterie conduits par Detaix, et un corps nombreux de cavalerie légère, qui obéissait à Determes; il se mit au centre avec deux cents lances, quatre mille fantassins de vieilles bandes gascones, et quatre mille Suisses; l'aile gauche fut confiée à Dampierre, avec quatre mille fantassins du comté de Gruyères, enclavé dans la Suisse, trois mille

Italiens, et quatre ou cinq cents archers à cheval. On plaça huit pièces de canon à la tête des Suisses, et autant à celle des Gruyériens. Martin du Bellay et Monneins furent chargés des fonctions d'aide-de-camp.

On donna à Montluc et à quelques autres capitaines sept ou huit cents arquebusiers pour couvrir la marche de l'armée, et amuser l'ennemi pendant qu'elle se formait.

La gauche de l'armée impériale était commandée par le prince de Salerne, avec dix mille fantassins napolitains et huit cents chevaux florentins conduits par Rodolphe Baglioné. Le général espagnol commandait, au centre, dix mille lansquenets aux ordres d'Alisprand de Mandruce, et huit cents chevaux; à la droite était Raimond de Cordoue, avec six mille hommes de vieilles bandes espagnoles et allemandes, et huit cents chevaux conduits par le prince de Sulmone; l'aile gauche, que le général regardait comme la plus faible, était placée sur la hauteur, et couverte par toute l'artillerie qui, de là, foudroyait l'armée française; il avait enjoint expressément au prince de Salerne, qui la commandait, de rester immobile jusqu'à nouvel ordre.

Le combat commença par les arquebusiers

des deux partis, qui se battirent quatre heures sans que les armées s'ébranlassent. Cependant le marquis Dugaste, voyant qu'il ne pouvait attirer les Français, marcha à la tête de huit cents chevaux, suivi des dix mille lansquenets qui formaient le centre de sa bataille : alors Detaix, qui commandait l'infanterie de l'aile droite, croyant ce moment favorable pour prendre en flanc ce corps qui s'avançait ainsi détaché de ses ailes, voulut marcher; mais du Bellay, qui était chargé de surveiller tous les mouvemens, s'étant apperçu que celui-ci découvrait le flanc des Suisses, obligea Detaix de retourner à son poste. Cependant, en s'avançant ainsi avec son corps de bataille, Dugaste eut bientôt masqué son artillerie : dès-lors les Suisses et les bandes gasconnes, qui s'étaient mis ventre à terre pour en éviter les effets, se lèvent, se serrent, forment une colonne, et tombent en masse sur les Allemands, sur lesquels ils eurent bientôt un grand avantage. Les Allemands combattaient avec de longues piques, qu'ils tenaient par le bout; les Suisses et les Gascons les portaient plus courtes, et les tenaient par le milieu.

Dès l'instant où ces deux corps furent aux prises, on pouvait sans danger attaquer le flanc

des Impériaux ; c'est ce que fit Boutières avec sa cavalerie, qui deux fois traversa les lansquenets d'un bout à l'autre. C'était peut-être trop oublier que l'ennemi pouvait aussi insulter le flanc de la colonne ou de l'aile droite de l'armée française. En effet, Baglioné, à la tête de ses huit cents chevaux florentins, tenta de le faire ; mais Determes, qui l'observait, marcha à lui avec ses chevaux-légers, culbuta du premier choc la cavalerie italienne, la renversa sur l'infanterie du prince de Salerne, et, ne regardant pas assez s'il était suivi, s'enfonça seul au milieu de cette troupe, où il fut renversé de son cheval et fait prisonnier : quant au prince de Salerne, observateur rigide des ordres qu'il avait reçus, il se borna à rallier ses troupes et à les rassurer.

Ainsi les succès de l'aile droite et du centre de l'armée française n'étaient pas douteux, tandis qu'à l'aile gauche, quoique Dampierre eût mis en fuite la cavalerie commandée par le prince de Salerne, les soldats de Gruyères et les Italiens, n'osant attendre le choc des vieilles bandes espagnoles et allemandes, avaient lâché le pied, et pris honteusement la fuite. En vain le comte d'Enguien, qui était accouru avec sa gendarmerie pour réparer ce désordre,

avait-il percé deux fois cette redoutable colonne, après avoir perdu l'élite de ses braves, il ne put réussir à retarder sa marche. Ne sachant point encore ce qui s'était passé au centre et à l'aile droite, qui lui étaient cachés par une colline, le comte crut que la bataille était perdue : résolu dès-lors à ne point survivre à cette défaite, il ne songeait plus qu'à vendre chèrement sa vie, lorsqu'il vit arriver à son secours des corps de cavalerie ; les Gruyériens eux-mêmes, honteux de leur fuite, revinrent se former derrière leurs officiers qui combattaient encore, et marchèrent contre ces vieilles bandes qui chantaient déjà victoire, mais qui, voyant marcher contre elles des troupes de tous côtés, commencèrent à se replier, toujours en ordre de bataille, et sans perdre leurs rangs. Cependant il fallait achever la défaite de cette troupe. On fit marcher contre ses flancs les Gascons et les Suisses, qui la harcelèrent pendant plus d'un mille de chemin; les Suisses sur-tout, se rappelant la manière dont ils avaient été traités à Mondovi par les Espagnols, s'animaient à la vengeance contre eux en criant *Mondovi !* et les massacraient impitoyablement. Ainsi la troupe du prince de Salerne, qui n'avait point reçu les ordres d'at-

taquer, et qui s'était échappée par des chemins détournés, fut la seule épargnée. On évalua la perte des ennemis à quinze mille hommes, parmi lesquels plusieurs officiers de distinction; quatorze pièces d'artillerie, la caisse militaire de l'armée, la vaisselle d'argent du marquis Dugaste et des principaux officiers, une forte somme d'argent monnoyé, les pièces du pont sur lequel le marquis projetait de passer le Pô, six à sept mille cuirasses, et le convoi destiné pour Carignan, que le commandant, Pierre Colonne, refusa, pendant dix jours, d'évacuer, et qui ne consentit à se rendre qu'après avoir épuisé absolument toutes ses munitions. Les historiens ne font monter la perte des Français, dans cette journée mémorable, qu'à deux cents hommes à peu près.

Ainsi, environ un siècle après, un prince du même nom, du même âge, et non moins grand général, acheva à Rocroy et dans les plaines de Lens la destruction totale de ces fameuses bandes espagnoles, auxquelles un de ses aïeux avait déjà fait essuyer un si terrible échec à Cerisoles.

Quelques historiens ont beaucoup blâmé le comte d'Enguien, arrivé le 13 sur les hauteurs de Cerisoles, de n'avoir point attaqué sur-le-

champ les Impériaux, dont l'armée n'était pas entièrement réunie, (le marquis Dugaste ayant commis la faute de laisser les Espagnols en arrière pour dégager une partie de son artillerie, qui était embourbée.)

Nous ne pensons pas de même. D'abord, l'armée française avait fait une marche forcée; les soldats étaient excédés de chaleur, ils avaient besoin de repos, et probablement de nourriture, et ce ne sont pas là les momens qu'il faut choisir pour combattre : ensuite, quoique les Espagnols n'eussent pas joint le corps de bataille, l'armée ennemie était encore supérieure en nombre à celle des Français. Nous pensons donc que la première faute faite par le comte d'Enguien, fut de quitter son camp pour se retirer à Carmagnole; la seconde, de n'avoir pas songé qu'en y restant, il pouvait et devait le fortifier pour y attendre les ennemis, et profiter contre eux de tous les avantages de la nature et de l'art; la troisième, d'avoir confié l'aile gauche aux Gruyériens et aux Italiens, sur lesquels il ne pouvait ni ne devait compter. Scipion lui avait laissé, dans sa conduite à Zama, un grand exemple à suivre; il avait mis au centre de son armée, et un peu en arrière, les Espagnols, dont il soupçonnait la

fidélité. A Cerisoles, le comte d'Enguien aurait dû prendre le même parti vis-à-vis des Gruyériens et des Italiens, et profiter des fautes que cette disposition peu usitée aurait pu faire commettre au général ennemi ; il aurait pu aussi placer devant son centre, ainsi disposé en arrière, la plus grande partie de son artillerie, qui se serait trouvée plus à couvert, et dont les coups auraient dû nécessairement éloigner les troupes qui auraient voulu attaquer le centre : enfin il aurait dû former une réserve, qui, dans tous les cas, lui aurait été d'un très-grand secours; il aurait pu la composer des chevaux-légers commandés par Determes, et des arquebusiers commandés par Montluc, qui aurait reçu ordre de venir se former avec eux, dès l'instant où les armées en seraient venues aux prises. Cette réserve aurait pu ou secourir ou renforcer les parties qui se seraient trouvées trop pressées par l'ennemi, ou se porter sur une des ailes, la dépasser, et prendre l'ennemi en flanc ou par derrière.

Dans tout le détail où nous venons d'entrer, que voit-on ? rien autre chose que des charges plus ou moins vigoureuses, de la bravoure personnelle dans les chefs comme dans les subalternes, mais aucune disposition qui

puisse faire honneur à la capacité des généraux.

Quelle démarche que celle du marquis Dugaste, venant attaquer avec un énorme bataillon de dix mille hommes, sur dix de profondeur, conduisant ce bataillon si vîte, que les rangs, les files, les intervalles étaient dans un tel désordre, qu'on y voyait, comme dit Montluc, de grandes fenêtres et des enseignes bien derrière, sans employer d'autre précaution que celle de faire couvrir un des flancs de cette phalange par huit cents gendarmes, qui paraissent ne lui avoir été utiles que pour sa retraite !

Quelle imprudence de la part du comte d'Enguien de charger, avec mille hommes au plus de cavalerie, cinq mille piquiers et arquebusiers !

Quelle disposition que celle de cette avant-garde, de ce corps de bataille, de cette arrière-garde composant trois corps très-séparés les uns des autres, n'ayant entre eux qu'une communication très-difficile, et telle que souvent la nature du terrain les rendait invisibles les uns aux autres !

Quelle méthode défectueuse d'entremêler ainsi l'infanterie avec la cavalerie ! quelle faute sur-tout de n'avoir point donné des réserves à chacun des corps !

Après une aussi grande victoire, il aurait été infiniment important de satisfaire les troupes sur la solde qui leur était due, de profiter de la haine contre les Espagnols qui se manifestait de toutes parts en Italie, de mettre à profit l'ardeur des troupes, la bonne volonté des Italiens, et la consternation des ennemis. On pouvait alors, sans grands frais, recouvrer le duché de Milan, et, en poussant jusqu'à Naples, obliger l'empereur de porter en Italie les troupes destinées à envahir la France.

Pour remplir ces vastes projets, le comte d'Enguien ne demandait point de troupes, mais seulement qu'on assignât à son armée des fonds certains qui ne fussent sujets à aucun retardement.

Le roi goûta beaucoup les idées du comte, mais il eut la sagesse de s'y refuser; il préféra, aux espérances séduisantes de faire des conquêtes en Italie, d'assurer la défense et la conservation du royaume; et, pour remplir cet objet, il retira de l'Italie douze mille hommes de vieilles troupes dont il avait besoin en France, n'y laissa que trois mille Suisses et quelques nouvelles milices, sans même fournir de quoi les soudoyer.

Malgré cet état d'abandon, le jeune prince

ne perdit pas courage. Aidé de Pierre Strozzi, l'un des principaux chefs de l'armée qui s'était formée à la Mirandole, il s'empara de Casal, d'une partie du Mont-Ferrat, du fertile pays des Langhes, qui nourrit son armée, et se disposait à pousser plus loin ses conquêtes, lorsque le marquis Dugaste, qui était plus embarrassé que lui, lui proposa une trève de trois mois, qu'il accepta, et qui fut confirmée par les deux souverains, occupés alors de plus grands intérêts.

L'empereur avait passé le Rhin, et dirigeait sa marche sur cette partie de la Champagne qui, contiguë à la Lorraine et aux trois Évêchés, manquait de places fortes, parce qu'elle semblait n'avoir rien à redouter d'un si faible voisinage.

Après avoir pris Ligny, qui lui était important pour favoriser les convois qu'il tirait de la Lorraine, sans s'arrêter à assiéger Stenay, il marcha droit à Saint-Dizier, où il ne s'attendait pas à trouver une aussi forte résistance. L'armée du roi, moins forte que celle de l'empereur, s'assemblait alors au camp de Jalon, en-deçà de la Marne, sous la conduite des deux fils de France et de l'amiral Annebaut : mais, dans la crainte d'être obligé à livrer une ba-

taille dont la perte aurait ouvert à l'empereur le chemin de la capitale, cette armée se tenait en-deçà de la Marne, et le dauphin put à peine en détacher quelque cavalerie avec un peu d'infanterie, sous les ordres de Brissac, pour fatiguer le camp de l'empereur, et ralentir les opérations du siége. Mais cet officier, forcé par la supériorité du nombre de troupes que l'on envoya contre lui, fut obligé de revenir à Châlons après avoir perdu une partie de son infanterie.

Cependant Saint-Dizier se défendait toujours; l'expérience et la bravoure des officiers qui s'y étaient renfermés suppléaient à la faiblesse de la place et de la garnison. L'empereur avait vu ses troupes d'élite repoussées dans un assaut général qui avait duré neuf heures, et, quelques jours après, les tranchées comblées, ses mineurs tués, ses travailleurs enlevés, et ses brèches réparées : il ne lui restait donc plus que de réduire par la famine cette intrépide garnison, lorsqu'une ruse, ou plutôt un faux ordre scellé du chiffre, sans doute contrefait, du duc de Guise, qui se trouvait alors auprès du roi, en décidant le comte de Sancerre à capituler, amena une trève de douze jours, qui donna occasion d'ouvrir des conférences pour la paix.

Le roi d'Angleterre, qui assiégeait déjà Montreuil et Boulogne, accepta les propositions du congrès ; mais l'empereur y fit proposer des conditions si dures, que les plénipotentiaires français se crurent obligés de se retirer. Dès-lors la trève étant expirée, la guerre recommença, et l'empereur se porta sur les bords de la Marne, dans l'intention de la passer. La marche de cette armée jeta l'épouvante dans Paris ; elle y devint encore bien plus forte au moment où l'empereur s'empara d'Épernay et de Château-Thierry, par l'inexécution des ordres donnés par le dauphin, et la trahison d'un capitaine qu'il avait envoyé à Épernay pour en rompre le pont et en évacuer les magasins : on en vint jusqu'à commencer des travaux pour envelopper Montmartre par de larges fossés, afin d'assurer sur ses hauteurs une retraite à l'armée du dauphin, qui, de là, aurait protégé Paris, et aidé à sa défense.

Heureusement l'empereur, de son côté, n'était pas sans inquiétude. La saison s'avançait, son armée s'affaiblissait à vue d'œil; celle des Français, campée alors à La Ferté-sous-Jouare, se renforçait tous les jours; le roi d'Angleterre, s'obstinant à la prise de Montreuil et de Boulogne, refusait constamment de venir le join-

dre : d'ailleurs, s'il attendait que les pluies d'automne rendissent les chemins impraticables, ou que la famine moissonnât la fleur de ses troupes, il s'exposait à fuir encore une fois sans conserver un seul hameau en France.

Ces considérations décidèrent l'empereur à renouer des conférences, qui se tinrent à Crespy, au grand dépit des troupes françaises, qui, connaissant leurs forces, et commençant à s'appercevoir de la situation fâcheuse de l'ennemi, brûlaient du desir de l'attaquer.

Néanmoins le roi ne fut arrêté par aucune considération, et, subjugué par la duchesse d'Étampes, il consentit à des conditions qui lui faisaient sacrifier l'état au duc d'Orléans, et qui parurent tellement onéreuses au dauphin dont on exigea la signature, qu'après l'avoir donnée, il se crut obligé de protester devant deux notaires et un grand nombre de témoins.

On peut excuser peut-être la conduite des deux souverains dans cette occasion, par l'empressement qu'ils devaient mettre l'un et l'autre à consentir à des conditions qui les tiraient sur-le-champ de la position embarrassante où ils se trouvaient, résolus qu'ils étaient sans doute l'un et l'autre de ne point accomplir le traité.

Après la légère esquisse que nous avons cru devoir donner ici de la campagne de l'empereur en Champagne, nous ne saurions nous refuser au desir de rappeler à nos lecteurs celles des Prussiens et des Impériaux en 1792, à peu près sur le même terrain, avec le dessein, comme l'avaient eu leurs ancêtres, de marcher d'abord sur Paris, et ensuite d'envahir la France.

Dans l'époque moderne, Longwy ne fit pas meilleure défense que Ligny dans l'époque ancienne; mais le commandant Baurepaire fut bien loin de se défendre à Verdun, comme le comte de Sancerre l'avait fait à Saint-Dizier; sans doute cela lui eût été plus difficile, vu les progrès de l'art de l'attaque, et la faiblesse des défenses de Verdun. Cependant, au lieu de se donner la mort, s'il se fût borné à mettre le feu aux magasins des vivres en pain et en fourrage, qui se trouvaient alors à Verdun, les Prussiens, qui trouvèrent à s'y alimenter pendant vingt-sept jours, n'auraient pu s'éloigner de cette ville, et pénétrer dans les plaines de la Champagne. Cette faute commise, on se comporta, je crois, plus militairement qu'on ne le fit sous François Ier, qui resta en-deçà de la Marne, au lieu que nos troupes marchèrent

droit à Sainte-Ménehould. On était plus à même, par là, de secourir la Lorraine et d'intimider l'ennemi, qui aurait voulu se jeter sur Reims pour marcher sur Paris : si on était obligé de reculer et de se retirer en-deçà de la Marne, on ne laissait plus devant soi qu'un pays dévasté, et n'offrant aucune ressource à l'armée qui serait venu l'occuper. D'ailleurs, cette position, plus hardie, aurait dû tranquilliser davantage les esprits, et donnait de plus grands moyens pour réunir, former et aguerrir les citoyens qui accouraient de toutes parts pour défendre leur patrie ; et cependant, malgré toutes ces précautions, la peur ne s'empara pas moins de l'esprit des Parisiens, que des hommes atroces imaginèrent de tranquilliser par des massacres trop pénibles à rappeler, et, à peu près comme sous François Ier, par des prétendues fortifications, aussi ridicules qu'elles auraient été insuffisantes.

Cependant, quoique les Allemands modernes n'eussent pas eu des succès comme sous Charles-Quint, qu'ils ne se fussent pas avancés jusqu'à Château-Thierry, qu'ils eussent été arrêtés à Varennes par les sages dispositions du général Kellermann, la dyssenterie, les maladies, la conviction qu'ils eurent trop tard que tous les

Français n'accouraient pas au-devant d'eux, et on doit ajouter quelques considérations politiques,[1] les décidèrent à se retirer d'un pays où ils auraient infailliblement perdu la plus grande partie de leur armée; mais, dans cette dernière circonstance, aucun traité, aucune trève ne favorisait la retraite des Impériaux et des Prussiens; et l'on peut croire que, si le général Dumouriez, au lieu de venir à Paris, au lieu de faire filer la majeure partie de l'armée vers la Belgique, eût marché, de concert avec le général Kellermann, à la suite des ennemis, il en eût bien peu échappé. D'ailleurs, en prenant ce parti, les armées françaises auraient facilement gagné les bords du Rhin, l'auraient traversé, et, en portant la guerre dès cet instant en Allemagne, auraient délivré la France des ennemis qui vinrent depuis, d'un côté, jusqu'aux portes de Strasbourg, et, de l'autre, jusqu'à celles de Péronne et de Dunkerque.

La conjuration de Gènes venait d'échouer.[2] La paix étant conclue entre l'empereur et François Ier, le roi d'Angleterre se décida dès-lors

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (71).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (72).

à en faire autant avec ce prince, événement qui précéda de bien peu de temps la mort de l'un et de l'autre, Henri le 28 janvier 1547, François Ier le 31 mars de la même année.

Ce roi fut en tout la victime du bonheur de Charles-Quint; il laissa, en mourant, une discorde trop durable entre la maison de France et celle d'Autriche.

On reproche à ce prince le supplice de Semblançay, l'oppression de Bourbon, la faveur de Bonnivet, des généraux nommés par l'amour, traversés par la haine; l'autorité souvent déposée en des mains étrangères, l'empire de la duchesse d'Angoulême, celui non moins étonnant de madame de Châteaubriant, les intrigues de la duchesse d'Étampes dans la campagne de 1544 impunies, les ministres placés ou déplacés au gré de la maîtresse régnante, l'exil de Montmorenci; enfin on reproche à ce prince ce que l'histoire peut reprocher à presque tous les monarques : légéreté, insouciance, entêtement, despotisme, déprédation, cruauté, injustice, orgueil, etc.....

FIN DU LIVRE DIXIÈME.

SOMMAIRE

DU LIVRE ONZIÈME.

Mort de Luther. — Concile de Trente. — Mort de Paul III. — Jules III est placé sur le trône pontifical. — La guerre recommence en Italie. — Bataille de Neuberg. — Prise de Toul, Metz et Verdun. — Paix de Passau. — L'empereur est obligé de lever le siége de Metz. — Les Siennois recouvrent leur liberté. — Bataille de Muriano perdue par les Français. — Brissac prend Yvrée et surprend Casal. — Formation en France des églises réformées. — Mort de Jules III. — Exaltation de Paul IV. — Défense de Sienne par Montluc. — Remontrances du parlement de Paris contre l'inquisition. — Le duc d'Albe est obligé de lever le siége de San-Yago. — Ligue avec le pape. — Abdication de Charles-Quint. — Sa mort. — Le duc de Guise entre en Italie pour attaquer le royaume de Naples. — Trompé par les neveux du pape, il s'apprêtait à repasser en France; il en reçoit l'ordre après la perte de la bataille de Saint-Quentin. — Ce général s'empare de Calais, de Guines, de Ham. — Le roi d'Espagne consent à des conférences à Cercamp. — Le duc de Sessa se retire dans le Milanais. — Mort de Marie, reine d'Angleterre. — Élisabeth lui succède. — Les conférences se reprennent à Cateau-Cambrésis. — On y signe la paix. — Mort d'Henri II.

LIVRE ONZIÈME.

Depuis l'avénement d'Henri II au trône jusqu'à la paix du Cateau-Cambrésis.

Du 1er avril 1547 au 3 avril 1559.

Luther était mort à Eisleben, lieu de sa naissance, le 18 février 1546, à l'âge de soixante-trois ans. Son systême religieux faisait les progrès les plus rapides; près de la moitié de l'Allemagne avait secoué le joug de l'église romaine, la fidélité du reste s'ébranlait de toutes parts; la ligue de Smakalde donnait aux protestans une influence qui balançait celle de l'empereur, ils paraissaient unis autant pour le maintien de leur liberté que pour leur religion; enfin l'empereur avait donné une existence légale au protestantisme, dans l'assemblée de Nuremberg, en accordant à ceux qui professaient cette religion la liberté de conscience jusqu'à la tenue du concile général légitimement convoqué.

Les protestans avaient dû cette indulgence aux mahométans qui ravageaient la Hongrie; mais à peine le danger fut-il passé, que Charles-

Quint, oubliant les services qu'il venait de recevoir des protestans, s'occupa plus fortement que jamais des moyens d'anéantir le protestantisme. Dans cette vue, il engagea Paul III à assembler le concile de Trente, qui commença ses séances à la fin de l'année 1545, et dura dix-huit ans, sous le pontificat de cinq papes; cependant les protestans avaient déclaré que jamais ils ne regarderaient comme leurs juges des évêques convoqués, non pour examiner leur doctrine, mais pour la condamner : d'un autre côté, on comptait à peine quarante évêques à Trente, et le pape et l'empereur se pressaient si peu de faire augmenter leur nombre et de hâter leurs opérations, qu'on était forcé de se convaincre qu'ils s'occupaient l'un et l'autre d'objets plus importans pour eux.

La mort de François Ier avait donné à Charles-Quint des espérances qu'il ne vit jamais se réaliser. Non seulement il eut dans Henri II, successeur de François Ier, un ennemi redoutable, mais, dans ce même temps, les partisans de la nouvelle religion, en Allemagne, assemblaient contre lui une grande armée : pour la combattre, il fut obligé d'avoir recours aux Espagnols, et à l'argent et aux troupes du pape Paul III.

Avant cet événement, l'empereur, après avoir contribué en Italie à l'assassinat de Pierre-Louis Farnèze, duc de Parme et de Plaisance, fils naturel du pape Paul III, s'était emparé de Plaisance, et se serait mis en possession de Parme, si Camille Ursin, officier du pape, ramassant à la hâte quelques compagnies, n'eût fermé les portes et contenu les bourgeois.

Henri II s'était empressé de saisir cette occasion pour soulever l'Italie contre Charles-Quint; il avait envoyé à Rome le cardinal de Lorraine, afin de décider le pape à former une ligue qui fût d'abord défensive, mais que le cardinal voulait rendre offensive et générale. Les Vénitiens, à la nouvelle de la prise de Plaisance, avaient tenu des conseils, et s'étaient préparés à la guerre. A Naples, cinquante mille hommes avaient pris les armes, et auraient massacré tous les Espagnols, s'ils n'eussent pris la précaution de se renfermer dans la citadelle : les chefs de la révolte s'étaient réfugiés à Rome, ils y sollicitaient vivement la protection du pape et celle du cardinal de Lorraine. On avait besoin de la marine vénitienne pour tenir la mer, et entreprendre avec succès de soutenir les Napolitains. Le pape se chargeait d'obtenir leur adhésion : à leur défaut,

on devait avoir recours au pirate Dragut. Mais toutes ces dispositions hostiles n'étaient qu'apparentes; elles exigeaient, avant de compter sur elles, et de pouvoir en faire une ligue offensive, que l'on examinât les choses avec plus de réflexion. Le cardinal de Lorraine fut donc obligé de proposer de revenir en France pour y soumettre ces différens objets au roi et à son conseil, afin de prendre des résolutions qui ne fussent pas inconséquentes et prématurées.

A peine cependant le cardinal de Lorraine avait-il quitté la cour de Rome, que le ressentiment si profond du pape avait fait place à des sentimens plus doux. Aucune des conditions de la ligue défensive n'avait été exécutée; et, malgré cette conduite, on se persuada à la cour de France que le pape ménageait l'empereur par timidité, et qu'à la vue d'une armée française au-delà des monts, ayant le roi en personne à sa tête, le saint père reprendrait bientôt ses premiers engagemens, peut-être même irait-il plus loin. On fit donc marcher secrètement plusieurs détachemens de troupes vers le Dauphiné. Le roi prétexta de vouloir visiter ses provinces; mais, arrivé en Italie, il s'apperçut bientôt à quel point il s'était abusé sur le compte du pape; et, tandis qu'il délibé-

rait sur la conduite qu'il avait à tenir, un soulèvement dans la Guienne et une sédition à Bordeaux, à l'occasion de la gabelle, l'obligèrent à renvoyer promptement en France les troupes dont il s'était fait accompagner, et à y revenir lui-même.

Une année après, le pape Paul III, n'ayant pu ramener à ses devoirs Octavio, son petit-fils, qui s'était jeté dans les bras des officiers de l'empereur, expira le 10 novembre 1549, déplorant son excessive indulgence pour ses proches, la seule tache, en effet, qui eût terni la gloire de son pontificat.

La France ne sentit pas assez la perte qu'elle venait de faire, s'étant flattée mal à propos de pouvoir disposer de la tiare en faveur d'un homme qui lui serait entièrement dévoué. Après des perfidies, des cabales, des intrigues, des empoisonnemens, le choix tomba enfin sur le cardinal Delmonté, qui, sous le nom de Jules III, affecta d'abord en public de grandes obligations à la France, et n'en consentit pas moins aux desirs de l'empereur sur le retour du concile à Trente, sur l'assurance de la possession de Parme à Octavio, etc.

Cependant celui-ci, n'étant point en état de soutenir une garnison à Parme, toujours me-

nacé par les troupes de l'empereur, s'adressa inutilement au pape, qui s'était engagé à la soudoyer. On avait persuadé à Jules qu'il était de son intérêt de faire tomber Parme entre les mains de l'un de ses neveux, afin d'être plus à même d'obtenir de Charles-Quint qu'il traitât favorablement le saint siége. Les Farnèze, ayant donc insisté inutilement, prirent le parti de se jeter dans les bras de la France.

A cette nouvelle, Jules, naturellement emporté, se livra aux plus violens transports de colère; mais, n'ayant pu résoudre les Farnèze à changer de résolution, il voulut entrer en négociation avec Henri II, qui reçut très-mal le nonce du pape, et finit par lui dire que *le saint père se repentirait bientôt de ce qu'il avait fait.*

Accablé d'une réponse aussi dure, Jules ne manqua pas, comme on l'avait bien prévu, d'avoir recours à l'empereur, qui exigea de lui de citer Octavio Farnèze, et, s'il ne comparaissait pas, de le déclarer rebelle, de confisquer ses biens, et de commettre l'exécution de la sentence à l'empereur, qui était l'avoué et le défenseur du saint siége. Si la France gardait le silence, la guerre devait être bientôt terminée; si, au contraire, elle prenait parti

pour les Farnèze, elle perdrait alors infailliblement la Mirandole, dont elle s'était injustement emparée, et dont l'empereur, en qualité de suzerain, songeait à disposer en faveur d'un des neveux du pape.

En effet, il était bien difficile à la France de faire parvenir aucun secours direct dans le duché de Parme, séparé du Piémont par toute la longueur du Milanais. La première tentative que l'on fit à cet égard eut le succès le plus malheureux. Il y avait dans le Piémont cinq compagnies italiennes dévouées au service de France ; le connétable imagina qu'à la faveur de la paix, qui n'était pas encore rompue, ces troupes pourraient, en les séparant par petits pelotons, traverser le duché de Milan, et se rendre dans celui de Parme. En vain le maréchal de Brissac, qui commandait en Piémont, représenta que c'était envoyer ces braves gens à la boucherie, le connétable persista; il fallut obéir : mais les craintes du maréchal ne tardèrent pas à se réaliser. Ferdinand Gonzague, instruit de ce projet par ses espions, avait posé sur toutes les routes des sentinelles et des corps-de-garde, dont les soldats, tombant sur ces malheureux sans défense, les hachèrent en pièces, ou les mirent à la chaîne, pour servir,

en qualité de forçats, sur les galères d'André Doria.

Brissac, informé d'une conduite aussi barbare et aussi contraire aux droits des gens, arrêta, par représailles, l'évêque d'Astorga, qui traversait le Piémont, et envoya un trompette à Ferdinand de Gonzague, avec une sorte de cartel, dans lequel il lui reprochait la cruauté exercée de sang froid contre de malheureux soldats qui, sur la foi publique, traversaient le Milanais pour rentrer dans le sein de leur famille, et, en lui annonçant la disposition où il était d'user de représailles sur les sujets de l'empereur, il le rendit responsable aux yeux de l'Europe de l'infraction de la paix, et de tous les malheurs qu'occasionnerait une nouvelle guerre entre les deux souverains. Gonzague feignit de n'avoir aucune connaissance de ce qui venait de se passer.

Cependant le pape, entraîné par ses neveux, obsédé par les ministres de l'empereur, faisait des préparatifs de guerre; et, bientôt après, ses troupes, jointes à celles de l'empereur, occupèrent la place de Bersello, qui appartenait au cardinal de Ferrare, et qui servait d'entrepôt pour faire passer des blés du Ferrarois dans le Parmesan.

Après cette démarche, Gonzague s'empara de Calistrano, de Tizanno, de Torchiara, de Felino, de Colorno, et s'approcha des murs de Parme. Une troupe de volontaires français que l'amour de la gloire avait attirés dans cette ville, ayant tenté une sortie faite avec plus de courage que de prudence, avait été enveloppée et taillée en pièces, et Parme se trouvait dans le péril le plus imminent, lorsque Pierre Strozzi, qui venait de rassembler ses vieilles bandes et de les augmenter, parvint, après une marche aussi savante que hardie, à tomber sur un quartier de l'armée de Gonzague lorsqu'on le croyait éloigné de plusieurs journées, à le culbuter, et à entrer triomphant dans Parme, qui néanmoins resta toujours bloquée, et qui allait être forcée de capituler faute de vivres, si la garnison de la Mirandole n'avait pas contribué à la tirer d'embarras.

Le jeune Horace Farnèze, gendre du roi, et Saint-Gelay, seigneur de Laussac, informés que Delmonté avait retiré toutes les garnisons des places du territoire de Bologne pour en grossir son armée, allèrent le mettre à contribution. Le pape, informé de cette incursion, envoya dès-lors les ordres les plus précis à son neveu Delmonté, afin qu'il quittât sur-le-champ

le territoire de Parme pour courir, avec toutes ses troupes, à la défense du patrimoine de l'Église, et contenir la garnison de la Mirandole. Gonzague voulut en vain s'opposer à ce départ, l'ordre était précis ; alors, dans la crainte que la séparation totale des deux armées ne produisît un refroidissement entre les deux souverains, il garda avec lui une partie des troupes de l'Église, et la remplaça par un corps mieux discipliné de troupes impériales. Paul de Terme, informé de cet arrangement, s'empresse de faire savoir à Gonzague que, si les troupes impériales agissaient hostilement sur les terres de la Mirandole, qui appartenait incontestablement au roi, tout traité serait enfreint, et la guerre serait ouverte entre les deux souverains. Malgré ces observations, les troupes impériales mirent tout à feu et à sang sur le territoire de la Mirandole, et le roi saisit cette occasion pour envoyer ordre à ses généraux d'attaquer, par droit de représailles, les sujets de l'empereur par-tout où ils pourraient les rencontrer.

Le maréchal de Brissac, prévoyant que la guerre ne tarderait pas à se déclarer, s'était préparé de longue main à tirer un parti avantageux des premières hostilités, sous prétexte

d'exercer ses troupes qu'une longue paix et la vie sédentaire des garnisons avaient engourdies, mais, dans la réalité, pour mettre en défaut les espions que Gonzague entretenait dans le Piémont. Il les tint dans un mouvement perpétuel, les obligeant à faire une marche de deux lieues avant le déjeûner, et les chargeant quelquefois de pain pour deux ou trois jours, quoiqu'elles dussent rentrer le soir dans la garnison. Avec des troupes ainsi exercées, Brissac, ayant reçu les ordres du roi, projeta de surprendre, la même nuit et à la même heure, Quiers, Quiéras et Saint-Damiens, qui tenaient le Piémont dans une continuelle sujétion. Vassé escalada les murs de Saint-Damiens, Gordes fut moins heureux à Quiéras, Brissac s'empara de Quiers le troisième jour.

A cette nouvelle, Gonzague quitta le blocus de Parme, qu'il confia à Jean-Jacques Medequin, marquis de Carignan, pour marcher vers le Piémont avec une partie de l'armée : mais, en arrivant dans une saison avancée, avec des troupes fatiguées, sans magasins ni aucuns préparatifs, Gonzague n'osa pas même tenter d'attaquer les deux places que Brissac venait de lui enlever; et Medequin, trop faible, perdant tous les jours du terrain devant la garnison

de Parme, fut obligé de lui abandonner la campagne, et successivement plusieurs forts, qui servirent à assurer le retour de l'abondance à Parme : d'un autre côté, la garnison de Mirandole n'avait presque rien à redouter; les chefs et les soldats, pleins de courage et de bonne volonté, faisaient des sorties presque toujours heureuses.

Le cardinal de Tournon, qui s'était retiré à Venise, levait en son propre nom de nouvelles compagnies, qu'il faisait passer aux deux places assiégées. Les Vénitiens, les ducs de Ferrare, de Mantoue et d'Urbin, sachant combien il leur importait que ces places ne tombassent pas au pouvoir de l'empereur, favorisaient les Français en ce qui ne contrevenait point formellement à la neutralité.

Après ces différens événemens, Jules comprit combien cette guerre serait fâcheuse pour lui. Depuis trois ou quatre mois qu'elle durait, il avait épuisé son crédit, mis en gage les pierreries de sa couronne, et ne voyait personne qui voulût seulement lui avancer 10,000 écus; l'empereur ne remplissait point ses engagemens, il ne payait pas même ses troupes. Ainsi, livré tour à tour à la colère et à la crainte, au repentir et à la honte, voulant la paix, et rou-

gissant de la demander, le pape écrivit, de sa propre main, au roi une longue lettre qui peignait au naturel les divers mouvemens dont son ame était agitée. Cette lettre arriva dans une conjoncture favorable. Depuis que la guerre était ouverte directement avec l'empereur, celle de Parme n'avait plus d'objet, et coûtait des sommes qu'on pouvait mieux employer ailleurs. Ainsi on tira parti de l'impuissance naturelle de Jules, et on lui fit signer une trève de deux ans, à laquelle la maison de Farnèze dut son salut et toute sa grandeur ; elle fut confirmée par l'empereur, à cause de l'affreuse position où il se trouvait, et le besoin pressant qu'il avait de rappeler ses troupes autour de lui.

En vain Charles-Quint avait-il gagné l'éclatante victoire de Neuberg, le 24 avril 1547, le nouvel électeur de Saxe, Maurice, s'était mis à la tête de la ligue, et l'empereur, sur le point d'être fait prisonnier avec son frère, avait fui en désordre par les détroits d'Inspruck, tandis qu'Henri II se saisissait de Metz, Toul et Verdun.

Cependant les troubles de l'Allemagne paraissaient appaisés par la paix de Passau, qui assura la liberté du corps germanique. Les

principaux articles étaient l'intérim supprimé, l'empereur devant assembler une diète pour terminer les disputes de religion, les protestans devant jouir, en attendant, d'une entière liberté de conscience; les assesseurs de la chambre impériale devant être tirés indifféremment des deux religions; et, si, dans la diète prochaine, les esprits ne pouvaient pas se concilier, la transaction présente devait être regardée comme une loi de l'Empire.

De pareils gages de sûreté étant donnés aux protestans, Charles crut pouvoir profiter de ce moment pour reprendre Metz; et, quoique possesseur du Mexique, il fut obligé d'emprunter 200,000 écus d'or au duc de Florence. Avec cette somme, il leva une armée formidable; il marcha vers la France, investit Metz, et fut obligé d'en lever le siége après soixante-cinq jours d'attaques inutiles, et la perte du tiers de son armée.

Tandis que Charles-Quint était obligé de s'éloigner des murs de Metz, et de se retirer à Bruxelles, le maréchal de Brissac lui enlevait, dans la Lombardie, les villes d'Albe et de Verue. Ferdinand Gonzague levait honteusement le siége de Saint-Damiens, Doria était battu par Dragut, et la mauvaise conduite de

don Fernand de Mendoza lui faisait perdre Sienne.

Cette ville, comme la plupart des grandes cités d'Italie, s'était long-temps gouvernée en république; mais, craignant de tomber sous la domination de Côme de Médicis, duc de Florence, la faction populaire, qui l'emportait sur celle des nobles, réclama la protection de Charles-Quint, et reçut dans la ville un petit corps de soldats espagnols, envoyé pour maintenir l'exécution des lois et la tranquillité publique. Une fois établi dans la ville; Mendoza, ambassadeur de l'empereur à Rome, qui commandait ces troupes, persuada à la multitude, toujours crédule, de bâtir une citadelle, afin de garantir la ville pour jamais des entreprises du duc de Florence. Cette construction fut poussée avec la plus vive activité; mais, avant que la forteresse fût achevée, Mendoza leva le masque: non seulement il parla en maître, mais il désarma tous les citoyens, et les soldats de la garnison, mal payés, furent mis à discrétion chez les habitans, où ils se livrèrent aux excès les plus révoltans.

Les Siennois, convaincus alors qu'il fallait se débarrasser des Espagnols avant la confection totale de la citadelle, s'adressèrent aux

ministres du roi de France en Italie, et leur persuadèrent facilement le tort qu'ils feraient aux affaires de l'empereur, en s'occupant de la délivrance de leur patrie, entreprise qui ne pouvait être ni longue ni dispendieuse. Il suffisait de huit à neuf cents hommes, et la liberté du passage sur les terres du saint siége, et ils s'engageaient à faire nommer le roi protecteur et suprême administrateur de la république. Ce projet agréé par le roi, Loussac se rendit à Rome, où ayant obtenu sans peine du pape le passage des troupes françaises par ses états, elles se présentèrent inopinément aux portes de Sienne, qui leur furent ouvertes et abandonnées par les Espagnols, qui évacuèrent bientôt après la citadelle que les Siennois rasèrent jusqu'aux fondemens.

Pendant ces événemens, Brissac soutenait en Italie la réputation des armes françaises autant par ses talens que par le mérite des officiers qui le secondaient. Des capitaines, l'enthousiasme et la soif de la gloire s'étaient communiqués jusqu'au dernier des soldats; ils ne connaissaient plus aucun péril, et leurs chefs étaient bien plus occupés à les arrêter qu'à échauffer leur courage. Avec de tels officiers et de pareils soldats, il s'empare aisément des châteaux de

Cève et de Courtemille, qui lui ouvraient un chemin jusqu'à Savone : tandis qu'il attirait de ce côté les principales forces et toute l'attention de l'ennemi, il traverse avec un détachement le Piémont, vient de nuit surprendre Verceil, pille le palais ducal, et se retire avec un butin estimé plus de 100,000 écus.

Du Piémont, la guerre s'était étendue jusque dans la Toscane. Par les secours accordés aux Siennois, Paul de Termes, arrivé à Sienne après la destruction de la citadelle, avait exhorté les citoyens à travailler sans relâche à fortifier leur place, pour se mettre à l'abri de la vengeance éclatante de l'empereur, qui ne manquerait pas de vouloir en tirer une de l'affront qu'ils venaient de lui faire essuyer. Ce prince avait en effet donné ordre à Pierre de Tolède, vice-roi de Naples, de marcher avec toutes ses forces contre les rebelles. Le grand âge de don Pèdre et les fatigues du voyage l'ayant conduit en peu de jours au tombeau, son fils lui succéda dans le commandement de l'armée, qui, après la jonction des corps, se trouva monter à vingt mille hommes de pied, et à deux mille de cavalerie. Paul de Termes, hors d'état de tenir la campagne contre des forces si supérieures, dispersa une partie de son infanterie

dans les différens forts qui pouvaient arrêter l'ennemi quelques jours, et ne s'attacha qu'à fortifier Sienne et Mont-Alcin. Il trouva dans les citoyens toute la bravoure et la bonne volonté qu'il pouvait desirer; les femmes même voulurent participer à la gloire de défendre leur patrie : quatre des principales de la ville levèrent chacune une bannière, et, suivies de trois mille autres, elles allèrent donner l'exemple du travail.

Cette ardeur générale rendit inutile, pendant tout l'hiver, les attaques des Impériaux. A l'entrée du printemps, et dès l'instant où l'escadre des Turcs et des Français, qui avaient hiverné dans les ports du Levant, commença à tenir la mer, don Garice fut obligé de marcher à la défense du royaume de Naples, et ne laissa dans le territoire de Sienne que les troupes du duc de Florence et celles amenées du duché de Milan par le marquis de Marignan. Cependant les Turcs, n'ayant osé, malgré les vives instances du duc de Salerne, hasarder une descente à Naples, s'avancèrent sur les côtes de la Toscane, où les Français prirent à leur bord Paul de Termes et toutes les bandes françaises et italiennes qui étaient à la solde de la France. Il fut remplacé à Sienne par le maréchal

Strozzi, parent de la reine, qui était personnellement intéressé à se venger de Côme de Médicis, le tyran de sa patrie et le destructeur de sa maison : on lui adjoignit, pour le seconder, Blaise de Montluc, qui arriva heureusement à Sienne, suivi de deux ou trois enseignes de Gascons et de Provençaux.

La flotte sur laquelle s'était embarqué Paul de Termes, après avoir pillé l'île d'Elbe qui appartenait au duc de Florence, vint débarquer dans l'île de Corse, soumise alors aux Génois. On prit toutes les villes susceptibles de quelque défense avec une telle rapidité, qu'il ne restait plus aux Génois, dans toute l'île, que la place de Calvi, lorsque le départ précipité des Turcs et l'arrivée de Spinola, à la tête d'un corps considérable de troupes génoises, forcèrent le général français à renvoyer le siége au printemps suivant.

Après l'arrivée de Montluc, Pierre Strozzi, se trouvant à la tête d'une armée de douze mille fantassins et de mille à douze cents chevaux, résolut non seulement de tenir la campagne contre les forces du marquis de Marignan, mais encore de lui livrer bataille, et de transporter la guerre sur le territoire de Florence, bien convaincu que Côme avançait la

solde de l'armée du marquis de Marignan, et qu'il en dirigeait les opérations, dans l'espérance qu'il aurait sa part des conquêtes qu'elle pourrait faire. Il fut d'ailleurs instruit que l'on travaillait à débaucher les soldats de son armée, et sentit combien il était important de battre le marquis de Marignan, afin d'embarrasser le duc de Florence, et de lui ôter les moyens d'employer ses finances à corrompre ses troupes. Malheureusement, en cherchant à joindre le marquis, Strozzi s'approcha trop imprudemment de son camp, près de Marcianno; et, faute d'avoir pris les précautions ordinaires de le faire reconnaître avant de s'en approcher, ce ne fut qu'à sa vue qu'il fut convaincu de l'impossibilité de le forcer, d'obliger le marquis d'en sortir pour combattre, et enfin de ne pouvoir tenir lui-même, faute de subsistances, dans la mauvaise position où il venait de se jeter. D'un autre côté, comment oser se retirer devant une armée plus forte, commandée par un général habile? Montluc proposa le seul moyen à prendre, qui était de profiter de l'obscurité de la nuit pour effectuer cette retraite, bien assuré qu'à la pointe du jour l'armée française serait déjà trop éloignée pour que le marquis de Marignan entreprît de la suivre

avec le moindre succès. Mais, excessivement jaloux de sa réputation, Strozzi, ne voulant pas donner à son rival le prétexte de se vanter qu'il l'avait fait fuir devant lui, se décida à lever son camp en plein jour; et, à cette faute, il joignit celle de faire partir son artillerie pendant la nuit, et de se priver par là d'un puissant moyen d'assurer sa retraite.

A peine l'armée française s'était-elle mise en mouvement, qu'elle fut harcelée par les chevaux-légers et les arquebusiers du marquis de Marignan, qui ne tarda pas à se mettre lui-même à sa poursuite avec son artillerie et le reste de son armée.

Continuellement arrêté dans sa marche, Strozzi crut qu'il devait profiter d'un ravin qu'il venait de passer pour ranger son armée en bataille, et arrêter l'ennemi en le combattant. Dès le premier choc, trahi par un de ses principaux officiers, et abandonné de sa cavalerie, Strozzi, quoique blessé, vint se mettre à la tête de son infanterie; mais celle-ci, foudroyée par l'artillerie des ennemis, prise en flanc par sa cavalerie, malgré son acharnement à se défendre, ne put résister dès l'instant où elle vit emporter son général criblé de blessures. La perte de cette bataille entraîna celle

des bagages, de l'artillerie, de la moitié de l'infanterie, et laissa au marquis de Marignan la facilité de marcher sans obstacle jusqu'aux portes de Sienne. Dans la consternation où avait jeté la nouvelle de ce désastre, dans l'état d'abandon où allait se trouver la ville de Sienne, elle n'aurait opposé aucune résistance, si Montluc, qui était venu s'y jeter, ne fût parvenu à rassurer les esprits les plus timides, par sa prudence, ses discours persuasifs, sa vigilance et son activité.

Pendant que Montluc se défendait à Sienne, Strozzi, guéri de ses blessures, ramassait les débris de son armée, s'adressait à tous ceux qui pouvaient lui donner des secours, et surtout au maréchal de Brissac, dont la fortune continuait à seconder les talens. L'empereur, ayant écouté des délations contre Ferdinand Gonzague, l'avait remplacé par don Lopez de Figuéroa, homme sans réputation dans la partie militaire. Brissac, n'ayant pas tardé à reconnaître son incapacité, avait résolu de prendre Yvrée, capitale du Val d'Aoste, dont la conquête lui ouvrait une communication avec la Suisse. Toutes ses mesures se trouvèrent si bien prises, que la place fut investie, et réduite à capituler avant que personne se mît en mou-

vement pour la défendre. Après avoir ensuite emporté avec la même célérité la fort de Mazin, et quelques autres qui fermaient l'entrée de cette vallée, il donna ses soins à fortifier et à bien approvisionner la place de San-Yago, qui devait lui servir de poste avancé pour une expédition importante ; c'était la surprise de Casal. Salvoison, gouverneur de Vérue, s'était procuré une intelligence dans cette ville, et offrait de s'en rendre maître par une surprise nocturne. Dès que les fortifications de San-Yago furent achevées, Salvoison choisit le lundi gras, dans le dessein de surprendre Figuéroa, qui se trouvait à Casal ce jour-là pour y donner une fête aux dames de la ville; il monte des bateaux qui l'attendaient sur le Pô, descend ce fleuve, le fait traverser, à la hauteur de San-Yago, aux troupes qui devaient l'accompagner, et arrive, à trois heures après minuit, au pied des murailles de Casal : quelques soldats escaladent sans bruit, et, guidés par le maître d'école de Casal qui les attendait, ils entrent dans le premier corps-de-garde, égorgent tout ce qui s'y trouve, et ouvrent la porte la plus voisine au reste de la troupe. Salvoison la range en bataille, occupe la grande place et les principales rues, donne ordre aux

trompettes et aux tambours de répandre l'alarme, et aux soldats de crier *France !* La garnison, qui se présente par petites troupes, est bientôt repoussée; les plus sages gagnent la citadelle, où Figuéroa s'était réfugié en chemise : pendant le reste de la nuit, Salvoison se maintient en barricadant les rues qui communiquaient à la citadelle. A midi, le maréchal arrive avec de nouvelles troupes; il fait dresser sur-le-champ, contre la citadelle, quatre ou cinq canons saisis dans la ville, en attendant l'arrivée des siens, embarqués sur le Pô : l'attaque est si vive, que cinq cents Allemands, qui formaient la garnison, forcèrent leurs officiers à capituler.

Ce fut à cette époque que le maréchal reçut les demandes des Siennois pour leur envoyer du secours; mais il s'en fallait bien que sa position fût aussi heureuse qu'elle était brillante. Tandis qu'on prodiguait l'argent dans les expéditions infructueuses des Pays-Bas, plusieurs soldats, qui l'aidaient à exécuter de si hautes entreprises, marchaient pieds nus, et avaient pour habit une chemise sale qui se nouait autour du corps; il était dû quatre mois de solde aux Suisses, cinq aux bandes françaises, six aux italiennes, sept aux chevaux-

légers, huit à l'artillerie, et le peu de gendarmerie qu'il y avait à cette armée y servait pour la gloire, à ses propres dépens. Dans une pareille détresse, ne pouvant songer à secourir les autres, Brissac envoya des députés au roi, chargés de mettre sous les yeux du conseil un plan d'opérations dont il devait résulter, non seulement la délivrance de Sienne, mais aussi l'expulsion de Côme de Médicis de Florence. On ne douta point à la cour que Brissac ne tînt parole; mais, ayant entamé des pourparlers pour la paix, on ne voulut hasarder aucune dépense, ni permettre aucune tentative, avant d'avoir vu clairement le résultat des négociations.

A n'envisager la France qu'extérieurement, et sous ses rapports avec les puissances étrangères, rien n'annonçait encore qu'elle dût rechercher la paix : elle étonnait l'Europe par la promptitude et l'immensité de ses armemens, elle disposait souverainement du royaume d'Écosse, elle comptait l'île de Corse au nombre de ses provinces, elle dominait sur les deux mers, et projetait un établissement dans le Brésil, qui devait bientôt lui faire partager les trésors du nouveau monde; elle était affermie en Italie par la possession du Piémont, cou-

verte, du côté de l'Allemagne, par la conquête récente des Trois Évêchés et d'une partie du Luxembourg ; ses armées étaient nombreuses et disciplinées, et, à aucune époque, elle n'avait eu un aussi grand nombre d'excellens officiers. Mais, lorsqu'on venait à considérer ce que coûtait déjà cette supériorité apparente, quels efforts il fallait faire pour la soutenir, à combien d'abus et de désordres elle avait donné lieu, on s'appercevait aisément qu'on ne pouvait trop tôt terminer la guerre.

Indépendamment de l'aliénation d'une grande partie des domaines de la couronne, on avait, par des ventes successives, doublé ou triplé la vente de tous les offices, soit de finance, soit de justice. Ces provisions étaient délivrées à quiconque apportait la somme stipulée ; il s'ensuivait que les personnes opulentes pouvaient espérer quelque justice en la payant bien cher, tandis que les pauvres étaient constamment oubliés : ainsi les sommes considérables consacrées pour rendre la justice gratuite, tournaient au préjudice du peuple et à l'avilissement de la magistrature.

Le clergé, autre espèce de magistrature d'autant plus importante qu'elle domine sur l'opinion publique, et doit veiller sur les mœurs,

n'était ni mieux composé ni plus ménagé. Le haut clergé, qui aurait dû maintenir l'ordre et la discipline, abusait scandaleusement de ses richesses, et donnait l'exemple d'un luxe effréné, de l'oubli des devoirs, et de la dépravation dans tous les genres; le bas clergé, plongé dans la misère ou livré à l'intrigue, n'avait ni le courage ni la facilité de remplir convenablement ses fonctions : ainsi le peuple, sans pasteur et sans guide, croupissait dans l'ignorance la plus profonde, ou s'abandonnait au délire de la plus aveugle superstition.

De pareilles circonstances favorisaient singulièrement les progrès de la réforme, et les émissaires de Calvin acquéraient tous les jours une foule de partisans dans tous les ordres de l'état; les seules armes qu'on leur eût opposées étaient la terreur et les supplices, au lieu de mettre en usage une douce et sage persuasion. Ceux que la crainte forçait à s'éloigner formaient par-tout des germes qui ne tardaient pas à fructifier; ceux, au contraire, qui se faisaient un mérite de braver la mort par leur intrépide fermeté, en scellant de leur sang la doctrine qu'ils enseignaient, inspiraient de la pitié aux uns, de l'admiration aux autres, et à presque tous une dangereuse curiosité.

C'est de l'année 1555 qu'il faut dater la formation en France des églises prétendues réformées. Bientôt après on songea à procurer à cette religion un domaine et une principauté dans le nouveau monde; et, quoique cet établissement n'eût pas de succès, quoique la cour ignorât encore la formation des églises protestantes, les craintes qu'inspiraient les partisans nombreux de la réforme, jointes à l'épuisement du crédit et des ressources, rendaient toujours plus nécessaires la paix ou une trève. Pour arriver à ce but si important, on nomma des plénipotentiaires, qui s'assemblèrent dans un endroit près le bourg de Marq, à égale distance d'Ardres, de Calais et de Gravelines; mais, tandis que chacun des plénipotentiaires s'obstinait à défendre des prétentions qui ne pouvaient conduire ni à la paix, ni même à une trève, on reçut la nouvelle de la mort de Jules III, ainsi que celle de Marcel II, qui n'occupa le trône pontifical que vingt-quatre jours, et bientôt après l'exaltation du cardinal Caraffa, sous le nom de Paul IV. Cet événement put apporter quelques changemens apparens dans les conférences; mais, ce qui en occasionna la rupture totale, et confirma l'empereur dans sa mauvaise foi et ses intentions hostiles,

ce fut la nouvelle qu'il reçut de la prise de Sienne, événement pour la réussite duquel il est probable qu'il consentit aux conférences, les fit prolonger, et les rendit infructueuses.

En effet, tant qu'on s'était flatté en France que la paix pourrait se conclure, on commit la faute grossière de ne pas secourir Sienne, sous prétexte que cette ville ne devait pas rester à cette couronne; mais, puisque l'empereur en faisait continuer le siége, et que cette diversion lui était très-nuisible, il était bien naturel de penser que, dès l'instant où cette ville aurait été prise, ce prince deviendrait moins desireux de consentir à aucune trève.

Cependant Montluc, quoique oublié avec sa garnison, prolongea pendant huit mois sa défense; mais, lorsque toutes les provisions furent consommées, et que, chaque jour, des hommes tombaient morts d'inanition dans les rues, il ne s'opposa plus à ce que le sénat entrât en pourparlers, refusant cependant de prendre part à ce qui pourrait être décidé, résolu qu'il était de s'ouvrir un passage l'épée à la main, et de vendre chèrement sa vie. Cette résolution furieuse en imposa au marquis de Marignan; loin de disputer le passage à cette troupe, il eut l'attention de placer sur sa route des mulets

chargés de vivres, et vint, très-peu accompagné, complimenter lui-même Montluc et les braves qui s'étaient distingués sous lui pendant la durée du siége.

D'après une des clauses du traité, huit cents des plus considérables citoyens sortirent de Sienne avec la garnison française, et vinrent s'établir à Mont-Alcin, où ils transportèrent le siége de la république, sous la protection du roi de France.

Après la réduction de Sienne, l'armée s'était portée sur Porto Hercolé, le seul port de mer par lequel la nouvelle république pût entretenir une correspondance directe avec la France. Strozzi, qui connaissait toute l'importance de cette place, avait profité de la durée du siége de Sienne pour la mettre en état de défense, autant que le permettaient le manque d'argent et l'assiette de la place, dominée par trois collines.

A l'approche de l'ennemi, Strozzi ne jugea pas à propos de rester dans la place; il se contenta d'y laisser une forte garnison, qui, malgré sa bravoure, fut emportée d'assaut, et vit massacrer sous ses yeux les bannis de Florence qui avaient suivi la fortune de Strozzi.

Cet infortuné général, ainsi outragé dans sa patrie, ne fut point dédommagé en France;

poursuivi par la haine du connétable, il fut obligé de se retirer à Rome, et fut remplacé en Italie par Soubise Parthenay, qui ne devait pas se promettre d'être plus heureux, si le gouvernement ne prenait le soin de lui faire parvenir des secours suffisans en hommes et en argent.

Cependant l'Italie n'était pas le seul endroit où il fallait penser à envoyer des troupes et de l'argent; le Piémont, les frontières depuis l'Océan jusqu'au Rhin, ne méritaient pas une moindre attention. On eut donc recours, comme les années précédentes, à des impôts, à des aliénations de greniers à sel, à des créations d'offices, etc.; on en vint même jusqu'à des menaces de confiscation aux titulaires qui ne lèveraient pas sur-le-champ de nouvelles provisions qui devaient procurer de l'argent au trésor public. Enfin, comme l'on était inquiet du côté des protestans, et que l'on espérait les forcer à la tranquillité en les torturant et en les intimidant, on projeta d'établir l'inquisition; mais le parlement, qui ne s'était soumis à enregistrer les deux édits, dont l'un créait de nouveaux offices, et l'autre attaquait l'immobilité des charges, qu'avec la clause de l'exprès commandement du roi, fit des remon-

trances si fortes contre l'inquisition,[1] que ce projet ne passa pas, au moins pour le moment.

Ainsi les hostilités ne tardèrent pas à recommencer sur les frontières de la Champagne et de la Picardie, et devinrent beaucoup plus sérieuses en Italie, où les deux souverains projetaient de s'attaquer plus vivement cette année que les précédentes, par l'empressement qu'ils mettaient à y faire passer leurs meilleures troupes.

Ferdinand Alvarez de Tolède, le plus grand capitaine qu'eût produit l'Espagne depuis Gonzalve de Cordoue, trop connu par ses cruautés dans les Pays-Bas, indigné des pertes consécutives qu'essuyait la monarchie espagnole en Italie, et ne les imputant qu'à l'ignorance ou à la lâcheté des gouverneurs du Milanais, s'était vanté que, si on lui fournissait une armée de trente mille combattans, *il balaierait si bien, en deux campagnes, les Français de toute l'Italie, qu'il n'en resterait pas même la graine.* Cette forfanterie avait été rapportée au roi Philippe par Gômes de Silva, qui, jaloux de posséder seul sa confiance, avait saisi avidement une si belle occasion d'éloigner un rival

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (73).

redouté. Philippe, qui ne retirait rien de la cession anticipée que son père lui avait faite de ses états d'Italie, goûta le projet, le communiqua à l'empereur, et tous deux pressèrent le duc d'Albe d'accepter cette commission. On s'obligea à lui fournir trente mille hommes, une partie des sommes nécessaires pour leur entretien, et les pouvoirs les plus amples pour lever les impôts directs et indirects, pour suppléer à celles qu'on ne lui fournissait pas.

Afin de lui procurer l'avantage presque toujours décisif d'entrer le premier en campagne; et de prendre l'ennemi au dépourvu, l'empereur annonça que le duc d'Albe serait le chef des plénipotentiaires qui devaient assister de sa part aux conférences de Marck, et ne le remplaça par le duc de Médinacœli qu'au moment où il traversait l'Allemagne pour se rendre en Italie.

Le conseil de France n'avait point soupçonné la cause de ce changement subit de plénipotentiaires. Brissac, plus clairvoyant, parce que sa position le rendait plus attentif, fut le premier qui la devina : s'étant bientôt procuré des informations exactes sur le nombre et la qualité des troupes que ce nouveau gouverneur devait avoir à ses ordres, il sollicita ardemment des

secours qui lui devenaient d'une nécessité urgente, et prit avec les troupes qu'il avait déjà toutes les mesures que son expérience et ses lumières lui suggérèrent, pour ne pas essuyer des pertes avant qu'ils arrivassent.

La place de San-Yago était le poste le plus avancé dans le pays ennemi, et le premier par conséquent qui paraissait devoir être attaqué. Il engagea Bonnivet à s'y renfermer, distribuant ensuite la plus grande partie de ses forces dans Casal et les autres places qui avaient quelque chose à craindre; il se tint avec un camp volant au milieu de toutes ces places, prêt à se porter où sa présence serait nécessaire.

Le duc d'Albe, qui n'avait demandé que trente mille hommes pour exterminer les Français, se trouvait à la tête de trente-six mille, sans compter les pionniers et les hommes attachés à l'artillerie. Il dirigea d'abord sa marche sur Casal; chemin faisant, ayant été obligé de livrer l'assaut au petit château de Fressinel, et, l'ayant emporté, il fit pendre le capitaine, et envoya les soldats aux galères, cruauté barbare digne de son caractère atroce : il voulait inspirer l'effroi, il n'inspira que l'horreur. Après avoir tourné quelques jours autour de Mont-Ferrat, il se fixa enfin, comme l'avait

prévu Brissac, au siége de San-Yago. Les approches furent long-temps disputées, et lui coûtèrent beaucoup de monde. Le neuvième jour du siége, Ludovic de Biraque ménagea une sortie si à propos, qu'il blessa dangereusement don Raimond de Cordoue, grand maître de l'artillerie, encloua plusieurs canons, et en fit traîner deux dans la place. Quinze jours s'étaient écoulés, et l'ennemi avait déjà tiré deux mille huit cents coups de canons sans avoir pu gagner le fossé, lorsque le renfort dont Brissac ne cessait de solliciter l'arrivée parut au-delà des monts, précédé et suivi d'illustres volontaires.

Pour soutenir l'ardeur de cette bouillante jeunesse, Brissac promit de les mettre bientôt en présence de l'ennemi, quoiqu'il n'eût aucune envie de commettre à l'événement toujours incertain d'une bataille le fruit de tant d'années de travaux. Lorsque tous ses préparatifs furent achevés, et au moment où il marchait déjà, il écrivit à Bonnivet : dans sa dépêche, il exagérait ses forces, marquait le jour où il attaquerait les lignes du duc d'Albe, et lui prescrivait ce qu'il aurait à faire de son côté. Après avoir fait tirer plusieurs copies, il en remit une à différens messagers, chargés de traverser le

camp ennemi pour arriver à la place, bien convaincu qu'il y aurait au moins un d'entre eux qui serait arrêté. Cette ruse eut un plein succès. Le duc d'Albe, effrayé des forces de son ennemi, craignant d'exposer des troupes harassées et à moitié découragées contre l'élite de la noblesse française, de nombreux bataillons suisses, et ces vieilles bandes piémontaises devenues la terreur de l'Italie, leva le siége avec tant de précipitation, qu'il abandonna à l'humanité de l'ennemi plus de quatre cents malades, pour se retirer fort avant dans son gouvernement.

Content d'avoir réussi à faire lever le siége de San-Yago, le maréchal, au lieu de poursuivre le duc d'Albe, vint reprendre celui de Vulpian, qu'il avait interrompu quelques mois auparavant. Au moment où il allait commencer les opérations, il fut attaqué d'une maladie dangereuse qui l'obligea de se faire transporter à Turin : en partant, il laissa le commandement au duc d'Aumale, colonel général de la cavalerie légère, et lui remit, en présence des principaux officiers, un plan d'attaque qu'il avait formé sur la connaissance exacte de l'intérieur de la place, et le pria instamment de vouloir bien s'y conformer.

L'impatience des princes et l'amour-propre du nouveau général l'emportèrent sur ces sages conseils : peu de jours après le départ de Brissac, ils livrèrent un assaut, où ils furent repoussés après avoir perdu trois cents des meilleurs soldats de l'armée, et plusieurs braves officiers. A cette nouvelle, le maréchal, outré de colère, écrivit au duc d'Aumale et aux princes une lettre pleine de reproches, sur le peu d'égards ou plutôt le mépris offensant qu'ils venaient de lui marquer. Sensibles à cette réprimande, ils reprirent le plan d'opérations qu'ils se repentaient trop tard d'avoir abandonné, et gagnèrent en peu de jours les bords du fossé.

Le général espagnol, qui avait été forcé de congédier une partie de son armée faute de fonds pour acquitter leur solde, sentant quel tort la perte de Vulpian ferait à sa réputation, chargea don Manuel de Luna, l'un des plus braves et des plus sages officiers de son armée, d'introduire un renfort et des munitions dans la place. Instruit de cette résolution, le duc d'Aumale envoya, pour la faire échoner, Chatenier de la Roche-Posa, qui enleva le convoi, et défit si complètement l'escorte, que don de Luna entra presque seul dans la ville assiégée :

quelques jours après, les Français s'emparèrent de la ville et de la citadelle.

Cependant le duc d'Albe n'était pas resté dans l'inaction ; ayant reconnu l'importance du poste de Ponte Stura, il l'avait fortifié, et en avait fait en peu de jours une des meilleures places de la contrée. Au moyen de cette forteresse et de celle de Mont-Calve, il coupait aux Français toute communication avec le Mont-Ferrat, le Canavois et le fertile pays des Langhes ; il se mettait en même temps, par là, en état de leur enlever la moitié de leurs conquêtes, et les réduisait à ne pouvoir plus subsister dans ce qui leur restait qu'en tirant, à grands frais, toutes leurs provisions du Lyonnais et de la Bourgogne. Les Français, sentant les conséquences de cette entreprise, dès qu'ils se furent rendus maîtres de Vulpian, se portèrent sur Mont-Calve, où, au moyen d'intelligences, ils surprirent la ville, et eurent bientôt la citadelle par capitulation : parmi les officiers qui composaient la garnison de Ponte Stura était le jeune marquis de Pescaire, fils du célèbre gouverneur du Milanais. Son immense fortune lui avait permis de lever à ses frais douze cents gentilshommes ou vieux soldats, qu'on nommait les *braves de Naples.*

Voulant les mettre à portée de se distinguer, le jeune Pescaire alla les établir, avec le consentement du duc d'Albe, dans le bourg de Vignol, sur le sommet d'une montagne escarpée qui dominait sur une partie du Mont-Ferrat; leur ayant indiqué la manière de fortifier promptement ce poste, il alla s'occuper à leur préparer des secours, dans le cas où ils seraient attaqués.

En effet, le maréchal sentit si bien la nécessité de les déloger, que, quoique encore malade, il ne voulut se reposer de cette attaque sur personne. Il investit donc la montagne, dressa des batteries, sépara en trois divisions les différens corps de troupes qui devaient arriver en même temps au sommet, et fit auparavant couper par des tranchées et garder par des troupes les seuls chemins par où l'ennemi aurait pu l'aborder pour l'attaquer par derrière. Après ces dispositions, tous les corps s'ébranlent; ils sont bientôt au sommet de la montagne : en vain les braves de Naples se battent en désespérés, enveloppés de tous côtés, accablés par le nombre, ne pouvant s'ouvrir aucun chemin pour s'échapper, ils se firent tuer jusqu'au dernier. A peine la défaite étaitelle achevée, que l'on vit arriver le marquis

de Pescaire avec douze cents chevaux et trois mille arquebusiers; mais il était trop tard, et il fut obligé de se retirer.

La prise de Vignol termina la campagne en Italie; il se formait à l'autre extrémité de cette contrée un orage qui pouvait bientôt obliger le maréchal à quitter le Milanais pour se transporter dans le royaume de Naples.

Jean-Pierre Caraffe, doyen du sacré collége, est proclamé pape sous le nom de Paul IV. Destiné dès sa plus tendre enfance à la profession ecclésiastique, il avait montré une passion extraordinaire pour l'étude; arraché par ses parens à la vie sédentaire, pour monter sur un plus grand théâtre, il avait rempli avec distinction quelques nonciatures, et obtenu d'abord l'évêché de Théate, où il jeta les fondemens d'une congrégation de clercs réguliers qui prirent le nom de théatins, du lieu de leur origine, et parmi lesquels il se retira sur le Mont Pinico, pour se livrer sans partage à la méditation. Paul III, ayant entendu vanter sa doctrine et sa sainteté, voulut le consulter, et demeura si satisfait de ses réponses, qu'il le décora de la pourpre romaine, et bientôt après lui donna l'archevêché de Naples, où il éprouva de si grandes difficultés de la part du vice-roi et

des ministres de l'empereur, qu'il devint l'ennemi le plus inflexible que ce prince eût dans le sacré collége : aussi ne serait-il jamais arrivé au trône pontifical, s'il n'avait été élu par la voie de l'adoration, malgré la réclamation des impérialistes.

A peine honoré de la tiare, Paul résolut de réformer son palais, le sacré collége, la ville de Rome, le clergé, et de réprimer la licence de ses barons ; mais, embarrassé de trouver des ministres qui ne fussent pas vendus à l'empereur, et qui le servissent fidellement, il les choisit, malheureusement pour l'Europe, parmi ses neveux. Il en avait quatre, il en préféra deux : Jean Caraffe, comte de Montorio, chef de la maison ; Charles Caraffe, d'abord chevalier de Malte, puis au service de l'empereur, quelque temps après dans le camp d'Octave Farnèze, de là parmi les troupes aux ordres de Strozzi, esprit turbulent, souple, audacieux, pétri de ruses, de noirceurs et de mensonges. Son oncle lui conféra le titre de cardinal..... Dévorés l'un et l'autre d'ambition, et bien convaincus cependant, vu la sévérité des principes de leur oncle et son inflexible opiniâtreté, qu'ils ne pourraient en obtenir aucune portion du patrimoine du saint siége, ils se décidèrent à

profiter de son amour pour les réformes, en le poussant à confisquer à leur profit les biens des seigneurs ou autres rebelles à ses ordres.

Mais il ne suffisait pas de confisquer des biens, il fallait encore s'en emparer, les défendre et les conserver : c'était précisément ce qui arrivait pour le duché de Poliano, dont le pape venait de donner l'investiture au comte de Montorio, son neveu, après l'avoir confisqué à Marc-Antoine Colonne, connétable héréditaire du royaume de Naples, qui ne tarda pas à en avoir les forces à sa disposition.

On commença donc d'abord par s'occuper des fortifications; on pensa ensuite à s'assurer des dispositions de la France, et, pour décider entièrement le pape à allumer le flambeau de la guerre, on arrêta un certain Calabrois, nommé César de Spina, à Rome, et un abbé Navi, à Bologne, qui se trouvèrent chargés de papiers adressés à l'abbé du Berseigne, dans lesquels se trouvait le projet de l'empereur de faire assassiner le cardinal Caraffe, et empoisonner le saint père et son neveu le comte de Montorio. Dès-lors le pape assembla un grand nombre de cardinaux et les ambassadeurs des différentes puissances, et, après leur avoir fait part des procédures et de l'authenticité de la

conjuration, il leur dit qu'il était résolu, dans une si déplorable conjoncture, d'appeler à son secours le roi de France, de donner à son second fils l'investiture du royaume de Naples, et de faire revivre en faveur du troisième l'ancien royaume de Lombardie, qui comprenait le Milanais et la Toscane. Dès le même jour, le traité d'une ligue fut arrêté, signé et envoyé à Rucellai, qui résidait toujours à la cour de France.

Ce traité, qui s'annonçait sous un jour si favorable, fut accueilli en France; on y modifia seulement quelques articles trop favorables aux Caraffe,[1] et on envoya à Rome le cardinal de Lorraine, sous prétexte d'une ambassade d'*obédience*, afin de faire adopter au pape les changemens que l'on avait faits au traité : chemin faisant, il devait engager le duc de Ferrare à y accéder, et il y réussit en satisfaisant son avarice. Il s'engagea avec lui, au nom du roi, à le faire nommer généralissime de la ligue, à lui entretenir une compagnie de cent lances, à stipendier pour la défense de son duché, pendant la guerre, deux cents chevaux-légers, deux mille hommes d'in-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (74).

fanterie, à déposer d'avance une somme de 100,000 écus, et, si la ligue réussissait, à lui assigner une rente de 20,000 sur le royaume de Naples, de 15,000 sur la Toscane, et de 50,000 sur le duché de Milan, en lui hypothéquant, pour ces différentes créances, la ville et le territoire de Crémone : de son côté, le duc devait fournir, aux prix des marchés, des vivres aux troupes françaises qui traverseraient ses états, en défendre l'entrée aux troupes autrichiennes, et fournir à l'armée une certaine quantité de canons, de poudre et de munitions de guerre dont ses arsenaux étaient remplis.

Les ennemis du cardinal de Lorraine trouvèrent qu'il avait été bien libéral envers son parent. Le roi adopta en partie cette façon de penser; le cardinal répondit qu'on pouvait avoir raison en apparence, mais qu'en réalité l'état de Ferrare était tellement essentiel pour l'entreprise qu'on méditait, qu'en négligeant de s'en assurer, il fallait renoncer à porter la guerre dans le royaume de Naples et dans la Toscane. D'ailleurs, on devait considérer que tous les avantages promis se réduisaient à des promesses toutes subordonnées aux événemens, et sur lesquelles on ne serait pas fort

difficile quand on aurait conquis le royaume de Naples, la Toscane et le duché de Milan.

Quant au pape, quoiqu'il fût mécontent des changemens faits au traité sans sa participation, se trouvant trop avancé pour reculer, il le signa, et y ajouta, de son plein gré, la liberté au roi de traiter sans lui, avec la maison d'Autriche, aux conditions qui lui conviendraient.

Malgré les plus grandes précautions pour garder le secret sur ce traité, l'empereur fut ponctuellement informé de tout ce qui venait d'être arrêté; et, quoiqu'il affectât de ne parler de cette ligue que comme d'un de ces météores qui paraissent devoir embraser l'univers, et que le moindre vent a bientôt dissipé, il en fut effrayé, et cet incident contribua beaucoup à l'affermir dans l'étonnante résolution qu'il méditait depuis long-temps.

Lassé de tant de secousses, vieilli avant le temps, détrompé de tout, parce qu'il avait tout éprouvé, Charles renonça à ses couronnes et aux honneurs à l'âge de cinquante-six ans, âge où l'ambition des autres hommes est dans toute sa force, et où tant de rois subalternes, nommés ministres, ont commencé la carrière de leur grandeur.

En abdiquant, Charles tenta encore vainement auprès de son frère de se désister, en faveur de Philippe, du droit qu'il avait à la couronne impériale; il fut plus heureux auprès du roi de France, avec lequel il réussit à conclure, le 5 février 1556, une trève de cinq années.

Une fois arrivé dans sa solitude de Saint-Just, on prétend que l'esprit de Charles-Quint s'affaiblit. En effet, passer la journée à démonter des pendules et à tourmenter des novices, se donner dans l'église la comédie de son propre enterrement, se mettre dans un cercueil, et chanter son *de profundis*, semblent les traits d'un cerveau désorganisé. Celui qui avait fait trembler l'Europe et l'Afrique, repoussé le vainqueur de la Perse, mourut donc en démence; tout montre, dans sa famille, l'excès de la faiblesse humaine.

Maximilien, son grand-père, veut être pape; Jeanne, sa mère, est folle et enfermée; Charles-Quint s'enferme chez des moines, et y meurt ayant l'esprit aussi troublé que sa mère. On pourrait aussi attribuer à Philippe un grain de folie bien plus terrible pour l'humanité que les démences de Charles-Quint dans son monastère; la folie de la mauvaise foi, de la cruauté,

des empoisonnemens, du despotisme et des échafauds.

A peine Charles était-il mort, et déjà son fils avait jeté dans les mains des inquisiteurs Constantin Ponce, son confesseur, qui fut condamné comme hérétique, et livré aux flammes. L'archevêque de Tolède avait été traîné dans les prisons du saint office, et n'évita un sort pareil à celui de Ponce qu'en interjetant appel à Rome. Enfin ce farouche tribunal avait instruit une procédure criminelle contre la mémoire de l'empereur, à l'effet de l'arracher du lieu saint où il reposait pour le faire servir de pâture aux chiens; et cette atrocité aurait été consommée, si l'on n'avait fait sentir à Philippe qu'il allait se couvrir lui-même d'infamie. D'un autre côté, ce prince, qui faisait alors dans les Pays-Bas le premier essai de cette politique sourde, artificieuse et cruelle, vers laquelle son goût l'entraînait, débuta avec la France par enfreindre les articles les plus sacrés de la trêve qu'il venait de signer, la délivrance des prisonniers, et consomma cette infidélité par l'empoisonnement du maréchal de la Marck, par une trahison pour surprendre Metz, la levée des plans de Montreuil, de Saint-Quentin, de Corbie, de Péronne, l'em-

à Naples pour mettre les Caraffe à la raison. Quelles forces avaient-ils à lui opposer? Il ne leur restait que deux partis, ou se soumettre sans réserve à l'orgueilleux Espagnol, ou tenter de faire rompre la trève, et de ramener la France à ses premiers engagemens. Ce dernier parti pouvait être pris par le pape, sans paraître déroger aux sentimens même d'un souverain pontife. La trève ne paraissait avoir été convenue que pour avoir de nouvelles conférences, et arriver à une paix définitive; Paul se déclara le médiateur et l'arbitre de cette paix après laquelle tout le monde devait soupirer, et qu'il était de son devoir d'accélérer.

En conséquence, il nomma deux légats, l'un pour la France, l'autre pour l'Espagne; mais, bien loin de parler pour la paix, le cardinal Caraffe, envoyé légat en France, n'y parla que de la guerre. Cependant il ne réussissait pas à se faire écouter sur ce point, ni à ébranler le connétable de Montmorenci, qui avait facilement démontré dans le conseil tous les avantages attachés à la paix. Caraffe prit un autre parti; il se borna alors à demander qu'il plût au roi d'envoyer en Italie quelques compagnies de gendarmerie ou d'autres milices bien disciplinées, dont la solde ne coûterait pas plus en

Italie qu'en France. Cette démonstration seule, qui n'avait rien de contraire à ses engagemens, pouvait dissiper l'orage qui se formait contre Rome. Mais alors on pouvait connaître les dispositions du roi d'Espagne : s'il ignorait ce qui se passait en Italie, s'il ne tramait aucun dessein dont on dût s'alarmer, l'argent et les troupes y seraient utilement employés à la défense des malheureux Siennois ; si, au contraire, Philippe refusait de s'expliquer, ce secours, tout modique qu'il était, joint aux milices du pape, préserverait Rome d'une entière désolation, et donnerait le temps aux véritables secours d'arriver.

Quoique le connétable vît clairement qu'accéder à ces nouvelles demandes, c'était lever l'étendard de la guerre, entraîné cependant par des considérations personnelles, et dans l'espoir, dit-on, que le duc de Guise, auquel on réservait la conduite du corps de troupes qui irait en Italie, y perdrait sa réputation, et le cardinal, qui était le prôneur de cette idée, sa place au conseil. Après avoir refusé et discuté, pour éviter tous les reproches, le connétable leva son opposition dès l'instant où il crut avoir mis son honneur à couvert.

Lorsqu'il eut été arrêté dans le conseil d'as-

sister le pape, on avisa aux moyens de lui faire passer des secours promptement et secrètement. Le cardinal Caraffe partit d'abord avec le maréchal Strozzi et le capitaine Montluc ; on nomma celui-ci gouverneur du territoire de Sienne, et on lui permit de tirer du Piémont et de l'île de Corse deux ou trois mille hommes de vieilles bandes, sous prétexte de rafraîchir la garnison de Mont-Alcin et autres places.

Malheureusement tout ce mystère n'était déjà plus de saison ; les troupes ennemies étaient entrées sur le territoire de l'Église, et la guerre avait été solennellement déclarée de la part du duc d'Albe, qui s'était emparé sans résistance des places frontières, et y avait établi des garnisons. Ainsi, lorsque Montluc arriva avec ses vieilles bandes, trop faible pour tenir la campagne, il les distribua dans les quartiers de Rome les plus exposés, et garantit au moins, par ce moyen, la ville d'un assaut.

La défection d'Octave Farnèze, duc de Parme, dérangea encore davantage tous les plans qu'on avait formés sur l'Italie ; mais le duc de Florence, ayant offert alors d'entrer dans la ligue, rassura les esprits alarmés, et fit prendre le parti au roi de nommer général de l'expé-

dition le duc de Guise, et de lui ordonner de hâter ses préparatifs.

Le duc se mit en effet en marche à la fin de décembre, et arriva à Turin le 25 janvier 1557. Toutes ses forces consistaient en quatre cent quarante lances, cinq cents chevaux-légers, dix mille fantassins, nombre suffisant sans doute pour entreprendre une guerre défensive dans un pays où l'on possédait déjà plusieurs places fortifiées, mais infiniment trop petit pour traverser toute l'Italie, et conquérir des royaumes défendus par des armées bien plus considérables. Le maréchal de Brissac ne manqua pas de faire sentir une vérité aussi palpable au duc de Guise; et, après lui avoir parlé de la témérité, ou plutôt de la folie de son entreprise, il lui proposa d'unir leurs forces, et d'attaquer de concert le duché de Milan, en lui offrant de servir sous ses ordres.

Guise sentit toute la noblesse de ce procédé; mais le projet était trop contraire à ses instructions, et il ne pouvait changer, de son autorité privée, tout ce qui avait été arrêté dans le conseil du roi : tout au plus, une fois rendu à sa destination, pouvait-il proposer aux alliés d'attaquer d'abord le Milanais du côté qui confinait à l'état de Ferrare, tandis que le

maréchal l'attaquerait du côté du Piémont. Cette double attaque devait nécessairement jeter une grande incertitude dans les résolutions de l'ennemi, qui, ne sachant où diriger sa défense, donnerait aux deux généraux des moyens de diriger leurs opérations avec succès. Brissac ne combattit pas ce projet; il se contenta de prévenir le duc de Guise de se méfier des Italiens, et sur-tout des Caraffe. Cependant les deux généraux adressèrent un courrier au roi, pour lui rendre compte des projets qui avaient été débattus dans le conseil.

Après ces précautions sages, le duc de Guise se mit en marche pour traverser le Milanais et le Parmesan. Cette entreprise offrait de grandes difficultés; il fallait traverser de grandes rivières, et se rendre maître de deux ou trois places fortes qui fermaient le passage. Le maréchal de Brissac fit mine de se porter sur Milan, afin d'attirer de ce côté l'attention de l'ennemi, tandis que le duc de Guise alla subitement investir Valence, qui, au bout de cinq jours, fut abandonnée de sa garnison, qui se retira dans la citadelle, où elle ne tarda pas à capituler. La ville de Bassignan présenta encore moins de résistance. Après avoir remis ces deux places au maréchal, et avoir reçu de son

armée quinze cents hommes d'infanterie et trois cents chevaux-légers, le duc traversa sans obstacle le Pô et le Tanaro, et entra sur les terres du duc de Parme : celui-ci, en excusant le mieux qu'il put sa trahison, s'empressa de fournir abondamment des vivres à l'armée, qui arriva sans perte aux environs de Reggio. Le duc de Ferrare et le duc de Guise se réunirent pour concerter ensemble un plan d'opérations; mais, au moment où ils allaient s'enfermer pour tenir leur conseil, arriva le cardinal Caraffe qu'il était impossible d'en exclure. Le duc de Ferrare commença donc à donner son opinion, et il fut d'avis d'attaquer d'abord le Milanais; le cardinal Caraffe, au contraire, donnait d'excellentes raisons pour préférer l'attaque du royaume de Naples, et il finit par assurer que, si on abandonnait le pape et ses états aux cruautés du duc d'Albe, le saint père ne pourrait plus s'empêcher, après s'être convaincu qu'il ne pouvait plus compter sur les promesses de la France, d'écouter les propositions que l'Espagne n'avait pas discontinué de faire au saint siége et à la maison Caraffe.

Dès-lors le duc de Guise sentit tout ce que sa position avait d'épineux et d'embarrassant. Dans cette perplexité, il feignit de se ranger

du côté du cardinal Caraffe, et, laissant son armée aux ducs d'Aumale et de Nemours, il alla à Rome avec le cardinal, pour voir par lui-même quelles étaient les dispositions du pape à l'égard de la France, quels préparatifs on avait faits à Rome, et sur quoi il pouvait définitivement compter. Chemin faisant, le duc rencontra à Fossombronne le cardinal de Tournon, qui lui représenta qu'il ne pouvait, sans risquer sa réputation et le salut de son armée, entamer l'expédition de Naples avant de s'être assuré positivement de l'alliance ou de la neutralité du duc de Florence, qui, par sa situation, pouvait, en donnant la main, soit au duc d'Albe, soit au gouverneur de Milan, le mettre entre deux feux, et lui fermer le chemin de la retraite en cas de malheur. Le duc fut parfaitement de cet avis, et Caraffe lui-même fut obligé d'en être.

Maurillac avait été chargé de diriger cette négociation : à son arrivée à Rome, il avait fait part au pape de l'intention du roi, de pardonner au duc, à condition toutefois qu'il consentirait à remettre son fils pour être élevé auprès du dauphin. Côme, à cette nouvelle, avait caché son embarras sous les dehors de la

plus vive satisfaction, et s'était borné à demander le secret et le temps nécessaire pour se retirer des mains des Espagnols, auxquels il avait confié les garnisons de Pise, de Livourne et de Florence, ses trois places les plus importantes. Quant au pape, dans la défiance où l'on était des Caraffe, on lui avait demandé pour otage le jeune marquis de Cava, fils aîné du duc de Paliano, et une place; il avait offert Civita-Vecchia, qui, peu éloignée des villes que l'on conservait en Toscane, assurait à l'armée une retraite en cas de malheur, et une communication ouverte avec la Corse et Marseille. Telle était la situation des affaires à l'arrivée du duc de Guise à Rome.

Le duc trouva le pontife parfaitement bien disposé pour tout ce qui pouvait intéresser le roi de France et sa famille; quant à ce qui pouvait regarder les projets hostiles, le maréchal de Strozzi et Montluc avaient, à l'expiration de la trève, recouvré les places d'Ostie, de Tivoli, et presque toutes les terres de l'Église, sans aucun mouvement de la part du duc d'Albe: mais les Caraffe ne s'étaient donné aucun soin pour former des magasins, et se procurer la quantité de munitions de guerre

qu'ils s'étaient obligés de fournir aux deux armées. Tandis que le duc travaillait sans relâche à remplir ce vide, ses troupes arrivèrent sur les terres de l'Église. Toute son armée consistait, après avoir tout réuni, en cinq cents hommes d'armes, huit ou neuf cents chevaux-légers, et treize ou quatorze mille fantassins : il la conduisit dans l'Abruzze, en côtoyant les bords de la mer Adriatique, emporta d'assaut la petite ville de Cœnopoli, et mit le siége devant Civitella, située sur une montagne de difficile accès, et l'une des clefs du royaume de ce côté. La lenteur des Caraffe à fournir leur contingent de troupes, et à faire voiturer les convois, laissa le loisir au duc d'Albe d'y jeter un corps d'élite. Ce contre-temps ne découragea point le duc de Guise; il battit la place avec sa faible artillerie, et, dès qu'il eut fait une ouverture aux murailles, il donna le signal de l'assaut. Ses troupes s'y portèrent avec courage; mais elles furent repoussées, la brèche n'étant pas praticable. Une nouvelle brèche et un second assaut ne réussirent pas mieux que les premiers : le duc se décida alors à lever le siége pour marcher au-devant du duc d'Albe, et lui présenter la bataille. N'ayant pu l'attirer en

rase campagne, et commençant à manquer de fourrages, il se retira en bon ordre, et mit ses troupes en quartiers, pour les laisser reposer pendant les grandes chaleurs de l'été. Le duc d'Albe en fit autant, après avoir pris les deux petites places de Pratica et de Massimo.

Tout l'honneur de la campagne était resté au duc d'Albe. Cette mortification irrita la fierté du duc. Dans la première audience qu'il demanda au pape, après son retour à Rome, il se plaignit amèrement à lui de la manière dont s'étaient comportés ses neveux, et de celle dont ils se comportaient encore, étant instruit qu'ils traitaient en secret, et sans sa participation, avec le duc d'Albe; qu'il allait rendre compte au roi de tout ce qui s'était passé, et qu'en attendant de nouveaux ordres, il ne se mêlerait en aucune manière de la guerre de Naples, à moins qu'on ne lui donnât pour places de sûreté, outre Civita-Vecchia, qui ne lui avait point encore été délivrée, celles de Spolette et d'Orviette. Ces places étaient nécessaires au duc pour le mettre à portée d'exécuter l'expédition qu'il se proposait sur Florence; elles assuraient en outre suffisamment les der-

rières de son armée. En l'y pourvoyant de vivres, de munitions de guerre, et en y laissant de fortes garnisons, il pouvait se flatter qu'elles arrêteraient l'ennemi assez de temps pour qu'il pût s'emparer des places de Sienne, de Porto Hercolé, de Florence, de Livourne et de Pise.

Cependant les opérations du duc de Guise n'avaient pas été tout à fait infructueuses. Le gouverneur du Milanais ayant été obligé de s'affaiblir pour envoyer de nouveaux renforts au duc d'Albe, le maréchal de Brissac avait profité de cette circonstance pour fortifier Valence, prendre le Val Frenières et Quiéras, et, après avoir manqué Coni par l'indocilité d'un de ses principaux officiers, il avait renfermé dans des gorges l'armée de Pescaire, qui s'y était imprudemment engagée en sortant de Coni.

Au retour du maréchal de Strozzi, envoyé en France par le duc de Guise, celui-ci alla déclarer au pape que, d'après les ordres du roi, il allait continuer à l'assister de toutes ses forces, mais en prenant les précautions nécessaires pour le salut de son armée : il persista, en conséquence, à demander qu'on lui remît Civita-

Vecchia, Spolette et Orviette. Cette demande, qui, la première fois, avait révolté tous les esprits, ne fut pas accueillie plus favorablement; et le cardinal Caraffe, devinant adroitement, d'après cette demande, le véritable dessein du duc, en instruisit secrètement Côme de Médicis, qui venait de terminer selon ses desirs son arrangement avec l'Espagne. Mais le duc, sans vouloir entrer en arrangement avec un homme si dangereux et si faux, se proposa, au défaut de Spolette et d'Orviette, d'emporter d'assaut Sienne et Porto Hercolé, et, en les unissant avec Mont-Alcin et Grosseto, d'en former une barrière capable d'assurer les derrières de son armée, tandis qu'il fondrait sur le duc de Florence, et n'aurait affaire qu'à lui.

Pendant que le duc de Guise se mettait en marche pour exécuter ses projets, le duc d'Albe marcha sur Paliano, dont la garnison commençait à manquer de vivres. Les Caraffe eurent recours alors au général français, qui, après les avoir beaucoup blâmés, s'était décidé à faire marcher au secours de Paliano une forte division de son armée, lorsqu'il reçut la désastreuse nouvelle de la bataille de Saint-Quen-

tin,[1] et l'ordre de ramener promptement son armée à la défense du royaume; ordre infiniment heureux dans les circonstances où se trouvait le duc, qui, grace à la duplicité des Caraffe, à leur mauvaise foi, à leur perfidie, avait conservé ses forces entières, tandis qu'indubitablement, mieux secondé par eux, il se serait enfoncé dans le royaume de Naples, où, après avoir perdu bien du monde dans les siéges et dans les combats, il aurait fini par y perdre son armée et sa réputation.

Au lieu de ces malheurs, il se trouvait prêt à retourner en France avec une armée assez considérable : au moment où il en reçut l'ordre, il n'eut donc qu'à se mettre en marche. Après avoir pris congé du pape, on prétend que le saint père lui dit alors : *Vous avez peu fait pour le roi, très-peu pour l'église, et bien moins encore pour votre gloire.* C'était peindre fidellement, en peu de mots, l'expédition du duc de Guise, qui s'embarqua avec deux de ses frères et huit cents arquebusiers à Civita-Vecchia, laissant le reste de l'armée sous la conduite des ducs d'Aumale et de Nemours, qui la ramenèrent en France.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (75).

En envoyant un courrier au duc de Guise pour le faire revenir en France, on n'oublia pas d'en envoyer un autre au maréchal de Brissac, pour lui demander le vieux Determes, le jeune d'Anville, et avec eux trois ou quatre compagnies de gendarmerie, une partie des vieilles bandes, et les quatre mille Suisses qui avaient servi pendant six ans sans interruption sous ses ordres. Mais le maréchal, qui vit le péril où l'exposait une pareille demande de perdre sa réputation et tout le fruit de ses travaux, dépêcha Boivin de Villars, son secrétaire, pour représenter au roi que le Piémont, hérissé de places fortes, la seule digue qui pût empêcher les ennemis de pénétrer dans les provinces méridionales de la France, était un des points principaux et les plus importans à conserver pour le salut de l'état; qu'en lui enlevant tout à la fois ses meilleures troupes, c'était le mettre à la merci de l'ennemi, sans qu'il en résultât aucun avantage pour les provinces qu'on voulait secourir, les troupes que l'on demandait devant rester au moins six semaines pour se rendre de Turin à Paris; qu'au lieu de s'affaiblir ainsi de tous côtés, il fallait se hâter de lever vingt mille Suisses, et autant d'infan-

terie nationale, en exigeant de chaque possesseur de riches bénéfices une année entière de leur revenu, offrant de donner l'exemple, en abandonnant 40,000 livres, provenant des bénéfices qui se trouvaient dans sa famille. Il proposait aussi qu'on exigeât un quartier de la recette de chaque receveur des deniers royaux, remboursable après la paix. Il se plaignait de ce qu'on faisait si peu compte de ses lumières, qu'on ne songeait pas à l'appeler. Enfin, instruit qu'on distribuait des commissions pour lever de nouvelles compagnies de gendarmerie, il adressait au roi Lamothe-Gondrin, Pavan-Gordon et le baron des Adrets, qui avaient mérité par des actions d'éclat un avancement qu'il ne pouvait leur procurer en Piémont.

Le roi s'excusa auprès du maréchal de ne l'avoir point appelé, par la difficulté de le remplacer en Piémont, où sa présence valait une armée; il lui laissa ses Suisses et sa gendarmerie, et il l'autorisa, pour avoir de l'argent, à engager des domaines jusqu'à la valeur de 100,000 écus, environ 2,430,000 liv. de notre monnaie actuelle.

Après la perte de la bataille de Saint-Quentin, la faveur populaire se tourna sur le duc

de Guise, et on applaudit généralement aux lettres qui le déclaraient lieutenant général et représentant de la personne du roi dans toutes les terres de la domination française. Le duc de Nevers lui-même, qui, renfermé dans son camp sur les bords de l'Oise, venait bien réellement de sauver la France par sa sage temporisation, sa prudence, les précautions nécessaires qu'il avait prises, les forces qu'il avait rassemblées, et l'engagement volontaire de ses biens, vit sans murmurer qu'un autre vînt recueillir le fruit de ses travaux, et remit à l'heureux duc de Guise le commandement, en se soumettant à servir sous ses ordres.

Bientôt ce général s'empara de Calais, de Guines, de Ham, et changea tellement, dans le court espace de quelques mois, la face des affaires en France, que le roi d'Espagne songea dès-lors sérieusement à traiter de la paix. Il est vrai qu'il la proposa à des conditions si déraisonnables, qu'on ne put rien arrêter d'abord; mais bientôt après le duc de Guise vint ajouter à ses conquêtes la ville de Thionville, et, malgré la défaite du maréchal Determes à Gravelines, on reprit les conférences à Cer-

camp. Plusieurs causes en retardèrent la marche ; une, entre autres, assez importante, fut dans quelques succès en Italie de la part du duc de Sessa.

Au milieu des embarras où l'on s'était trouvé en France, on y avait trop oublié le Piémont, où l'on n'avait envoyé ni troupes ni argent. Le roi d'Espagne, informé de la position fâcheuse dans laquelle se trouvait le duc de Brissac, résolut de tenter un dernier effort, persuadé que, s'il parvenait à chasser les Français du Piémont, il lèverait le plus grand obstacle à une pacification telle qu'il la desirait. En conséquence, il avait mis sur pied une armée de trente mille combattans, dont il avait confié le commandement au duc de Sessa. Dans cette circonstance, le maréchal de Brissac, hors d'état de tenir la campagne, s'était borné à la défense des places ; mais il n'avait pu empêcher le duc de Sessa de prendre le château de Cental, ceux de Démon, de Roque-Parvières et de Roquavion, qui maîtrisaient les gorges du marquisat de Saluces. Ces conquêtes, peu importantes en elles-mêmes, encouragèrent le duc de Sessa à attaquer Mont-Calva, qu'il enlèva malgré la bravoure du baron des Adrets,

et grace à la lâcheté du vidame de Piquigny.

La nouvelle de ces différentes conquêtes, arrivée pendant la durée des conférences, rendit les ministres espagnols d'autant plus intraitables, qu'ils ne doutaient pas que le duc de Sessa ne fût bientôt maître de tout le Mont-Ferrat; mais ce général, ayant voulu s'approcher de Casal, fut si maltraité par Lamothe-Gondrin qui était sorti à sa rencontre, qu'il ne songea plus qu'à se retirer dans le Milanais, et ôta, par cette démarche, aux plénipotentiaires espagnols tout l'espoir qu'ils avaient dans les conquêtes du duc de Sessa, pour être plus exigeant dans leurs prétentions.

La mort de Marie, reine d'Angleterre, arrivée le 17 novembre 1558, vint apporter de nouvelles entraves à la marche des conférences. Élisabeth fut appelée au trône; et, comme la nouvelle reine demandait du temps pour se mettre au fait des affaires et prendre des résolutions dans des circonstances aussi difficiles, en laissant subsister la trêve, on convint de suspendre pour deux mois les conférences, et de se rassembler, soit à Cercamp, soit dans un lieu plus commode, vers la fin de janvier.

Les conférences furent en effet reprises, à

cette époque, à Cateau-Cambresis, et la paix y fut signée le 3 avril 1559.[1]

Peu après le 10 juillet de la même année, le roi périt d'un éclat de lance brisée, qui lui perça le front un peu au-dessus de l'œil gauche, dans un tournoi donné à l'occasion du mariage de sa fille et de sa sœur, et à la fin duquel il força Montgomery de rompre une lance avec lui.[2]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (76).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (77).

FIN DU LIVRE ONZIÈME.

SOMMAIRE

DU LIVRE DOUZIÈME.

Conspiration d'Amboise. — Mort de François II. — Charles IX monte sur le trône. — Colloque de Poissy. — Massacre de Vassy. — Bataille de Dreux. — Assassinat du duc de Guise. — Bataille de Saint-Denis. — Mort du connétable de Montmorenci. — Bataille de Jarnac. — Henri de Navarre bat le duc de Cossé à Arnay-le-Duc. — Journée de la Saint-Barthelemi. — Mort de Paul IV. — Pie IV le remplace. — Congrès à Lyon. — Reddition de Turin au duc de Savoie. — Fin du concile de Trente. — Mort de Pie IV. — Pie V est élu pape. — Bulle *in cœnâ domini*. — Mort de Pie V. — Exaltation de Grégoire XIII. — Réforme du calendrier. — Bataille de Lépante. — Mort de Charles IX. — Henri III lui succède. — Formation de la Ligue. — Sixte-Quint remplace Grégoire XIII. — Mort de Marie Stuart. — Bataille de Coutras. — Journée des Barricades. — Mort de Catherine de Médicis. — Assassinat d'Henri III. — Bataille d'Arques. — Bataille d'Ivry. — Sixte-Quint meurt. — Innocent IX le remplace. — Bientôt après Clément VIII monte sur le trône pontifical. — Abjuration d'Henri IV. — Son entrée dans Paris. — Il prend la Savoie. — La paix se fait à Lyon. — Mort d'Élisabeth. — Mort de Clément VIII. — Léon X est choisi pour pape. — Assassinat d'Henri IV.

LIVRE DOUZIÈME.

Depuis la paix de Cateau-Cambresis jusqu'à la mort d'Henri IV.

Du 3 avril 1559 au 14 mai 1610.

Ici la scène change entièrement pour la France. Le fanatisme religieux s'en empare; il allume des torches, il dresse des bûchers, il arme les frères, les parens, les amis, les citoyens les uns contre les autres; les passions les plus désordonnées se sont emparées de tous les esprits, et le royaume est livré aux assassins, aux factions, aux bourreaux, aux délateurs et à la guerre civile.

Au milieu de ces malheurs et de ces désordres, les Français ne prirent les armes que pour se battre entre eux. Nous avons cru qu'il était de notre devoir d'historien d'esquisser rapidement les scènes d'horreurs qui se passèrent dans ces temps malheureux, afin de faire connaître les personnages, soit nationaux, soit étrangers, qui en furent les moteurs, les acteurs ou les victimes; nous aurions craint de mériter des reproches de la part de nos lecteurs,

si nous avions laissé dans l'histoire dont nous nous occupons, une lacune de quarante années, pendant lesquelles il se passa des événemens d'autant plus importans à connaître, qu'ils furent les suites de ceux qui les précédèrent, et les causes de ceux qui les suivirent.

La mort funeste d'Henri II fut le signal de tous les malheurs, de toutes les calamités qui peuvent affliger un peuple pendant trente ans. François II, parvenu à la couronne à seize ans, gouverné par des princes d'un sang étranger et des grands officiers jaloux du crédit des Guise, commença la subversion de la France.

La reine mère, princesse d'un génie souple, d'une politique digne de Machiavel, balança d'abord entre la faction des Guise, celle d'Antoine, roi de Navarre, chef des protestans, et celle de Montmorenci. Bientôt elle se déclara pour les Guise qu'elle n'aimait pas, mais dont elle croyait avoir besoin : les chefs des deux autres partis furent éloignés. François, duc de Guise, et Charles, cardinal de Lorraine, se virent, par ce moyen, à la tête du gouvernement; et on arrêta qu'ils seraient assassinés à Amboise, en 1560. C'est la première conspiration connue en France. [1]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (78).

La conspiration, découverte et punie, ne servit qu'à augmenter le pouvoir de ceux qu'on avait voulu détruire; elle révolta contre eux tous les ordres du royaume, et produisit de nouveaux troubles. Les calvinistes, toujours animés par le prince de Condé, prirent les armes dans plusieurs provinces : cependant ni le roi de Navarre, père d'Henri IV, ni l'amiral de Coligni, ni son frère Andelot, n'osaient encore se déclarer ouvertement. Le prince de Condé fut le premier chef de parti qui parût faire la guerre : en homme timide, il portait et retenait la main, et, croyant toujours se ménager avec la cour qu'il voulait perdre, il eut l'imprudence de venir à Fontainebleau, en courtisan, dans le temps où il eût dû rester à la tête de son parti. Les Guise le font arrêter dans Orléans; on lui fait son procès, il est condamné à perdre la tête. Le célèbre chancelier de Lhôpital, cet intrépide philosophe, refusa, dans ce temps d'enthousiasme et de fureur, de signer cet arrêt; le comte de Sancerre suivit cet exemple courageux.

Cependant la main du bourreau allait trancher les jours de Condé, lorsque, le 15 décembre 1560, François II mourut, laissant à Charles IX un royaume en proie aux dissentions intérieures.

La mort de François II fut le salut du prince de Condé. On assembla des états à Orléans; ils accordèrent la tutelle de Charles IX et l'administration du royaume à Catherine de Médicis. Ces états-généraux firent connaître combien cette administration était vicieuse. Le roi était endetté de quarante millions de livres; on manquait d'argent : ce fut là le véritable principe du bouleversement de la France. Si Catherine de Médicis avait eu de quoi acheter des partisans et payer une armée, les différens partis qui troublaient l'état auraient été contenus par l'autorité royale; Catherine, sans moyens de force, placée entre les catholiques et les protestans, ne pouvait guère que négocier, au lieu de régner.

Elle commença par indiquer le colloque de Poissy : c'était mettre l'ancienne religion en compromis, et donner un grand crédit aux calvinistes, en les faisant disputer contre ceux qui se croyaient faits pour les juger.

Le résultat du colloque fut un édit du 15 janvier 1561, qui autorisa les protestans à avoir des prêches hors des villes, et cet édit prétendu de pacification fut la source des guerres civiles.

Le duc de Guise, passant auprès de Vassy,

trouva des calvinistes qui, jouissant des priviléges de l'édit, chantaient paisiblement leurs pseaumes dans une grange; ses valets insultèrent ces malheureux, ils en tuèrent environ soixante, blessèrent et dissipèrent le reste.

Alors les protestans se soulevèrent dans presque tout le royaume; chaque ville devint une place de guerre, et les rues, des champs de bataille : ce que la faction protestante pouvait amasser, servait à faire venir des Allemands pour achever la destruction du royaume. Le roi d'Espagne, de son côté, envoyait des petits secours aux catholiques pour entretenir cet incendie, dont il espérait profiter.

La première bataille rangée se donna à Dreux, le 19 décembre 1562.[1] Les Suisses faisaient la principale force de l'infanterie royale, les Allemands celle de l'armée protestante. Cette journée fut unique par la prise des deux généraux Montmorenci, qui commandaient l'armée royale, et le prince de Condé. François de Guise, lieutenant du connétable, gagna la bataille; et Coligni, lieutenant de Condé, sauva son armée.

Après la victoire de Dreux, le duc de Guise

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (79).

alla assiéger Orléans; il était prêt de prendre la ville, qui était le centre de la faction protestante, lorsqu'il fut assassiné en février 1563.[1] Ce meurtre fut le premier que le fanatisme fit commettre; les protestans étaient devenus des enthousiastes furieux. Un moment de paix succéda à ces troubles; Condé s'accommoda avec la cour, mais l'amiral était toujours à la tête d'un grand parti dans les provinces.

Charles IX, ayant atteint l'âge de treize ans un jour, tint un lit de justice, dans lequel sa mère se démit de la régence; alors, plus que jamais, chacun cherchait à dévorer une partie du gouvernement. Le clergé d'un côté, les pasteurs calvinistes de l'autre, criaient à la religion; Dieu était leur prétexte, la fureur de dominer leur seule et véritable passion, et les peuples, enivrés de fanatisme, étaient les instrumens et les victimes de l'ambition de tous les partis opposés.

Louis de Condé, qui avait voulu arracher le jeune François II des mains des Guise à Amboise, tenta d'enlever Charles IX, dans Meaux, au connétable de Montmorenci.

Quelque temps après, le prince et l'amiral

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (80).

livrèrent, le 10 novembre 1567, à Saint-Denis, une bataille où le connétable fut blessé à mort à l'âge de quatre-vingts ans;[1] homme intrépide à la cour comme dans les armées, plein de grandes vertus et de défauts, général malheureux, esprit austère, difficile, opiniâtre, mais honnête homme, et pensant avec grandeur.

Cette bataille de Saint-Denis fut indécise, et la France n'en fut que plus malheureuse. Tout le royaume est ravagé; ce sont autant de guerres qu'il y a de villes; le catholique, le protestant, le prêtre, le bourgeois, l'artisan, l'agriculteur, n'est pas en sûreté dans son lit; on abandonne la culture des terres, ou on les laboure les armes à la main. Les protestans, dans leurs assemblées, proposaient d'abolir en France la puissance despotique, la papauté et la chicane, qu'ils nommaient les trois pestes du genre humain : ces propositions, en soulevant contre eux le parlement et le clergé, leur assuraient de nombreux partisans.

On fait néanmoins une paix forcée; mais chaque paix est une guerre sourde, et tous les jours sont marqués par des meurtres et des assassinats.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (81).

Bientôt cependant la guerre se fait plus ouvertement. La reine Élisabeth soutenait les protestans; le duc d'Anjou, qui depuis monta sur le trône sous le nom d'Henri III, commandait les armées : le maréchal de Tavanes était son guide et son conseil. Il battit à Jarnac, le 13 mai 1569, l'armée protestante commandée par le prince de Condé, qui fut assassiné, après la défaite, par Montesquiou, capitaine des gardes du duc d'Anjou.[1] Coligni, en rassemblant les débris de l'armée vaincue, rendit la victoire des royalistes inutile.

La reine de Navarre présente alors son fils, depuis Henri IV, à l'armée, et le fait reconnaître chef du parti sous Coligni, qui le conduisait en effet, en servant de père à Henri, et en soutenant seul le poids de cette cause malheureuse. Vaincu à Montcontour, où se trouva Henri IV, âgé de quatorze ans, le 3 octobre 1569,[2] Coligni sut profiter de la faute du duc d'Anjou, qui négligea de poursuivre et de dissiper les protestans, pour faire le siége de Saint-Jean-d'Angely; il répara les pertes occasionnées à son parti, dans cette journée; et Henri

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (82).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (83).

battit ensuite, à Arnay-le-Duc, en juin 1570, le duc de Cossé,[1] deux mois avant qu'on signât la paix, le 11 août de la même année.

Mais cette paix, qui semblait devoir faire respirer la France, ne fut que la préparation de la Saint-Barthelemi. Cette affreuse journée[2] fut méditée et arrangée pendant deux années; on ne la conçoit ni de la part d'une femme élevée dans les plaisirs, ni de celle d'un roi de vingt ans. Le mélange de galanterie et de fureur, de volupté et de carnage, qui formait alors l'esprit national, est une des bizarreries les plus fortes où les contradictions de l'espèce humaine se soient jamais peintes.

S'il pouvait y avoir quelque chose de plus déplorable que la Saint-Barthelemi, c'est qu'elle fit recommencer la guerre civile. Les calvinistes ne pensèrent plus, dans tout le royaume, qu'à vendre chèrement leur vie, depuis qu'on avait égorgé environ soixante mille de leurs frères en pleine paix ; il en restait environ deux millions pour faire la guerre. De nouveaux massacres suivirent donc, de part et d'autre, ceux de la Saint-Barthelemi; ils fu-

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (84).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (85).

rent encore suspendus un instant par la paix faite à des conditions favorables aux protestans.

Au milieu de tous ces désastres et de ces disputes, la mort du pape Paul IV avait suivi de près, en Italie, celle d'Henri II; le cardinal Jean-Ange de Médicis, qui prit le nom de Pie IV, fut élu pour le remplacer. Ce pape, aussi dévoué à la maison d'Autriche que son prédécesseur en était ennemi, fut constamment gouverné par la cour de Madrid. Cependant le temps fixé à Cateau-Cambresis pour l'entière restitution du Piémont au duc de Savoie, approchait; les ministres de France, au lieu de le restituer, proposaient un autre traité, sous prétexte de procéder à la révision des lettres que la maison de France avait à faire valoir contre la maison de Savoie. Un congrès fut indiqué à Lyon, après lequel on rendit au duc de Savoie Turin et les autres villes du Piémont que la France avait gardées jusqu'alors : dès cet instant, le duc les fit fortifier de manière à rendre les invasions en Italie beaucoup plus difficiles.

L'architecture militaire avait fait, chez les Italiens, des progrès qui ne furent égalés que plus de cent ans après dans le reste de l'Europe.

Pacioto, d'Urbin, qui traça la fortification de la citadelle de Turin, se fit une réputation que celle de Vauban lui-même n'a pas effacée. Les limites des états de l'Italie furent alors fixées, de manière que les légers changemens que quelques-uns éprouvèrent depuis n'occasionnèrent aucune secousse générale.

Les armées des Français, des Allemands, des Espagnols, en Italie, y avaient fait réformer le systême militaire; au lieu des compagnies de Condotiéry, qui se vendaient à ceux qui voulaient les payer, chaque puissance eut ses milices particulières. Philibert-Emmanuel, duc de Savoie, long-temps général des troupes espagnoles, témoin de l'excellence de cette infanterie, établit le premier, en Italie, la discipline et la tactique qu'elle observait.

Du côté de la religion, à peine Pie IV avait-il pris possession du pontificat, qu'il s'était déterminé à rétablir le concile de Trente, oublié depuis dix ans. Ferdinand, qui voulait faire élire roi des Romains son fils aîné Maximilien, se contenta, vis-à-vis des protestans, de confirmer la paix de religion décrétée dans les diètes précédentes : dès-lors la scission entre les catholiques et les protestans fut absolument prononcée, et les voies de concilia-

tion, ouvertes auparavant, se trouvèrent absolument fermées.

Le concile fut alors obligé de se borner à régler la discipline de l'église latine, et fut enfin terminé en 1563, après avoir duré l'espace de dix-huit ans.[1] Depuis cette époque, la république chrétienne fut partagée en deux grands partis, les catholiques et les protestans.

Pie IV était mort subitement en 1560; le cardinal Alexandrin lui avait succédé, sous le nom de Pie V. Son ardeur à redoubler la sévérité de l'inquisition, et l'affreux supplice du feu, dans lequel il fit périr tant de monde, démontrent combien il était cruel et sanguinaire; ses intrigues en faveur de Marie Stuart contre Élisabeth, la chaleur avec laquelle il fomenta les troubles de la France, la fameuse bulle *in cœnâ domini*,[2] prouvent combien il était passionné, et manquait de modération. Il avait été dominicain; la sévérité de son caractère augmenta par la dureté du cœur puisée dans les cloîtres.

En vain ce pape fit-il quelques arrêtés assez sages, ramassa-t-il des trésors, arma-t-il des

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (86).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (87).

galères contre les Ottomans, créa-t-il Côme de Médicis grand duc de Toscane, il ne put effacer, par quelques actes de modération et d'une saine politique, tous les maux occasionnés d'ailleurs par ses passions immodérées : il mourut le 1er mai 1572. Hugues Buon-Compagno lui succéda sous le nom de Grégoire XIII, qui rendit son pontificat célèbre par la réforme du calendrier qui porte son nom.[1]

En Allemagne, le vaste empire de Charles-Quint, composé de parties incohérentes, s'écroulait sans avoir pu s'asseoir sur des bases solides. Ferdinand était mort en 1564, laissant à son fils aîné Maximilien II la couronne impériale. Ce prince avait fait en 1543 un testament auquel il ne dérogea pas, et qui jeta de loin les semences de la guerre qui troubla l'Europe au milieu du dix-huitième siècle.[2]

Maximilien II régna douze ans; doué de toutes les vertus qui distinguent les hommes dans une condition privée, ce prince semble avoir existé pour donner quelques consolations aux humains au milieu des tourmens auxquels ils étaient exposés presque par-tout ailleurs.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (88).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (89).

Son aversion pour l'effusion du sang passa pour faiblesse; les papes ne purent jamais l'engager à réduire les protestans par la voie des armes. Ce n'est pas, disait-il, en rougissant les autels du sang hérétique qu'on peut honorer le père commun des hommes. Il proposa de nouveau, à la cour de Rome, d'abolir en Allemagne le célibat ecclésiastique, d'y permettre la communion sous les deux espèces, et la célébration des offices divins en langue vulgaire : non seulement Pie IV refusa d'admettre cette voie de conciliation qui pouvait ramener les protestans, mais il osa menacer l'empereur de le faire déposer par les électeurs catholiques, s'il continuait à se mêler des affaires de religion.

Alors ce prince, témoin des terribles commotions causées par les disputes sacerdotales, en France, en Angleterre et dans les Pays-Bas, consentit à ce que tous ses sujets jouissent d'une liberté entière de conscience. Il tint, dit-on, ce discours à Henri d'Anjou, lorsqu'il quitta la Pologne pour venir régner en France : « Vous allez monter sur un trône orageux ; mais vous pouvez faire renaître la paix. Changez le conseil du feu roi, rejetez sur lui la haine et l'animosité que les massacres ont excitées dans les esprits. Dieu est le seul maître du cœur des

hommes; les rois ne commandent pas à la pensée, et, lorsqu'ils prétendent exercer un empire qui ne leur appartient pas, ils s'exposent à perdre celui dont ils jouissent. » Si Henri avait suivi des conseils aussi sages, la Ligue n'aurait pas eu lieu.

A la honte de la raison humaine, le gouvernement d'un prince qui voulait conduire les hommes par les grands principes de la morale et de l'équité naturelle inspira plus de murmure et de raillerie que de reconnaissance.

Soliman II, surnommé le Magnifique, venait de mourir après avoir régné quarante-six ans, et avoir étendu son empire d'Alger à l'Euphrate, et du fond de la mer Noire aux extrémités de la Grèce et de l'Épire. Exact observateur de sa parole, ami de la justice et du bon ordre, il fit fleurir, par sa vigilance, les vastes états agrandis par ses armes : la victoire l'accompagna jusque dans les bras de la mort. Il termina sa vie devant Sigeth, en Hongrie; et à peine avait-il rendu le dernier soupir, que la ville fut prise d'assaut.

Sélim II, qui lui succéda, après avoir fait une trève avec Maximilien et le sénat de Venise, s'empara, au mépris de ce traité, de l'île

de Chypre. Cette infidélité et l'importance de cette conquête avaient réveillé toutes les puissances de l'Italie; et, cinq mois après, elles avaient rassemblé dans les ports de la Sicile deux cents galères, six grosses galéasses, vingt-cinq vaisseaux de guerre, et un grand nombre de vaisseaux de transport. Jean d'Autriche, fils naturel de Charles-Quint, commandait cette flotte formidable; elle rencontra celle des Turcs à Lépante, lui livra bataille le 7 octobre 1571, non loin des rivages célèbres où Marc-Antoine et Auguste combattirent autrefois pour l'empire du monde. Les Turcs, entièrement défaits, perdirent en cette journée cent soixante galères, prises ou coulées à fond. La consternation se mit dans le sérail; et, si on eût suivi le conseil de Jean d'Autriche, qui voulait aller sur-le-champ attaquer les Dardanelles, la ville de Constantinople aurait peut-être échappé aux Osmanlis. La division se mit entre les chefs, et les Vénitiens se hâtèrent de faire la paix, pour se conserver les profits qu'ils tiraient du commerce avec les Ottomans.

Après cette paix, Sélim, abandonnant les rênes du gouvernement à son grand visir, s'ensevelit au fond de son sérail, avec ses femmes et ses eunuques. Les padishas de Constantino-

ple ne firent plus de grandes conquêtes ; l'empire ottoman sembla circonscrit dans ses limites ; les descendans des Amurat, des Mahomet, des Soliman, amollis par les jouissances les plus délicieuses, parurent rarement à la tête des armées ; ces fiers janissaires, qui faisaient trembler l'Europe et l'Asie, ne devinrent redoutables que pour leurs souverains.

Ce fut à cette époque que Sigismond, roi de Pologne, étant mort, l'Europe apprit avec surprise que le choix de la diète était tombé sur le duc d'Anjou, au grand mécontentement des princes d'Allemagne, qui virent avec horreur passer chez eux ce prince teint du sang répandu à la Saint-Barthelemi. Au départ d'Henri d'Anjou pour la Pologne, la santé de Charles IX était très-chancelante ; quelques Français, jetant leurs regards sur l'avenir, cherchaient à profiter de la mort prochaine du roi pour rétablir solidement la tranquillité intérieure. Henri, roi de Pologne, était généralement odieux ; il fut question de lui fermer le retour de la France, de placer sur le trône le duc d'Alençon, d'éloigner des affaires Catherine de Médicis, et de donner au jeune roi un conseil composé de catholiques. Ce parti fut nommé celui des politiques ; il renfermait

les principaux chefs des catholiques et des réformés, le duc d'Alençon, le roi de Navarre, le prince de Condé, le duc de Cossé, les enfans du connétable de Montmorenci.

La reine mère, instruite des résolutions des politiques, charge Henri de Guise d'en arrêter les suites. Montmorenci et Cossé sont mis à la Bastille, on donne des gardes au duc d'Alençon et au roi de Navarre, le prince de Condé prend la fuite, La Molle et Coconas ont la tête tranchée.

Ce fut la dernière action publique à laquelle Charles IX imprima le sceau de son autorité; il mourut le 3 mai 1574, n'ayant que vingt-quatre ans. Douze jours avant sa mort, Charles IX avait remis les rênes de l'état entre les mains de sa mère. Henri III quitta bientôt la Pologne pour se rendre en France.

Le nouveau roi, gagné par les Guise, qui voyaient dans la paix la ruine de leurs projets ambitieux, était à peine arrivé à Lyon, qu'avec le peu de troupes qu'on lui avait amenées il voulut forcer des villes qu'il eût pu ranger à leur devoir avec un peu de politique.

Cependant le duc d'Alençon et le roi de Navarre s'étaient enfuis de Paris : le premier fortifiait par sa présence le parti des politiques;

le second, après avoir abjuré publiquement la religion romaine, se montrait à la tête des réformés. Le prince de Condé conduisait en France une armée d'Allemands; Catherine de Médicis passait pour coupable de tous les crimes; tous les genres de débauche régnaient à la cour.

Le parti des politiques s'était réuni à celui des protestans. Le roi n'avait point d'argent;[1] il est obligé de proposer la paix en avril 1576, les protestans en dictent les conditions. L'exercice public du calvinisme est permis par-tout, excepté à deux lieues de Paris et de la cour; on crée des chambres, mi-partie de catholiques et de protestans, dans les parlemens de Paris, Toulouse, Grenoble, Aix, Rouen, Dijon et Rennes; le roi désavoue publiquement la Saint-Barthelemi; la mémoire de Coligni est réhabilitée.

Cette paix, qui eût été l'objet de l'alégresse générale si Henri l'eût publiée à son entrée en France, lorsqu'il pouvait rejeter les malheurs passés sur la conduite de ses prédécesseurs, ne contenta personne; les protestans la regardaient comme l'effet inévitable de la nécessité, et les

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (90).

catholiques comme un monument d'opprobre qu'on ne pouvait trop se presser d'anéantir. Les passions irritées n'écoutaient aucun conseil raisonnable; les catholiques et les protestans croyaient toujours avoir trop accordé, ou n'avoir pas assez obtenu : tout ne respirait alors que factions. Henri de Guise était fait pour elles; il avait, dit-on, toutes les grandes qualités de son père. Avec une ambition plus effrénée, plus artificieuse, il forma la Ligue projetée par son oncle le cardinal de Lorraine,[1] et songea à s'élever sur les ruines d'un royaume si mal gouverné.

Le roi, pressé entre les calvinistes qui demandaient trop de liberté, et les ligueurs qui voulaient lui ravir la sienne, crut faire un coup d'état en se déclarant le chef de la Ligue, et il l'enhardit davantage. Il est obligé de rompre malgré lui la paix donnée aux réformés, sans pouvoir leur faire la guerre; il assemble des états à Blois, le 13 décembre 1576; les hostilités se renouvellent de tous côtés, et la paix se fait encore en 1577.

On ne pouvait gouverner un tel royaume qu'avec du fer et de l'or; Henri III pouvait à

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (91).

grande peine avoir l'un et l'autre : il ne régnait pas. La ligue catholique et les confédérés protestans se faisaient la guerre, malgré lui, dans les provinces; les maladies contagieuses et la famine se joignaient à tant de fléaux.

C'est dans ce temps que le duc d'Anjou, frère du roi, alla dans les Pays-Bas chercher, au milieu d'une désolation non moins funeste, une principauté qu'il perdit par une tyrannique imprudence; il mourut en 1584, en même temps à peu près que le prince d'Orange fut assassiné.[1] La mort du duc d'Anjou rendit le roi de Navarre héritier présomptif de la couronne de France. Ce prince, le plus généreux chevalier de son temps, écrivit alors à Henri III pour lui remontrer que c'était à lui et à sa couronne que la Ligue en voulait, bien plus qu'aux réformés; il lui fit voir le précipice ouvert, et lui offrit ses biens et sa vie pour le sauver.

Mais Félix Perneti, cardinal de Montalte, qui venait de remplacer Grégoire XIII, mort en 1585, sous le nom de Sixte-Quint, fulminait contre le roi de Navarre et le prince de Condé cette fameuse bulle dans laquelle il les appelle

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (92).

génération bâtarde et détestable de la maison de Bourbon ; il les déclare déchus de tous droits, de toute succession. Dès-lors la Ligue fait valoir la bulle, et force le roi à poursuivre son beau-frère qui voulait le secourir, et à seconder le duc de Guise qui travaillait à le détrôner avec respect. C'était la neuvième guerre civile depuis la mort de François II.

Ce fut alors, en 1587, que l'Angleterre vit périr sur un échafaud Marie Stuart, reine d'Écosse.[1]

Henri, roi de Navarre, eut donc à combattre à la fois le roi de France, Marguerite sa propre femme, le pape et la Ligue.

A l'égard du saint père, Henri le brava jusque dans Rome, en y faisant afficher dans les carrefours un démenti formel à Sixte-Quint, et en appelant de sa bulle à la cour des pairs.

Il n'eut pas beaucoup de peine à empêcher son imprudente femme à se saisir de l'Agénois.

Quant à l'armée royale sous les ordres du duc de Joyeuse, il la vainquit à Coutras, le 10 octobre 1587,[2] combattant en soldat à la tête de ses troupes, faisant des prisonniers de sa

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (93).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (94).

main, et montrant; après la victoire, autant d'humanité et de modestie que de valeur pendant la bataille.

Mais, pendant qu'Henri battait l'armée royale à Coutras, le duc de Guise dissipait, à Vimori et à Anneau,[1] une armée d'Allemands qui venait se joindre à celle du roi de Navarre. Le malheur de Coutras et la gloire du duc de Guise furent deux nouvelles disgraces pour le roi de France; Guise demande la publication du concile de Trente, l'établissement de l'inquisition, la confiscation des biens des protestans, et le bannissement de ses favoris.

Henri III se décide alors, pour éviter les troubles qu'il prévoyait, à défendre au duc de Guise de venir à Paris. Le duc y vient malgré cette défense: d'où s'ensuit la journée des Barricades, le 12 mai 1588;[2] la fuite du roi à Chartres, le 13; les seconds états de Blois, le 16 octobre, même année; l'assassinat du duc de Guise, le 23 novembre, au moment où il entrait dans la chambre du roi;[3] celui du cardinal de Lorraine, son frère, le 24 du même

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (95).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (96).

[3] *Voyez*, à la fin du volume, la note (97).

mois, et la mort de Catherine de Médicis quelque temps après,[1] le 5 janvier 1589.

Si, au milieu de toutes ces horreurs, le roi, se couvrant du masque et des apparences d'une justice précipitée, eût accouru dès l'instant à Paris avec ses troupes, il s'en serait rendu maître; mais, après avoir pris des mesures pour se venger, il ne sut pas en prendre pour régner.

On ne le regarde plus que comme un parjure et un assassin. Le pape l'excommunie, la Sorbonne le déclare déchu du trône, la faction des seize domine dans Paris; le parlement instruit, à l'occasion du duc de Guise, un procès criminel contre Henri de Valois, ci-devant roi de France et de Pologne.

Le roi avait une armée trop faible; il a recours à Henri de Navarre, son vainqueur et son successeur légitime : bientôt les deux rois arrivent devant Paris, à la tête d'environ trente mille combattans. Henri III établit son quartier à Saint-Cloud, le roi de Navarre à Meudon : le siége allait commencer, Henri III est assassiné le 1er août 1589, par un jacobin nommé Jacques Clément.[2]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (98).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (99).

Le meurtre d'Henri III faisait Henri de Navarre roi de France; mais la religion servait de prétexte à la moitié des chefs de l'armée pour l'abandonner, et à la Ligue pour ne pas le reconnaître : elle choisit pour roi le cardinal de Bourbon Vendôme. Le roi d'Espagne compte alors la France pour une de ses provinces; le duc de Savoie, qui s'était emparé du marquisat de Saluces, menace à la fois le Dauphiné et la Provence. [1]

Il ne restait donc à Henri IV que la justice de sa cause, son courage et quelques amis. D'abord, avec huit mille combattans, il bat à Arques, le 23 septembre 1589, l'armée du duc de Mayenne, forte de vingt mille hommes; [2] ensuite il emporte les faubourgs de Paris : mais, trop faible pour s'emparer de la ville, il est obligé de se retirer.

Bientôt après le roi d'Espagne envoie au secours de la Ligue quatre mille cavaliers et trois mille hommes de la vieille infanterie vallonne, sous les ordres du comte d'Egmond. Henri rassemble le peu de forces qu'il peut avoir, et, à la tête de dix mille combattans seulement, il

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (100).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (101).

livre la fameuse bataille d'Ivry, où il bat les ligueurs et les Espagnols, infiniment supérieurs en nombre, en artillerie et en tout ce qui peut être nécessaire à une armée très-considérable.[1]

Après cette victoire signalée, Henri marche encore vers Paris, qu'il eût pris par famine s'il n'eût eu trop de pitié des assiégés. Le roi d'Espagne avait envoyé le duc de Parme au secours de la capitale avec une puissante armée; Henri IV court lui présenter la bataille, le duc de Parme la refuse : continuer alors le siége de cette grande ville, devant une armée supérieure, était une chose imprudente et impossible. Voilà donc encore la fortune d'Henri retardée, et ses victoires inutiles : au moins force-t-il le duc de Parme à rentrer en Flandre.[2] Sixte-Quint venait de mourir en 1590;[3] Urbain, qui l'avait remplacé pendant onze jours, le fut par Grégoire XIV, qui, après s'être empressé d'employer les trésors ramassés par Sixte-Quint pour envoyer des troupes à la Ligue,[4] mourut en 1591; remplacé pendant deux mois

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (102).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (103).

[3] *Voyez*, à la fin du volume, la note (104).

[4] *Voyez*, à la fin du volume, la note (105).

par Innocent IX, Hippolyte Aldobrandin, son successeur, sous le nom de Clément VIII, avait envoyé un légat pour assister aux états de Paris.

Pendant qu'on employait contre Henri les armes et la plume, la politique et la superstition ; pendant que ces états, aussi tumultueux, aussi divisés qu'irréguliers, se tenaient dans Paris, le roi de Navarre était à ses portes, et menaçait la ville pour une troisième fois. Il y avait quelques partisans : beaucoup de vrais citoyens, lassés de leurs malheurs et du joug d'une puissance étrangère, soupiraient après la paix ; mais le peuple était retenu par la religion. Henri IV fit son abjuration dans l'église de l'abbaye de Saint-Denis, le 25 juillet 1593 : cette cérémonie fut suivie d'une trève de trois mois.

Mayenne en avait profité pour aller visiter son gouvernement de la Bourgogne, après avoir confié le commandement de Paris au maréchal de Brissac. Ce brave militaire résolut d'en ouvrir les portes à Henri IV ; il se concerta, à cet effet, avec l'échevin Langlois, le prévôt des marchands L'huillier, et le président Le Maître.

Un nouvel arrêt du parlement de Paris calmait les inquiétudes des ligueurs ; les ambas-

sadeurs de Rome et d'Espagne étaient dans la plus grande sécurité, lorsque, le 4 mars 1594, ils sont réveillés au bruit des décharges de mousqueterie et des cris répétés de *vive le roi !* et Henri est au milieu de sa capitale sans qu'il y eût presque de sang répandu.

Cependant, tout maître de Paris qu'était Henri IV, sa puissance fut long-temps à s'affermir. Forcé de donner l'administration entière des finances au duc de Sully, ce ministre intègre trouva, en 1596, qu'on levait cent cinquante millions sur le peuple, pour en faire entrer environ trente dans le trésor public. Enfin, par des emprunts, par les soins infatigables du duc de Sully, si digne de le servir, Henri IV vint à bout de rassembler une florissante armée, la seule, depuis trente ans, qui eût été pourvue du nécessaire, la première qui eût eu un hôpital réglé dans lequel les blessés et les malades eurent des secours qu'on ne connaissait point encore.

Il reprend Amiens à la vue de l'archiduc Albert, le contraint de se retirer, et court, de là, pacifier le reste du royaume. Enfin la France est à lui, le pape lui donne l'absolution; il conclut avec l'Espagne, à Vervins, le 2 mai 1598, la paix la plus avantageuse que la

France eût faite avec ses ennemis depuis Philippe Auguste.[1] Fort peu de temps après, Philippe II termina sa carrière.[2]

La paix extérieure, dont l'Italie jouissait depuis le traité de Cateau-Cambresis, fut sur le point d'être troublée en 1600. Henri IV, paisible possesseur de son royaume, songeait à retirer des mains du duc de Savoie le marquisat de Saluces, envahi pendant les troubles de la Ligue. Ce marquisat était regardé comme un fief mouvant du Dauphiné, et François Ier s'en était emparé, par droit de réversion, après la mort du marquis Jean Louis, qui ne laissait point d'enfans mâles. Les ducs de Savoie assuraient que cette petite province, enclavée dans le Piémont, devait leur appartenir en vertu des pactes de famille entre la maison de Maurienne et celle de Saluces : cette contestation avait été soumise au jugement du pape par un article du traité de Vervins.

Le roi de France sollicitait alors à la cour de Rome la cassation de son mariage avec Marguerite, fille d'Henri II ; et, pour augmenter son crédit en Italie, il proposait d'é-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (106).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (107).

pouser Marie, fille de François de Médicis, grand duc de Toscane. Les deux négociations éprouvaient beaucoup de lenteur. Le duc de Savoie, sentant toute l'importance du marquisat de Saluces, épuisait les ressources de la politique pour en éloigner la restitution; il vint à Fontainebleau faire sa cour au roi, et se flatta, à force de complimens et de souplesses, d'obtenir que ce prince se désisterait de cette demande.

Trompé dans son attente, il promit de satisfaire le roi, et manqua à sa parole : en même temps, il implorait le secours de Philippe II, son beau-père. Une armée nombreuse s'assemblait dans les environs de Milan, sous les ordres du comte de Fuentes; elle entretenait les espérances du duc : mais, d'un côté, la guerre des Pays-Bas, dans laquelle la cour de Madrid était engagée, de l'autre, les succès des Ottomans en Hongrie, ne permettaient guère à Philippe de rompre la paix de Vervins que son père avait signée.

Henri IV, parfaitement instruit de la situation de ses voisins, s'avançait vers Lyon, sous prétexte d'y recevoir sa nouvelle épouse Marie de Médicis, mais bien plus véritablement pour attaquer la Savoie.

Lesdiguières avait mandé à sa majesté que le duc de Savoie faisait fortifier ses places, surtout celles de la Bresse, et qu'il les remplissait de munitions de guerre et de bouche : on sut d'ailleurs qu'il faisait de grandes instances à la cour de Madrid. Le roi prit donc son parti, d'après les conseils du duc de Sully, alors grand maître de l'artillerie, qui eut bientôt tout disposé pour entrer en campagne. Lesdiguières fut chargé de reconnaître le château de Montmélian; Vienne et Castenet reconnurent celui de Bourg-en-Bresse : on résolut, d'après leur rapport, de se rendre maître de ces deux villes. L'une et l'autre furent prises en effet, malgré les trahisons du duc de Biron, et le roi fit investir Chambéry, qui se rendit dès le lendemain, ainsi que le château : le roi alla ensuite se saisir de Conflans, de Miolens, Mortier, Saint-Jacome, Saint-Jean-de-Maurienne et Saint-Michel, aucune de ces places n'ayant tenu devant le canon. Pendant ces opérations militaires, le duc de Sully reconnaissait toutes les places de la Bresse, particulièrement le château de Bourg.

Sur la parole et les promesses du duc de Sully, le roi le chargea d'entreprendre l'attaque de Charbonnières et celle du château de Mont-

mélian. Il prit l'une et l'autre place en assez peu de temps, malgré toutes les difficultés qu'il rencontra du côté de la saison, de la nature du local, de la position des places, du genre de rochers qui les entouraient, et beaucoup plus encore de la part des courtisans, qui ne cessaient d'assurer le roi que l'entreprise du duc de Sully était aussi présomptueuse qu'inconsidérée, et d'un succès impossible.

La prise du château de Montmélian ayant donné au roi la faculté de marcher en avant avec son armée, le cardinal Aldobrandin, neveu du pape, qui venait traiter avec sa majesté de son mariage et de la paix, se hâta d'arriver, et obtint du roi que les conférences se tinssent à Lyon; mais, après s'être convaincu que les plénipotentiaires étaient presque tous dans les intérêts du duc de Savoie, le roi convint, avec le duc de Sully, de faire raser les fortifications du fort Sainte-Catherine. Le légat, qui avait fait des instances particulières sur leur conservation, fut si courroucé en apprenant la démolition de ce fort, qu'il rompit les négociations.

Le duc de Sully seul, après avoir trouvé le moyen de ramener le légat à des idées plus raisonnables et entièrement pacifiques, conclut

avec lui un traité qui languissait depuis si long-temps,[1] et d'après lequel la paix fut publiée à Lyon le 17 janvier 1601.

Deux ans après, la reine Élisabeth, ayant régné glorieusement pendant quarante ans, termina sa carrière.[2]

Clément VIII, après avoir voulu terminer les disputes sur la grace et le libre arbitre,[3] allait prononcer sur cet objet, lorsque la mort le surprit le 3 mars 1607. Léon XI, de la maison de Médicis, n'occupa le siége, après lui, que trois semaines; Camille Bourguesse, qui lui succéda, prit le nom de Paul V. Quoiqu'en dispute et en guerre avec les Vénitiens, quoique occupé du molinisme et du jansénisme, le soin de ce pape fut d'embellir Rome.[4]

Après avoir pacifié ses états, Henri IV ne fut plus occupé que de ses grands projets; il n'attendait qu'une occasion pour les mettre à exécution. Il croyait l'avoir trouvée; il projetait d'entrer en campagne dans le printemps de l'année 1610; ses troupes étaient déjà arri-

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (108).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (109).

[3] *Voyez*, à la fin du volume, la note (110).

[4] *Voyez*, à la fin du volume, la note (111).

vées au rendez-vous, sur les frontières de la Champagne, lorsqu'il fut assassiné le 14 mai de la même année.[1]

Le duc de Sully ne doutait pas que cet assassinat ne fût l'effet d'une conjuration : on sait aussi comme il parle, dans ses Mémoires, des projets du roi contre la maison d'Autriche, et l'on est étonné que des historiens sensés aient voulu les révoquer en doute. Quoi qu'il en soit des projets qu'on lui prête, Henri n'eût-il pas replongé la France dans les guerres les plus ruineuses? était-ce d'ailleurs le moment de la faire? Malgré seize ans de paix, la France était encore bien éloignée de s'être relevée de tous les maux qu'elle avait soufferts. Était-ce dans des circonstances encore aussi fâcheuses qu'il fallait mener les Français au combat? La guerre ne convient qu'à des états jeunes et nerveux que le repos accable, que le mouvement fortifie, et qui, tourmentés du besoin des conquêtes, portent au dehors le superflu de leur population, dont la réaction pourrait troubler l'harmonie au dedans.

Au reste, on avait vu s'opérer, vers la fin du seizième siècle, de grands changemens dans

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (112).

toutes les parties du système politique, ainsi que dans celles qui concernaient l'art militaire, le commerce, les arts, l'agriculture et les lettres.

L'Asie avait vu se multiplier chez elle les conquérans européens.

L'Afrique n'avait encore offert à leur cupidité qu'un point qui leur était devenu nécessaire pour arriver plus facilement en Asie.

L'Amérique avait déjà vu une partie de ses habitans payer de leur vie ou de leur liberté l'insatiable avarice des Espagnols.

Mais, dans aucune de ces parties du monde, il n'y avait eu de changement notable dans le gouvernement, les mœurs, etc.

Il n'en avait pas été de même en Europe. La religion avait pris une face différente, et les divers novateurs étaient enfin parvenus à se faire une assez grande quantité de partisans pour donner de la consistance à chacune de leurs différentes sectes, qui toutes s'étaient formées au détriment de la puissance papale et de la religion romaine.

Pour le gouvernement. L'Italie, dont la plus grande partie était occupée par le chef de la maison d'Autriche, voyait ses princes

tourner sans cesse les yeux vers ce formidable voisin, et mesurer ses démarches sur les siennes, soit pour se soustraire au joug dont il les menaçait, soit pour profiter des graces dont il les flattait.

Dans tous les pays soumis aux princes autrichiens, le gouvernement était devenu absolu. L'autorité souveraine avait tout abaissé en Espagne, en Italie, dans les Pays-Bas, en Allemagne, en Bohême, et dans la Hongrie.

Les Tudor, qui régnaient depuis Henri VII, s'éteignent, et sont remplacés par les Stuart. L'Angleterre est presque devenue une monarchie sans bornes, sous le gouvernement d'Élisabeth : si on en excepte l'article des subsides, tous les droits du peuple relatifs à l'administration ont été absorbés par la prérogative royale.

L'Écosse est réunie à l'Angleterre, et cet événement est un des plus intéressans de la politique, par l'influence qu'il eut sur le système de l'Europe.

Les Valois, assis sur le trône de la France depuis Philippe V, tombent avec Henri III, et la branche des Bourbon, sortie du même tronc, lui succède. Tout a été bouleversé en

France sous les enfans d'Henri II; Henri IV a ramené la vraie monarchie, un roi assemblant la nation quand il s'agit de statuer sur ses lois, délibérant avec elle, et ne décidant que de son aveu, des tribunaux intermédiaires chargés de faire exécuter ces lois.

Le sang des Jagellon, dont les princes ont gouverné la Pologne pendant deux cents ans, finit dans Sigismond II, et dès-lors la couronne est possédée par diverses maisons.

Le Portugal devient une province d'Espagne. La témérité de Sébastien, la faiblesse du cardinal Henri, l'extrême supériorité de Philippe et les talens du duc d'Albe, décidèrent l'esclavage de Lisbonne.

La Hongrie, qui devint une province de l'Autriche, dut la perte de sa liberté à la mollesse des sultans, et à l'excès de ses droits et de ses priviléges.

Le despotisme, au contraire, occasionne les troubles de la Russie.

L'imprudence de Sigismond fut la seule cause qui lui fit perdre la Suède.

L'Europe vit se former la nouvelle république d'Hollande. La dureté, la superstition de Granvelle, la sévérité de Philippe II, les ri-

gueurs de l'inquisition, les cruautés du duc d'Albe, occasionnèrent le premier soulèvement; le génie du premier prince d'Orange, les talens militaires du second, les secours d'Élisabeth, fixèrent le succès; la constance, la patience, l'intrépidité, l'industrie des nouveaux républicains, établirent leur liberté sur des fondemens durables. Leçon immortelle pour les rois, qui, voyant le peuple le plus faible, le plus pauvre, secouer le joug du monarque le plus puissant, le plus riche, doivent se convaincre que rien ne garantit leur pouvoir quand ils l'ont rendu odieux!

Genève est tout à fait soustraite à ses anciens maîtres, et goûte une tranquillité qu'elle doit à sa sagesse et aux puissances qui la protégent.

L'art militaire fait des progrès dans la partie de la fortification. On commença à donner aux tours une forme pentagonale; on les nomma alors bastions: ils furent d'abord très-petits. Ce fut sous François Ier, qui fortifia Landrecy, et Henri II, qui fit travailler au nouveau Hesdin, que l'on fit en France des changemens sensibles à la manière de fortifier. Quelques auteurs regardent la citadelle d'Anvers, bâtie sous Philippe II, comme la première place

construite régulièrement sur le nouveau système.

Depuis cette époque, les forteresses furent réparées ou construites par le systême bastionné, et suivant les idées proposées par divers ingénieurs, parmi lesquels on distingue Benoît de la Treille, en 1567; Alghin, d'Acarpi, en 1570; Daniel Specker, en 1589; Errard, de Bar-le-Duc, en 1594; Marchi, en 1599.

Dans la partie de la poliorcétique, ou l'art de faire les siéges, l'art d'attaquer les places se perfectionna à mesure que la fortification opposa de meilleurs moyens de défense. Tant qu'elle n'avait présenté à l'ennemi que de faibles retranchemens, l'escalade suffit pour s'emparer d'une place; mais, lorsqu'on eut environné les villes de hautes murailles, flanquées de tours, au pied desquelles régnaient des fossés larges et profonds, il fallut avoir recours à d'autres moyens d'attaque.

Alors on tenta l'escalade avec des échelles, on essaya de saper les murs, on ouvrit la mine, on fit des brèches à l'enceinte, le plus souvent les assiégeans formèrent un blocus; mais la découverte de la poudre fit prendre une autre marche à la poliorcétique.

Sous François Ier et Henri II, on multiplia l'artillerie; ses calibres furent jusqu'à cinquante livres de balles : mais les guerres civiles qui désolèrent la France ne permirent pas d'accélérer les progrès de cet art. Ce ne fut que sous Henri IV que Sully, devenu grand maître de l'artillerie, la mit sur un bon pied : elle n'était cependant pas encore très-nombreuse en 1595, où l'on regardait comme très-extraordinaire que le comte de Fuentes eût pu employer soixante et dix canons au siége de Cambrai.

Durant les guerres de François Ier et de Charles-Quint, l'art des siéges fit de nouveaux progrès. Au siége de Thionville, en 1558, par le duc de Guise, Montluc fit élargir la tranchée, et fit soutenir les travailleurs, en plaçant douze ou quinze cents soldats bien armés dans des arrière-coins qu'il fit faire de vingt pas en vingt pas.

En 1503, Pierre de Navarre commença à employer la mine au siége du château de l'Œuf.

En 1579, Henri IV parut être le premier qui eût fait usage du petard pour surprendre Cahors.

En 1577 et 1580, les Polonais employèrent

les boulets rouges au siége de Dantzick et de Poloczko.

En 1585, Jambelly fit des barques infernales pour la défense d'Anvers.

En 1588, au siége de Wachten-Dook, en Gueldres, on employa le mortier pour lancer des bombes.

Vers la fin du quinzième siècle, on avait abandonné l'usage des terrasses. On se détermina, dans le seizième siècle, à former des tranchées, qu'on ouvrit à la portée du canon; on les poussait en zig-zag, on les appuyait par des redoutes, en formant des communications aux batteries : enfin on exécutait des places d'armes ou parallèles peu étendues.

Dans la partie des combats, cette chevalerie, si renommée dans l'histoire du moyen âge, avilie et dégradée par le trop grand nombre de ceux qui avaient été admis à jouir de cet honneur, ne rendit plus d'aussi bons services lorsqu'elle eut à lutter contre des compagnies de cinquante ou de cent lances : [1] aussi perditelle bientôt cet ancien crédit qu'elle n'avait dû qu'à l'ignorance des vrais principes.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (113).

Cependant ces nouveaux corps de gendarmerie, combattant en haie sur une seule ligne, sans que les intervalles entre les compagnies ou escadrons fussent bien déterminés, étaient sans doute encore bien loin d'être une troupe très-redoutable.

Cette cavalerie était soutenue par les francs-archers; bientôt on les remplaça par les arquebusiers, leur arme ayant été reconnue pour supérieure à l'arbalète et à l'arc.

Sous Henri IV, le duc d'Albe, le prince de Parme, la cavalerie fut formée sur six ou huit rangs.

On avait déjà connu le grand avantage des réserves; mais on en avait fait trop peu d'usage.

Le grand art des campemens, des marches, celui de fatiguer son ennemi en se plaçant toujours très-près de lui, la sagesse de savoir différer une bataille, et de préférer des avantages journaliers à ces brillantes prouesses si souvent désastreuses, l'adresse de faire subsister des armées dans les pays les plus stériles, le coup d'œil qui décide du succès des batailles, en faisant choix de bonnes positions, tous ces différens progrès de l'art militaire furent dus

au duc d'Albe, à Henri IV, au duc de Parme et à Maurice de Nassau : ce fut dans son armée qu'on se servit, pour la première fois, de lunettes à longue vue, et des galeries dans les siéges.

Cependant la plupart des généraux, connus braves et impétueux pour l'attaque, étaient souvent dépourvus des qualités si importantes pour la guerre, de la vigilance et de l'attention.

Mais plusieurs officiers distingués ne se bornèrent pas, dans ce siècle, à donner à la guerre des preuves de leur valeur et de leur capacité ; ils réfléchirent sur leur art, et ils nous ont laissé de solides preuves qu'ils savaient aussi bien écrire sur la théorie militaire, qu'en appliquer les principes aux grandes actions de la guerre. [1]

Dans la législation, jamais la France ne fut plus bouleversée, et jamais elle ne vit ses souverains porter de plus sages lois. C'est du règne de Charles IX, ce règne de troubles, de fanatisme et de sang, que datent les plus belles ordonnances. Le chancelier de Lhôpital opéra ce prodige ; de grands magistrats secondèrent ses

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (114).

intentions; de Thou, de Harlai, Jeannin, Durantin, Pasquier, Armand, les deux Pithou, etc.

Les progrès de la navigation continuent, et de nouveaux pays se découvrent.

Le commerce change encore une fois de centre. Les Hollandais, les Anglais, s'emparent des colonies qui échappent aux Portugais; les Anglais vont chercher les baleines au fond des mers de la Laponie, les pelleteries à Archangel, l'ivoire sur les côtes d'Afrique, les métaux précieux dans le Mexique et le Pérou; les Hollandais les imitent, et se rendent bientôt leurs rivaux.

Les arts mécaniques fleurissaient depuis trois siècles dans la Flandre; ils fuient à l'approche du duc d'Albe et du tribunal de l'inquisition: ils vont chercher en Angleterre un gouvernement plus doux, en France la protection d'un héros, en Angleterre la précieuse liberté de penser.

Les mathématiques dûrent à François Viette deux méthodes nouvelles: la substitution, dans l'algèbre, des lettres de l'alphabet aux chiffres numériques, pour désigner des quantités inconnues; l'idée d'appliquer l'algèbre à la géométrie, en réduisant les lignes et les angles de

la seconde de ces deux sciences aux lignes de la première.

L'Allemand Rothman, l'Italien Zabarella, l'Irlandais Jonas, le Danois Longomontanus, se distinguèrent dans l'astronomie; ils sont tous effacés par le fameux Ticho-Brahé.

Le hasard fit faire alors une découverte qui devint bientôt le principe de plus grands succès. Les enfans d'un ouvrier, en Hollande, jouant avec des verres à lunettes, en réunirent deux aux extrémités d'un tube; surpris de voir, par ce moyen, les objets rapprochés et grossis, leurs cris attirèrent leur père : celui-ci réfléchit sur ce prodige; il communique ses réflexions et ses idées, et il forme le premier télescope.

L'optique avait péri avec les lettres, sous le fer des Barbares. Marolicus lui rendit la vie par son Traité de la lumière et de l'ombre; Jean de Portes éclaircit ses idées, Antonio de Dominis découvrit le phénomène de l'arc-en-ciel.

La science de la perspective reparut avec l'optique; la théorie des mécaniques renaquit en même temps, par les soins d'Ubaldi.

Ainsi la vérité s'approchait, conduite par l'esprit philosophique. Lhôpital la faisait ré-

gner dans le sanctuaire de la justice, Philippe Sidney la faisait goûter à la cour d'Élisabeth, Ramus tâchait de la ramener dans les universités; Bodin illustra sa patrie par son Livre sur la République; Charron et Montaigne rappelèrent aux hommes la science sublime de la morale avec la naïve éloquence de la vertu.

L'histoire, les langues mortes, les langues vivantes, commençaient à faire de véritables progrès : les unes et les autres s'enrichissaient de plusieurs ouvrages écrits avec profondeur. La poésie naquit : après Garnier, Ronsard et Reignier, Malherbe parut, et fit une révolution dans la langue française. En Angleterre, Spincer avait essayé l'idylle avec succès, lorsque Shakespear créa ses prodiges. En Espagne, ce fut le siècle d'or de la poésie. Spinosa et le comte Rebolledo publièrent des idylles dignes de Théocrite; Guevedo se rendit immortel par ses Bucoliques du Tage; Ulloa et Christoval lancèrent la satire; Horera obtint le nom de divin; les deux Argensola furent regardés comme les rivaux d'Horace; Louis de Léon fut fameux par ses Odes; Villega fut l'émule d'Anacréon; Lopez de Rueda le véritable créateur du théâtre,

perfectionné par Naharo; Alonzo Derzilla, soldat et navigateur, donna son poëme de la Raucana. Les Portugais eurent leur Camoëns, à qui l'on dut la Lusiade. En Italie, le Tasse, dans le genre héroïque, laissait loin de lui tous ses contemporains; Annibal Caro donnait de Virgile et de Lucrèce les meilleures traductions en vers que possédaient les langues modernes; Tansillo imitait Pétrarque.

Les beaux-arts étaient encore réfugiés dans cette Italie qui les avait vu renaître.

Le célèbre Palladio décorait Vicence; il y bâtissait un théâtre, encore admiré de l'Europe. La sculpture se soutenait à Florence, la peinture y était déchue. Rome possédait Barroche, Michel Carravage, le Josepin, etc.; mais l'école romaine commençait à dégénérer. L'école vénitienne était très-florissante; le Titien, le Tintoret, vivaient encore; le Bassan, Paul Véronèze, développaient tous les talens. L'école lombarde arrivait à sa perfection; les trois Carrache donnaient des leçons sur l'histoire, la fable, les mœurs, les usages, la poésie, la géométrie, l'anatomie, la perspective, et joignaient la pratique à la théorie; l'Albane, le Dominicain, le Guerchin, le Guide, bril-

laient dans cette école. En Flandre, Brugel, Dubois, Vos, Mabuse, Moro, Elsheimer, Veniusotho, sortaient la peinture de la médiocrité où elle avait été jusqu'à eux dans leur patrie. La gravure s'enrichissait par les talens de Vilamerie, de Saldert et de Corneille Cort.

La France, privée de bons peintres, possédait le sculpteur Germain Pilon, à qui l'on doit le joli groupe des trois Graces, et les architectes Louis de Foix, et Philibert de Lorme, dont on aime à voir encore les travaux ingénieux au sein de la capitale.

FIN DU SECOND VOLUME.

NOTES.

(a. 1) Page 52.

A LA mort de Louis XII, les trésors étaient vides; cependant François Ier ne voulait pas rendre odieuse l'époque de son avénement au trône, en rétablissant des impôts dont la suppression avait fait bénir Louis XII au moment où il monta sur le trône : il fallait y suppléer par des ressources extraordinaires aussi promptes qu'efficaces. Le génie hardi et fécond du chancelier Duprat se chargea d'en trouver; il proposa une création de charges dans les parlemens, qui seraient vendues au profit du roi, sous prétexte de prêt pour les besoins de l'état : on n'aurait pas osé alors laisser soupçonner la vénalité, quoique les offices des juridictions inférieures eussent commencé à être vénaux avant saint Louis, pendant son règne, sous Louis le Hutin, et encore depuis. Charles VII avait réformé cet abus; il se renouvela sous Louis XI. Charles VIII et Louis XII défendirent la vénalité de tous les offices indistinctement. Sous le règne de ce dernier, on vendit quelques offices de finance dans des besoins très-pressans de l'état; mais le roi révoqua même cette vénalité. François Ier la rétablit, et l'étendit aux charges de magistrature. Cette nouveauté, qu'on trouva alors très-dangereuse, scandalisa beaucoup; elle inspira les préventions les plus fortes : on supposait que les nouveaux juges porteraient dans leurs fonctions des ames vénales comme leurs charges. Le parlement s'éleva contre cette innovation, fit des remontrances, et n'enre-

gistra que *sous l'exprès commandement du roi;* mots vagues et vides de sens, qui ne mettaient pas à couvert la responsabilité des magistrats, et apprenaient au peuple que ses défenseurs naturels céderaient à toutes les volontés du monarque, pourvu qu'il en vînt à *de très-exprès commandemens.*

Au reste, la vénalité des charges a-t-elle tous les inconvéniens dont on a voulu l'accuser? En général, à peine s'était-il écoulé quelque temps depuis l'époque où l'on avait mis un prix à une place, que déjà l'acquéreur ne reçoit pas, en honoraires, seulement l'intérêt de la somme qu'il avait donnée. On peut citer pour exemple ces mêmes places de magistrature dans les différens parlemens de France. Les moindres coûtaient de 25 à 30,000 livres, et valaient environ 500 livres de gages. La disproportion était bien plus forte dans le parlement de Paris, sur-tout à l'égard des charges de président à mortier, de greffier en chef, etc.; et l'état payait d'autant plus faiblement et plus mal les gages d'office vendus primitivement à son profit, qu'il s'éloignait davantage de l'époque où il en avait reçu la finance.

Il a donc toujours été nécessaire que les acquéreurs d'offices eussent une certaine fortune; et presque toujours ce fut l'appât d'obtenir une plus grande considération, ou d'arriver à des titres de noblesse et à des priviléges, qui détermina les acquéreurs à faire des sacrifices dont ils ne devaient retirer aucun avantage pécuniaire. Ainsi le gouvernement acquit, par ce moyen, de grands avantages; celui d'avoir une espèce de garantie de la conduite de l'homme, qui devait naturellement être retenu dans ses devoirs par l'intérêt, s'il ne l'avait été par les sentimens, et celui plus essentiel de mettre en général, dans les places de magistrature, des propriétaires en état de s'y maintenir et d'en soutenir les prérogatives,

sans craindre qu'ils fussent maîtrisés par les menaces du souverain, ou par la crainte de la perte d'une place qui n'aurait pas été à eux s'ils ne l'avaient pas achetée, ou qu'on aurait pu leur ôter à volonté.

Voyez les sommes énormes que dépensent, en Angleterre, les candidats qui aspirent à entrer dans la chambre des communes; et cependant on n'a attaché à ces places aucun émolument; elles ne peuvent produire aucun profit : aussi sont-elles respectées, et vraiment respectables. Les citoyens qui les occupent y défendent les droits de l'homme et du peuple, et y émettent continuellement des idées libérales sans craindre la moindre vexation de la part du souverain, dont ils censurent quelquefois la conduite, ni des ministres auxquels ils ne craignent pas de dire très-souvent, en face, les vérités les plus dures.

Voyez, au contraire, les conseils de la plupart des souverains; trop souvent ils sont composés d'hommes dont l'adulation, la bassesse, l'orgueil, la faiblesse ou l'intérêt personnel ne cessent de flatter les passions du maître; toujours tremblans de perdre la faveur ou des places lucratives dont ils n'auraient pas le courage de se passer, ils ne craignent pas d'être chargés de la dureté, de l'odieux ou de l'inconséquence des ordres que l'on donne, des injustices que l'on se permet, ou des cruautés que l'on exerce.

(2) Page 85.

ANNATE. Revenu d'une année que les papes retenaient sur les bénéfices qu'ils conféraient.

Dévolution. Droit établi en 1179 par Alexandre III, dans le troisième concile de Latran : c'est une loi contre les collateurs négligens qui faisaient passer à un autre leur droit de conférer. L'objet de cette loi était d'em-

pêcher la trop longue vacance des bénéfices, et, jusque là, il n'y avait rien que de juste; mais les papes abusèrent de ce droit en l'attirant tout entier à eux seuls, et en l'exerçant toujours sous le moindre prétexte. Il en était de même *de la prévention*, c'est-à-dire du droit de prévenir les collateurs ordinaires et les patrons ecclésiastiques. L'exercice de ce droit était poussé jusqu'aux derniers excès de l'abus.

Mandat apostolique, ou *grace expectative*. Collation anticipée par laquelle le pape assurait à un ecclésiastique un bénéfice non vacant : de là, les vœux pour la mort du titulaire, et quelquefois les efforts pour la hâter. Ces graces, d'ailleurs, étaient quelquefois vendues.

Vacance, incuria. Droit de nommer aux bénéfices des ecclésiastiques qui mouraient à Rome; et il faut remarquer que la multitude des droits exercés par les papes sur les bénéfices de toute la chrétienté, attirait à Rome une foule d'ecclésiastiques de tous pays. Bientôt ce qu'on appelait *curia*, c'est-à-dire la cour de Rome, fut étendu à deux journées de Rome ou d'Avignon, et le droit de la vacance *in curiâ* fut étendu à toute espèce de vacance.

Ces divers abus peuvent être compris sous le nom général de réserves : les unes spéciales, par lesquelles le pape se réservait la disposition d'un bénéfice particulier quand il serait vacant; les autres générales, comme lorsque le pape Jean XXII se réserva tout à la fois toutes les cathédrales. C'est à Boniface VIII et à Clément V qu'on attribue les premières réserves générales : *Il n'y avait laboureur qui ne baillât argent pour avoir une grace expectative*, dit Jean Juvénal des Ursins.

(3) Page 85.

Brantôme peint tous ces désordres avec une naïveté

bien franche et bien vive. « Le pis était, dit-il, quand ils ne pouvaient s'accorder dans leurs élections, le plus souvent s'entre-battaient, se gourmaient à coups de poings, venaient au braquemart, voire s'entre-tuaient. Ils élisaient le plus souvent celui qui était le meilleur compagnon, qui aimait le plus les ga...., les chiens et les oiseaux, qui était le meilleur biberon; bref, qui était le plus débauché.... Aucun n'élisait quelque simple bon homme de moine, qui n'eût osé grouiller ni commander faire autre chose, sinon ce qui leur plaisait, et le menaçait, s'il voulait trop faire, du galant et rogne supérieur. D'autres élisaient, par pitié, quelque pauvre hère de moine, qui, en cachette, les dérobait, et faisait mourir de faim ses religieux. Les évêques, élevés et parvenus à ces grandes dignités, Dieu sait quelle vie ils menaient! Une vie toute dissolue après chiens, oiseaux, fêtes, banquets, confréries, noces et pu....., dont ils en faisaient des sérails; ainsi que j'ai ouï parler d'un, de ces vieux temps, qui faisait rechercher de jeunes belles petites filles, de l'âge de dix ans, qui promettaient quelque chose de leur beauté à l'avenir, et les donnait à nourrir et élever, qui çà qui là, parmi leurs paroisses et villages, comme les gentilshommes, des petits chiens, pour servir quand elles seraient grandes. J'en dirais davantage; mais j'ai peur de scandaliser. »

(4) Page 87.

Par ce moyen, le chancelier avait un plus grand espoir de se faire combler de graces ecclésiastiques. Il avait exercé d'abord la profession d'avocat à Paris, et rempli, successivement après, les places de lieutenant général au bailliage de Mont-Ferrand en Auvergne, d'avocat général au parlement de Toulouse; maître des requêtes, président du parlement de Paris, chancelier,

puis cardinal, et alors, en même temps, archevêque de Sens, évêque de Meaux, d'Albi, de Coutances, de Diez, de Gap, et abbé de Fleury ou Saint-Benoît-sur-Loire.

(5) Page 88.

« On ne vit jamais d'échange plus bizarre, dit Mézerai. Le pape, qui est une puissance spirituelle, prit le temporel pour lui, et donna le spirituel à un prince temporel. »

(6) Page 92.

Ces fréquentes révoltes des Suisses, qui rendaient alors leurs services si dangereux, dit un historien de François Ier, n'étaient, après tout, qu'une juste punition de l'imprudence des princes, qui, les employant en trop grand nombre dans les armées, les mettaient en état de faire la loi, et qui joignaient à cette première faute l'injustice de ne pas les payer exactement.

Si l'on s'en tenait à ce qui s'est passé sous les règnes de Charles VIII, Louis XII et François Ier, relativement aux troupes levées chez les étrangers, on aurait bientôt décidé sur le danger auquel on s'exposait d'être continuellement maîtrisé par des hommes qui, au moindre retard dans le paiement de leur solde, ou au moindre caprice, se mutinaient, refusaient de se battre, et reprenaient le chemin du pays dont ils étaient sortis; mais il faut en outre considérer cet objet, assez important, sous un autre point de vue, celui de l'avantage que l'on peut en retirer, ou que l'on doit en espérer. Dans les premiers temps, on voulut avoir des soldats étrangers, parce qu'ils étaient mieux disciplinés, mieux exercés que les troupes nationales, et qu'on pouvait les retenir sous les armes autant de temps qu'on pouvait les payer. Dans des temps postérieurs, où l'on avait des troupes

exercées et disciplinées, l'on voulut avoir des soldats étrangers, sous le prétexte que, d'une part, c'étaient des hommes que l'on enlevait à l'ennemi; que, de l'autre, c'étaient des hommes que l'on enlevait de moins, chez soi, aux arts, au commerce et à l'agriculture: mais ces avantages n'étaient qu'apparens; rarement les régimens étrangers contenaient-ils un quart d'hommes véritablement étrangers. C'était, pour l'ordinaire, dans la Lorraine, l'Alsace, la Flandre, la Belgique, le pays de Liége, qu'on enrôlait des soldats prétendus levés en Allemagne; la Savoie, le Piémont, le comté de Nice, les états de Gènes, fournissaient les prétendus Italiens. On n'ôtait donc point, par ce moyen, des hommes aux puissances étrangères, puisque la grande majorité était enrôlée dans des provinces françaises nouvellement conquises, et les autres dans des petits états limitrophes avec lesquels la France était rarement en guerre; et, si cela pouvait opérer quelque diminution, elle était si modique, qu'il ne valait pas la peine de prendre une telle mesure. Cette mesure, d'ailleurs très-coûteuse, puisque la solde de ces régimens était plus forte que celle des nationaux, et quelquefois très à charge, par la raison que ces régimens n'étaient pas toujours les plus braves de l'armée; qu'en temps de guerre ils étaient assez difficiles à recruter, et qu'à chercher à enlever des soldats à l'ennemi, il aurait fallu préférer enrôler des hommes véritablement étrangers, et les distribuer ensuite dans les régimens français. Les Suisses seuls pouvaient faire une exception; encore n'aurait-il pas fallu les payer, ni les traiter différemment que les troupes nationales, ni les soumettre à une justice et à une police différente.

(7) Page 102.

Depuis long-temps les électeurs exigeaient de chaque

empereur nouvellement élu qu'il confirmât leurs priviléges, et promît de ne les violer en aucune circonstance. Tant qu'on déféra la couronne impériale à des princes qui n'étaient redoutables ni par l'étendue de leurs états, ni par l'étendue de leur génie, on crut qu'une promesse verbale était un gage suffisant de leur conduite; mais le choix d'un empereur aussi puissant que Charles demandait d'autres précautions. On forma une capitulation, dans laquelle on exposa les priviléges et immunités des électeurs, des princes de l'Empire, des villes, et de tous les autres membres du corps germanique. Les ambassadeurs de Charles signèrent, en son nom, cette capitulation, qu'il confirma lui-même, à son couronnement, de la manière la plus solennelle. Depuis cette époque, les électeurs ont prescrit à ses successeurs les mêmes conditions. En Allemagne, la capitulation est regardée comme une puissante barrière entre l'empereur et ses sujets contre les progrès de la puissance impériale, et comme la grande charte de leurs priviléges.

(8) Page 103.

Toutes les entrevues, soit pour les conférences, soit pour les fêtes, furent d'abord assujetties à ces précautions qui naissent de la défiance, et produisent la gêne. Des barrières étaient posées, le nombre de la suite des deux princes réglé, les distances mesurées, les pas comptés: si le roi d'Angleterre allait voir la reine de France à Ardres, il fallait qu'à l'instant le roi de France allât voir la reine d'Angleterre à Guines, afin que les deux rois se servissent mutuellement d'otages. La franchise de François Ier s'impatientait de ce cérémonial ombrageux. Il se lève un jour dès le grand matin, contre sa coutume, prend avec lui deux gentilshommes et un page, parce qu'il les trouve sous sa main, monte à cheval, et

court à Guines; il rencontre sur le pont le gouverneur de la ville, avec deux cents archers : Mes amis, leur criet-il d'un ton libre et gai, je vous fais mes prisonniers, et qu'on me mène tout à l'heure à l'appartement du roi mon frère. Tandis que les Anglais, étonnés, en croient à peine leurs yeux, et disent, en bégayant, qu'Henri n'est point encore éveillé, François I[er] arrive à sa porte, frappe, éveille Henri, qui, surpris et charmé, lui dit : *Mon frère, vous me faites le plus agréable tour qu'on fit jamais; vous m'apprenez comment il faut vivre avec vous. C'en est fait, je me rends votre prisonnier, et vous donne ma foi.* Il lui présenta en même temps un collier qui valait 15,000 angelots, (l'angelot valait 15 sous) en lui disant : *Portez-le aujourd'hui, je vous prie, pour l'amour de votre prisonnier.* Le roi le prit, et lui donna un bracelet valant plus de 30,000 angelots. Le roi d'Angleterre voulut alors se lever : *Mon frère*, lui dit François, *vous n'aurez point aujourd'hui d'autre valet-de-chambre que moi;* et il lui donna la chemise, remonta ensuite à cheval. En revenant, il trouva plusieurs des siens qui accouraient au-devant de lui, pleins d'inquiétude : *Mon maître*, lui dit Fleurange, *vous êtes un fou d'avoir fait ce que vous avez fait, et donne au diable celui qui vous l'a conseillé.* Le roi lui répond : *Je n'ai pris conseil de personne, parce que je savais bien que personne ne me donnerait celui que je voulais prendre.*

(9) Page 103.

QUAND on arrêta les articles du traité, Henri, qui les lisait, ayant d'abord lu les titres de François, commença à lire les siens, et, *je Henri, roi d'Angleterre*, il s'arrêta, et dit : *J'ai pensé ajouter, roi de France; mais, puisque vous êtes ici, je ne le dirai pas, car je mentirais.*

(10) Page 106.

Suivant la doctrine romaine, toutes les bonnes œuvres des saints, au-delà de celles qui étaient absolument nécessaires pour leur salut, jointes au mérite infini de Jésus-Christ, sont déposées dans un trésor inépuisable. Les clefs de ce trésor furent confiées à saint Pierre et aux papes ses successeurs, qui l'ouvrent quand il leur plaît, et qui, en transportant, pour une certaine somme, une portion de ce mérite surabondant sur un fidèle, peuvent lui procurer ou le pardon de ses propres péchés, ou la délivrance d'une ame du purgatoire au salut de laquelle ils s'intéressent. Ce fut dans le onzième siècle qu'Urbain II distribua, le premier, ces sortes d'indulgences, comme la récompense de ceux qui prenaient les armes pour aller conquérir la terre sainte. Ensuite elles furent accordées à ceux qui fourniraient un soldat pour la même expédition : enfin on les distribua sans distinction à quiconque donnait de l'argent pour accomplir quelques vœux pieux ordonnés par le pape. Jules II les avait prodiguées pour la construction de l'église de Saint-Pierre de Rome. Léon X se servit du même prétexte pour accorder des iudulgences.

(11) Page 107.

Aidé des moines de son ordre, Tetzel exécuta sa commission avec le plus grand zèle et le plus grand succès, mais avec assez peu de décence et de discrétion, en vantant à l'excès les graces attachées à ces indulgences, en assurant, 1° qu'elles absolvaient de toutes les censures ecclésiastiques; 2° de tous les péchés, transgressions et excès, quelque énormes qu'ils pussent être; 3° qu'elles rétablissaient dans la participation des saints sacremens de l'église et dans la pureté baptismale, en sorte qu'à

l'article de la mort les portes de l'enfer seraient fermées, et celles du paradis ouvertes.

« Quiconque, disaient Tetzel et ses affidés, achète des lettres d'indulgence, peut avoir l'ame en repos sur son salut. Les ames, renfermées dans le purgatoire aussitôt que l'argent sonne dans le coffre, s'échappent de ce lieu de tourment, et montent droit au ciel. L'efficacité des indulgences était telle, ajoutaient-ils, que même le viol de la vierge serait remis et expié, et que le pécheur était affranchi à la fois de la peine et de la coulpe. Voyez, s'écriaient-ils, voyez les cieux ouverts : si vous n'y entrez pas actuellement pour un prix si modique, quand donc y entrerez-vous? »

Ainsi les moines, en donnant les indulgences pour un prix très-modique, en firent d'abord un commerce très-étendu et très-lucratif parmi la multitude crédule; mais l'extravagance de leurs discours et les irrégularités de leur conduite excitèrent à la fin un scandale universel.

Les uns s'indignèrent de voir le peuple s'appauvrir pour remplir les trésors d'un pontife prodigue; les autres plaignaient son erreur, de croire qu'au moyen des indulgences il pouvait négliger la pratique des vertus chrétiennes; ceux-ci étaient choqués de voir Tetzel et ses associés dissiper, dans les excès de l'ivrognerie, du jeu et des plus infâmes débauches, l'argent que leur apportait une piété crédule, dans l'espérance d'obtenir le bonheur éternel; tous enfin commencèrent à souhaiter qu'on mît des bornes à un trafic aussi nuisible à la société que funeste à la religion.

(12) Page 107.

Martin Luther ne pouvait trouver de conjonctures plus favorables, et les esprits de ses compatriotes ne pouvaient être mieux disposés à écouter ses discours,

lorsqu'il commença à mettre en question l'efficacité des indulgences, et à déclamer contre la conduite déréglée et la fausse doctrine de ceux qui les publiaient.

Martin Luther était né à Eisleben, en Saxe. La pauvreté de ses parens n'empêcha pas qu'il ne reçût une éducation savante, pendant le cours de laquelle il donna plusieurs fois des preuves d'une vigueur de génie et d'une pénétration peu communes. Comme son ame était naturellement susceptible d'impressions sérieuses, et portée à cette mélancolie religieuse qui se plaît dans la solitude et la dévotion monastique, il se retira dans un couvent d'augustins. Sa piété, son amour pour l'étude et son application infatigable, lui firent bientôt une réputation distinguée dans son couvent. Ayant rencontré un exemplaire de la Bible qui restait négligé dans son monastère, il quitta les autres études pour se livrer tout entier à cette lecture, et il la suivit avec tant d'ardeur et d'assiduité, qu'il étonna bientôt ses confrères, peu accoutumés à puiser dans cette source leurs notions théologiques.

(13) Page 108.

Luther osa discuter la doctrine que Tetzel et ses associés enseignaient; il fit sentir au peuple le danger qu'il y avait à se reposer de son salut sur d'autres moyens que ceux que Dieu lui-même avait marqués dans l'Écriture. La hardiesse et la nouveauté de ces opinions attirèrent singulièrement l'attention publique: soutenues d'ailleurs par l'idée favorable que Luther avait inspirée de son caractère personnel, et débitées avec une éloquence populaire et persuasive, elles firent sur son auditoire l'impression la plus profonde.

Encouragé par ce début favorable, il écrivit à l'électeur de Mayence, et lui peignit avec vivacité les déréglemens et la fausseté de ceux qu'il avait chargés de

prêcher les indulgences; mais le prélat était trop intéressé à leurs succès, pour réformer leurs abus.

La première tentative que fit Luther fut de se concilier les suffrages des savans. Dans cette vue, il publia quatre-vingt-quinze thèses, qui contenaient ses sentimens sur les indulgences. Ces thèses se répandirent dans toute l'Allemagne avec une rapidité étonnante; on les lisait avec une extrême avidité, et chacun admirait la hardiesse d'un homme qui osait révoquer en doute la plénitude de la puissance des papes, et attaquer les dominicains, armés de toutes les terreurs de l'inquisition.

Les augustins, dont Luther portait l'habit, ne mirent aucun obstacle à la publication de ses opinions, tant il s'était acquis, parmi ses confrères, une grande autorité par son savoir et par ses mœurs! Les augustins, d'ailleurs, étaient fort contens des invectives de Luther contre les dominicains; ils se flattaient de voir bientôt leurs rivaux devenir l'objet du mépris et de la haine du peuple.

De son côté, l'électeur de Saxe, le prince le plus sage de l'Allemagne, dont Luther était sujet, n'était pas fâché que cet obstacle vînt traverser la publication des indulgences; il encourageait secrètement le projet de Luther, et se flattait que cette dispute, qui s'échauffait entre des ecclésiastiques, pourrait mettre quelques bornes aux exactions de la cour de Rome, que, depuis long-temps, les princes séculiers s'étaient vainement efforcés de réprimer.

D'un autre côté, Luther vit bientôt s'élever contre lui plusieurs adversaires zélés, qui cherchèrent à défendre la puissance et la richesse de la cour de Rome. Tetzel publia des contre-thèses à Francfort-sur-l'Oder; Eccius, célèbre théologien d'Ausbourg, fit ses efforts pour réfuter les principes de Luther, et Prierius, moine domini-

cain, inquisiteur général, écrivit contre lui avec tout le fiel de l'école. La décision de juges si partiaux, si intéressés à leur propre cause, ne satisfit point le peuple, qui commençait à douter de l'autorité même de ces guides vénérables, lorsqu'il la trouvait en opposition avec les maximes de la droite raison et avec les décisions de la loi divine.

(14) Page 108.

Léon X ne voyait dans toute cette querelle que les effets de la haine et de la jalousie monastiques; il paraissait disposé à ne pas y entrer, et à laisser les augustins et les dominicains disputer à loisir avec leur animosité ordinaire.

Cependant les sollicitations des adversaires de Luther, irrités de la hardiesse et de la sévérité avec laquelle il avait traité leurs écrits, jointes aux progrès étonnans que ses opinions avaient déjà faits dans les différentes parties de l'Allemagne, réveillèrent à la fin l'attention de la cour de Rome, et Léon X se vit obligé de prendre des mesures pour défendre l'église contre une attaque qui était devenue trop sérieuse pour ne mériter que le mépris.

(15) Même page.

Animé par la hardiesse d'un républicain, libre de toutes les entraves que l'autorité d'un souverain imposait au réformateur allemand, Zuingle marcha à son but avec plus d'audace et de célérité, et se proposa de renverser l'édifice entier de la religion établie. Luther s'applaudit de se voir secondé par un si vigoureux auxiliaire, et vit avec joie la rapidité de ses progrès. En vain les universités de Cologne et de Louvain venaient-elles, par deux décrets, de condamner ses opinions comme erronées. le caractère intrépide de Luther ne faisait que s'irriter

par la résistance. Poussant donc ses recherches et ses attaques d'un point de doctrine à un autre, il commença à ébranler les fondemens les plus solides sur lesquels étaient établies la richesse et la puissance de la cour de Rome.

Léon X fut alors convaincu qu'il n'y avait plus d'espérance de ramener Luther par la douceur. Plusieurs prélats se plaignaient, d'ailleurs, de l'indulgence inouie du pape : il se décida donc enfin à assembler le collége des cardinaux, et, le 15 juin 1520, parut cette bulle fameuse qui fut si fatale à l'église de Rome.

La publication de cette bulle en Allemagne fit naître des sentimens divers. Les adversaires de Luther croyaient pouvoir triompher; ses sectateurs, dont le respect pour l'autorité du pape allait toujours diminuant, lurent les anathêmes de Léon avec plus d'indignation que de terreur. Dans quelques villes, le peuple s'opposa même avec violence à la promulgation de la bulle; dans d'autres, ceux qui tentèrent de la publier furent insultés, et la bulle elle-même fut mise en pièces et foulée aux pieds.

Luther ne fut ni déconcerté ni intimidé par cette sentence. Après avoir renouvelé son appel au concile général, il publia des remarques sur la bulle d'excommunication; il déclara hautement que le pape était l'homme du péché, ou l'antechrist prédit par le Nouveau Testament; il se déchaîna contre sa tyrannie, et exhorta tous les princes chrétiens à secouer un joug si ignominieux; enfin il assembla les professeurs et les écoliers de Wirtemberg, et, en présence d'une grande multitude de spectateurs et avec beaucoup d'appareil, il jeta aux flammes les volumes du droit canon, avec la bulle d'excommunication : cet exemple fut imité dans plusieurs villes d'Allemagne.

(16) Page 109.

Guillaume Farel, ami de Calvin, avait déjà été chassé de Meaux pour ses opinions. Après avoir prêché la nouvelle doctrine, et excité des troubles à Grenoble, à Gap, à Bâle, à Strasbourg, à Metz, à Montbéliard, à Neufchâtel, dans la ville d'Aigle, dans le bailliage de Moral, il acquit assez d'autorité à Genève pour y renverser les autels et brûler les images en plein jour. Il arrêtait dans les rues les prêtres portant le viatique aux malades, et les avertissait que ce qu'ils portaient avec tant de solennité, n'était que du pain; il invita les religieuses de Sainte-Claire à quitter le voile et à se marier; enfin, après avoir été ainsi accueilli à Genève, et en avoir ensuite été chassé, Farel en devint le principal ministre. Dès-lors il engagea Calvin à partager les travaux de son apostolat : celui-ci, né d'une famille obscure à Noyon, le 10 juillet 1509, avait aussi été obligé de quitter la France pour se réfugier en Italie, où, sa célébrité étant devenue suspecte, il s'était enfui en France, et puis en Allemagne; il y avait paru aux diètes et aux conférences avec un éclat toujours effacé par Luther, dont il modifiait la doctrine, et dont il détestait la tyrannie, quoique non moins tyran que lui. Il lui fallait un empire particulier; il s'empressa d'aller joindre son ami Farel à Genève. Calvin avait peu de grace et de facilité à parler; il laissa prêcher son ami, et se mit à enseigner la théologie.

Farel tonnait en chaire contre l'église romaine, Calvin écrivait contre elle avec force et avec grace; il fortifiait et augmentait la révolution, qui devait sa naissance à Luther. Ayant voulu changer trop brusquement de rites, auxquels Genève tenait encore, il s'en fit chasser comme l'avait été Farel : comme lui aussi, il y fut rappelé,

Bientôt son crédit éclipsa tout autre crédit; il donna seul à la religion de Genève sa forme définitive, il en régla la doctrine et la discipline, il fut le chef presque absolu de cette église; il régna, en un mot, d'autant plus despotiquement à Genève, qu'il n'y paraissait que zélateur de la liberté.

Calvin attirait, rassemblait dans sa nouvelle patrie les Français fugitifs et persécutés en France pour leurs opinions : il les substituait aux catholiques que la réforme chassait de Genève, il leur assurait une patrie et la liberté, il les attachait à sa doctrine particulière, il s'enrichissait des pertes particulières de François Ier. Calvin avait donné à ce roi imprudent des conseils utiles dans son Livre de l'*Institution*, dont la préface, infiniment séduisante, dictée par la raison et l'humanité, est faite sur le modèle des anciennes apologies de la religion chrétienne, présentées aux empereurs qui la persécutaient. L'Institution est un des livres dont la réforme se glorifie le plus, et avec raison : le parlement de Paris le fit brûler le 14 janvier 1543.

De ces différentes sectes naquit le socinianisme, ainsi nommé de Lelio Socin, né à Sienne en 1525, et de Fauste Socin, son neveu : c'est, de toutes les sectes qui reconnaissent Jésus-Christ, celle qui le reconnaît le moins. Le socinien est proprement un incrédule qui fonde son incrédulité sur l'Évangile, au lieu de l'étendre jusqu'à l'Évangile même. Gregorio Paoli disait que l'église romaine était un temple dont Luther abattait le toit, Calvin les murailles, Socin les fondemens.

(17) Page 109.

On brûlait à Paris un nommé Séraphin, qui avait fait des prosélytes à Langres; on arrêtait à Meaux soixante personnes, dont on en brûlait quatorze, et on bannis-

sait les autres, qui allaient prêcher ailleurs, et finissaient par être presque tous brûlés ; le parlement de Bordeaux n'en faisait guère moins brûler dans Agen ; à Sens, Jean Langlois, avocat, était brûlé à la poursuite de son oncle, nommé Barville ; à Tournay, Pierre Brusly est brûlé à petit feu ; Étienne Dolet, ce violent ennemi d'Érasme, qui s'était fait un nom par ses écrits estimables pour son temps, fut brûlé comme protestant : la Sorbonne, de son côté, ne s'oubliait pas, et sa vigilante autorité allait jusqu'à donner des avis aux prélats, qui étaient obligés d'y avoir égard.

(18) Page 110.

La première condition était, que le roi cèderait au saint siége la ville de Gaëte, et toute la partie du royaume de Naples renfermée entre le Gariglion et les confins de l'État de l'Église.

La seconde que le reste du royaume de Naples serait possédé non par le roi, mais par son second fils Henri.

La troisième que le roi donnerait du secours au pape contre les feudataires rebelles du saint siége.

(19) Page 114.

Il y avait deux cent cinquante milliers de poudre, douze cents pots à feu et une provision de sel pour cinq ans. L'explosion fut épouvantable ; une tour du château sauta en l'air, toutes les maisons contiguës au château furent renversées, toutes celles de la ville furent ébranlées jusqu'aux fondemens. Richebourg, commandant du château, trois cents soldats de la garnison, plusieurs bourgeois qui étaient venus se promener sur l'esplanade, furent écrasés.

(20) Page 118.

L'objet principal de ce traité était de chasser les Fran-

çais du Milanais, et d'y établir François Sforce sous la protection de l'Empire, et sous la condition que Parme et Plaisance seraient réunis au domaine ecclésiastique, et que les états de Milan et de Gènes se fourniraient de sel aux salines de Cervia. L'empereur prit envers et contre tous la défense de la maison de Médicis et de la république de Florence; il promit de seconder le pape contre ses vassaux rebelles, de donner 10,000 ducats de pension au cardinal de Médicis, sur l'archevêché de Tolède, et des terres du même revenu, dans le royaume de Naples, au bâtard qu'avait laissé Laurent de Médicis, neveu du pape. L'empereur consentit aussi à augmenter le cens qu'il devait au pape pour le royaume de Naples. Le pape reçut la haquenée blanche en signe de vasselage, et releva l'empereur de l'incompatibilité tant alléguée du royaume de Naples avec l'Empire.

(21) Page 119.

Jérôme Adorne commandait les deux mille Espagnols qu'il avait ramenés de sa stérile navigation sur les côtes de Gènes; Antoine de Lève, soldat de fortune, qu'un mérite éminent élevait aux honneurs militaires, commandait quatre cents lances qu'il avait amenées du royaume de Naples; Jean Médicis, qui déployait alors le courage et les talens d'un héros, commandait la cavalerie légère du pape; le comte Gui Rangon était capitaine général de l'infanterie de l'Église; Vitelly commandait les troupes florentines; le marquis de Mantoue était gonfalonier, commandant cent hommes d'armes, et, quoique censé commander les troupes de l'Église, il était subordonné à Prosper Colonne et à Guichardin, commissaire général de l'armée.

(22) Page 124.

Les Impériaux se persuadèrent que, si le recouvrement de Parme et de Plaisance procurait d'abord au pape tout le fruit qu'il pouvait se promettre de la guerre, il deviendrait plus froid sur les intérêts communs; qu'il ne seconderait plus de si bonne foi les alliés dans la conquête du Milanais; que peut-être même, passant à l'infidélité, il ferait sa paix avec les Français, pour s'assurer, par un traité, la possession de ces deux places.

(23) Même page.

Tous les chefs, à l'envi, exagérèrent les périls et les difficultés de cette entreprise. On allait se voir serré entre la place et l'armée française; Lautrec allait bloquer le camp des confédérés; plus de fourrages, plus de convois à espérer sans combat. Lautrec du côté du Milanais, le duc de Ferrare du côté de l'Église, allaient fermer tous les passages aux vivres; une affaire générale pouvait détruire l'armée, un blocus ne pouvait manquer de l'affamer. On insistait avec affectation sur tous ces inconvéniens; personne n'osait risquer le mot de retraite. Pescaire fut plus franc; il soutint qu'il fallait lever le siége, tandis qu'on le pouvait encore sans un extrême péril. Prosper Colonne, Vitelli, Antoine de Lève, approuvèrent cet avis; Guichardin seul voulut inutilement engager ces officiers généraux à révoquer une résolution si humiliante.

(24) Même page.

On découvrit alors une conspiration formée contre Milan par les bannis; les Visconti en étaient l'ame, l'évêque d'Alexandrie en était le chef. Sur le faux bruit de la prise de Parme par les confédérés, cet évêque s'avan-

çait vers Milan avec quinze cents hommes d'infanterie et deux cents chevaux; il marchait, à la faveur de la nuit, par des routes détournées, et devait se trouver au point du jour à une porte de Milan. Les mécontens qui étaient dans la place devaient s'assembler par pelotons, ouvrir une porte, et se joindre aux troupes de l'évêque. Cent hommes étaient cachés dans la maison d'Alexandre d'Apian; un autre détachement, de deux cents hommes, occupait des jardins autour de la porte que l'on devait ouvrir; un conjuré, nommé Mapello, devait ouvrir une autre porte; on devait courir au palais de l'évêque de Tarbes, égorger ce prélat, faire un massacre des Français et de leurs partisans.

En s'approchant de la ville, l'évêque fut fort surpris d'entendre de grandes décharges d'artillerie et des sons de cloche, qui annonçaient des réjouissances publiques: on célébrait à Milan la levée du siége de Parme. Bientôt après il apprit qu'on avait arrêté Mapello, et il ne tarda pas à se convaincre par lui-même que tout était découvert, quand on vint lui annoncer qu'on avait apperçu des chevaux-légers, qui poursuivirent lui et sa troupe le long du Tesin, jusqu'à Sesto, et saccagèrent ensuite ou brûlèrent les châteaux des plus puissans bannis, où les conjurés s'étaient réfugiés.

(25) Page 126.

Ainsi les Vénitiens, alliés de la France, traitent avec le pape son ennemi; le pape, allié de l'empereur, traite avec la France; la France elle-même traitait avec l'empereur. Telle est la marche fausse de la politique; rien n'est sacré aux yeux de l'intérêt public et particulier: dès qu'il parle, on lui sacrifie tout. Malgré les traités publics et cimentés en apparence par les sermens les plus forts, on ne manque jamais de négocier en secret, afin

d'enlever à son ennemi quelques-uns de ses alliés; et, dans le même temps, si les événemens sont défavorables, on n'a pas honte de traiter avec son principal antagoniste, sans rougir de lui sacrifier les puissances plus faibles qu'on avait attirées dans son parti par les promesses les plus solennelles.

(26) Page 129.

Les Suisses voyaient depuis long-temps avec indignation qu'au mépris des recès de leurs diètes, au mépris de la décence publique et des liens patriotiques, leurs sujets, entraînés par des intrigues particulières, se partageaient à leur gré entre les différentes puissances, et s'exposaient souvent à tremper leurs mains dans le sang de leurs propres concitoyens. La république helvétique voulut absolument faire cesser ce scandale; elle envoya des ordres à tous les Suisses des deux armées, de revenir dans leur pays. Le cardinal de Sion, qui veillait à tout, fut instruit de cette résolution, et sut en tirer parti. Le courrier dépêché à l'armée française signifia l'ordre de la république; aussitôt tous les Suisses obéirent, et quittèrent l'armée : mais le courrier qu'on envoyait aux confédérés, arrêté et gagné par le cardinal de Sion, ne publia point l'ordre dont il était chargé. Ainsi tous les Suisses de l'armée des confédérés restèrent : c'était déjà beaucoup. Le cardinal ne se borna pas à ce qu'il avait déjà fait : dans l'ignorance où étaient les Suisses de l'armée française d'un ordre pareil, qui avait dû être porté à leurs compatriotes dans l'armée des confédérés, il profita de leur ignorance, leur persuada que la république ne refusait ses soldats qu'aux Français, et, en appuyant ces raisonnemens avec de l'argent, il les décida presque tous à venir servir avec leurs compatriotes dans l'armée des confédérés.

(27) Page 130.

Tandis que les confédérés délibéraient sur les opérations d'une campagne qui ne pouvait désormais qu'être heureuse, un paysan vint se présenter à eux sous la forme d'un spectre politique. Il leur ordonne, de la part de Dieu, de marcher droit à Milan; il leur promet que cette ville ouvrira à l'instant ses portes au son de toutes les cloches : il avait l'air, le ton, l'enthousiasme d'un prophète.

Un des meilleurs moyens de vérifier ces prédictions, c'est d'y croire, et on crut à celui-ci, en appercevant dans cet homme moins un envoyé de Dieu, que des mécontens restés en foule dans Milan, dont on résolut de ne pas tromper la confiance. Le marquis de Pescaire, avec ses Espagnols, arrive le premier à l'entrée d'un des faubourgs; vers le commencement de la nuit, il épouvante et dissipe le corps-de-garde, composé de Vénitiens; il se saisit de la barrière. Théodore Trivulce, un des officiers vénitiens, apprend ce désordre dans son lit, où il était malade; il se lève à la hâte; il se traîne, mal armé, mal accompagné, au-devant de l'ennemi; il est fait prisonnier : le maréchal de Foix est exposé à subir le même sort. Bientôt les Impériaux remplissent la ville, et Lautrec a bien de la peine d'en sortir avec ses troupes, après en avoir laissé une partie dans le château.

(28) Page 132.

La brigue impériale et la brigue française devaient partager tout le sacré collége. Le ministère français pouvait regagner en Italie ce qu'il avait perdu en Allemagne. Indépendamment de l'intérêt toujours si pressant de conserver ou de recouvrer la considération, un intérêt

plus pressant encore devait tourner vers le conclave toutes les vues des deux cabinets rivaux. Il y avait lieu de penser que le pape, quel qu'il dût être, embrasserait le parti auquel il serait redevable de son élection.

La fausseté habile de la faction impériale trompa la pénétration des différens prétendans; elle échappa même à l'œil perçant des Italiens. Les cardinaux du parti de l'empereur voulaient nommer cet Adrien qui avait été précepteur de Charles-Quint, et qui avait gouverné l'Espagne en son absence. Il devait toute sa fortune à l'empereur : s'il allait encore lui devoir la papauté, pourrait-il ne pas seconder aveuglément tous ses projets? D'un autre côté, comment proposer l'élection d'un homme qui, ayant passé toute sa vie en Flandre ou en Espagne, et n'ayant jamais paru en Italie, n'y était connu de personne, plus décrié d'ailleurs par les troubles d'Espagne qu'illustré par les dignités accumulées sur sa tête? Comment espérer que le professeur se transformât tout à coup en un grand prince qui sût concilier tant d'intérêts contraires, marcher d'un pas ferme et libre à travers tant de puissances divisées, gouverner l'Italie en paix, agiter ou calmer l'Europe par les ressorts de sa politique?

Tels étaient les obstacles qui s'opposaient à l'élection d'Adrien. Il n'y avait peut-être qu'un moyen de les surmonter; c'était d'embarrasser tellement le scrutin par des intrigues secrètes, et d'opposer tant de suffrages au parti qui paraîtrait prépondérant, que les cardinaux, égarés dans ce labyrinthe, fussent trop heureux de trouver le fil qu'on leur présenterait à propos pour en sortir. La faction impériale s'attacha donc à entasser des poids contraires dans la balance qui paraissait pencher en faveur du cardinal de Médicis; elle embrassa ouvertement le parti du cardinal Volsey, tandis qu'elle cabalait secrètement et efficacement pour Adrien. On allait tous

les jours au scrutin, sans rien conclure ; il ne s'élevait pas une voix en faveur d'Adrien, mais aucun de ses compétiteurs ne l'emportait irrévocablement.

Les cardinaux s'ennuyèrent enfin de ce flux et reflux de suffrages. La brigue d'Adrien croyant avoir acquis toutes les forces dont elle avait besoin, un cardinal le nomma tout à coup avec un air d'inspiration affectée ; il fut appuyé à l'instant, et eut d'abord plus de vingt voix, toutes du parti de l'empereur : c'était déjà plus des deux tiers. Les autres cardinaux, voyant la pluralité des voix si parfaitement décidée, y joignirent les leurs, et l'élection d'Adrien se fit d'un consentement unanime.

(29) Page 134.

C'était un augustin nommé André, de Ferrare. Ce fougueux orateur imprima si fortement dans toutes les ames l'horreur du nom français et l'amour de Sforce, il persuada si pleinement la nécessité de tout sacrifier pour s'assurer de l'expulsion des Français, il étala d'une manière si frappante tous les signes du courroux céleste contre ce peuple ennemi, que chaque citoyen s'empressa de contribuer aux frais d'une guerre qui paraissait si sainte et si juste ; tous se disputaient l'honneur de porter la première et la plus forte offrande : l'enthousiasme alla si loin, que des pauvres, qui n'avaient que deux écus, en portaient un, et consentaient à manquer du nécessaire, pourvu que les Français fussent chassés du Milanais.

(30) Même page.

Les Français avaient regardé la vacance du saint siége comme une occasion favorable de reprendre Parme. Dans ces occasions, les gouverneurs songent plus à leurs intérêts qu'à la sûreté des places. Guichardin pensa plus noblement ; il mit sa gloire à mériter la confiance dont

on l'avait honoré. Chargé par les Médicis, ses amis, de la garde de cette place au nom du saint siége, il crut devoir la lui conserver, le pontificat vacant dût-il être occupé par un ennemi des Médicis. Aussi voit-on, dans la conduite de Guichardin défendant Parme, tout ce que peut l'intrépidité dirigée par la prudence : on y voit ce gouverneur animer des soldats qu'il ne pouvait payer, rassurer le peuple épouvanté, résister jusqu'à trois fois aux remontrances, aux instances du conseil de ville, impatient de se rendre, et le prévenant qu'il allait capituler sans lui. Au milieu de ces divisions intérieures, de grands cris s'élèvent des remparts; on entend sonner les cloches de la haute tour : c'était le signal d'un assaut. Les Français, sortant du Codi Ponte, s'avançaient avec leurs échelles vers le corps de la place. Alors Guichardin, pour toute réponse aux députés du conseil, vole à la défense des remparts; tout le monde le suit, tout s'anime par son exemple : la garnison est inébranlable, les habitans sont fidèles; tout combat, jusqu'aux moines. Les femmes portent, sur les murailles, des rafraîchissemens à leurs défenseurs, et les Français, repoussés, lèvent le siége.

(31) Page 137.

L'HISTOIRE nous représente Torniello comme un de ces brigauds féroces dont les Thésée, les Hercule, délivraient autrefois la terre. On prétend qu'après avoir plongé les prisonniers français dans des cachots, il leur ouvrait le ventre, leur dévorait le cœur, et faisait manger l'avoine à ses chevaux dans leurs entrailles déchirées et palpitantes.

(32) Page 154.

AU moment où l'armée affaiblie de Lautrec se retira

vers Milan, Médicis et Pescaire voulaient qu'on y marchât en droiture. Prosper Colonne préféra de se porter d'abord à Marignan, point intermédiaire qui menaçait également Milan et Pavie, afin de forcer Lautrec à s'expliquer sur ses projets.

Le danger, égal pour les deux villes de Pavie et de Milan, réduisait Lautrec dans l'impossibilité de les défendre toutes les deux, et le forçait d'opter entre ces deux moyens, fort différens l'un de l'autre, de soutenir les affaires du roi.

En conservant Pavie, Lautrec protégeait sa communication avec Gènes, le Piémont, Parme et Plaisance; il s'assurait le cours du Pô, avec la liberté de faire la guerre ou à la rive gauche de ce fleuve, pour troubler les entreprises des ennemis dans le Milanais, ou à sa rive droite, pour mettre ce fleuve entre les confédérés et lui; et, dans le cas d'une non réussite, il eût pu prendre une défensive qui lui assurait sa retraite dans les états de Gènes, tandis que les Vénitiens, intéressés à troubler l'établissement des confédérés dans le Milanais, y auraient apporté tous les obstacles qui auraient dépendu d'eux, et, en combinant leurs mouvemens avec ceux des Français, profitant des circonstances et des événemens, changer la nature de la guerre en leur faveur.

En défendant Milan, au contraire, Lautrec n'avait d'autre avantage que de se tenir plus à portée des Vénitiens, et de s'entendre plus facilement avec eux pour les différens projets qu'ils voudraient exécuter.

En abandonnant Pavie, Lautrec procura à Prosper Colonne les moyens de s'emparer de Parme et de Plaisance; et il devait d'autant moins prendre ce parti, qu'il connaissait la disposition du peuple de Milan à son égard, et sur-tout celle de la faction gibeline, dont il avait fait périr le chef. Aussi ne put-il pas se soutenir dans Milan,

et, après sa perte, il repassa l'Adda; et, en se rapprochant des Vénitiens avec une armée faible, intimidée, manquant de tout, qui avait perdu toutes ses communications, il mit dans une entière dépendance de ces républicains toutes les forces et tous les établissemens du roi.

Quels avantages, au contraire, ce général n'aurait-il pas tirés de la mort de Léon X, s'il eût pris le parti de conserver Pavie, et de se tenir sur les bords du Pô! Le château de Milan, que les forces réunies des ennemis ne purent réduire, fut une preuve que l'éloignement de Lautrec ne l'aurait pas exposé davantage. Son armée, placée à la rive droite du Pô, en conservant Parme et Plaisance, aurait soutenu Crémone au moyen d'un pont. Il ne restait alors de places exposées que celles des Vénitiens, qui auraient pu les défendre, et au secours desquelles Lautrec aurait pu venir, au moyen du pont de Crémone; mais alors Lautrec aurait eu une grande facilité à exécuter en Toscane une diversion qui eût forcé Médicis d'y accourir avec les troupes de l'Église : ce qui aurait fort affaibli l'armée de l'empereur, et aurait pu contribuer, en augmentant dans le conclave l'influence de la France, à empêcher l'élection d'un pape entièrement vendu à l'empereur.

Enfin les succès du duc de Ferrare et du duc d'Urbin auraient pu être plus considérables, s'ils avaient été aidés par les Français; et la nature de la guerre aurait nécessairement changé par le seul événement de la mort de Léon X, si, après l'affaire de Vaury, Lautrec eût su prendre une position qui lui conservait la communication avec les états de Gênes.

Dès-lors, en effet, les Suisses n'auraient pas forcé Lautrec de se battre à la Bicoque; Gênes n'aurait pas été prise et saccagée par les Impériaux; les secours amenés

de France par Bonnivet seraient venus augmenter la force de l'armée française, qui n'aurait pas été chassée de l'Italie.

(33) Page 154.

Les lansquenets demandaient une gratification pour la victoire que l'on venait de remporter sur les Français. Colonne la refusa, prétendant qu'il n'en était dû que dans le cas d'une bataille rangée : c'était, selon lui, plutôt un siége qu'une bataille; l'ennemi s'était retiré en bon ordre, avec son artillerie et son bagage, sans qu'on troublât sa retraite. Ces raisons parurent de mauvaise foi aux lansquenets; ce n'était pas leur faute, si l'on n'avait pas attaqué l'ennemi hors des ligues. Ils reprochèrent à Colonne de ne les avoir retenus que pour se préparer un prétexte odieux de leur refuser une gratification méritée; ils s'emportèrent, et, bravant toute discipline, ils mirent l'épée à la main contre lui. Colonne allait trouver la mort dans le sein de la victoire, quand Sforce, pour qui ces troupes étrangères avaient quelque attachement, appaisa le tumulte en promettant la gratification, sous la caution des six plus riches bourgeois de Milan.

(34) Page 156.

Colonne fondait sur la prise de Gènes l'espérance de payer son armée victorieuse et mécontente. Le parti des Adorne se fortifiait de plus en plus dans la ville; ils promettaient de livrer cette place aux Impériaux. Frégose, malade et découragé, réclamait en vain le secours des Français accablés; on faisait vainement en France des levées, qui ne pouvaient être prêtes assez tôt. Pierre de Navarre, qui était à Marseille depuis la dispersion de l'armée de Lautrec, eut ordre d'embarquer pour Gènes tout ce qu'il pourrait rassembler de soldats; il ne put se procurer

que deux galères, montées de cent hommes chacune : il entra dans le port de Gènes au moment où les menaces et les promesses du marquis de Pescaire commençaient à ébranler les habitans. Navarre empêcha qu'il ne fût introduit dans la place; mais il ne put empêcher qu'on ne capitulât. Vivaldi, député par les habitans, alla trouver le général espagnol dans sa tente; on était convenu d'une suspension d'armes, pendant les conférences. Les Génois, endormis sur la foi de cette trève, négligeaient la garde de leur ville : quelques soldats espagnols, en se promenant sans dessein autour de la place, apperçurent à la muraille une brèche qu'on avait oublié de relever; ils s'en emparent, toute l'infanterie espagnole les suit : on monte sur les remparts, on entre dans la ville; Frégose est pris dans son lit. Navarre rassemble à la hâte tout ce qu'il peut trouver de soldats; il gagne la place d'armes, il range sa petite troupe en bataille, fait la plus belle et la plus inutile résistance : on l'enveloppe, il est pris. Quelques gendarmes de la compagnie de Saint-Paul se jettent dans le château, et ne se rendent qu'après avoir essuyé tout ce que la famine a d'horreur. La ville est pillée; on y fait un butin immense. Le marquis de Pescaire proteste n'avoir aucune part à cette infidélité; mais il s'en commettait trop sous sa conduite : on ne le crut pas plus à Gènes qu'à Côme. Colonne le blâma hautement; il lui avait ôté les moyens de payer son armée.

(35) Page 157.

Après avoir perdu le Milanais, Lautrec, ayant pris le parti de revenir en France, eut recours au connétable de Bourbon, qui, comme lui, haïssait la duchesse d'Angoulême, leur persécutrice, et son protégé Bonnivet.

Le connétable, trouvant dans la justification de Lautrec

un moyen de nuire à la duchesse, lui obtint une audience du roi, qui reçut Lautrec avec une froideur si marquée, que ce général osa lui en demander raison. Le roi alors l'accabla de reproches sur la perte du Milanais; Lautrec, sans s'émouvoir, lui rappela sa promesse de lui faire tenir 400,000 écus, sans lesquels il ne se serait jamais chargé de défendre la Lombardie, et lui assura ne les avoir jamais reçus. Le roi, étonné, et découvrant une trahison, fit venir le surintendant Semblançai, pour lui demander compte de l'argent qui avait dû être envoyé à l'armée d'Italie; Semblançai avoua alors que, le jour où il devait envoyer cette somme, la duchesse d'Angoulême l'avait obligé de la lui remettre, en lui assurant de se charger de l'événement. J'ai le reçu de la duchesse, ajouta Semblançai, qui prouvera la vérité de mon dire.

A ce propos, le roi court à l'appartement de sa mère, et lançant sur elle un regard furieux : « C'est donc votre avarice, madame, qui occasionne la perte du Milanais et la ruine de mes affaires. » La duchesse, peu accoutumée à ce ton, prend le parti de tout nier; elle accuse le surintendant, exige de le voir : il paraît; elle lui donne le démenti le plus formel, et demande vengeance de sa calomnie. Semblançai perd la tête : la crainte, l'étonnement, le jettent dans un embarras inexprimable; et le roi, aimant mieux le croire coupable que sa mère, le fait arrêter, conduire à la Bastille, en ordonnant d'instruire son procès avec la dernière rigueur.

Semblançai avait joui jusqu'alors d'une réputation sans tache; renfermé dans les fonctions de son ministère, il vivait parmi les intrigues et les passions sans y prendre part. Le roi avait pour lui une amitié qui tenait du respect; il l'appelait son père. La faveur, pleine de considération, dont il jouissait, lui avait fait beaucoup d'ennemis; son économie, son intégrité, en augmentaient le

nombre : il défendait les intérêts du peuple contre l'avidité des grands, ce qui est un crime ou une sottise à la cour. Malgré toutes ses représentations, le roi dissipait ses finances en profusion envers ses favoris, et sa mère en intrigues contre ses ennemis.

Ce fut la duchesse d'Angoulême en effet que l'on peut véritablement accuser d'avoir volé et les gens de finance, et son fils, et l'état : elle fit plus encore ; moins coupable par son avidité que par sa haine, elle voulait, en retenant les 400,000 écus, faire échouer l'expédition de Lautrec, pour pouvoir le détruire, et détruire avec lui la comtesse de Châteaubriant, qui avait pris un si grand empire sur François Ier.

Le procès de Semblançai dura cinq ans ; ce qui prouve l'impossibilité où l'on était de lui trouver le moindre crime : il fut terminé par un arrêt du 9 août 1527, qui, sans parler du divertissement des fonds destinés pour l'Italie, déclare vaguement Semblançai convaincu de concussion, de malversation ; confisque ses biens, sur lesquels il prélève une somme de 300,000 livres, par forme d'amende envers le roi ; condamne le surintendant à être pendu à Monfaucon, (ce qui fut exécuté) et ne parle des contestations élevées entre la duchesse et Semblançai que pour déclarer qu'il ne statue rien sur cet article.

Le public ne se trompa point sur l'innocence de Semblançai ; il imputa la perte du Milanais aux fautes grossières de Lautrec en Italie, pendant la dernière campagne, et à la perfidie de la duchesse d'Angoulême. Il disait hautement : « Lautrec, après avoir épargné quatre fois les ennemis qu'il pouvait accabler, conserve son crédit à la cour, parce que la comtesse de Châteaubriant, maîtresse du roi, est sa sœur. La duchesse d'Angoulême, après avoir trahi le roi et sacrifié l'état et ses passions,

est toujours triomphante, et règne encore despotiquement, parce que le roi est son fils. Un citoyen vertueux, un ministre vigilant, un vieillard vénérable, est traîné indignement au gibet, après avoir langui cinq ans dans les fers, parce qu'il est faible et sans appui, parce que la mère du roi le persécute, et qu'une maîtresse ne le défend pas. Pour prix des longs services qu'il a rendus avec honneur à plusieurs rois, il périt, à soixante-deux ans, du supplice réservé aux hommes les plus vils et aux crimes les plus bas.

« Est-ce là, s'écriait-il pendant l'exécution, ce père du roi et du peuple? Quel exemple de l'inconstante faveur des rois! quel monument d'injustice et de barbarie! »

Cette horrible aventure répand encore aujourd'hui de l'horreur sur la mémoire de François Ier, et sur-tout de la duchesse d'Angoulême; mais a-t-elle contribué à rendre les souverains plus circonspects, à diminuer l'influence des reines mères, celle des maîtresses, la faiblesse des souverains pour leurs favoris ou leurs favorites, l'injustice envers les hommes probes, l'oubli ou l'éloignement des hommes capables qui veulent le bien de leur pays, et sur-tout celui du peuple et de l'humanité? Cette aventure a-t-elle diminué la faveur accordée aux méchans qu'on ne cesse de prôner et de protéger, et tous les maux qui sont occasionnés sans cesse par l'oubli des droits et des devoirs sacrés de l'homme, les passions désordonnées, l'insouciance, la cruauté, l'orgueil, la débauche, l'immoralité des hommes auxquels le peuple fait la sottise de confier et de conserver les places les plus importantes de l'état?

(36) Page 157.

Soliman avait trouvé dans l'une et l'autre place des ennemis dignes de son courage; la défense de Rhodes

sur-tout est un des plus beaux modèles qu'on puisse proposer aux cœurs passionnés pour la gloire. Les généreux chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem y signalèrent une valeur, une constance, une patience, supérieures aux forces ordinaires de l'humanité. Le grand-maître, Villier de l'Isle-Adam, fit tout ce qu'on peut attendre d'un héros; son courage, sa prudence, son zèle, son activité, forment le tableau le plus sublime et le plus touchant : toujours sur les remparts ou aux pieds des autels, soldat, général et religieux, il bravait tous les dangers, essuyait toutes les fatigues, repoussait tous les assauts, animait ses frères par ses exhortations ou par ses exemples; il se reproduisait par-tout, il se multipliait. Abandonné des hommes, il ne s'abandonna pas lui-même; un désespoir héroïque ranima ses efforts : on le vit, oubliant son âge et sa dignité, passer trente-quatre jours et trente-quatre nuits dans les retranchemens, ne se permettant qu'à peine quelques heures de sommeil sur un matelas qu'on lui jetait au pied des retranchemens. Il aurait repoussé toutes les forces de l'empire ottoman, si elles n'eussent eu Soliman en tête; il succomba enfin au bout de cinq mois : mais dans quelle circonstance! De cent cinquante mille combattans qui formaient l'armée des Turcs, plus de quarante mille avaient été tués dans les sorties et dans les différentes attaques; les fatigues et les maladies, suites d'un aussi long siége, en avaient emporté un pareil nombre; la place avait essuyé plus de cent vingt mille coups de canon, elle n'était plus qu'un monceau de cendres, ou qu'un amas de ruines : tout ce qui avait résisté au canon avait été renversé par les mines. Les assiégés n'avaient plus ni poudre, ni vivres, ni pionniers, ni défenseurs; presque tous les chevaliers étaient morts, mourans, ou mis hors de combat : et c'étaient des hommes aussi valeureux que deux princes ambitieux laissaient accabler!

(37) Page 159.

Le cardinal Palavicin a dit d'Adrien : *Fu ecclesiastico ottimo, pontifice in verita mediocre ;* il avait les vertus d'un pontife, il n'en avait pas les talens. Il voulait réformer les abus de la cour de Rome, et rendre à l'église sa splendeur ; il y travaillait avec courage et avec succès, quand la mort le prévint : ses intentions étaient pures, son zèle sincère. Les Romains le haïrent, parce qu'il détestait le luxe ; la postérité doit l'en estimer : il aimait la vérité, même lorsqu'elle lui était contraire.

(38) Page 169.

Bourbon cherchait des complices dans toute la France ; Lurcy, son secrétaire de confiance, parcourait les diverses provinces, sondait, parmi la noblesse, ceux qu'il croyait le plus attachés au connétable, et les plus mécontens de la duchesse d'Angoulême. Matignon et d'Argouges, gentilshommes des plus distingués de la Normandie, reçurent des lettres du connétable pour se rendre à Vendôme ; ils s'y trouvèrent au jour marqué. Lurcy, après leur avoir fait jurer sur l'Évangile de garder le secret, leur révèle toute la conspiration, les presse d'y entrer, les sollicite de faciliter l'entrée des Anglais dans cette province.

On avait mal payé Matignon et d'Argouges ; ils voulaient tout révéler, mais leur serment les retenait : ils prirent le parti d'envoyer un prêtre au grand sénéchal Brézé, qui lui dit qu'il avait appris en confession qu'un gros personnage du royaume, et de sang royal, conspirait contre l'état, avec l'empereur et le roi d'Angleterre. Sur l'avis que Brézé en donna à la régente, elle ordonna d'obliger le prêtre à nommer les personnes qui s'étaient confessées, de les faire venir à Blois, où elle se trouvait.

Matignon et d'Argouges s'y rendirent; le chancelier Duprat reçut leur déposition, et la régente se hâta d'en instruire le roi, qui dès-lors envoya des troupes de tous côtés pour envelopper le connétable.

(39) Page 170.

On n'avait pu saisir le connétable; mais on avait arrêté à Lyon et ailleurs le comte de Saint-Vallier et sept autres gentilshommes, ainsi que l'évêque du Puy : on instruisit le procès de tous ces accusés, ainsi que celui du connétable. Leur déposition fit arrêter une multitude de complices de tous rangs, de tout état, tant Français qu'étrangers : la base du procès fut la déposition de Matignon et d'Argouges.

Au reste, dans ce procès, tout capital qu'il était, il n'y eut guère que les absens qui eurent tort. Dix-neuf complices du connétable, qui l'avaient suivi hors du royaume, furent condamnés à mort par contumace; les sept gentilshommes arrêtés avec Saint-Vallier furent ou acquittés sur-le-champ, ou condamnés à quelque amende, ou à quelque temps de prison : Saint-Vallier fut le plus sévèrement jugé. Le 16 janvier 1524, le parlement porta un arrêt qui le condamnait à perdre la tête : on le conduisit à la Grève; tout malade qu'il était, il monta sur l'échafaud, et, dans l'instant où il se baissait pour recevoir le coup de hache, sa grace arriva. On veut que la célèbre Diane de Poitiers, sa fille, ait acheté cette grace au prix de son honneur; mais cette grace était bien peu favorable. Les lettres de rémission du comte de Saint-Vallier portent qu'il sera renfermé pour toute sa vie entre quatre murailles, où il ne recevra le jour et la nourriture que par une petite fenêtre. Il paraît que Saint-Vallier s'échappa de sa prison : quelques écrivains lui ont fait faire un testament, le 26 août 1539, dans son

château de Pisançon; mais ils ne marquent point l'époque de sa mort.

(40) Page 178.

Colonne était le premier Italien qui eût su faire la guerre, depuis que Charles VIII, traversant l'Italie d'un bout à l'autre, y avait développé des principes jusqu'alors inconnus de l'art terrible de la guerre; Prosper et Fabrice Colonne furent ses disciples et ses créatures. Prosper ajouta beaucoup à sa haute réputation par les grandes choses qu'on lui a vu faire à la tête des armées des alliés : sa vieillesse fut le temps de sa plus grande gloire. On dut le regarder comme le Fabius de son siècle; il sut toujours temporiser avec fruit : il avait un génie sage et souple; il était ennemi des batailles, il voulait tout devoir à la sagesse de ses mesures, et rien au hasard; il aimait à faire une guerre systématique, savante et ingénieuse, et à pouvoir rendre compte de tous ses succès; il excellait dans l'art de choisir ses campemens, de fatiguer, de ruiner les armées ennemies sans combattre, de leur couper les vivres, de rendre leurs forces inutiles, d'éviter tous leurs piéges, de les faire infailliblement tomber dans les siens. C'est cet art que les Turenne et les Catinat ont tant perfectionné depuis.

(41) Page 187.

Au défaut de croix, Bayard baisait la croisée de son épée : n'ayant point de prêtre, il se confessait à son maître d'hôtel; il consolait ses amis et ses domestiques; il bravait, sans orgueil et sans faiblesse, la rebellion triomphante. *Pleurez sur vous, Monsieur,* dit-il au duc de Bourbon qui s'attendrissait à l'aspect de cè héros expirant, *pleurez sur vous-même : pour moi, je ne suis point à plaindre. Je meurs en faisant mon devoir, vous triom-*

phez en trahissant le vôtre; vos succès sont affreux, et le terme en sera funeste.

Bayard n'avait que des admirateurs et des amis parmi les ennemis mêmes, qui avaient plus d'une fois éprouvé sa générosité lorsque le sort des armes les avait fait tomber entre ses mains. Sa vie ne fut qu'une suite d'exploits étonnans et d'actions vertueuses. Toujours vainqueur dans les tournois, dans les combats singuliers, hardi dans les coups de main, savant dans les expéditions plus importantes, il fut le plus grand des guerriers; doux, simple, modeste dans la société, amant délicat, ami sincère, franc chevalier, humain, libéral, il fut le meilleur des hommes. On ne lit point, sans verser des larmes de tendresse, d'admiration et de plaisir, tout ce qu'il a fait pour l'humanité, pour la gloire et pour la galanterie. La bienfaisance, qui embellit et anime toutes ses vertus, joint un intérêt touchant à l'éclat imposant de sa réputation.

(42) Page 192, *à la fin de l'alinéa.*

Lorsqu'on a vu l'armée du roi, si supérieure à celle que commandait Bourbon, suivre celle-ci avec tant de diligence, et passer le Tesin presque en même temps, on a dû croire sans doute que Bonnivet voulait l'engager dans une action générale, ou bien l'obliger à se renfermer dans les places : ce qui était un autre moyen de la détruire, puisque cette armée, ne recevant aucun secours d'argent, ne pouvait subsister qu'en étant maitresse du pays dont les contributions servaient à son entretien, et que, s'affaiblissant d'ailleurs tous les jours, elle ne pouvait se rétablir qu'au moyen de quelques levées qui se faisaient successivement en Allemagne, et qu'elle n'aurait pu recevoir si on l'avait forcée à abandonner ses communications.

Mais, lorsqu'au lieu de suivre les Impériaux, on a vu l'armée du roi arrêtée inutilement aux environs de Milan; lorsque cette inaction a donné le temps à Bourbon de prendre une position derrière l'Adda, dans laquelle l'amiral n'a jamais songé à l'inquiéter, et à Antoine de Lève celui de se préparer à la défense de la place qui fût la mieux fortifiée qui existât alors en Italie, défendue par les meilleures troupes impériales, et devant laquelle, pour en faire le siége, on était obligé de prendre une position dangereuse par la longueur des lignes de circonvallation qu'il fallait faire aboutir au Pô et au Tesin, ce qui ne laissait aucun espace derrière le camp des assiégeans qui ne fût occupé par la ville ou défendu par son canon; lorsqu'enfin on voit Bonnivet laisser, à une petite distance de lui, une armée ennemie maîtresse du pays et de presque toutes les places, on doit être étonné alors que l'amiral ait préféré une entreprise périlleuse et sujette à tant d'inconvéniens à une conquête plus facile, et au moins aussi avantageuse, que la prise de Pavie.

Nous voulons parler de la prise de Gènes, à laquelle le roi aurait certainement réussi, en augmentant les forces aux ordres de Renzo de Ceré, qui, après la destruction de la flotte impériale, s'était emparé avec facilité de Savone, de Varagine, d'une grande partie de la côte du Levant, et avait jeté l'épouvante dans Gènes.

Et, si l'ambition du roi n'avait pas voulu se borner à cette conquête, qui, jointe aux places dont il était le maître sur la rive droite du Pô, lui assurait les plus grands moyens d'inquiéter les ennemis sur la rive gauche, il pouvait tirer parti de la possession des états de Gènes pour donner de sérieuses inquiétudes à Bourbon et à Pescaire pour le royaume de Naples; et, dès-lors, il réussissait nécessairement ou à déplacer les Impériaux, en leur faisant quitter le Milanais et les obligeant à

combattre, ou il s'emparait du royaume de Naples.

(42 *bis*) Page 198.

Georges Fronsberg était d'une taille gigantesque, d'une force extraordinaire, d'une valeur féroce, excellent citoyen, luthérien furieux, capable de tout entreprendre pour servir sa patrie et pour nuire au pape, saisissant avec ardeur l'occasion d'aller faire la guerre en Italie, dans l'espérance que les conjonctures amèneraient quelques moyens d'humilier le saint siége. Son ambition était de porter ses mains sacriléges sur le pape; il avait fait faire une chaîne d'or pour l'étrangler de sa propre main, *parce qu'à tous seigneurs tous honneurs*, disait-il.

(43) Page 199.

Indépendamment de l'expédition du duc d'Albanie sur le royaume de Naples, le roi avait encore envoyé le marquis de Saluces, avec un détachement de quatre ou cinq mille hommes, pour s'emparer de quelques places de la rivière de Gènes. Il prit en effet Savone et Varagio; il défit quatre mille hommes que Hugues de Moncade avait débarqués sur cette côte pour essayer de reprendre ces places : en même temps, les galères françaises, commandées par André Doria, poursuivaient Moncade sur la mer, brûlaient la Capitane de Gènes jusque dans le port, et faisaient Moncade prisonnier. On croit que, si le marquis de Saluces avait eu plus de troupes, il aurait pu forcer Gènes du côté de la terre, tandis que Doria aurait forcé le port avec ses galères; mais, vains triomphes! dangereux avantages! ce n'était ni à Gènes ni à Naples qu'il fallait courir, c'était devant Pavie, c'était à l'armée du roi qu'auraient dû se réunir tant de forces qu'on en éloignait si mal à propos.

(44) Page 200.

Alors s'élevait, sur les bords du lac de Côme, vers les confins du Milanais et du pays des Grisons, l'étonnante fortune d'un homme aussi singulier que l'avait été Fickingen en Allemagne, et le premier Sforce en Italie. Il se nommait Jean-Jacques Médequin; il était Milanais, fils d'un commis de la douane : son esprit, ses talens, ses intrigues, lui avaient donné entrée dans la maison du duc de Sforce, auquel il servait de secrétaire. Bientôt il conçut l'espérance d'une plus grande fortune, si les Français s'emparaient du Milanais; et, pour s'attirer leur faveur, il leur révélait tous les secrets de son maitre. Sforce fut instruit de cette infidélité par les lettres qu'il intercepta; il jura alors la perte de Médequin : il le chargea d'une lettre pour le gouverneur de Musso, place située à l'extrémité du Milanais, vers le lac de Côme. Cette lettre était un ordre au gouverneur de faire jeter le porteur dans le lac. Médequin, soit par méfiance, soit pour instruire les Français du sujet de sa commission, décacheta la lettre, et apprit le sort qu'on lui préparait. Sur cette découverte, un homme ordinaire aurait fui ou se serait caché; mais Médequin avait l'audace d'un héros avec l'ame d'un traître : il voulut que les moyens employés pour sa perte devinssent les degrés de sa fortune et les instrumens de sa vengeance. Il supprime la lettre de Sforce, et, imitant son écriture, il fabrique deux autres lettres, adressées l'une au gouverneur de Musso, l'autre à son lieutenant. Par la première, le duc avertissait vaguement le gouverneur d'être en garde contre les Grisons, qui, en descendant de leurs montagnes pour servir la France, pourraient surprendre Musso; par la seconde, le duc mandait au lieutenant qu'il avait découvert un projet formé par le gouverneur, de livrer la place

aux Français, qu'il fallait prévenir cette trahison, et prêter main-forte à Médequin, qui allait, par son ordre, à Musso pour arrêter le gouverneur, et veiller à la sûreté de la place. Médequin arrive à Musso, rend les deux lettres, est bien reçu du gouverneur, bien servi par le lieutenant. Le gouverneur est arrêté, Médequin se saisit de son argent, et l'emploie à corrompre la garnison; il se rend maître de la place, lève le masque, et chasse le lieutenant. Mais, pour conserver cette place et pouvoir braver le ressentiment de Sforce, il avait besoin d'une puissante protection; il préféra celle de l'empereur, et, pour la mériter, il résolut de lui rendre un service important. Il y avait alors six mille Grisons dans l'armée de François Ier; Médequin entreprit de les forcer à retourner dans leur pays.

Les Grisons étaient sans ennemis et sans méfiance; Médequin profita de cette sécurité. Il dressa des embûches au gouverneur de Chiavenne, place importante du pays des Grisons, et voisine du lac de Côme; il enleva aisément le gouverneur un jour qu'il était sorti de la place sans escorte. Il paraît ensuite à la vue de Chiavenne; il demande à parler à la femme du gouverneur, elle se présente sur la muraille. Médequin, tenant une épée dans une main, lui montre de l'autre son mari désarmé, lié, prêt à recevoir le coup mortel: *Choisissez, Madame*, lui dit alors Médequin, *ou de me remettre votre place, ou de voir égorger votre mari*. Cette femme, effrayée, préfère son mari à son devoir, et ouvre les portes à Médequin.

C'était une situation nouvelle pour les Grisons de se voir attaqués chez eux, et d'avoir à défendre leur propre pays; ils crurent devoir rassembler toutes leurs forces. L'élite de leurs soldats était devant Pavie, dans l'armée de François Ier; ils leur envoyèrent les ordres les plus

pressans de revenir dans leur pays : ils joignirent à ces ordres des menaces si terribles contre les réfractaires, qu'il fallut obéir.

(45) Page 211.

Après la bataille, le roi se fit conduire dans l'église des Chartreux pour y faire sa prière, et le premier objet qui frappa ses yeux fut cette inscription : *Bonum mihi; quia humiliasti me, ut dicam justificationes tuas.* L'application était sensible ; le roi en fut frappé et touché.

(46) Même page.

Pescaire avait refusé, dit-on, 100,000 écus que le roi de Navarre lui avait fait offrir pour sa rançon. Il prit alors d'autres mesures pour sortir de captivité ; il corrompit deux de ses gardes, qui favorisèrent un stratagême entre lui et Vivès, son page. Celui-ci entra le matin dans la chambre du roi de Navarre, pour l'habiller ; le roi prit les habits de Vivès, qui se mit au lit à sa place. Le faux page passa au travers du corps-de-garde sans être reconnu ; il trouva des chevaux hors du château, et prit précipitamment la route du Piémont. Vivès, pour donner plus de temps à son maître, feignit d'abord de dormir, et tint ses rideaux fermés jusqu'au soir : enfin l'inquiétude fit violence au respect ; le capitaine de la garde entra, ouvrit les rideaux, et reconnut Vivès.

Le prince Bozzolo, qui avait aussi été fait prisonnier, gagna ses gardes, comme le roi de Navarre, et se sauva de sa prison.

(48) Page 221.

L'objet de la ligue, tel qu'il fut fixé par le traité, était d'assurer le Milanais à François Sforce, qui épouserait une princesse du sang de France, paierait à Maximilien

Sforce, son frère, qui vivait toujours en France, la pension que le roi lui avait payée jusqu'alors, et au roi lui-même un tribut annuel de 50,000 écus. A ces conditions, le roi confirmait la cession qu'il avait faite du Milanais, et ne se réservait que la cité de Gènes et le comté d'Est, lorsqu'on les aurait repris.

On devait aussi conquérir le royaume de Naples, dont le pape donnerait l'investiture à qui il voudrait, non cependant sans l'aveu des confédérés. Si le roi d'Angleterre et le cardinal d'Yorck servaient bien la ligue, ils devaient avoir dans le royaume de Naples, le premier, une principauté de 30,000 ducats, le second, une de 10,000. Au reste, on n'enlevait point ce royaume irrévocablement à l'empereur; on lui laissait la liberté d'entrer lui-même dans la ligue qui se formait contre lui. A ce prix, il pouvait conserver le royaume de Naples, et ne perdre que le Milanais. On ne devait poser les armes qu'après avoir forcé l'empereur à mettre les princes en liberté.

(48 *bis*) Page 222.

Le premier coup d'arquebuse parti des remparts de Rome renversa ce héros, et termina ses agitations avec sa vie. La haine et la vengeance l'avaient égaré dans la carrière de la gloire. L'Espagne, qu'il servit trop bien, le négligea; l'Italie, qu'il opprimait, le détesta; la France, qu'il trahit, fut plus indulgente, elle le plaignit: on rejetait toute la haine de sa révolte sur la duchesse d'Angoulême, qui l'y avait forcé.

(49) Page 223.

Ce seigneur, né Français, avait d'abord offert ses services à François Ier; mais on ne lui témoigna point toute l'estime qu'il méritait : il fut froidement accueilli. Sa

fierté ressentit vivement cet outrage; il partit mécontent, et alla se jeter dans les bras de Charles-Quint.

Les Français, pour punir Philibert, confisquèrent la principauté d'Orange et les grands biens qu'il possédait en Bourgogne. Après de tels procédés, la haine du prince pour les Français devint si violente, qu'il ne pouvait la contenir : elle éclatait en toute occasion; elle s'exhalait en satires et en injures, quand elle ne pouvait s'assouvir par les armes. Il s'affligeait hautement de leurs succès, il insultait publiquement à leurs disgraces.

(51) Page 230.

André Doria, issu d'une des plus anciennes et des plus illustres familles de Gènes, était le plus grand homme de mer de son temps. Il aimait la gloire et sa patrie, et ne dédaignait point la fortune : la fierté républicaine, qu'augmentait encore en lui la connaissance de ses talens, le rendait odieux aux courtisans, et lui rendait les courtisans odieux. Il avait servi autrefois avec éclat François Ier, à la solde duquel il s'était mis; depuis il avait passé au service de Clément VII, auquel il fut attaché dans la ligue dont on vient de voir l'histoire; il se remit au service de François Ier dans le temps où Lautrec fut envoyé en Italie. C'était lui qui, en bloquant le port de Gènes, sa patrie, avait aidé à la soumettre au roi; mais il desirait que ce prince, content de n'avoir plus les Génois pour ennemis, voulût les avoir pour alliés, et qu'il rétablit à Gènes, sous sa protection, le gouvernement républicain. Non seulement le roi n'accéda point aux desirs de Doria, mais il parut vouloir relever Savone, la rivale de Gènes. Il la démembra de ses états; il en rétablit les fortifications et le port, qu'il parut destiner à la construction et à la retraite de ses vaisseaux; il la mit en état de partager avec Gènes l'empire de la mer de

Ligurie : et déjà le commerce de Savone s'agrandissait, au point d'alarmer celui de Gènes ; le trafic du sel y avait été transporté. Les Génois prièrent Doria d'employer son crédit pour obtenir que Savone fût remise dans son premier état ; il parla, et n'obtint rien : les courtisans traitèrent même de crime d'état les pressantes sollicitations de Doria en faveur de sa patrie. C'en était bien assez, sans doute, pour donner à ce général des sujets de mécontentement.

(52) Page 230.

On crut appercevoir les premiers signes du mécontentement de Doria dans une expédition qui fut tentée sur la Sicile vers le temps où le maréchal de Lautrec arriva devant Naples. Un Sicilien, nommée César Impérador, avait proposé aux Français de leur faciliter la conquête de cette île, par le moyen de quelques-uns de ses amis las du joug espagnol : ces offres parurent mériter de l'attention, et François Ier résolut d'envoyer un corps d'armée en Sicile. André Doria eut le commandement de la flotte, et Renzo de Ceré celui des troupes de débarquement. Une tempête violente obligea la flotte de cingler vers l'île de Corse, dont la proximité engagea les Français à passer en Sardaigne. Doria voulut qu'on s'arrêtât dans cette dernière île, et l'emporta sur Renzo de Ceré, qui voulait, selon sa destination, continuer sa route vers la Sicile.

Le vice roi de Sardaigne vint à la rencontre des Français avec des forces très-supérieures ; il fut complètement battu, et mis en déroute. La prise de Sassary fut le prix de cette victoire ; mais ces succès, qui semblaient présager la perte de l'île entière, n'aboutirent à rien. Une extrême disette, qui suivit trop rapidement une abondance meurtrière, occasionna une peste qui consomma les trois quarts

de cette petite armée. La mésintelligence de Doria et de Renzo, s'envenimant d'ailleurs de plus en plus, fit abandonner l'entreprise de Sardaigne, et manquer celle de Sicile. Les restes de cette armée victorieuse et détruite revinrent à Gènes, où André Doria resta dans une inaction très-usspecte.

(55) Page 231.

L'étalage des innombrables voiles de la flotte impériale ébranla d'abord un peu Philipin; mais, de loin, c'était quelque chose, et, de près, ce n'était rien. Cette flotte, à mesure qu'elle approchait, dissipait elle-même l'illusion qu'elle avait fait naître. Les premiers coups de canon écartèrent toutes ces voiles impuissantes; Philipin vit alors qu'il n'avait réellement affaire qu'à six galères. Il en coula d'abord deux à fond; il enveloppa les autres, et les força de venir à l'abordage. Ces quatre galères, montées par l'élite des troupes impériales, se défendirent avec le plus grand courage: on combattit depuis deux heures après midi jusqu'à quatre heures après minuit; on vit des compagnies espagnoles changer jusqu'à sept fois de porte-enseigne: tous briguaient avec audace l'honneur de porter cette enseigne, qui semblait promettre une mort certaine à quiconque osait s'en charger. Cependant Philipin, en doublant, par une manœuvre adroite, la supériorité de ses forces, triompha enfin de toute cette résistance. De huit cents soldats embarqués sur les galères espagnoles, sept cents périrent dans le combat: la plupart de ceux qui restèrent furent blessés; tous les chefs de la flotte impériale furent faits prisonniers; César Ferramusca fut submergé, Moncade fut tué.

Ce terrible combat coûta aussi beaucoup aux Français; des quatre cents arquebusiers envoyés par Lautrec, il n'en revint que soixante.

(54) Page 232.

Un homme qui n'était ni favori ni courtisan, mais citoyen plein de zèle et de fidélité : quoique ami de Doria, Dubellay-Langey fut l'un des premiers sur lequel Doria songeait à se venger des refus de François Ier, et des calomnies de ses courtisans. Il en prévint Lautrec, qui l'envoya à la cour pour concilier cette affaire, s'il était possible. En se rendant en France, Dubellay passa par Gènes; Doria lui ouvrit son cœur, lui fit ses plaintes, et le chargea de ses propositions. Arrivé à la cour, Dubellay tâcha de faire prendre des idées plus exactes de l'importance de Doria; il montra les besoins qu'on avait de ses services, sur-tout dans la conjoncture du siége de Naples, dont Doria pouvait seul assurer le succès par le secours de ses galères; il représenta que la défection de ce général entraînerait celle de l'état de Gènes; il voulut faire juger de la nécessité de conserver Doria, par les mouvemens que se donnait Dugaste pour le séduire : mais c'était parler une langue étrangère dans un pays où un sujet, quel qu'il fût, n'était toujours qu'un sujet, et où les talens paraissaient bien moins nécessaires que l'obéissance. Les jeunes courtisans, d'ailleurs, n'étaient pas les seuls qui pensaient ainsi; le chancelier Duprat, que son expérience et ses lumières rendaient l'oracle du conseil, ne voulait jamais que l'autorité reculât, ni fléchît; système dangereux qui ne serait admissible que dans le cas où l'autorité serait infaillible, ou qui deviendrait inutile, si l'autorité connaissait mieux l'art de fléchir à propos et avec dignité.

(55) Même page.

En quittant le service de la France, où il avait été si injustement traité, Doria ne s'occupa que de sa patrie, à

laquelle il assura sa liberté. Gènes fut déclarée libre, sous la protection de l'empereur ; Savone fut rendue aux Génois, Doria s'engagea à commander douze galères pour le service de Charles-Quint, qui lui assigna 60,000 ducats d'appointemens.

(56) Page 233.

La peinture que l'on fit à Lautrec des malheurs de l'armée le saisit à un tel point, qu'il en mourut. Il fut enterré d'abord dans un champ par des soldats de son armée, puis transporté dans une cave, à Naples, par un soldat espagnol, qui espérait le vendre bien cher à sa famille ; enfin le petit-fils de Gonzalve lui érigea un tombeau de marbre, parmi ceux de ses pères, dans l'église de Sainte-Marie-la-Neuve, uniquement guidé, ainsi que l'indique l'épitaphe, par ce mouvement tendre et respectueux qu'inspire aux cœurs sensibles le spectacle ou le souvenir des malheurs de l'humanité. Le pape, qui avait dû sa délivrance à Lautrec, lui fit faire de magnifiques obsèques à Rome, et François Ier à Paris, dans l'église de Notre-Dame.

Quelques auteurs ont osé assurer que Lautrec méritait qu'on honorât sa mémoire; mais on conçoit difficilement comment ils ont pu hasarder une pareille assertion. Comme chargé d'un gouvernement infiniment important, Lautrec aliéna tellement les cœurs et les esprits par ses injustices, ses caprices et ses cruautés, qu'il n'y avait qu'un desir dans tout le Milanais, celui de chasser les Français; qu'un seul sentiment sur Lautrec, celui de la haine et de l'horreur; qu'une seule action, celle des conspirations, des sacrifices, des réunions, pour satisfaire le besoin qui oppressait l'ame de chaque habitant de la Lombardie, de tirer vengeance de tous les maux qu'avait attirés sur leurs têtes la conduite barbare et inhumaine

de Lautrec et de son frère. Comme général d'armée, Lautrec commit les fautes les plus grossières. Dans la campagne de 1521, et même dans celle de 1528, il se comporta avec une telle impéritie, une telle présomption, une telle ignorance des principes les plus élémentaires de l'art de la guerre, que les pertes et les défaites qu'occasionna sa conduite militaire ne peuvent être attribuées qu'à un officier sans mérite, et que la faveur la plus aveugle avait placé et maintenu à la tête des armées.

(57) Page 233.

Quelques auteurs ont prétendu que Pierre de Navarre, conduit à Naples, y avait été étouffé entre deux matelas, par ordre de l'empereur, pour le punir de s'être attaché au service de la France. Cette assertion paraît très-invraisemblable. Le même Pierre de Navarre avait déjà été pris à Gènes par les mêmes Impériaux; il avait été délivré moyennant une rançon, et l'on n'avait pas même exigé de lui qu'il quittât le service de la France. Au reste, ce fut un excellent capitaine que la France perdit. Sa longue expérience, l'art des mines qu'il exerça le premier en Europe avec un grand succès, tant de siéges qu'il conduisit, tant de villes à la prise desquelles il contribua, tant de batailles où il se trouva, tant de malheurs qu'il éprouva, celui sur-tout d'être fait prisonnier trois fois, tout le fait placer parmi les capitaines les plus distingués de son temps. Gonzalve-Ferdinand de Cordoue, ce généreux ami des héros malheureux, rendit à sa mémoire les mêmes honneurs qu'à celle de Lautrec.

(58) Page 234.

Par cette capitulation, le marquis de Saluces remettait au prince d'Orange la ville et le château d'Averse,

l'artillerie, les vivres, les munitions, les armes, les bagages, les chevaux, sa personne même, et celle des principaux officiers. Les Italiens de l'armée de Saluces s'engageaient à ne servir de six mois contre l'empereur; les Français devaient être renvoyés, avec une escorte, jusqu'aux frontières de France. Le marquis devait aussi se rendre médiateur auprès des Français, des Vénitiens et de leurs alliés, pour les engager à remettre les places dont ils s'étaient emparés dans le royaume de Naples.

(59) Page 237.

La peste, qui avait si bien servi Doria devant Naples, le servit aussi bien à Gènes. Les ravages qu'elle faisait dans cette place l'avaient fait abandonner presque entièrement des troupes françaises. Théodore Trivulce, qui y commandait pour le roi, s'était retiré dans le château; la flotte française, que commandait Barbezieu, voyant les galères de Doria qui s'avançaient pour profiter du trouble et de l'abandon où était la ville, se sauva promptement à Savone, dans la crainte que le port de Gènes ne fût bloqué, et les chemins de la France fermés. Doria n'avait que cinq cents hommes de débarquement, et n'avait osé se promettre un succès aussi rapide; il en profita. Il entra dans Gènes, où il fut reçu comme le père et le libérateur de sa patrie : le joug français fut brisé; Trivulce, qui s'était renfermé dans le château, ayant inutilement demandé des secours, fut obligé de le rendre; les Génois le rasèrent, et, après avoir pris Savone, ils en comblèrent le port.

Libres alors, délivrés de toute autorité étrangère et de toute concurrence sur la mer de Ligurie, les Génois, par le conseil de Doria, établirent une forme de gouvernement, qui parut enfin fixer leur inconstance. Pour extirper les profondes racines des factions qui, jusqu'a-

lors, avaient déchiré le gouvernement, on confondit les familles nobles avec les plébéiennes; on nomma un conseil de quatre cents personnes, en qui résida le pouvoir de nommer à toutes les magistratures, de nommer le doge, qui devait changer tous les deux ans. Ainsi fut rempli, à la gloire éternelle de Doria, ses désirs les plus chers, la liberté de Gènes et l'asservissement de Savone.

(60) Page 238.

Ce fameux Philippe Tornielo, qui avait été pris en 1522 dans Novare, et dont nous avons parlé dans la note trente-unième, vivait encore; sa haine pour les Français était devenue moins féroce, mais non moins vive, depuis sa captivité. De Lève l'envoya faire lever le siége de Novare; le château tenait encore pour l'empereur, et Tornielo y fut facilement introduit : de là, il lui fut aisé, avec le renfort qu'il avait amené, de réduire la ville.

(61) Page 240.

L'empereur devait au pape des sacrifices pour tout ce qu'il lui avait fait souffrir : outre sa prison et ses longs malheurs, les suites de l'expédition du duc de Bourbon avaient fait descendre du trône de Florence la maison des Médicis. La base du traité entre le pape et l'empereur devait être et fut le rétablissement des Médicis à Florence.

Le nom de Médicis n'était porté alors avec éclat que par trois bâtards : Clément VIII, fils naturel de Julien; Alexandre, fils naturel de Laurent II, et Hippolyte, fils naturel de Julien II. C'était à Alexandre que Clément VII destinait le gouvernement de Florence; il avait fait Hippolyte cardinal. L'empereur profita, pour sa bâtarde, des vues qu'avait le pape pour les bâtards de sa maison; il donna en mariage, à Alexandre de Médicis,

Marguerite d'Autriche ; il promit de le remettre en possession de l'autorité que les Médicis avaient eue à Florence ; il s'engagea à faire rendre au pape Ravennes et Cervia, dont les Vénitiens s'étaient emparés. Le pape, de son côté, donnait à l'empereur l'investiture du royaume de Naples.

A l'égard du Milanais, reprenant l'ancienne accusation de félonie contre Sforce, l'empereur stipula qu'on jugerait ce prince ; si justifié, le duché lui serait rendu ; si jugé coupable, l'empereur disposerait du duché en faveur d'une personne agréable au saint siége.

Par ce traité, le pape obtint tout ce qu'il voulait ; le duc de Ferrare, les Vénitiens et les Florentins, étaient sacrifiés.

(62) Page 240.

Cette paix fut appelée la paix des *Dames*, parce qu'elle fut l'ouvrage de deux femmes qui négocièrent ensemble à Cambrai ; Marguerite d'Autriche pour l'empereur, la duchesse d'Angoulême pour le roi de France. Le roi y sacrifia les intérêts de ses alliés, au desir de posséder ses deux enfans.

(63) Page 244.

Charles VII avait établi les *francs archers*, ainsi nommés à cause des priviléges et des franchises qu'il leur accorda. Chaque paroisse entretenait un homme de ce corps, et le roi, au besoin, mettait sur pied, en peu de jours, quarante-deux mille hommes d'assez bonne infanterie. Louis XI, qui a eu si souvent une fausse politique, négligea cette institution, parce que son père en était l'auteur ; il aima mieux payer des Suisses. Charles VIII s'en servit aussi ; il eut pourtant quelque infanterie nationale. Louis XII, s'étant brouillé avec les Suisses;

prit des lansquenets, et augmenta un peu l'infanterie française. François Ier, d'abord ennemi des Suisses, prit des lansquenets; puis, ayant fait avec les Suisses la paix perpétuelle de Fribourg, il prit à la fois des lansquenets et des Suisses, et cependant il augmenta encore l'infanterie française.

Outre les étrangers et le peu d'infanterie nationale régulière qu'on avait alors, les guerres d'Italie avaient formé des compagnies irrégulières de fantassins nommés aventuriers, à qui le pillage tenait lieu de solde pendant la guerre, et le brigandage pendant la paix. C'étaient ces semblables aventuriers que Charles V avait envoyés détrôner le roi de Castille, pour en débarrasser la France. François Ier eut beaucoup de peine à réprimer les désordres de leurs successeurs; il rendit contre eux des ordonnances sévères.

Jusqu'à ce prince, l'infanterie n'était pas séparée en corps différens : on donnait à divers capitaines tantôt cinq cents hommes, tantôt mille, tantôt deux mille, à commander. Dans le loisir que lui donna la paix de Cambrai, François Ier, instruit par la lecture des anciens, conçut, en 1533, un nouveau plan d'infanterie nationale régulière; c'étaient des légions. Il en créa sept, chacune de six mille hommes; il désigna les provinces où elles devaient être levées : Une en Normandie, une en Bretagne, une en Picardie, une en Bourgogne; la Champagne et le Nivernais réunis devaient en fournir une, ainsi que le Dauphiné, la Provence, le Lyonnais, unis à l'Auvergne, une; le Languedoc devait fournir la septième : on devait en lever une huitième dans la Guienne, mais seulement pour la garde des places du côté de l'Espagne. Les sept premières, formant quarante-deux mille hommes de pied, devaient être composées de douze mille arquebusiers, et trente mille hallebardiers.

Ces légions furent divisées en six compagnies, de mille hommes chacune, commandées par un capitaine, deux lieutenans et deux enseignes. Le premier capitaine avait le titre de colonel, ou commandant de la légion : pour qu'elles fussent toutes prêtes à marcher au premier ordre, les capitaines devaient avoir des rôles qui continssent le nom, le surnom et la demeure de chaque soldat.

François I[er] accorda aux légionnaires les mêmes privilèges que les francs archers avaient eus sous Charles VII, c'est-à-dire que chaque soldat devait être exempt de 20 sous de taille, et payer le surplus : s'il s'en trouvait qui fussent gentilshommes, ils devaient être exempts du ban et arrière-ban. Chaque capitaine, commandant mille hommes, avait 50 livres par mois de gages, 1,000 livres en temps de guerre; chaque lieutenant 25 livres par mois; chaque enseigne 15 livres; chaque centenier (il y en avait dix) 12 livres; chaque chef d'escouade, (il y en avait quarante), chaque fourrier, (il y en avait quatre) chaque sergent de bataille, (il y en avait six) 10 livres; quatre tambours et deux fifres, à 7 livres par mois chacun.

Les gages des lieutenans, enseignes, centeniers, chefs d'escouade, sergens, tambours, fifres, devaient être les mêmes en temps de paix et temps de guerre; les simples légionnaires, retirés dans leurs maisons en temps de paix, n'avaient pour solde que l'exemption de 20 sous de taille, et 4 livres qui leur étaient payées, par égale portion, en deux revues qui se faisaient régulièrement tous les ans dans la province : en temps de guerre, les piquiers et hallebardiers touchaient 5 livres par mois, les arquebusiers 6 livres.

Les places de capitaine de la légion étaient à la nomination du roi; ces capitaines nommaient eux-mêmes leurs lieutenans et tous les officiers inférieurs, mais ils ne pouvaient les tirer que de la province dont était la légion.

Il y avait à la suite de chaque légion un prévôt à 15 liv. de gages par mois, et quatre sergens à 7 livres, lesquels s'informaient des vols, des meurtres ou des violences qui pouvaient se commettre sur les routes ou dans les garnisons, saisissaient les coupables, et en faisaient une prompte justice.

Tout soldat légionnaire, qui se distinguait par quelque action d'éclat, devait recevoir, de la main de son capitaine, un anneau d'or, porté au doigt; il devait aussi dès-lors avoir le droit d'être promu à tous les grades d'officier inférieur, jusqu'à celui de lieutenant inclusivement, et, parvenu à ce grade, il était anobli.

En formant ce corps permanent d'infanterie nationale, François Ier n'abolit point l'usage de ces levées d'hommes rassemblés au hasard, connus sous le noms d'aventuriers; ce qui nuisit infiniment à ce nouvel établissement. Comme ces milices étaient moins dispendieuses et plus tôt prêtes, elles continuèrent d'être en vigueur; et, quoique inférieures aux légions pour le courage et la discipline, elles les firent bientôt oublier.

(64) Page 247.

A LA nouvelle de cette bulle, la fureur d'Henri ne connut plus de bornes; il rompit tous les liens de l'unité, il se fit déclarer, par son clergé, chef suprême de l'église anglaise. Son parlement lui confirma ce titre, et abolit toute autorité du pape, ses annates, son denier de saint Pierre, les provisions des bénéfices. Les peuples prêtèrent avec allégresse un nouveau serment au roi, qu'on appela le serment de suprématie; tout le crédit du pape, si puissant pendant tant de siècles, tomba en un instant sans contradiction, malgré le désespoir des ordres religieux. Ceux qui prétendaient que, dans un grand royaume, on ne pouvait rompre avec le pape sans danger,

virent qu'un seul coup pouvait renverser ce colosse vénérable dont la tête était d'or, et les pieds d'argile. En effet, les droits de la cour de Rome pour vexer les catholiques n'étaient fondés que sur ce qu'on voulait bien être rançonné, et, dès qu'on ne le voulut plus, on sentit qu'un pouvoir qui n'est pas fondé sur la force n'est rien par lui-même.

(65) Page 249.

C'ÉTAIT en troublant l'Allemagne qu'il fallait s'ouvrir la route de l'Italie. Il y avait, à ne consulter que les intérêts immédiats de la politique, un allié puissant qui pouvait mettre des poids décisifs dans la balance; allié utile qui ne pouvait que servir, et jamais nuire : bien différent de toutes ces petites puissances italiennes toujours tendant à une neutralité impossible, toujours indifférentes sur le succès du parti qu'elles avaient embrassé par force, toujours prêtes, sur la moindre crainte, à grossir le parti contraire. Celui-ci était aussi essentiellement ennemi de l'Autriche que François Ier lui-même; il pouvait l'attaquer à la fois dans l'Allemagne et dans l'Italie. C'était l'empereur turc, c'était Soliman II, l'un des plus grands princes, l'un des plus redoutables conquérans dont l'orgueil ottoman se glorifie. Mais mille préjugés, alors très en crédit, semblaient interdire une pareille alliance; François Ier sut les mépriser, sans cependant le faire ouvertement, tant une semblable association paraissait monstrueuse! Les lettres d'un côté, les opinions des sectaires de l'autre, commençaient heureusement à faire ouvrir les yeux. On distinguait déjà beaucoup d'idées qu'une respectueuse et timide ignorance confondait auparavant; l'esprit était enhardi à examiner, à rapporter chaque idée à son vrai principe; l'expérience dégoûta enfin de ces pieuses et imprudentes expéditions

des croisades, et l'on commença à se convaincre que la politique seule pouvait décider de la paix ou de la guerre, et donner des ennemis ou des alliés, selon les intérêts présens, certains, et propres à chaque nation.

(66) Page 252.

On a loué dans Clément VII des qualités pontificales, de la gravité, de la décence dans les mœurs, de la piété, beaucoup d'art pour traiter avec les hommes, cette souplesse d'esprit si nécessaire à un souverain qui n'est puissant que par la considération qu'il sait s'attirer. La timidité, par conséquent, la faiblesse, furent l'écueil le plus ordinaire de ses talens. La postérité paraît l'avoir mis au second rang, parmi les papes qui ont illustré le saint siége. Sa passion dominante fut l'agrandissement de sa maison : heureux de n'avoir point assez vécu pour voir la discorde et la haine la désoler !

(67) Page 253.

Un gentilhomme milanais, nommé Merveille, qui était venu en France sous Louis XII, y avait fait une fortune considérable par les bienfaits de ce roi et de François Ier. L'éclat avec lequel il parut à Milan, dans un voyage qu'il y fit, lui donna des liaisons avec les principaux officiers du duc, et le fit connaître au duc lui-même, auquel il plut. Le duc avait alors pour chancelier François Taverne, neveu de Merveille. Ce dernier, de retour en France, reçut à Fontainebleau son neveu, qui, allant en ambassade, s'était détourné pour voir son oncle. Présenté au roi, il lui fit entendre que le duc de Milan serait enchanté d'avoir à sa cour un ambassadeur français, et que cette ambassade pourrait être avantageuse à la France et au duc; mais il lui fit sentir en même temps combien il serait important de dérober à l'empereur la

connaissance de ces liaisons, et qu'en conséquence la personne qui serait envoyée ne devait prendre aucun caractère public, mais être simplement connue comme un homme conduit à Milan pour des affaires particulières, et recommandé au duc par le roi. Après ces différentes observations, Taverne indiqua son oncle, qui, ayant été agréé, reçut des lettres de créance qui ne devaient être montrées qu'au duc, et des lettres de recommandation pour l'empereur, en cas d'événement.

Merveille fut très-bien reçu du duc; il était de toutes ses fêtes, il l'accompagnait par-tout : peut-être commit-il quelque imprudence d'action ou de propos. Quoi qu'il en soit, l'empereur ne tarda pas à savoir ou à soupçonner que cet homme avait un titre pour résider auprès du duc; et ce mystère, répandu sur un commerce déjà si suspect par lui-même, lui fit craindre quelque trahison : dès-lors l'empereur reprit son ancienne colère contre son infidèle vassal; il fit des reproches et des menaces. Sforce lui envoya les fausses lettres de recommandation. Cette ruse ne servit qu'à irriter davantage l'empereur; il accusa le duc de joindre la fourberie au mystère : celui-ci fut effrayé, et, pour prévenir les effets du ressentiment de l'empereur, il lui fit assurer qu'il recevrait incessamment des preuves éclatantes de sa fidélité.

Un seigneur de la maison de Castiglione tient devant un domestique de Merveille un propos de mépris sur son maître; le domestique le lui reproche, Castiglione le dément. La dispute s'échauffe, le domestique met l'épée à la main, Castiglione se retire, deux de ses domestiques tombent sur celui de Merveille; on les sépare. Instruit de cet événement, Merveille s'adresse à un parent de Castiglione, pour connaître le vrai de cette affaire. Castiglione proteste n'avoir jamais tenu les discours qu'on lui impute; Merveille, content de ce désaveu, envoie

faire des excuses à Castiglione sur l'étourderie de son domestique. Le bruit de ces débats parvient jusqu'au duc, qui défend aux deux gentilshommes toute voie de fait. Cependant on voyait Castiglione passer et repasser continuellement devant l'hôtel de l'ambassadeur, accompagné de dix ou douze hommes armés. Un soir, ayant rencontré cinq ou six domestiques de Merveille, il les attaqua; l'ambassadeur en porta ses plaintes au magistrat, qui promit justice, et ne la rendit point.... Castiglione attaqua de nouveau les domestiques de Merveille; mais ils étaient sur leur garde, ils se mirent en défense : le combat fut sanglant, et Castiglione fut un de ceux qui resta mort sur la place.

Le lendemain matin, (4 juillet 1533) le même magistrat, qui n'avait pas voulu prévenir ce malheur, se transporte chez Merveille, le fait saisir et conduire en prison. Ses gens sont mis au cachot, on leur fait subir la question; on n'oublie rien pour leur arracher, par la violence des tourmens, une déposition contre leur maître. Merveille est gardé à vue; personne n'a la liberté de le voir : le magistrat fait son rapport au duc, il prend ses ordres, et, après s'être transporté le 6 juillet, pendant la nuit, dans la prison, il fait trancher la tête à Merveille, et son corps est exposé, le lendemain, dans la place de Milan.

(68) Page 272.

Le dauphin était aimable et intéressant; il voulait acquérir de la gloire; il venait faire l'apprentissage de la guerre à la suite du roi; il s'était embarqué sur le Rhône, pour aller le rejoindre à Valence : on lui a reproché alors d'aimer déjà les femmes avec trop d'excès. Ainsi échauffé par le plaisir, il courait à la gloire au milieu des ardeurs d'un été si sec et si chaud, que, dans des provinces plus

au nord que celles où il voyageait, les plus grandes rivières étaient presque entièrement taries. S'étant arrêté à Tournon, il s'amusa à y jouer à la paume avec cette vivacité qu'il mettait dans tous ses goûts et dans tous ses exercices. Excédé de fatigue, de soif et de chaleur, il but de l'eau fraîche avec intempérance, et il est probable qu'il mourut, le quatrième jour, d'une pleurésie. Mais on ne voulut pas croire sa mort naturelle; on aima mieux concevoir les plus affreux soupçons : on accusa un Italien, nommé Montecuculli, son échanson, de l'avoir empoisonné; on regarda Charles-Quint comme l'auteur du crime. Qu'aurait donc gagné l'empereur à faire périr par le poison un prince de dix-huit ans, qui n'avait jamais fait parler de lui, et qui avait un frère? Montecuculli fut écartelé; quoi de plus horrible!

(69) Page 296.

Paulin, connu depuis sous le nom du baron de la Garde, était né et élevé dans l'obscurité chez des parens pauvres. Un caporal, passant par le bourg où était Paulin, lui trouva, autant qu'il pouvait en juger, de l'esprit et une physionomie heureuse; il le demanda à son père, en lui proposant de le prendre pour son goujat. Le père, ne voulant pas s'en priver, le refusa. Le fils ne pensa pas de même; il s'échappe de la maison paternelle, rejoint le caporal, le sert deux ans en qualité de goujat, devient arquebusier, enseigne, lieutenant, capitaine, toujours brave, toujours distingué par les talens de la guerre dans tous ces emplois subalternes.

Paulin, proposé au roi par Dubellay Langey, sait éviter les poignards de Dugaste, en traversant l'Italie. A Constantinople, où le droit des gens était peu respecté, il évite d'autres dangers : les intrigues secrètes de l'empereur pénétraient jusqu'à la Porte, et y poursuivaient l'am-

bassadeur français; Paulin sait les rendre inutiles, et parvint enfin à obtenir tout ce qu'il voulait.

Paulin négocia aussi à Venise, en se rendant à Constantinople, et, en revenant, il peignit fortement au sénat l'oppression, la servitude et les malheurs de l'Italie, sous la puissance accablante de l'empereur. Il serait parvenu à une triple alliance avec la République, la France et l'Empire ottoman, si le Chiaoux Jumasbey, qui avait ordre de le seconder dans cette négociation, ne se fût laissé corrompre par les émissaires de la maison d'Autriche, et n'eût traversé les vues de Paulin.

(70) Page 297.

Le comte d'Enguien était oncle d'Henri IV, frère d'Antoine, duc de Vendôme, depuis roi de Navarre; de Louis, premier prince de Condé, tige de la branche de Condé et de celle de Conti; du cardinal de Bourbon, roi de la Ligue, sous le nom de Charles X; de Jean, tué, en 1557, à la bataille de Saint-Quentin.

(71) Page 320.

Quelques personnes ont prétendu qu'une lettre du roi, alors enfermé au Temple, et qui lui avait été demandée par les Girondins, avait déterminé le roi de Prusse à se retirer; quelques autres ont soutenu que la convention avait acheté cette retraite. Le sentiment de gens qui paraissent mieux instruits nous paraît plus probable; ils disent que les cours de Vienne et de Pétersbourg n'avaient déterminé le roi de Prusse à entrer dans la coalition que sous la condition de lui faire, dans la Pologne, quelque cession de pays qui était à sa convenance, mais qu'une fois entré en France, ayant obtenu ce qu'il desirait, il s'était empressé de prétexter ses mauvais succès et les maladies qui excédaient son armée, pour se hâter d'en sortir.

(72) Page 320.

Les Impériaux dominaient dans Gènes; la possession des ports de cette république était d'une nécessité indispensable à Charles-Quint, pour envoyer, suivant les occurrences, d'Espagne dans la Lombardie les forces nécessaires pour garantir ce pays de l'invasion des Français, maîtres de Turin. Le pontife résolut d'enlever à l'empereur un poste aussi important, et en même temps la meilleure partie de la marine castillane rassemblée dans les ports de Gènes.

La réussite de cette conjuration devait changer la face des affaires d'Italie. La république de Gènes serait mise sous la protection de la France; la Lombardie, dépourvue de troupes, échappait à l'empereur, trop occupé en Allemagne pour envoyer des forces en Italie; le duc de Parme et de Plaisance pouvait devenir duc de Milan.

Jean-Louis de Fiesque était jaloux depuis long-temps de l'autorité d'André Doria; le pape se servit de ce mécontentement pour l'exécution de son dessein. Le duc de Parme se chargea de concerter avec lui le moyen de rendre à Gènes sa liberté; la duchesse de Modène, sœur de François Ier, offrit au Catilina génois les Français qui composaient sa garde.

La conjuration fut conduite avec tant de secret, que les Doria n'en eurent jamais le moindre soupçon. Tout était prêt, il ne restait plus qu'à faire le coup; il s'agissait de massacrer les Doria et leurs principaux partisans. On avait arrêté de le faire dans un festin qu'on leur donnerait; Gianetino, petit-neveu de Doria, étant sorti de la ville le jour convenu, il fallut changer de mesures.

On résolut alors de tenter à force ouverte ce que la ruse ne pouvait exécuter; la nuit du 22 au 23 janvier fut choisie pour cette entreprise. Le moment était favo-

rable; le doge quittait sa place le 1er de ce mois, et son successeur ne devait être élu que le 4 : la république, pendant cet intervalle, éprouvant une commotion, Fiesque pouvait plus aisément s'emparer de la magistrature vacante.

La veille du jour fixé pour l'exécution des projets des conjurés, Fiesque visita ses amis le soir, fit sa cour aux Doria, et vint ensuite dans son palais. Les portes en avaient été ouvertes dès le matin, tout le monde pouvait y entrer; mais on n'en laissait sortir personne.

Les principaux conjurés avaient dispersé sans bruit, dans la ville, les gens armés dont ils s'étaient assurés. Les chefs des familles patriciennes ou plébéiennes, qui se croyaient lésées par la nouvelle forme d'administration, avaient été invités à souper; Fiesque leur explique son plan, ses ressources, et les pénètre de son enthousiasme : on se détermine à tenter sur-le-champ la fortune.

Fiesque, avant de quitter son palais, court à l'appartement de sa femme, lui confie à la hâte un secret qu'elle ne peut plus ignorer, s'arrache de ses bras, et vient rejoindre ses compagnons.

Il s'était réservé l'attaque du port, comme le point le plus important et le plus périlleux. Il était alors minuit. Les conjurés s'emparent sans résistance de quelques portes, et forcent les autres; Fiesque tente de monter sur les galères; bientôt le trouble se répand dans la ville; on entend crier dans toutes les rues *Fiesque* et *liberté*.

La multitude prend les armes, et se joint aux conjurés; les patriciens ferment leurs portes pour se garantir du pillage; le bruit de l'insurrection parvient enfin au palais. Gianetino s'habille à la hâte, et marche vers le port; les conjurés l'atteignent à la porte Saint-Thomas, et le massacrent. Le vieux Doria eût éprouvé le même sort, si Jérôme de Fiesque avait attaqué subitement son palais,

comme on en était convenu. Instruit de la mort de son petit-neveu, Doria monte à cheval, et se dérobe, par la fuite, à ses ennemis.

Cependant quelques sénateurs s'étaient assemblés dans le palais de la république, et, plusieurs d'entre eux ayant tenté inutilement d'attaquer les conjurés, tous s'étaient décidés à envoyer des députés à Jean-Louis de Fiesque, pour se soumettre aux conditions qu'il lui plairait de prescrire.

Ce chef des conjurés n'était plus : à l'instant même où, après s'être emparé de la flotte, il était sur le point de joindre ses compagnons victorieux, on entend un bruit extraordinaire sur la galère amirale. Fiesque craint un soulèvement des forçats; il y court : la planche sur laquelle il passe se renverse; il tombe dans la mer, et y périt au moment où le sort venait de se déclarer entièrement en sa faveur.

Cette nouvelle déconcerta les conjurés; le secret si profond, gardé jusqu'alors, devint la cause qui fit échouer la conjuration. Le chef était mort, la plupart de ceux qu'il faisait agir ne connaissaient ni tout le projet, ni tous les agens; aucun d'eux n'avait assez de talens pour le remplacer; tous se dissipèrent, et Doria reprit son autorité en moins de temps qu'il ne l'avait perdue.

(73) Page 354.

« En qualité de magistrats, c'est-à-dire d'hommes préposés pour empêcher l'oppression, nous redoutons, ou plutôt nous abhorrons l'établissement d'un tribunal de sang, où la délation tient lieu de preuves, où l'on ôte à l'accusé tous les moyens de défense, et où l'on ne respecte aucune forme judiciaire. En révisant ces sortes de procédures, nous les avons trouvées si remplies d'absurdités et d'inepties, que, si nous nous sommes défendus de

soupçons de mauvaise foi et de méchanceté envers ceux qui remplissent des places dans l'inquisition, nous ne saurions nous empêcher au moins de déplorer leur ignorance et leur présomption. C'est cependant à de pareils juges qu'on veut vous persuader, Sire, de livrer, pieds et poings liés, vos fidèles sujets, en leur enlevant la ressource de l'appel. Les mêmes liens qui unissent vos sujets à vous, vous unissent à eux; vous leur devez sûreté et protection. Que vous conseillent donc les promoteurs du nouvel édit? de méconnaître votre peuple, d'aliéner vos sujets, de rompre le contrat par lequel vous régnez; en un mot, de vous donner un rival qui ne tardera pas de devenir votre maître.

« Éloignés de votre présence, courbés sous le poids des travaux champêtres, ou absorbés dans l'exercice des arts et métiers, vos fidèles sujets ignorent ce qu'on trame contre eux autour de vous; ils ne soupçonnent pas que vous songiez dans ce moment à les séparer de vous, et à les priver de leur sauve-garde naturelle. Quant à vous, Messieurs, ajouta l'orateur, en se tournant vers les ministres, les conseillers d'état et les courtisans, qui m'écoutez si tranquillement, et qui croyez apparemment que la chose ne vous regarde pas, il est bon que vous perdiez cette idée. Tant que vous jouissez de la faveur, vous mettez sagement le temps à profit; les biens et les graces pleuvent sur votre tête; tout le monde vous honore, et il ne prend envie à personne de s'attaquer à vous : mais plus vous êtes élevés, plus vous avoisinez la foudre, et l'on sait à quoi tient souvent une disgrace. Quand ce malheur vous arrivait autrefois, vous vous retiriez du moins avec une fortune qui vous consolait de votre chûte, et que vous transmettiez à vos héritiers. A dater de l'enregistrement de l'édit, vous aurez, comme auparavant, pour successeurs des hommes maigres et affamés qui, ne

sachant combien de temps ils resteront en place, brûleront de se faire tout d'un coup riches, et y trouveront une merveilleuse facilité, bien assurés d'obtenir votre confiscation, et, bientôt après, de s'assurer d'un inquisiteur et de deux témoins; et, fussiez-vous des saints, vous serez brûlés comme hérétiques. »

On ne connaissait pas alors de meilleurs moyens de combattre les novateurs que de les faire brûler en les livrant à l'inquisition, qu'on voulait établir par-tout.

Ce tribunal de sang causa de si grands soulèvemens dans les Pays-Bas, et en fit sortir un si grand nombre de familles, que Charles-Quint fut obligé d'abandonner le dessein de l'établir. Malgré cette expérience, il voulut, quelque temps après, l'établir dans le royaume de Naples. La noblesse et le peuple, tout le monde prit les armes; on se battit dans Naples pendant plus de quinze jours, et Charles-Quint ne fit que compromettre son autorité.

Ce ne fut pas une leçon pour ses successeurs, ni pour les papes, ni pour d'autres souverains; ils continuèrent de faire des tentatives jusqu'en 1709, que l'empereur Charles VI abolit tout à fait l'inquisition.

(74) Page 365.

Le traité portait que le roi très-chrétien s'obligeait à défendre le pape Paul IV, le cardinal Caraffe, le comte de Montorio et le comte de Montebello, et promettait de leur rendre autant de biens en France qu'ils en perdraient en Italie, à raison de cette guerre; que cette ligue s'étendrait sur toute l'Italie, à l'exception du Piémont; que l'on déposerait d'abord, soit à Rome, soit à Venise, 500,000 écus, dont 350,000 par le roi, perpétuellement renouvelés dans la même proportion, tant que durerait la guerre; la même chose de la part du

pape, pour 150,000; que le roi ferait passer dix mille hommes d'infanterie en Italie, cinq cents lances et cinq cents chevaux-légers. Le pape, de son côté, fournirait dix mille fantassins et mille chevaux-légers. Quant à l'artillerie et aux munitions de guerre et de bouche, elles devaient être fournies à frais communs. Après la conquête du royaume de Naples, le pape devait en donner l'investiture à un des fils du roi, autre que le dauphin, à la réserve du duché de Bénévent, qui resterait au saint siége; le comte de Montorio et celui de Montebello devaient obtenir, dans ce cas, chacun une terre titrée, de 25,000 écus de revenu, dans le royaume de Naples. Ni le futur roi de Naples, ni aucun de ses successeurs, ne pouvait être en même temps roi des Romains, roi de France, duc de Milan et de Toscane.

(75) Page 383.

Le duc de Savoie, à la tête d'une armée de soixante mille hommes, tandis que la France ne pouvait lui en opposer que vingt-quatre mille, après avoir fait mine de faire le siége de Marienbourg, de Rocroy, de Mézières, de Moberfontaine, s'était replié tout à coup sur la Picardie, avait dirigé sa marche sur Guise, et investi la ville de Saint-Quentin. A cette nouvelle, l'amiral de Coligni s'était empressé de venir se jeter dans la place. Après l'avoir examinée, et s'être convaincu qu'il n'avait pas le monde suffisant pour la défendre, il avait fait savoir au connétable qu'il n'était point en état de repousser un assaut, et que plus on attendrait pour lui envoyer un renfort, plus on trouverait de difficultés à l'introduire.

La ville de Saint-Quentin était en grande partie défendue par un marais parsemé de fondrières, remplies de fange, recouvertes de roseaux et de plantes aquatiques, qui recelaient des gouffres dont on ignorait la profon-

deur. Les ennemis, ne pouvant approcher de ce côté, s'étaient contentés d'établir un corps-de-garde, soutenus d'un détachement, dans un moulin, et quelques cabanes, qui couvraient la tête du marais, et de jeter dans les courans d'eau des batelets remplis de soldats, pour couper toute correspondance entre la place et les dehors.

L'amiral, qui avait connu l'avantage qu'il pouvait tirer du marais, l'avait fait sonder dans toute son étendue, y avait découvert quelques sentiers qu'il avait rendus praticables jusqu'à un large ruisseau qui en bordait l'enceinte. C'était par là qu'il entretenait un commerce suivi avec le connétable, et qu'il se flattait de pouvoir faire entrer le renfort dont il avait besoin. Il lui manda donc qu'en se portant à la tête du marais avec un corps de troupes capable de déloger le détachement espagnol qui occupait le moulin, il serait facile, à l'aide de quelques bateaux qu'il tiendrait prêts sur le ruisseau, de faire passer un renfort de l'autre côté, et de se retirer ensuite sans avoir rien à craindre de l'ennemi, trop éloigné pour pouvoir inquiéter l'escorte.

Le connétable, s'étant fait rendre un compte exact de la position des ennemis, de la distance et des obstacles naturels qui les séparaient de la tête des marais, du moyen de leur couper le seul chemin par où ils pourraient y arriver, forma le projet imprudent d'aller en plein jour affronter une armée trois fois plus forte que la sienne, et de ramener son armée après avoir rempli son objet. Toutes les parties de son plan bien combinées, il voulut, pour plus de précaution, aller s'assurer par ses propres yeux, autant qu'il était possible, de ce qu'il ne connaissait encore que par les rapports des officiers et des ingénieurs qui lui en avaient levé les plans. Prenant donc avec lui deux mille chevaux et quatre mille hommes d'infanterie, il s'avança jusqu'au bord du marais, d'où il

considéra à son aise l'assiette du camp ennemi, pendant que le baron de Fumel mesurait, par son ordre, la largeur du ruisseau, et dépêchait un exprès à l'amiral, pour l'avertir de tenir prêts pour le lendemain les bateaux qui devaient passer le renfort.

Le surlendemain, jour de saint Laurent, le connétable, partant de La Fère avec toute son armée et vingt pièces de canon, arriva sur les neuf heures du matin à la tête des marais, dissipa le corps-de-garde qui gardait le moulin, et y plaça le prince de Condé, qui, en l'absence du duc d'Aumale, remplissait les fonctions de capitaine général de cavalerie; il détacha ensuite deux compagnies de reitres pistoliers, du régiment du rhingrave, pour occuper la tête du seul débouché par où l'ennemi pût venir à lui, et il les fit soutenir par trois compagnies de gendarmerie aux ordres du duc de Nevers; il rangea sur une éminence, qui dominait le faubourg de l'île où était le quartier du duc de Savoie, ses vingt pièces d'artillerie, dont il ordonna une décharge générale. Cette grêle de boulets, tombant avec fracas sur les tentes et les masures qui servaient d'abri aux soldats, mit la vie du duc en danger, et toutes ses troupes dans une extrême confusion. Cependant le connétable remplissait le premier objet de son voyage, en faisant passer de l'autre côté du ruisseau les officiers et les soldats destinés à renforcer la garnison. Cette opération était très-lente, l'amiral n'ayant pu, dans un aussi court espace de temps, se procurer que cinq batelets. De leur côté, les ennemis, revenus de leur première épouvante, faisaient défiler leur cavalerie, et successivement tout le reste de leur armée, sur une chaussée qui aboutissait au seul chemin qui conduisait à la tête du marais. Le prince de Condé, appercevant du haut du moulin les premiers escadrons qui commençaient à se former dans la plaine, en fit

avertir le connétable, et lui dire qu'il n'avait pas de temps à perdre pour marcher à l'ennemi, et culbuter dans les marais ce qui était déja passé, ou songer à la retraite. Le connétable, qui n'aimait pas les conseils, fit répondre au prince qu'il était bien jeune pour lui donner des avis; qu'il commandait les armées avant sa naissance, et qu'il comptait bien lui donner encore des leçons sur l'art de la guerre pendant vingt ans. Sur les rapports qui lui avaient été faits, le connétable croyait qu'il ne pouvait passer que quatre cavaliers de front sur la chaussée : en conséquence, il avait calculé combien de temps il faudrait à quatre ou cinq compagnies pour franchir la chaussée. Si elles marchaient en avant, elles devaient être culbutées par le détachement qui gardait le défilé; si elles attendaient leur armée, le connétable présumait pouvoir être arrivé à La Fère avant que les compagnies eussent atteint la tête du marais. Toute cette supposition se trouva fausse, et fit crouler tous les calculs : la chaussée donnait le passage à trente cavaliers de front. Toujours persuadé d'avoir tout le temps nécessaire, le connétable attendit, pour ordonner la retraite, que Dandelot fût passé avec cinq cents canonniers, et Saint-Remi avec un certain nombre d'ingénieurs; alors seulement le connétable songea à se retirer, en formant son arrière-garde avec sa cavalerie. Le duc de Nevers, appercevant ce mouvement, et étant sur le point d'avoir toute l'armée sur les bras, retira son détachement du défilé, et vint se joindre au prince de Condé, l'un et l'autre doublant alors le pas pour joindre l'armée, qui avait déjà fait une lieue.

Cependant les ennemis étaient arrivés sans obstacle au moulin, et, n'y trouvant personne, le duc d'Egmond, conjecturant que l'arrière-garde du connétable ne pouvait être éloignée, demanda au duc de Savoie de la

suivre, de l'attaquer pour l'arrêter dans sa marche, et lui donner le temps d'arriver avec le reste de l'armée. Après avoir obtenu cette permission, il part, atteint bientôt les Français, et, à la tête d'une des trois divisions qui étaient sous ses ordres, il déborde le flanc droit de l'armée française; le comte de Horn et le prince de Brunswick le flanc gauche, et les comtes de Mensfeld et de Hagstrote attaquent la queue. Le connétable fut forcé alors de se convaincre qu'il n'y avait plus moyen d'éviter la bataille, et se disposa à la recevoir. Pendant ce moment, ayant rencontré le vieux Dognon, officier expérimenté, il lui demanda ce qu'il fallait faire : *Il y a deux heures que je vous l'aurais bien dit; mais maintenant je n'en sais rien.* La cavalerie française, presque toute composée de noblesse, soutint le choc avec courage, et continua de se battre jusqu'à ce que, accablée par le nombre, elle fut renversée et mise en déroute. L'infanterie, formée en bataillon carré, repoussa sans s'ébranler toutes les attaques de la cavalerie, qui prit alors le parti d'attendre l'arrivée du duc de Savoie et de sa nombreuse artillerie. Dès l'instant où elle fut placée et put commencer à tirer, elle fit de larges trouées dans cette masse immobile, et donna entrée à la cavalerie, qui eut bientôt foulé aux pieds, sabré et dissipé cette troupe désunie. Les uns comptent deux mille cinq cents morts; d'autres en font monter la perte au double, parmi lesquels se trouvèrent beaucoup d'officiers de la plus haute naissance. Les blessés et les prisonniers furent encore bien plus nombreux : parmi ces derniers se trouva le connétable de Montmorenci, blessé d'un coup de pistolet qui lui avait fracassé la cuisse.

Arrêtons-nous un moment pour faire quelques réflexions sur la conduite des généraux de l'une et l'autre armée dans une affaire d'une aussi grande importance,

et à laquelle pouvait être attaché le salut ou la perte d'un grand empire.

Du côté du connétable, toute sa conduite est un tissu de fautes impardonnables. Quel devait être son plan? celui d'une défensive très-réservée avec une armée peu nombreuse, et l'espoir de la voir augmenter. Il ne devait donc jamais rien hasarder, et se tenir constamment dans des positions inexpugnables; il devait cependant, autant qu'il lui était possible, soutenir les places que l'ennemi pouvait assiéger. Le duc de Savoie s'était présenté devant Saint-Quentin avec le projet d'en former le siége, l'amiral Coligni s'était jeté dans cette place pour la défendre; il était important pour le connétable d'en empêcher ou retarder la prise. L'amiral en avait trouvé les moyens, il les avait indiqués au connétable; il s'agissait d'en profiter, et la réussite était à peu près sûre, en prenant les mesures indiquées par la raison, la prudence et les maximes militaires les plus communes.

D'après la connaissance que l'on avait de la faute des ennemis, de ne pas avoir fait reconnaître le marais, d'en avoir mal gardé la tête, et d'avoir occupé une position qui les mettait hors de portée de savoir promptement ce qui se passait de ce côté, ni d'y porter rapidement des secours dans le cas d'une tentative de la part de l'ennemi, il paraissait certain qu'en préparant du côté de la ville tous les moyens d'un prompt passage, envoyant le renfort demandé par l'amiral, escorté de quelque cavalerie légère, le faisant arriver au moulin au milieu de la nuit, il aurait fait prisonniers les soldats qui gardaient ce poste, serait arrivé à la petite pointe du jour sur les bords de la rivière, l'aurait passée, serait entré dans Saint-Quentin, et la cavalerie légère aurait été de retour à La Fère avant que le duc de Savoie eût été instruit de cet événement à son réveil.

Après ces probabilités, toutes favorables et suffisantes pour remplir les vues du connétable et le plan qu'il avait dû se former, comment concevoir cette idée si folle, si inconvenante, d'abandonner une bonne position, d'exposer Saint-Quentin, l'armée et le royaume, en marchant, sans motifs, avec des troupes peu nombreuses, à portée et à la vue d'ennemis beaucoup plus forts, le tout pour protéger, sans nécessité, un renfort important sans doute, mais qu'on n'aurait pas pu se permettre de tenter, si, pour assurer son entrée dans la ville, il avait fallu faire marcher l'armée ?

Après avoir fait la faute capitale, cause première des malheurs de cette journée, comment excuser le connétable de toutes celles qu'il commet encore, et sans lesquelles il eût été à peu près assuré, au moins après avoir fait une étourderie, qu'elle n'aurait pas eu des suites fâcheuses ?

La première faute fut de ne pas arriver à la tête du marais avant la pointe du jour.

La seconde, connaissant que l'armée ennemie avait une chaussée et un défilé à traverser, de n'avoir pas tenté de couper la chaussée, ou de l'embarrasser, et, quant au défilé, de n'y avoir pas fait remuer de la terre, ou jeter des arbres, afin de le rendre plus difficile, et, au lieu de cavalerie pour le défendre, de n'y avoir pas mis, ainsi qu'à la tête de la chaussée, quelques pièces d'artillerie et des arquebusiers postés, des deux côtés, sur les hauteurs.

La troisième faute fut d'avoir placé son artillerie de manière à dominer le camp du duc de Savoie, et ensuite de l'avoir fait tirer, comme pour avertir l'ennemi que l'on était là, et l'inviter à venir attaquer. Pourquoi avoir amené avec soi tant d'artillerie, puisque l'on avait le projet de se retirer après avoir fait entrer le convoi ?

pourquoi s'en être servi d'une manière aussi puérile, dans une circonstance où il était important de laisser ignorer qu'on fût là ?

La quatrième, d'avoir voulu attendre que tout le renfort fût de l'autre côté de la rivière, et entré dans Saint-Quentin. Les gardes du moulin étaient dissipées, l'ennemi très-éloigné; pourquoi ne pas se retirer ?

La cinquième, de n'avoir pas profité de l'avis très-sage du prince de Condé, au lieu de lui faire une réponse aussi inconvenante. Qu'importait-il qu'on eût dit au connétable que la chaussée ne contenait que quatre hommes de front? Le fait était qu'il se formait dans la plaine un corps de cavalerie, et qu'il aurait été très-important de l'attaquer sur-le-champ et de le dissiper, afin de pouvoir répéter plus sûrement la même opération sur tout ce qui pourrait encore se présenter successivement.

La sixième, d'avoir fait de mauvaises dispositions pour la retraite; d'abord en abandonnant le corps que commandaient le prince de Condé et le duc de Nevers, au lieu de s'en servir pour coopérer à la sûreté de l'armée; ensuite en composant l'arrière-garde en entier de cavalerie.

La septième faute enfin fut, dès l'instant où le connétable se crut obligé de combattre, d'avoir formé de toute son infanterie une masse qui dès-lors devint immobile, et fut exposée à tous les effets désastreux de l'artillerie; peut-être aurait-il été plus sage, dès l'instant où l'on se fut convaincu que l'on ne pouvait pas éviter d'être attaqué par le comte d'Egmont, de chercher à prendre une position militaire qui pût aider à diminuer la faiblesse de l'armée, et rendre l'attaque de la cavalerie ennemie moins dangereuse; d'étendre le front, en portant la cavalerie de l'arrière-garde sur les ailes, en mettant l'infanterie en colonnes, ou, suivant

l'usage du temps, en plusieurs bataillons carrés, avec des intervalles, entre lesquels on aurait placé; dans les uns, de l'artillerie; dans les autres, des arquebusiers à cheval ou à pied, suivant les terrains; enfin de faire de l'avant-garde et des corps du prince de Condé et du duc de Nevers une réserve qui aurait protégé les intervalles de l'infanterie, assuré les flancs de l'armée, et porté des secours par-tout où l'on en auroit eu besoin.

D'après ces dispositions, la cavalerie française n'aurait pas été renversée et mise en déroute, et l'infanterie écrasée par l'artillerie et la cavalerie ennemie. Ces deux corps se seraient mutuellement soutenus l'un par l'autre, et, quoique inférieurs en nombre à ceux de l'ennemi, aidé par une position savante, ils auraient pu ne pas éprouver une défaite, et peut-être même battre l'armée impériale.

Les fautes du duc de Savoie ne sont pas moins capitales.

La première semble avoir été, en se décidant au siége de Saint-Quentin, de n'avoir pas assez senti l'importance, ayant une armée aussi nombreuse, d'investir entièrement la place.

La seconde, de n'avoir point fait sonder et reconnaître le marais, au point de savoir quelle disposition il était sage de prendre relativement à un des moyens de défense des assiégés qui pouvait leur être favorable ou défavorable.

La troisième, en plaçant une garde à la tête du marais, de l'avoir faite si faible, qu'il était très-aisé de l'enlever, sur-tout après avoir campé les troupes de manière que, pour arriver au moulin, il fallait traverser une chaussée longue et étroite, et ensuite un défilé.

La quatrième, d'avoir si peu surveillé les projets et les mouvemens du connétable, que celui-ci ait pu arriver jusqu'au marais, en enlever la garde, et faire passer un

renfort dans la place sans être apperçu, et qu'il aurait même pu s'en retourner à La Fère sans être inquiété, si, par une conduite dont on ne saurait trop blâmer l'imprudence, il n'avait pas commis la faute si grave de faire une décharge de toute son artillerie sur le camp du duc de Savoie.

La cinquième fut de renvoyer au duc de Nevers tous les simples soldats qui étaient prisonniers, en leur faisant jurer qu'ils ne serviraient point contre le roi d'Espagne pendant six mois. Ce fut un renfort précieux qu'il envoya au duc, qui, sans exiger qu'ils manquassent à leur serment, les distribua dans les places de seconde ligne où il y avait des magasins, et en retira les garnisons, qui lui formèrent en peu de temps une armée de seize cents chevaux et de sept ou huit mille fantassins, indépendamment de la maison du roi et des arrière-bancs.

Emmanuel ajouta-t-il à toutes ses fautes celle de ne pas marcher sur Paris? Plusieurs historiens l'ont accusé de l'avoir commise, et ont prétendu que, si, au lieu de reprendre le siége de Saint-Quentin, il eût marché droit à Paris, il n'aurait éprouvé aucune résistance; maître de la capitale, et ne trouvant plus aucune place forte jusqu'à Baïonne, il aurait eu la facilité de s'étendre, et aurait enlevé au roi tout espoir de se relever jamais de sa défaite. Mais n'y a-t-il pas bien de la présomption, à des personnes qui ignorent, pour l'ordinaire, comment on fait mouvoir et subsister une armée, de vouloir donner des leçons à des officiers à qui on accorde du talent, et sur-tout de leur reprocher des fautes qu'ils avaient le plus grand intérêt de ne pas commettre?

Certainement Philippe devait desirer de terminer, par un coup décisif, une guerre à laquelle ses finances ne pouvaient long-temps suffire. Le duc de Savoie n'avait d'espérance d'être rétabli dans ses états qu'en con-

tribuant à bouleverser la France. Mais les magasins de l'armée impériale étaient à Cambrai et à Valenciennes. En marchant sur Paris avant de s'être rendus maîtres de quelques-unes des places fortes qui bordaient la Picardie, où auraient-ils pu établir des magasins ? A deux lieues seulement du champ de bataille, on trouvait sur la route la place de La Fère, dont il fallait entreprendre le siége en règle, ou la laisser derrière soi. En prenant le premier parti, c'était déjà s'éloigner du plan de marcher directement sur Paris; en prenaut le second, c'était exposer l'armée à périr de faim, et même à ne pouvoir plus se retirer dans le cas où elle recevrait un échec. Quelque chemin que l'on prît, on trouvait toujours plusieurs places fortes, et deux ou trois grandes rivières, dont le duc de Nevers n'aurait pas manqué de disputer le passage, après en avoir fait couper les ponts; et, comme une armée de soixante mille hommes, qui traine à sa suite beaucoup d'artillerie, ne peut marcher que très-lentement, le duc de Nevers aurait eu le temps de faire retirer les paysans, avec leur bétail et leurs provisions, dans les places fortifiées, et de mettre même Paris en état de défense.

(76) Page 389.

Presque tous les états de l'Europe furent compris, dans ce traité de paix, comme alliés d'Henri ou de Philippe. Le pape reconnaissait Ferdinand en qualité d'empereur romain; le duc de Savoie, Emmanuel-Philibert, était rétabli dans la possession de ses états, à l'exception des villes de Turin, Pignerol, Quiers, Chiros et Villa-Nova, dont Henri restait en possession jusqu'à ce que ses prétentions sur les places du chef de sa grand'mère eussent été réglées en justice; les Français évacuaient les places qu'ils possédaient dans la Toscane et le pays

de Sienne; la Lombardie et le royaume de Naples étaient assurés à la cour de Madrid. Deux mariages furent le nœud de cette paix; celui d'Élisabeth, fille aînée du roi de France, avec le roi d'Espagne, et celui de Marguerite, sœur d'Henri II, avec le duc de Savoie.

(77) Page 389.

Les amusemens alors, dans les cours, étaient des combats à la barrière, des joutes, des tournois, des tours de force. On sait qu'avant l'invention des armes à feu, la force du corps rendait les guerriers presque invincibles; la jeunesse s'exerçait dans tous les jeux qui entretenaient la vigueur ou l'adresse : de là vinrent les tournois, inventés dans les siècles de la chevalerie. Ces fêtes militaires, très-souvent sanglantes, passèrent de mode lorsque, l'artillerie s'étant perfectionnée, les lances ne fixèrent plus le sort des batailles; elles étaient en usage dans le seizième siècle. La ville de Milan se rendit fameuse par ses manufactures d'armes complètes, qui passaient pour être à l'épreuve des balles d'arquebuse.

On sait que les *arquebuses* furent les premières armes à feu dont on se servit dans les batailles; ce mot vient de l'italien *arco bugio*, arc troué. L'ouverture par où se communique le feu à la poudre, dans les arquebuses qui succédèrent aux arcs des anciens, donna lieu à cette dénomination. Selon Hauzelet, l'arquebuse devait avoir quarante calibres de long, et porter une balle d'une once et sept huitièmes, avec autant de poudre. Il paraît que cette arme ne commença à être en usage qu'au commencement du seizième siècle. L'arquebuse, dit Fabrice Colonne dans les Dialogues de Machiavel sur l'art de la guerre, est un bâton inventé de nouveau, qui fait aujourd'hui la principale force des armées.

Des arquebuses vinrent les pistolets à rouets, dont le

canon n'avait qu'un pied de long. Ces armes ne sont plus en usage aujourd'hui ; on en conserve, par curiosité, dans les arsenaux. Le rouet, qui donnait le mouvement du ressort de ces armes, était une petite roue d'acier solide qu'on appliquait contre la platine de l'arquebuse ; elle avait un essieu qui la perçait dans son centre : au bout, traversant l'intérieur de l'essieu qui entrait dans sa platine, était attachée une chaînette qui s'entortillait autour de cet essieu ; quand on la faisait tourner, elle bandait le ressort auquel elle tenait. Pour bander le ressort, on se servait d'une clef qui, s'adaptant à l'extrémité intérieure de l'essieu, faisait mouvoir le rouet en le tournant ; et, par ce mouvement, une petite coulisse de cuivre, qui couvrait le bassinet rempli d'amorce, se retirant de dessus, le chien, armé d'une pierre de mine, comme le chien du fusil l'est d'une pierre à fusil, était, par le même mouvement, en état d'être lâché dès qu'on tirait avec le doigt la détente, comme dans les fusils d'aujourd'hui : alors le chien, tombant sur le rouet d'acier, faisait feu, et enflammait l'amorce.

Aux arquebuses succédèrent les *mousquets ;* ils différaient des fusils d'aujourd'hui, en ce qu'au lieu de la pierre dont on se sert pour faire prendre feu à cette dernière arme, on se servait de mèches pour la première. Le canon du mousquet était de trois pieds huit pouces ; sa portée était de cent vingt à cent trente toises. Cette arme avait une platine à laquelle était attaché le serpentin, avec la gachette qui le faisait mouvoir et le bassinet ; le serpentin tenait à la gachette, au moyen d'une vis : son extrémité au dehors était deux espèces de feuilles formées par une tête de serpent, propre à fixer, à l'aide d'une vis, la mèche avec laquelle on mettait le feu à la poudre du bassinet. Cette tête de serpent faisait donner à cette pièce le nom de serpentin ;

la partie du serpentin, engagée sous la platine, formait une petite gachette où répondait la clef. Cette clef était un morceau de fer disposé en équerre ou manivelle, dont un côté tenait à la gachette du serpentin, l'autre se tirait avec la main, pour faire tomber la mèche du serpentin sur le bassinet, et faire ainsi partir le coup.

Le bassinet était composé de quatre pièces de fer posées en saillie sur la platine, vis-à-vis la lumière ou la petite ouverture faite au canon du mousquet, pour lui faire prendre feu au moyen de l'amorce renfermée dans le bassinet; celle de dessus s'appelait couverture, la troisième pièce était le garde-feu, la quatrième la vis qui liait tout ensemble : l'équipage du mousquet était à peu près le même que celui du fusil.

La lenteur avec laquelle l'arquebuse et le mousquet faisaient feu faisait desirer une arme différemment construite; ce ne fut qu'en 1630 qu'on inventa le fusil.

A mesure que l'artillerie moderne se perfectionnait, les anciennes armes tombaient en désuétude, et avec elles les jeux guerriers dans lesquels une jeunesse belliqueuse, pour entretenir sa force et son adresse, brillait dans les tournois dans le seizième siècle.

(78) Page 392.

La conspiration d'Amboise est la première que l'on connaisse en France. Il y eut dans cette conspiration une audace qui tenait de celle de Catilina, un manége, une profondeur, un secret, qui la rendirent semblable à celle des Vêpres Siciliennes, et des pazzi de Florence. Le prince Louis de Condé en fut l'ame invisible, et conduisit cette entreprise avec tant de dextérité, que, quand toute la France sut qu'il en était le chef, personne ne put l'en convaincre.

Il n'a jamais été prouvé que, dans cette conspiration,

on dût tuer les Guise. Cinq cents gentilshommes, tous bien accompagnés, et mille soldats déterminés, conduits par trente capitaines, devaient se rendre au jour marqué dans Amboise, où était la cour. Le succès semblait sûr. Le secret fut gardé par tous les conjurés, pendant près de six mois : l'indiscrétion du chef, nommé La Renaudie, qui s'ouvrit dans Paris à un avocat, fit découvrir la conjuration. Elle n'en fut pas moins exécutée; les conjurés n'allèrent pas moins au rendez-vous; leur opiniâtreté désespérée venait sur-tout du fanatisme de la religion.

Les Guise eurent à peine le temps de faire venir des troupes. Il n'y avait pas alors quinze mille hommes enrégimentés dans tout le royaume; mais on en rassembla bientôt assez pour exterminer les conjurés. Pendant un mois entier, on ne vit dans Amboise que des échafauds sanglans et des potences chargées de cadavres.

La conspiration, découverte et punie, ne servit qu'à augmenter le pouvoir de ceux qu'on avait voulu détruire; François de Guise eut la puissance des anciens maires du palais.

(79) Page 395.

L'ARMÉE protestante, après avoir tenté vainement de surprendre Paris, marchait vers la Normandie, pour se rapprocher des secours qu'elle attendait de l'Angleterre. Le connétable la suivit à la tête de l'armée catholique; il l'atteignit à Dreux, après avoir passé sans obstacle la petite rivière d'Eure : ses forces consistaient en seize mille hommes d'infanterie et deux mille chevaux; les réformés avaient huit ou neuf mille hommes d'infanterie, et quatre à cinq mille chevaux.

Trop faible en cavalerie, le connétable aurait dû faire assez bien reconnaître le pays, pour savoir que, deux

ou trois lieues plus loin, en suivant la route de Normandie, il aurait trouvé un chemin creux et un pays fourré, où la cavalerie ennemie n'aurait pu leur être d'aucune utilité. Ayant commis cette faute, il crut y remédier par un nouvel ordre de bataille. Le maréchal de Saint-André imagina de séparer, pour la première fois, toute l'infanterie en cinq gros bataillons, à égale distance les uns des autres; il appuya le premier au village de Bléville, et remplit les intervalles de chacun de ces corps par un escadron de cavalerie.

On continuait de donner le nom d'escadron à tout corps de cavalerie, quoique les cavaliers se rangeassent en haie sur la même ligne, sans profondeur, et même à une certaine distance les uns des autres, pour avoir le maniement libre de la lance, tandis que les reitres, armés d'un pistolet, marchaient serrés sur trente hommes de front, et quinze ou seize de profondeur.

C'était pour remédier à cette différence dans la formation, qui donnait tout l'avantage aux reitres, que le maréchal de Saint-André avait changé l'ordre habituel de bataille. Dans le nouvel arrangement, chaque compagnie de lanciers, si elle était rompue, pouvait se retirer derrière les bataillons d'infanterie, s'y rallier, s'y reformer, et revenir à la charge : d'ailleurs, des arquebusiers, qui garnissaient le front et les angles des bataillons, rendaient les intervalles d'un abord très-difficile. Outre ces précautions, le maréchal avait formé une réserve sous les ordres du duc de Guise.

L'armée, ainsi disposée, formait un croissant dont les deux pointes, appuyées sur les villages de Bléville et de Pigné, étaient couvertes par vingt canons, qui semblaient rendre le front inabordable.

Le prince et l'amiral l'ayant jugé ainsi, et croyant qu'il y aurait de la témérité à attaquer, songèrent à



suivre leur route par Châteauneuf, qui les ramenait au village de Tréon; mais ce chemin ne les mettait pas entièrement hors de portée du canon. Les argoulets, sur qui tomba la première décharge, s'enfuirent à toute bride; et les reitres, que cette fuite découvrait, se jetèrent dans un vallon. Le connétable, jugeant alors que les ennemis cherchaient à éviter la bataille, et se croyant assez fort avec l'aile droite pour achever de les mettre en déroute, se mit à leur poursuite.

Le prince et l'amiral, qui ne pouvaient plus se dispenser d'en venir aux mains, se rangèrent en bataille, et décidèrent d'attaquer les flancs du corps du connétable. En conséquence, le prince ordonna à Davaret et Moni de se précipiter, à la tête de leur compagnie de gendarmerie, au travers d'un bataillon suisse qui formait la gauche du connétable; il les fit suivre par un corps de six cents reitres. Ce bataillon, percé d'outre en outre par son front, fut pris en même temps en flanc par le prince, qui y pénétra sans résistance. Danville, qui voulut accourir à son secours avec trois compagnies de gendarmerie et quatre ou cinq de cavalerie légère, ayant été renversé par un corps de reitres, se replia vers l'aile gauche, qui gardait encore son premier poste. A la partie de l'aile droite catholique, Coligni était venu fondre sur les escadrons du connétable, son oncle; et, dès l'instant où les reitres avaient tiré à bout portant, le désordre s'y était mis. Le connétable avait été blessé et pris, une grande quantité d'officiers de distinction tués; et, bientôt après, les deux régimens français, qui d'abord avaient été appuyés au village de Bléville, attaqués par l'amiral, avaient pris la fuite, et s'étaient précipités en partie dans l'Eure. Ainsi, de toute la division du connétable, il ne restait plus que le bataillon des Suisses, qui s'était rallié, et avait fait reculer

le bataillon des lansquenets que le comte de La Rochefoucault avait amenés pour achever de les détruire; vainqueurs des Allemands, ils se rapprochaient du canon confié à leur garde, lorsque le prince de Condé les fit charger par trois escadrons de cavalerie française et allemande. Ils soutinrent cette nouvelle attaque avec une intrépidité qui mit le comble à leur réputation; ils allaient périr jusqu'au dernier, si le maréchal de Saint-André ne s'était enfin décidé à marcher.

Après avoir fait attaquer d'abord deux corps d'infanterie que le prince semblait avoir oubliés, et qui prirent honteusement la fuite, le maréchal marcha contre un corps de reitres, qui, manquant de poudre, et fatigué des attaques livrées aux Suisses, se retira dans un bois, où l'infanterie, qui avait pris la fuite, s'était mise à couvert. Il trouva plus de résistance dans les compagnies de gendarmerie française; mais, son cheval s'étant abattu, et l'ayant entraîné dans sa chûte, il fut pris et tué. Après sa mort, le duc d'Aumale soutenait encore la fortune du combat, lorsqu'il fut renversé de cheval, et eut l'épaule déboîtée. Ainsi la défaite de l'armée royale allait être complète, si le duc de Guise eût tardé davantage à se montrer.

Depuis le commencement de la bataille, il s'était tenu à l'écart avec sa réserve; ayant enfin reconnu que l'infanterie du prince était détruite, que ses reitres étaient occupés à piller les bagages, que la gendarmerie, ayant brisé ses lances, ne se battait plus qu'avec l'épée, il étend la main vers sa troupe, et lui crie : *Marchons, amis; ils sont à nous!*

L'amiral, appercevant ce mouvement, se hâta de se retirer vers le bois, qui se trouvait alors garni d'infanterie française et allemande, ainsi que des reitres qui avaient pris la fuite. Le prince de Condé aurait dû le

suivre ; il lui parut trop humiliant de céder le champ de bataille : il fut bientôt enfoncé de toutes parts. Il se battait en retraite au moment où, son cheval ayant eu la jambe cassée et s'étant abattu, il tomba, et fut fait prisonnier par Danville..

Le duc de Guise voulut alors marcher contre l'amiral ; celui-ci était déjà sorti du bois avec trois cents hommes d'armes et douze cents reitres. Le duc, n'ayant à lui opposer que quatre cents lances, en laissa le commandement au vieux Labrosse, et courut pour faire avancer les vieilles bandes de Martiques, les Espagnols et les Suisses, pour soutenir cette gendarmerie. La troupe, commandée par Labrosse, fut enfoncée ; Labrosse et son fils aîné tués. Le bruit se répandit en même temps que le duc de Guise avait subi le même sort ; et l'amiral formait le projet de profiter de ces événemens, lorsqu'il fut forçé de se détromper à la rencontre des bandes d'infanterie qui l'attendaient de pied ferme, et obligé dès-lors à se retirer à une lieue du champ de bataille, au village de la Neufville, où il passa la nuit.

(80) Page 396.

Le 5 février 1563, le duc de Guise avait investi la ville d'Orléans ; et les travaux furent poussés si vivement, que, le 18, le duc était allé reconnaître la brèche, pour y donner un assaut le lendemain. Il revenait à son quartier, lorsque Jean Poltrot de Meré, gentilhomme protestant, qui le suivait d'assez loin, l'approcha de vingt pas, lui tira un coup de pistolet chargé de deux balles, et l'atteignit à l'épaule, au défaut de la cuirasse. Le duc de Guise mourut de sa blessure, Poltrot fut arrêté et écartelé.

(81) Page 397.

Le prince de Condé s'était emparé de Saint-Denis, Saint-Ouen, Aubervilliers, Busenval, Saint-Cloud, et, en général, de tous les villages autour de Paris, dans le dessein d'affamer cette ville. Les Parisiens n'avaient pas tardé de jeter les hauts cris, privés comme ils l'étaient, par la manière dont ils se trouvaient cernés, de l'abondance et de la liberté à laquelle ils étaient habitués. Il était donc devenu nécessaire d'en venir aux mains.

L'armée royale avait trois mille chevaux, quatre mille fantassins français, six mille Suisses et les compagnies parisiennes, sur lesquelles on choisit sept ou huit mille hommes, pour en faire un corps complet d'infanterie.

L'armée du prince n'avait que deux mille trois cents chevaux et trois mille cinq cents hommes, Dandelot et Montgomery ayant été détachés, avec huit cents chevaux et douze cents fantassins, pour empêcher Brissac et Strozzi de passer l'Oise à Pontoise.

D'après la détermination prise par le connétable, il sortit de Paris le 10 novembre 1567, pour attaquer le prince de Condé. Arrivé à La Chapelle, il se mit en bataille; le maréchal de Montmorenci, son fils, commandait l'avant-garde : occupant la gauche, vis-à-vis Saint-Ouen; le connétable, le corps de bataille, vis-à-vis Saint-Denis. Là étaient les Suisses et quatorze pièces d'artillerie. Le duc d'Aumale et le maréchal Danville, aussi fils du connétable, commandaient l'arrière-garde, qui formait l'aile droite placée du côté de La Villette, vis-à-vis Aubervilliers.

Les troupes parisiennes occupaient, en arrière, depuis La Chapelle jusqu'à La Villette.

Du côté des protestans, l'amiral, accompagné de ses

deux fils et de quelques chefs, s'était formé, avec son aile droite, devant Saint-Ouen. Genlis, Lavardiu et quelques autres, étaient à l'aile gauche, qui couvrait Aubervilliers. Le prince de Condé et plusieurs officiers de marque occupaient le centre, plus reculé vers Saint-Denis, de manière que l'armée formait une espèce de croissant.

Après quelques escarmouches, qui durèrent environ jusqu'à une heure après midi, les différens corps en vinrent aux mains, et d'abord celui du maréchal de Montmorenci, qui rompit celui de l'amiral; mais, le prince l'ayant soutenu, et les corps aux ordres de l'un et de l'autre n'en ayant formé qu'un, ils chargèrent avec tant de furie, que les Suisses seuls tinrent ferme auprès de l'artillerie, dont les coups avaient été jusqu'alors sans effet. Du côté de la gauche des réformés, des arquebusiers, placés dans un ravin qui se trouvait d'Aubervilliers à La Villette, avaient fatigué la cavalerie et l'infanterie royales, dont une partie avait pris la fuite, et avait été suivie par les troupes parisiennes, peu accoutumées à courir de pareils dangers.

Le connétable, voulant se porter par-tout, avait déjà reçu cinq blessures, lorsqu'un Écossais lui tira à brûle pourpoint un coup de pistolet qui perça sa cuirasse, et le renversa de son cheval.

Au bruit du malheur du connétable, les troupes se rallièrent de part et d'autre; la mêlée devint encore plus acharnée et plus furieuse. Condé est obligé de changer de cheval, le sien ayant été blessé; et, bientôt après, il se décide à faire sa retraite sur Saint-Denis, le nombre des catholiques s'accroissant continuellement, encouragés qu'ils étaient par le duc d'Aumale et le maréchal de Danville, qui, étant accourus avec la réserve, trouvaient peu de résistance de la part des troupes déjà

excédées de fatigues : d'ailleurs, la nuit, qui arriva, vint mettre entièrement fin au combat.

(82) Page 398.

Le duc d'Anjou venait d'être nommé général de l'armée royale. Le vicomte de Tavannes, son conseil, et tous les officiers distingués dans l'armée, furent d'avis qu'il fallait attaquer les réformés avant leur jonction avec les forces qu'ils attendaient d'Allemagne. On marcha, en conséquence, du côté de Châtelleraut; on assiégea ensuite et l'on prit Loudun, d'où l'on marcha vers Jarnac, dont l'amiral s'était emparé après avoir fait couper le pont de Châteauneuf, dont la citadelle était gardée par soixante Écossais.

Le prince de Condé était à Jarnac, avec le corps de bataille; la cavalerie légère à Triac; l'amiral à Bassac, avec l'avant-garde; Montgomery, Soubise et Laloue, gardaient le passage de Châteauneuf, et, malheureusement, les gens de guerre chargés de la défense du passage, imaginant que les Écossais, qui se trouvaient de l'autre côté, seraient plus que suffisans pour le défendre, se répandirent dans les villages voisins, et furent sans doute assez mal surveillés, pour n'être pas contenus à leur poste.

Le duc d'Anjou s'était avancé jusqu'à Châteauneuf, où les Écossais, loin d'en défendre le château, s'y étaient rendus à discrétion. Alors le duc feint de se porter vers Cognac, afin de donner plus de sécurité aux ennemis, et ne pas leur laisser soupçonner la lâcheté des Écossais, et qu'il était maître du passage; mais, pendant sa fausse marche, Biron avait reçu l'ordre de dresser promptement un pont de bateaux, sur lequel, revenant précipitamment sur ses pas, il passa avec son armée, du 12 au 13 mars, après avoir eu l'attention de laisser, sur

un coteau opposé, une certaine quantité de fantassins destinés à garder les bagages, et à faire croire que c'était l'armée qui était encore campée dans cet endroit.

Cette ruse militaire ayant parfaitement réussi, le duc d'Anjou surprit les protestans, dont on fit d'abord un grand carnage dans les bourgs de Bassac et de Triac : on les poursuivit ensuite du côté de Jarnac, où ils se retiraient; et l'on fut arrêté par un ruisseau dont les bords étaient très-escarpés, peu guéables pour la cavalerie, et où l'amiral avait porté mille arquebusiers. Cependant ces troupes avaient été rompues, lorsque l'amiral, qui vint à leur secours, les détermina à tenir ferme, en faisant savoir au prince la position fâcheuse où il se trouvait. Celui-ci accourut, et, par son exemple, anima tellement les combattans de son parti, que la victoire allait se déclarer pour eux au moment où le duc, qui venait de passer la rivière avec le reste de l'armée, arrivant au lieu du combat, fit charger les ennemis en tête et en flanc, et les força à prendre la fuite. Le prince seul voulut tenir ferme, et il fut fait prisonnier, son cheval blessé s'étant abattu sous lui, et l'ayant entraîné dans sa chûte.

(83) Page 398.

Après la bataille de Jarnac, les protestans, ayant joint leurs forces à celles qui leur étaient arrivées de la Flandre et de l'Allemagne, se trouvèrent en état de tenir la campagne; ils avaient huit mille chevaux, seize mille fantassins, et douze pièces de canon. L'armée royale avait à peu près le même nombre de cavaliers, deux mille hommes d'infanterie, et quelques canons de plus.

Il était d'ailleurs d'autant plus important pour l'amiral de battre les ennemis, qu'une partie de ses troupes

françaises voulaient prendre quelque repos, que celles allemandes demandaient impérieusement leur solde, et que l'armée avait beaucoup de peine à se procurer des subsistances.

De son côté, le duc d'Anjou, voulant terminer une guerre qui était aussi onéreuse à la France, qui en était le théâtre, marchait dans l'intention d'attaquer l'armée des protestans; et déjà, le 29 septembre 1569, son avant-garde avait battu à Sainte-Clair l'arrière-garde des ennemis.

Après un échec aussi rude et aussi malheureux, l'amiral s'était retiré à Montcontour sans être poursuivi par la cavalerie royale, qui aurait probablement réussi, dans ce cas, à rendre complète la déroute de l'armée protestante. Heureux de cette faute, et inquiet de la position où il se trouvait, Coligni avait cru que le parti le plus sage était de s'éloigner : il avait trouvé beaucoup de contradiction dans le conseil; ces débats avaient fait perdre du temps, et ce fut très-tard, et malgré l'avis des autres chefs, que l'armée se mit en marche.

Le duc d'Anjou, instruit de cette retraite, arrêté par la Dive qui arrose Montcontour, n'ose hasarder de la passer si près de l'ennemi, pour tomber sur son arrière-garde; il remonte vers la Grimaudière, y passe la rivière, et, par la rapidité de sa marche, réussit à couper celle des ennemis avant qu'ils fussent arrivés au bourg d'Arvaux.

L'amiral s'y présenta néanmoins le 3 octobre 1569, à la tête de l'avant-garde, avec deux canons et deux coulevrines. Il avait les reitres et une partie des lansquenets à sa droite, soutenus par mille arquebusiers français; à gauche, le duc de Guise, le prince d'Aufin, plusieurs autres capitaines à la tête d'hommes d'armes et de cavalerie légère; le duc d'Anjou menait le corps

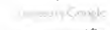
de bataille; Biron, premier maréchal de camp, conduisait la réserve. Dès les huit heures du matin, on tira du canon de part et d'autre. Bientôt après les tirailleurs de l'armée royale ayant repoussé ceux de l'armée protestante, le duc de Montpensier chargea avec tant de fureur la troupe commandée par l'amiral, que celui-ci, se voyant environné de tous côtés, fit demander au comte de Nassau de lui envoyer quelques reitres pour le soutenir. Le comte, ayant mal conçu la demande de l'amiral, vint lui-même à la tête de tous les reitres; ce qui intimida et affaiblit beaucoup le corps de bataille qu'il commandait.

Le mouvement du comte détermina le duc d'Anjou à porter tous ses efforts du côté de l'amiral. En vain le comte de Nassau avait-il rallié la cavalerie déjà rompue, en vain même commençait-il à avoir quelque avantage, Biron, qui avait reçu les ordres de marcher avec la réserve, vint rassurer les troupes royales, et contribuer à la défaite totale de la cavalerie protestante, qui se sauva partie à Partenay, partie à Arvaux, où l'on avait déjà porté l'amiral, grièvement blessé.

Après cette déroute de la cavalerie, l'infanterie des protestans, qui se trouvait sans appui, et pour ainsi dire sans chef, fut assaillie de tous côtés, et taillée brutalement en pièces, quoiqu'elle demandât quartier.

Si l'on en croit d'Aubigni, les protestans perdirent quinze mille hommes dans cette journée, et les catholiques seulement six cents.

Au moment de la bataille, Coligni avait envoyé les jeunes princes de Navarre et de Condé sur une colline, d'où ils pouvaient tout voir, et il leur avait donné une escorte de quatre mille chevaux. Le jeune Henri brûlait de combattre et de se signaler : au moment où la cavalerie royale fut ébranlée par le comte de Nassau, le



prince de Béarn voulait fondre sur le corps de bataille avec ses quatre mille chevaux; on l'en empêcha. *Eh! nous perdons la bataille!* s'écria le prince, *puisque nous donnons aux ennemis le temps de se reconnaître et de recevoir du secours.* Henri avait raison; tout le monde convint, après la bataille, que, si le corps du prince de Navarre avait donné, l'armée catholique aurait été battue, et, en se repentant de ne pas avoir suivi ses conseils, on prit la plus grande idée de sa capacité.

(84) Page 399.

Après avoir perdu la bataille de Jarnac, qui avait été si meurtrière, les protestans ne se découragèrent pas. Dans une conjoncture si accablante, ils rassemblèrent leurs soldats épars, se rapprochèrent de la Bourgogne, du Bourbonnais et du Berri, et fixèrent leur rendez-vous général à La Charité: leurs projets étaient de marcher vers Paris, afin d'en inquiéter les habitans, dès l'instant où ils auraient reçu les secours des reitres et des lansquenets qu'ils attendaient d'Allemagne.

Catherine de Médicis, instruite de ce plan, avait fait marcher une armée, sous les ordres du maréchal de Cossé Gonnor, pour s'opposer à la jonction, et dissiper ensuite l'armée protestante. Le maréchal ne prétendait pas moins que d'exterminer jusqu'au dernier réformé; il fut trompé dans ses calculs. L'amiral Coligni n'était pas encore bien remis d'une maladie grave qui l'avait réduit à l'extrémité, et il ne restait pour commander l'armée des protestans que les princes de Béarn et de Condé, deux enfans pleins de courage et d'intrépidité, dont on ne devait pas encore attendre raisonnablement de grandes vues, ni de grands desseins. Mais l'événement ne permit pas de rester dans le doute à ce sujet; et le jeune Henri donna de lui, dans cette circonstance, des idées

de courage, de prudence et de capacité, qu'il ne cessa de confirmer et d'augmenter jusqu'à sa mort.

Le maréchal de Cossé, à la tête de treize mille hommes, avait joint à Arnay-le-Duc l'armée protestante, forte seulement de six mille hommes; le maréchal avait ordre exprès de livrer bataille.

Ce premier fait d'armes resta long-temps gravé dans la mémoire d'Henri, et s'en entretenant lorsqu'il fut monté sur le trône : « Mes premiers exploits d'armes, disait ce prince, furent à Arnay-le-Duc; il était question ou de combattre, ou de me retirer. Je n'avais retraite qu'à plus de quarante lieues de là; et, si je demeurais à la discrétion des paysans; en combattant aussi je courais fortune d'être pris ou tué, parce que je n'avais point de canons, et les gens du roi en avaient. A dix pas de moi fut tué un cavalier, d'un coup de coulevrine : mais, recommandant à Dieu le succès de cette journée, il le rendit heureux et favorable. »

Combien cette façon simple et naïve de raconter ses actions est intéressante et instructive! Ce n'était qu'un enfant qui agissait, et l'on croit voir un général consommé qui balance toutes les raisons qui doivent le décider. L'armée des réformés était extrêmement avancée dans le pays; elle ne pouvait espérer de secours et de retraite que dans la Saintonge, ou dans le Languedoc, et elle était dans la Bourgogne. Si elle refusait le combat, il fallait renoncer à la jonction avec les Allemands; et la retraite devenait d'autant plus difficile, que harcelé par l'armée de Cossé, fatigué par les paysans, embarrassé de subsister, obligé de traverser plusieurs grandes rivières, on pouvait aussi avoir bientôt sur les bras l'armée du duc d'Alençon, et alors on était perdu sans ressource. Il est vrai que le combat était très-désavantageux; l'armée de Cossé était le double plus nombreuse;

elle avait du canon, et les réformés se trouvaient dans un pays où ils avaient très-peu de partisans : mais il reste aux hommes de génie de grandes ressources. Henri, en courant les risques d'une bataille, pouvait remporter la victoire, passer sur le corps de l'armée de Cossé, marcher vers Paris, effrayer la reine, et sauver son parti ; au lieu qu'en se retirant, il était certain de ne point réussir dans sa retraite, de rassurer le roi et sa mère, et de perdre les réformés : il n'est donné qu'aux grands hommes de saisir promptement les différentes faces sous lesquelles on peut envisager un objet intéressant. Le jeune prince les vit toutes, pesa les raisons pour et contre, et se décida pour la seule qui pût être avantageuse ; il se présenta à l'ennemi, qui fut sans doute intimidé de cette résolution : tout se passa en une escarmouche très-vive, où les royalistes furent repoussés, et après laquelle le maréchal de Cossé se contenta de suivre de loin l'armée protestante, qui réussit à opérer sa jonction avec les Allemands.

N. B. Il nous aurait été bien difficile d'entrer dans des détails plus longs et plus instructifs sur les journées de Dreux, de Saint-Denis, de Jarnac, de Montcontour et d'Arnay-le-Duc, les historiens du temps ayant été très-laconiques sur ces différentes batailles. A quoi aurait-il servi d'ailleurs qu'ils se fussent étendus davantage? On voit régner en général, dans chacune de ces affaires, la plus grande uniformité dans l'ordre de bataille, la manière de combattre, l'ignorance des principes militaires, si bien connus, et mis en usage depuis ; nulle reconnaissance du terrain, nulle précaution, aucune attention d'occuper des positions avantageuses, point de surveillance, nulle manœuvre savante ; tout se borne à s'approcher, à se mêler, à se donner des coups de lance,

à essuyer quelques coups de pistolet ou d'arquebuse, et à prendre la fuite quand on est accablé par le nombre.

(85) Page 399.

Soit que l'on eût fixé, ou non, l'instant où l'on voulait exterminer les réformés, soit que leurs plaintes ou leurs menaces eussent fait appréhender qu'ils ne quittassent la ville pour recommencer la guerre, on se décida à ne pas différer davantage. La cruauté la plus barbare, l'emportement, la vengeance, la frénésie, le fanatisme, présidèrent aux scènes d'horreurs qui se passèrent dans cette journée. A peine le signal du carnage était-il donné, que déjà les rues étaient pleines de forcenés qui ne respiraient qu'assassinat : les portes sont enfoncées; on pille, on tue, on satisfait ses haines; vieillards, femmes, enfans, tout est livré à l'indiscrétion d'un barbare zèle; les morts et les mourans remplissent bientôt les rues; il n'existe plus ni amitié, ni parenté, ni respect : c'est du sang que l'on veut, et on se presse de s'en rassasier. Mais il fallait qu'une reine, à jamais horrible aux Français, jouît du spectacle des forfaits qu'elle venait d'ordonner. Des gardes, rangés exprès dans le Louvre, recevaient tous les malheureux qu'on leur poussait en foule, ou qui cherchaient un refuge, et ils en font un massacre effrayant sous les yeux de la cour, encouragés par le roi, qui tirait des coups de carabine sur tous les calvinistes qu'il croyait reconnaître.

(86) Page 402.

A peine Pie IV avait pris possession du pontificat, qu'il s'était déterminé à rétablir le concile de Trente, oublié depuis dix ans.

Bientôt les évêques d'Espagne, d'Italie, quelques-uns de France et d'Allemagne, se rendent à Trente. Le

cardinal de Mantoue les préside, et l'on commença, le 18 janvier 1562, à s'occuper d'affaires.

La discipline de l'église latine fut réglée d'une manière uniforme; l'institution et la résidence des évêques n'y sont pas déclarées de droit divin; les annates et les autres taxes établies par la cour romaine subsistent; la puissance ecclésiastique, au lieu d'être restreinte dans ses anciennes limites, y est étendue aux dépens de la puissance temporelle; à peine osa-t-on entamer les questions regardées comme le principe du schisme des protestans: l'abus révoltant des indulgences et leur vente publique subsistèrent après le concile, comme auparavant. Enfin les décisions du concile furent anéanties elles-mêmes par le décret inséré à la fin de la dernière session, portant qu'elles n'avaient force de loi que sauf l'autorité du siége apostolique.

Le concile finit en 1563.

(87) Page 402.

Pie V envoya à Charles IX une bulle qui lui permettait d'aliéner le fonds de 50,000 écus de rente des biens ecclésiastiques, à condition qu'il exterminerait les protestans de son royaume.

(88) Page 403.

La vicissitude des saisons donna naissance, dans les temps anciens, à l'institution de l'année. Les hommes, naturellement portés à rechercher les causes de ces vicissitudes, s'apperçurent bientôt qu'elles étaient produites par les différentes situations du soleil par rapport à la terre; ils convinrent d'appeler une année l'espace de temps que cet astre mettait à revenir dans la même situation, et à produire les mêmes saisons.

Si on en croit Hérodote, les Égyptiens dressèrent les

premiers calendriers ; leur année fut de trois cent soixante jours, qu'ils partagèrent en douze mois. Trismégiste ajouta cinq jours à l'année égyptienne.

On prétend que, parmi les Grecs, Thalès régla l'année de la même manière. Les Juifs, les Perses, les Syriens, avaient des années d'une longueur différente. Romulus distribua l'année romaine en dix mois, alternativement de trente et trente-un jours. Numa Pompilius changea la distribution de l'année romaine ; elle fut composée de douze mois, qui formaient trois cent cinquante-cinq jours. Cette année, d'abord trop courte, fut ensuite trop longue, Numa ayant fait intercaler quarante-cinq jours dans chaque période de quatre ans.

Les grands pontifes furent chargés de corriger cette erreur. Jules César employa Sozigènes, astronome d'Alexandrie : ce savant commença par absorber l'erreur de soixante-sept jours, en ajoutant deux mois à l'année 708 de Rome.

Les astronomes calculaient alors que la révolution solaire était de trois cent soixante-cinq jours et six heures : en conséquence, l'année julienne fut fixée à trois cent soixante-cinq jours ; restaient les six heures, qui faisaient un jour de mécompte en quatre années. On régla que, tous les quatre ans, ce jour serait intercalé à la fin du mois de février.

Cette réforme eût atteint sa perfection, si la période solaire eût été exactement de trois cent soixante-cinq jours et six heures ; mais elle n'est réellement que de trois cent soixante-cinq jours, cinq heures, quarante-huit minutes et quelques secondes. Cette différence, s'accumulant pendant la marche des années, formait un espace de vingt-quatre heures en cent trente-quatre ans, et, vers le temps du concile de Trente, la différence entre l'année civile et l'année solaire était de dix jours.

Le retranchement de ces dix jours et les moyens d'éviter cette erreur à l'avenir, furent l'objet de la nouvelle réforme du calendrier fait par Grégoire XIII. Un médecin, nommé Lilion, proposa de retrancher dix jours à l'année 1582, où l'on était pour lors, et, à l'avenir, de régler que la centième année ne serait pas bissextile, excepté celle de chaque quatrième siècle, c'est-à-dire qu'on ferait une soustraction de trois jours bissextils dans l'espace de quatre siècles.

(89) Page 403.

Ferdinand avait fait, en 1543, un testament par lequel il ordonnait que, dans le cas où la postérité mâle de Ferdinand et de Charles-Quint s'éteindrait, les états autrichiens appartiendraient à sa fille, femme d'Albert II, duc de Bavière, et à ses enfans : l'événement prévu, étant arrivé de nos jours, a ébranlé l'Europe.

(90) Page 409.

« On ne parlait alors, dit plaisamment Pierre de l'Étoile dans son Journal, que de ce diable d'argent ; on le disait trépassé, et on en fit l'épitaphe. »

(91) Page 410.

Ce fut cet excès d'opprobre qui enhardit le duc de Guise à former la Ligue projetée par son oncle le cardinal de Lorraine : tout respirait alors les factions, et Henri de Guise était fait pour elles.

Le plan de la Ligue, qui avait été tracé en 1568 par le cardinal de Lorraine, se trouve dans les manuscrits de la Bibliothèque Nationale.

La première proposition de la Ligue fut faite dans Paris ; on fit courir, chez les bourgeois les plus zélés, des papiers qui contenaient un projet d'association pour

défendre la religion, le roi et la liberté de l'état, c'est-à-dire pour opprimer à la fois le roi et l'état par les armes de la religion. La Ligue fut ensuite signée solennellement à Péronne, et dans presque toute la Picardie. Bientôt après les autres provinces y entrèrent; le roi d'Espagne la protégea, et ensuite les papes l'autorisèrent.

(92) Page 411.

PHILIPPE voulut être souverain absolu dans les Pays-Bas, ainsi qu'il l'était en Espagne. Il voulut donc abroger toutes les lois, imposer des taxes arbitraires, créer de nouveaux évêques, et établir l'inquisition qu'il n'avait pu faire recevoir ni dans Naples, ni dans Milan. La seule crainte de l'inquisition fit plus de protestans que tous les livres de Calvin. Les principaux habitans des Pays-Bas s'unissent; ils envoient porter en Espagne leurs plaintes au pied du trône; ils demandent l'éloignement du cardinal de Granvelle. La cour leur envoie le duc d'Albe, avec des troupes espagnoles et italiennes, et l'ordre d'employer les bourreaux autant que les soldats : ce qui peut ailleurs étouffer une guerre civile, la fit alors naître en Flandre.

Guillaume de Nassau, prince d'Orange, surnommé le Taciturne, songea presque seul à prendre les armes, tandis que les autres pensaient à se soumettre. Il y a des esprits fiers, profonds, d'une intrépidité tranquille et opiniâtre, qui s'irritent par les difficultés; tel était le caractère de Guillaume : il n'avait ni troupes ni argent, les persécutions lui en donnèrent. Le nouveau tribunal, établi à Bruxelles, jeta les peuples dans le désespoir. Guillaume, retiré en Allemagne, condamné à perdre la tête, se fait calviniste : ses frères, ses amis et ses promesses, lui font trouver des soldats; il les envoie d'abord en Frise, sous les ordres de son frère Louis.

Son armée est détruite ; il ne se décourage point ; il en forme une autre d'Allemands et de Français que l'enthousiasme de la religion et l'espoir du pillage engagent à son service. La fortune lui est rarement favorable ; il entre cependant enfin dans le Brabant avec une petite armée ; il se retire en Zélande et en Hollande. Toute sa ressource était dans des pirates ; l'un d'eux surprend la Brille ; un curé fait déclarer Flessingue, et les états d'Hollande et de Zélande s'unissent à lui, et le reconnaissent pour stathouder ; on abolit la religion romaine, et on se déclare indépendant du gouvernement espagnol.

Harlem est pris ; l'armée du prince d'Orange est encore battue ; ses frères sont tués, et son parti se fortifie par l'animosité du peuple ; il est reconnu gouverneur du Brabant dans Bruxelles.

Alexandre Farnèze, duc de Parme, l'un des plus grands capitaines de son temps, est inutilement envoyé dans les Pays-Bas ; il ne peut empêcher ni la fondation des sept Provinces-Unies, ni le progrès de cette république qui naquit sous ses yeux.

Philippe, toujours tranquille à Madrid, proscrit le prince d'Orange, et met sa tête à 20,000 écus.

Guillaume, devenu l'égal de Philippe, se porte pour son accusateur au tribunal de toutes les cours de l'Europe et de tous les hommes.

Des assassins vengèrent enfin Philippe de Guillaume de Nassau. Un Français, nommé Salcède, trama sa mort ; Jaurigui, Espagnol, le blessa d'un coup de pistolet dans Anvers ; enfin Balthazar Gérard, Franc-Comtois, le tua dans Delft, aux yeux de son épouse, qui vit ainsi assassiner son second mari, après avoir perdu le premier, ainsi que son père l'amiral de Coligni, à la journée de la Saint-Barthelemy.

Philippe donna des lettres de noblesse à Gérard et à sa postérité.

(93) Page 412.

Toutes les rivalités étaient entre Marie et Élisabeth ; rivalité de nation, de couronne, de religion, celle de l'esprit, celle de la beauté. Marie n'avait de supériorité sur Élisabeth que celle de ses agrémens, qui contribuèrent à son malheur. La reine d'Écosse encourageait la faction catholique en Angleterre, et Élisabeth animait, avec plus de succès, la faction protestante. En Écosse, elle empêcha long-temps Marie de se marier à son choix.

Cependant Marie épouse Henri Stuart, son parent, et catholique comme elle : les seigneurs protestans veulent prendre les armes ; la reine d'Écosse les poursuit elle-même, et les contraint de se retirer en Angleterre. Jusque là tout était favorable à Marie. La faiblesse de son cœur commença tous ses malheurs ; elle devint amoureuse d'un musicien italien, nommé David Rizzio. Son mari le fait assassiner ; elle poursuit les meurtriers du musicien, et prend un nouvel engagement avec un comte de Bothuel. Ces nouvelles amours produisent la mort du roi son époux : tous les ordres de l'état, tout le peuple, accusèrent Bothuel de l'assassinat ; et, malgré cela, Marie a l'imprudente audace d'épouser publiquement l'assassin de son mari, quoiqu'il fût marié.

Ces attentats soulèvent l'Écosse. Marie, abandonnée de son armée, se réfugie sur les frontières d'Angleterre ; Élisabeth se rend arbitre entre elle et la régence d'Écosse : elle lui devait un asile, elle la fait transférer à Lentburg, qui fut pour elle une prison.

Le pape Pie V, croyant servir Marie, lance une bulle qui excommuniait Élisabeth, et déliait ses sujets du



serment de fidélité. Cet attentat, si horrible et si absurde, ulcéra le cœur d'Élisabeth.

Le grand malheur de la reine Marie fut d'avoir des amis dans sa disgrace. Il se forma dans Londres des partis en sa faveur : le grand projet était de délivrer Marie, de mettre sur le trône d'Angleterre la religion catholique avec elle ; on conjura contre Élisabeth. Alors celle-ci fit juger Marie, son égale, comme si elle avait été sa sujette ; elle n'avait cependant sur elle d'autre juridiction que celle du puissant sur le faible et sur le malheureux.

Enfin, après dix-huit ans de prison dans un pays qu'elle avait imprudemment choisi pour son asile, Marie eut la tête tranchée dans une chambre de sa prison, et l'Europe eut en horreur la cruauté et la dissimulation d'Élisabeth.

(94) Page 412.

La faction des seize, toujours plus hardie et plus idolâtre du duc de Guise, augmentait l'audace de ce chef de la Ligue, tandis que le faible Henri III, ne sachant pas lui résister, imagina, pour contre-balancer son pouvoir, de mettre le duc de Joyeuse, son favori, à la tête des troupes qui étaient dans la Guienne.

Quoique Henri de Navarre eût réuni toutes ses forces, il était bien peu en état de tenir tête à l'armée du duc de Joyeuse ; aussi ne pensait-il plus qu'à s'ouvrir un chemin par la Guienne, le Languedoc et le Lyonnais, vers la source de la Loire, où il pouvait se joindre aux Allemands. Dans ces dispositions, le roi marchait vers Chalais et Aubeterre, avec le dessein d'y passer l'île et la Drogne, et de mettre cette rivière entre lui et l'armée de Joyeuse, lorsque ce maréchal, qui avait pénétré les desseins d'Henri, crut ne devoir pas attendre l'armée de Matignon ; et, dans la crainte de laisser

échapper l'armée des protestans, il se mit à sa suite; afin de la combattre avant qu'elle eût pu passer les rivières qu'elle avait devant elle. Henri avait jugé le poste de Coutras très-important pour assurer le passage de la Drogne, Joyeuse avait pensé de même; mais La Tremouille, envoyé par Henri pour s'emparer de ce poste, y était arrivé avant Lavardin, envoyé par Joyeuse, et s'y était maintenu après une escarmouche très-vive. Avec l'avantage de ce poste, Henri crut pouvoir tenter le passage de la rivière; il y fit travailler toute la nuit : une partie des bagages et de l'artillerie était déjà de l'autre côté. On vint apprendre au roi que Joyeuse, qui avait quitté son camp dans la nuit, serait en présence au plus tard à huit heures du matin; dès-lors le roi de Navarre changea toutes ses dispositions : il aurait couru de trop grands risques en voulant continuer de passer la rivière, et son armée était trop faible pour se hasarder devant un ennemi infiniment supérieur en forces. On ignorait alors la manière de fortifier une tête de pont, et de préparer à une armée les moyens de passer impunément une rivière : d'ailleurs, l'artillerie du roi consistait en trois pièces de canon, et, quoique déjà de l'autre côté, elle était bien peu suffisante pour en imposer à l'armée ennemie, qui aurait voulu attaquer celle d'Henri à son passage. Toutes ces raisons décidèrent le roi à faire revenir ce qui avait passé la rivière, et à former son ordre de bataille. Il sentit combien il serait difficile de faire repasser son artillerie assez à temps : cette arme était alors très-difficile à manœuvrer; cependant il indiqua l'éminence où on la placerait. On découvrait déjà la tête de l'armée ennemie : heureusement pour l'armée protestante, Joyeuse, ou par ignorance du terrain, ou par trop d'ardeur, commença à se servir de son artillerie dans un endroit si bas, qu'il fut

obligé de donner des ordres pour la changer ; mouvement qui la lui rendit inutile, et donna le temps de placer celle d'Henri, et de s'en servir. Il n'est pas donné à tous les généraux d'avoir cette justesse du premier coup d'œil qui, abrégeant les opérations, s'arrête aux seuls mouvemens nécessaires, et prévient ceux de l'ennemi : le roi de Navarre avait acquis depuis long-temps cette science si nécessaire pour disposer des troupes et livrer une bataille. Opposé à un homme de guerre aussi habile que lui, cette journée eût été l'époque de sa ruine et de celle de son parti ; adossé à une rivière, très-inférieur en nombre et en artillerie, il ne pouvait devoir la victoire qu'à la supériorité de ses dispositions, de ses manœuvres et de son génie.

On compara, dans le temps, ces deux armées à celles de Darius et d'Alexandre. Celle de Joyeuse, beaucoup plus nombreuse, sur-tout en cavalerie, mais des courtisans efféminés, des soldats chargés d'or, un chef amolli par les délices d'une cour voluptueuse ; du côté de Bourbon, moins de combattans, mais une noblesse exercée aux fatigues, des hommes couverts de fer, à leur tête un jeune héros nourri dans les camps, familiarisé avec les revers, échauffant tous les cœurs de l'ardeur guerrière dont il était animé. Ce contraste se remarquait à la première vue des armées ; quelqu'un le faisait appercevoir au roi : *Hé bien, nous en aurons tant plus belle visée sur eux, quand nous viendrons à mêler les mains ensemble.*

Pour assurer le passage de la rivière, le roi avait laissé à une lieue et demie, sur les derrières, du côté du camp ennemi, sa cavalerie légère, et une troupe de quatre-vingts cavaliers, armés de salade,[1] à une demi-

[1] La salade était une espèce de casque léger assez semblable au pot en tête : elle s'appelait morion pour l'infanterie.

lieue moins loin, pour la soutenir. Au soleil levant, le 20 octobre 1587, la cavalerie légère du duc de Joyeuse, dont il avait fait son avant-garde, rencontra celle d'Henri, et fondit sur elle sans délibérer; La Tremouille, qui la commandait, soutint bravement le choc : mais, comme il avait ordre de se retirer, il fit mettre pied à terre à soixante de ses arquebusiers à cheval, et leur fit occuper un défilé. La Roche-Gallet se mit à leur tête, et fit un feu si vif, qu'il arrêta les ennemis; mais il aurait succombé, sans une charge faite très à propos par le capitaine d'Arambure, et l'arrivée des quatre-vingts salades, qui, réunis à La Roche-Gallet et à d'Arambure, firent reculer les ennemis plus de cinquante pas, et assurèrent la retraite de La Tremouille : il arriva à l'armée d'Henri au moment où il était occupé de la mettre en bataille dans une garenne près de Coutras. Le roi voulait d'abord placer sa cavalerie légère à sa gauche; mais, ayant observé qu'il n'avait pas de quoi garnir un grand chemin plein de haies entre cette cavalerie et le reste de l'armée, il fit appuyer ses troupes sur la droite, en s'éloignant du grand chemin, pour faire de la place à la cavalerie légère : il plaça des arquebusiers à pied à côté de chacun de ses escadrons. Enfin, d'Aubigné lui ayant représenté que sa gauche était trop dégarnie d'infanterie, vu l'impossibilité ou le danger de porter des corps de la droite à la gauche dès que l'action serait engagée, Henri ordonna que trois cents arquebusiers, tirés des régimens de la droite, traversassent, en courant, entre les deux armées, et allassent se placer, à la gauche, derrière deux cents autres qui s'avanceraient pour les recevoir.

Les deux armées restèrent quelque temps en présence; un peu avant neuf heures, on commença à se canonner. Alors le roi, s'adressant aux princes de Condé et de

Soissons, en les quittant pour prendre son poste, leur dit : *Souvenez-vous que vous êtes du sang de Bourbon, et, vive Dieu ! je vous ferai voir que je suis votre aîné. Et nous, nous vous montrerons que vous avez de bons cadets.*

Alors le roi donna ordre au ministre de La Roche-Chaudieu de faire la prière ; on la commença par-tout, et on y mêla le chant des pseaumes. Pendant ce temps, l'artillerie du roi de Navarre, très-bien placée, faisait un ravage étonnant dans la cavalerie ennemie et dans le régiment de Picardie, dont elle emportait des rangs entiers.

Lavardin, témoin de ces ravages, ayant obtenu du duc de Joyeuse de charger, se mit à la tête de son escadron, qui s'ébranla en même temps que la troupe d'Albanais du capitaine Mercure ; celle de Montigni, le régiment d'infanterie de Seluseaux, et, à la gauche, ceux de Picardie et de Tiercelin.

Lavardin, Montigni et le capitaine Mercure, renversèrent la cavalerie légère et l'escadron de M. de Turenne. Toute la cavalerie légère s'enfuit jusqu'à Coutras ; une partie même passa la rivière, et se sauva jusqu'à Pons, tandis qu'au contraire la plus grande partie de l'escadron de Turenne se rallia derrière les escadrons du centre qui n'avaient point encore combattu. L'infanterie fut plus heureuse à la droite. Le capitaine Charbonières chargea si vivement les régimens de Picardie et de Tiercelin, qui avaient déjà passé le fossé du bouquet de bois, que ces régimens furent entièrement défaits, après avoir perdu beaucoup de monde. A la gauche, les capitaines Montgomery et Belsuns avaient crié à leurs fantassins : *Enfans, il faut périr ; mais il faut que ce soit au milieu des ennemis. Allons l'épée à la main ; il n'est plus question d'arquebuse ;* et, se mettant à la tête du bataillon,

d'environ trois cents hommes, ils marchent tête baissée à l'infanterie catholique, plus nombreuse des deux tiers, se jettent à travers les piques, en les écartant ou les arrachant, et taillent en pièces tout ce qui leur résiste.

Pendant ces différens combats, le duc de Joyeuse, informé de la déroute d'une partie de la cavalerie des protestans, se disposait à venir attaquer les escadrons du roi, des princes de Condé et de Soissons; et il les aurait certainement défaits, si Lavardin, après avoir repoussé la cavalerie légère, avait pu ramener ses gens, et attaquer par derrière : mais il ne put jamais rallier ses cavaliers, qui étaient occupés, avec les Albanais, à piller le bagage dans Coutras.

Le prince de Condé, après la défaite de Turenne et de La Tremouille, aurait marché aux ennemis, sans un vieux officier qui l'arrêta, en lui disant qu'il n'était pas encore temps, qu'il fallait se garder pour ceux qui arrivaient; et il lui montrait la troupe de Joyeuse, qui s'était séparée en trois, pour assaillir en même temps les trois escadrons. Plusieurs causes concoururent à la défaite de cette cavalerie, bien supérieure en nombre à celle des protestans. La fougue qui emportait la jeune noblesse, qui composait une grande partie de cette cavalerie, leur avait fait prendre carrière de trop loin, de façon qu'en arrivant à l'ennemi elle n'était plus en ordre, et qu'aucun d'eux ne put désarçonner celui qu'il attaquait : d'ailleurs, la décharge des arquebusiers placés parmi les escadrons avait renversé une infinité de cavaliers. Enfin les trois escadrons des princes, qui n'avaient pas remué jusqu'à ce que la cavalerie du duc fût à dix pas, ayant piqué et enfoncé par les brèches, avec des lances plus courtes et plus fortes, percèrent et serrèrent de si près les cavaliers ennemis, que bientôt la plupart furent obligés de lever leurs lances, et qu'il ne

fallut qu'un instant pour que cette gendarmerie, percée de toutes parts, et prise par les flancs, fût battue et dispersée : en même temps, l'infanterie de la gauche et de la droite avait mis en fuite tout ce qui lui était opposé, de façon qu'en moins d'une heure la bataille fut entièrement gagnée.

Henri montra dans cette journée toute la bravoure d'un soldat, et toute la sagacité d'un grand capitaine; il fit lui-même plusieurs prisonniers, et il ne cessa de combattre et de se trouver dans la mêlée qu'après l'entière défaite du duc de Joyeuse, qui périt dans le combat, ainsi que son frère, et une quantité étonnante de gens de marque et de gentilshommes. Comme général, il fit lui-même la disposition de sa bataille, rangea son armée, et plaça son artillerie si avantageusement, qu'elle contribua beaucoup à ses succès par les dégâts qu'elle fit dans l'aile gauche du duc.

Le succès de cette journée était d'autant plus flatteur pour Henri, qu'il venait de gagner une bataille à la tête d'un parti qui avait toujours été battu sous l'amiral de Coligni et le premier prince de Condé. Mais il augmenta encore sa gloire par la manière dont il se comporta envers les blessés et les prisonniers : il veilla lui-même aux soins qu'il ordonna que l'on prit des premiers; quant aux seconds, il les renvoya presque tous sans rançon, et fit des présens à plusieurs d'entre eux.

(95) Page 413.

UNE armée d'Allemands et de Suisses marchait au secours du roi de Navarre; elle consistait en huit mille reitres, six mille lansquenets, seize mille Suisses. Le baron Donave commandait les Allemands; le sieur de Clervaut était colonel général des Suisses.

Cette armée marchait le long de la Loire, ayant le-

duc de Guise, qui la suivait pour la harceler, et, sur la rive opposée, le roi, avec ses troupes, qui l'empêcha de passer à La Charité. Arrivé près de Montargis, le duc de Guise tomba à l'improviste, au milieu de la nuit, sur les reitres qui étaient logés dans le village de Vimori, en tua plusieurs, enleva les bagages, et se retira à la pointe du jour, dans la crainte d'être enveloppé.

Les Allemands, ainsi fatigués, manquant de vivres, privés de leurs bagages pris à Vimori, assommés sans rémission par les paysans, quand ils s'écartaient du gros de l'armée, voyaient tous les jours leur nombre diminué, et accusaient hautement le roi de Navarre de les avoir trahis.

Dans cette circonstance, les Suisses écoutèrent les propositions qu'on leur faisait de la part du roi, et convinrent d'entrer à son service.

Les reitres avaient grande envie de les imiter; leurs chefs parvinrent à les détourner de cette idée, et les décidèrent, ainsi que les lansquenets, à marcher vers la Beauce, où ils trouveraient plus facilement les moyens d'avoir des vivres, et peut-être d'être joints par le roi de Navarre.

Arrivé à Anneau, petite ville de la Beauce, le baron Donave crut pouvoir se fier à la parole du capitaine Chaulard, commandant dans le château : cet officier s'était engagé, si on ne l'attaquait pas, à garder la plus scrupuleuse neutralité.

Mais cet officier n'en avait pas moins traité avec le duc de Guise, et il était convenu de le recevoir dans le château, pour, de là, fondre sur les ennemis dans la ville, les surprendre et les détruire.

D'après ces conventions, à la pointe du jour, le 24 novembre 1587, plusieurs régimens français devaient

entrer dans le château, et, laissant dedans cinquante hommes, se mettre en bataille dans la cour. Le duc, avec sa cavalerie, devait attendre l'issue de l'entreprise près de la porte, afin de tailler en pièces ceux qui sortiraient pour se sauver.

Tout s'exécuta ainsi qu'on l'avait arrêté. Les troupes catholiques, étant entrées dans le château à la faveur du bruit des trompettes, qui sonnaient alors le bout de selle, pénétrèrent dans la ville, furent d'abord arrêtées par quelques chariots, les brisèrent, attaquèrent les reitres, mirent le feu aux maisons dans lesquelles ils voulurent se défendre, et les eurent bientôt mis en fuite. Quelques-uns s'échappent, et vont porter l'alarme dans les bourgs voisins, où étaient logés les lansquenets et les Suisses : ceux-ci veulent sortir de leurs quartiers; le duc de Guise les contient. Pendant ce temps, le carnage et les ravages du feu continuaient dans Anneau, où il périt plus de quatre mille reitres sur la place; cinq ou six cents furent faits prisonniers; tous leurs chevaux pris, et leurs équipages, sept enseignes et un drapeau des lansquenets.

Après cette surprise si sanglante, toujours poursuivis par le duc de Guise et le fils aîné du duc de Lorraine, les Allemands, en se retirant, couvrirent les chemins de corps débiles et languissans jusqu'au Mont Saint-Claude.

(96) Page 413.

Après avoir chassé les Allemands, Henri III était revenu à Paris, où on l'avait insulté publiquement par des propos et par des libelles. Il avait été instruit que les séditieux avaient écrit au duc de Guise de revenir promptement au secours du parti : celui-ci avait répondu de se fournir d'armes dans tous les quartiers, et

qu'il serait sous très-peu de temps à Paris. Le roi alors lui avait fait ordonner de ne pas y paraître; mais, malgré cette défense, il y était arrivé le 9 mai 1588. Le roi, étonné de cette hardiesse, l'avait mandé, avec le dessein de le faire assassiner; Guise s'était rendu au Louvre au milieu des cris du peuple, *vive Guise! vive le défenseur de l'état, de la religion catholique, et le sauveur de Paris!* Rendu dans l'appartement de la reine, le roi, qui avait changé de dessein, après plusieurs paroles assez dures, lui dit que ce serait par sa conduite qu'il se justifierait, et que les effets lui feraient juger de la droiture de ses intentions.

Le duc se retira sans répliquer; mais le roi, inquiet des suites, avait pris ses précautions pour faire venir des troupes, afin d'être en sûreté dans Paris. Dès le 12 mai, sur les trois heures du matin, un détachement de quatre mille Suisses, qui étaient à Lagni, entra par la porte Saint-Honoré : le roi leur marqua leur poste, en leur recommandant de la modération. Ils s'y rendaient tambour battant et les armes hautes; le peuple les voyait passer en silence, inquiet et étonné; tout réussissait à souhait, lorsque, passant sur le pont Saint-Michel, quelqu'un dit tout haut *qu'il n'y aurait femme de bien qui ne passât par la discrétion d'un Suisse.* Ce propos parvint jusqu'à la place Maubert, dont on avait négligé de s'assurer. En un instant, cette parole, passant de bouche en bouche, et se grossissant, se répète dans la place. Cette multitude, engourdie, commence à se remuer : les uns courent aux armes; les autres dépavent les rues, garnissent les fenêtres de pierres, tendent les chaînes, les soutiennent de tonneaux qu'ils remplissent de terre, qu'ils appuient de planches, de solives, de meubles, et de tout ce qu'ils rencontrent sous la main. On sonne le tocsin; les barricades se poussent;

les troupes, qui ne recevaient point d'ordres, se laissent investir ; en moins de quatre heures, toute cette grande ville se trouve comme enfermée, et les mutins poussent leurs dernières barricades jusque devant le Louvre. Au milieu de tout ce désordre, on jetait des pierres, on tirait des coups de fusil, et il y eut environ trente Suisses tués ou blessés. Cependant la cour entrait en négociation avec le duc de Guise, toujours plus impérieux. Le lendemain, nouvelles négociations, pendant lesquelles Henri III prend le sage parti de sortir de Paris.

(97) Page 413.

Le temps d'ouvrir les états arriva; ils le furent à Blois, en 1588, par les menées du duc de Guise : les ligueurs s'y trouvèrent les plus forts. On y prit d'abord plusieurs résolutions contraires à l'autorité royale; l'audace du duc croissait tous les jours, et le faible Henri ne pouvait plus supporter ses insolences et ses outrages : mais, ce qui acheva de le déterminer, ce fut le maréchal d'Aumont, qui vint lui confier les efforts qu'avait faits le duc de Guise pour le mettre dans ses intérêts. Le maréchal fit faire au roi de sérieuses réflexions sur tout ce qu'il avait à craindre d'un ennemi aussi puissant et aussi ambitieux; on tint un conseil secret, où l'on résolut la perte du duc et de toute sa famille, et cette résolution eut son effet le 13 décembre.

Ainsi périrent le cardinal et le duc de Guise : le cardinal, d'un esprit dangereux et turbulent, capable de tout entreprendre contre son roi, qui le haïssait et le craignait peut-être autant que son frère; le duc, trop exalté par les ligueurs, dont on a vanté le génie militaire, quoique ses exploits se soient bornés à ce qu'il fit contre les Allemands, qu'il n'aurait jamais entamés ni même attaqués, si Henri III ne les avait pas empêchés

de passer la Loire, si le commandant du château d'Anneau ne les avait pas trahis, si les Suisses ne les avaient pas abandonnés, et s'il ne les avait pas attaqués dans leur retraite, contre la foi des traités; dont on a admiré la présence d'esprit dans les événemens subits, et qui en manqua dans l'instant le plus essentiel pour lui, lorsqu'il laissa échapper le roi après la journée des Barricades; sujet ambitieux qui ne dut sa grande réputation qu'aux circonstances et à la faiblesse du roi, si haut et si vain, qu'il était abhorré dans sa famille; souvent menteur et manquant à sa parole, avec une très-belle figure et des manières populaires, il s'était fait aimer de la populace jusqu'à l'adoration, et, sous prétexte de la religion, à la tête d'un tas de factieux ramassés dans la lie du peuple, et de quelques personnes un peu plus distinguées dont il servait les intérêts, il avait osé former le projet de monter sur le trône, après en avoir éloigné le roi de Navarre, et en avoir fait descendre Henri III.

(98) Page 414.

Tandis qu'Henri faisait tranquillement la clôture des états, Catherine de Médicis, qui avait fait tant de bruit jusqu'alors, mourut, presque sans qu'on y songeât, le 5 janvier 1589, tant chacun était occupé de ses propres affaires! Elle survécut à trois de ses fils, et vit le trône prêt à échapper des mains du quatrième. Catherine eut le sort de tous ceux qui veulent concilier des esprits échauffés par des opinions contraires; elle déplut aux uns et aux autres. Moins politique qu'intrigante, elle n'avait point de système de conduite fixe : de là, ses variations continuelles et son défaut très-essentiel de manquer de parole. On dit qu'en mourant, elle conseilla au roi d'aimer les princes de son sang, de les tenir au-

près de lui, principalement le roi de Navarre, et de se souvenir que, pour jouir de la paix, si nécessaire à la France, il était essentiel d'accorder la liberté de conscience à ses sujets; conseil trop tardif, et qui, exécuté long-temps auparavant, aurait empêché tous les troubles dont la France fut si long-temps la victime.

(99) Page 414.

Les deux rois avaient formé le dessein d'attaquer Paris et ses murs, qui, mal défendus, n'auraient pu résister long-temps, s'ils n'avaient pas renfermé des prédicateurs enthousiastes, des directeurs insoucians; la mère et la veuve du duc de Guise, toujours en deuil et en larmes, pour émouvoir le peuple, et la duchesse de Montpensier, violente, emportée, et capable de tout sacrifier pour satisfaire sa vengeance.

Que, dans ces circonstances malheureuses, il se trouve un génie sombre et mélancolique, un de ces hommes inquiets qui prennent à cœur les affaires publiques, s'irritent de leurs mauvais succès, et se complaisent dans les résolutions extrêmes; bientôt, avec des louanges, des caresses et des encouragemens, prodigués par des gens dont on respecte le rang, et dont la familiarité honore, on poussera jusqu'aux plus grands crimes cet homme malheureusement né, et on sera tout à fait assuré de diriger ses actions, si une femme d'un grand nom, encore aimable, et peu scrupuleuse, veut se charger de satisfaire ses passions, et d'exalter son imagination.

Tel nous est peint Jacques Clément, et telles furent les ruses employées pour le porter au régicide qu'il commit. Il n'avait que vingt-deux ans; il était ignorant, grossier et libertin, toujours mêlé avec la plus vile canaille, faisant parade de son courage, et ne cessant de

répéter qu'il fallait faire la guerre aux hérétiques. Avec cette tournure, on peut imaginer quelle impression devait faire sur une pareille tête la détestable maxime, dont retentissaient les chaires, qu'*il est permis de tuer un tyran*. Clément s'était rempli de cette idée, et elle lui avait fait concevoir le dessein d'assassiner le roi; il s'en ouvrit à son prieur et à un ancien religieux, qui l'applaudirent. Il fallut bien peu de temps pour que cet horrible dessein fût su par les ducs de Mayenne et d'Aumale, qui ne balancèrent pas. Mais, parvenu à la duchesse de Montpensier, elle veut voir le héros; elle le fait souvent venir chez elle, l'excite, l'encourage, et, en lui accordant, dit-on, ses faveurs, elle lui fait jurer de réaliser son projet.

Ainsi, lorsqu'on se croit bien assuré de la fermeté et de la persévérance de Clément, on lui met entre les mains un passe-port extorqué au comte de Bienne, alors prisonnier au Louvre, et une lettre de créance du président Harlay, renfermé à la Bastille. Le jacobin sort de Paris le soir du 13 juillet 1589; il est arrêté aux gardes avancées, et relâché lorsqu'il dit qu'il avait des lettres pour le roi. Arrivé à Saint-Cloud, il est arrêté de nouveau, et conduit à M. de la Guesle, procureur général : celui-ci l'interroge sur ce qu'il avait à communiquer à sa majesté; mais Clément, persistant à dire qu'il fallait qu'il parlât au roi lui-même, on le remit au lendemain matin. Retenu chez M. de la Guesle, le jacobin répondit en homme simple aux différentes questions qu'on lui fit, soupa très-bien, et s'endormit tranquillement.

Le lendemain, Henri, instruit à son lever qu'un religieux demandait à lui parler sur des objets intéressans, ordonne qu'on le fasse entrer, s'avance au-devant de lui, prend ses lettres, et, dans le temps qu'il les lisait

attentivement, en présence de MM. de la Guesle et de Clermont, qui étaient restés éloignés de quelques pas, Clément s'approche du roi, comme pour lui faire part de quelque particularité, et, tirant un grand couteau de sa manche, il le lui plonge dans le ventre. Henri, se sentant frappé, s'écrie : *Ah ! malheureux, tu m'as blessé !* Il retire le couteau, et frappe l'assassin au-dessus de l'œil. A ce cri, les gardes accourent; on met en pièces le meurtrier, et on le jette par la fenêtre.

(100) Page 415.

La faiblesse de la France était si grande, que le duc de Savoie osa envahir sur les Français le marquisat de Saluces, seule porte qui leur restait pour rentrer en Italie : cette expédition fut exécutée en 1588, presque sans résistance. Il ne s'en tint pas là; il porta ses armes en Dauphiné et en Provence : mais, battu par Lesdiguières, à Sparon, à Pont-Charra, devant Vinon, à Crésillane et à Salbertan, le duc de Savoie, quoique secondé des Espagnols, n'eut qu'à se repentir d'avoir eu l'imprudence de vouloir seconder les projets des ligueurs contre le roi et la tranquillité de la France.

(101) Même page.

Le roi, informé que Mayenne venait à lui à la tête de plus de trente mille hommes, tandis qu'il n'en avait que huit mille, jugea qu'il serait aussi dangereux de s'enfermer dans Dieppe que d'aller au-devant des ligueurs, pour les combattre en rase campagne avec des forces trop inégales; il ne voulait pas cependant abandonner Dieppe : il se décida en conséquence à se porter à une lieue et demie de cette ville, à occuper une position avantageuse qu'il avait reconnue à côté des villages d'Arques et de Martin-Église, où il se fortifia.

Par cette position très-savante, Henri conservait ses communications avec Dieppe : sa gauche était en sûreté par le village d'Arques, son château, la rivière de Béthune, et un marais qui s'étendait en avant d'Arques, du côté de la maladrerie; sa droite était tout à fait couverte par la forêt d'Arques; la chaussée d'Arques, jointe à la forêt par un retranchement, assurait ses derrières, et son front, très-étroit, était défendu par un autre retranchement qui liait une maladrerie au château de la forêt d'Arques, et ne faisait qu'un très-petit espace jusqu'au ruisseau d'Eaune, qui se jette dans la rivière d'Arques, au-dessous des marais. Ce retranchement était défendu par de l'infanterie et quatre pièces de canon, qui battaient sur le débouché, du côté du village de Martin-Église, tandis que l'artillerie, placée sur le château d'Arques, battait toute la plaine, depuis la chaussée jusqu'au ruisseau d'Eaune, en y comprenant la partie non fortifiée, depuis la maladrerie jusqu'au ruisseau.

Après des précautions aussi sages, Henri revint à Dieppe pour s'y occuper de mettre en état de défense le faubourg du Polet que le duc de Mayenne avait projeté d'attaquer, et il en confia la défense au comte de Châtillon, fils de l'amiral Coligni.

Le 15 septembre 1589, le duc de Mayenne se mit en mouvement pour venir attaquer Dieppe, et, en passant par Martin-Église, il y laissa de l'infanterie et de la cavalerie. Il continuait sa marche, lorsque le maréchal de Biron, qui ne l'avait pas perdu de vue, jugea à propos de faire insulter les troupes laissées dans Martin-Église : pour cet effet, il sortit, avec le comte d'Auvergne, à la tête de deux escadrons et de deux cents hommes d'infanterie. Arrivé près du village, il fit avancer un sergent et trente fantassins, soutenus par un lieu-

tenant et cinquante hommes; le reste de l'infanterie resta entre les escadrons, hors de la vue des ennemis. La première troupe eut à peine paru, qu'on forma le projet, parmi les ligueurs, de l'amuser par une escarmouche, tandis qu'on irait enlever la seconde troupe, à laquelle on croyait sans doute que se bornait cette attaque. Pour cet effet, on envoya trente arquebusiers contre les trente fantassins, et l'on fit marcher cent chevaux, avec quatre-vingts arquebusiers, pour enlever le lieutenant et sa troupe; mais les ligueurs étaient à peine à portée de l'infanterie, que le maréchal fait partir le comte d'Auvergne, qui enfonce les ligueurs, les rompt, entre avec eux dans le village, y attaque tout ce qu'il y rencontre, et se retire au signal convenu, après avoir tué trois cents soldats et dix-sept officiers.

Au moment où les ligueurs recevaient cet échec à Martin-Église, le comte de Châtillon, qui était parti de Dieppe, avait arrêté l'armée de Mayenne, et un parti de cavalerie royaliste en avait défait un de la Ligue, et lui avait tué plus de deux cents cavaliers.

Une résistance aussi opiniâtre fit changer d'idée au duc de Mayenne, et prendre le parti d'attaquer le camp d'Arques.

Ainsi, dès le mercredi 20, le roi, qui était revenu de Dieppe, apprit, par un prisonnier, que le duc de Mayenne devait attaquer le lendemain. Il donna ses ordres en conséquence, fit prendre poste à son infanterie dans les retranchemens, et le long des haies du grand chemin; à la moitié de sa cavalerie, qu'il devait commander, entre le bois et les haies, et au reste, par pelotons, du chemin au marais : il voulut ensuite passer la nuit debout, à la tête de ses premières gardes. Le matin, il donna à déjeûner à ses principaux officiers dans un fossé, à la tête du camp; et il était encore

occupé à manger, quand on vint l'avertir qu'il y avait déjà de l'infanterie qui sortait de Martin-Église. A cette nouvelle, il ordonna qu'on reconnût l'ennemi, en tâchant de faire quelques prisonniers. Peu de temps après, on lui ramena le comte de Belin; le roi alla à sa rencontre, et l'embrassa en souriant. Le comte, qui, depuis qu'il était dans le camp, cherchait à y trouver des troupes, ne put s'empêcher de témoigner sa surprise à Henri : *Vous n'appercevez pas toutes mes troupes*, lui dit le roi avec gaieté, *car vous ne comptez pas Dieu et le bon droit qui m'assistent.*

Cependant le maréchal de Biron avait fait prendre les armes à toutes les troupes; mais, avant le jour, il s'était élevé un brouillard si épais, qu'on pouvait à peine distinguer les objets de très-près. Cet événement, contraire aux royalistes, était très-favorable pour le duc de Mayenne, qui, à la faveur de ce brouillard, avait fait avancer son armée sans bruit, jusqu'auprès des retranchemens; toute son infanterie occupait la gauche, et longeait la forêt d'Arques, pour attaquer la maladrerie et le retranchement de la tête du camp, tandis que la cavalerie, occupant la droite, marchait le long du ruisseau d'Eaune, pour attaquer entre le ruisseau et la maladrerie, et gagner le flanc gauche du camp du roi : l'une et l'autre étaient dans un ordre très-profond par rapport au terrain, qui était très-étroit depuis Martin-Église jusqu'à la maladrerie.

Le combat commença à dix heures du matin, et, malgré l'inégalité du nombre, ce furent les troupes du roi qui donnèrent les premières, quarante maîtres se portant vigoureusement contre les Albanais, qui tenaient la tête de la colonne de la cavalerie légère : le commandant de cet escadron fut tué, et sa troupe dispersée. Le jeune comte d'Auvergne suivait les quarante

maîtres; ayant apperçu Sagone, qui marchait pour soutenir l'Albanais, il l'appela pour faire le coup de pistolet. *Du fouet, du fouet, petit garçon*, en fondant sur son adversaire, qui lui casse la cuisse droite, et le tue : la mort de cet officier occasionna la défaite de son escadron; on poursuivit les fuyards jusqu'à celui de Balagni, qui venait ensuite, et qui prit la fuite. Le comte d'Auvergne allait continuer; il fut arrêté par le duc de Nemours, à la tête de son escadron, avec un grand nombre de noblesse : obligé alors de se battre en retraite, il allait être taillé en pièces. Trois pelotons de cavalerie se présentent, dont un, prenant la troupe du duc de Nemours en flanc, la culbûte sur celle du duc d'Aumale, qui la soutenait, et met l'un et l'autre en désordre. Le duc de Mayenne accourt; la partie devient alors trop inégale, et les royalistes se retirent jusqu'à la haie qui tenait à la maladrerie, où ils se rallient sous le feu de l'infanterie qui occupait ce poste.

Pendant que la cavalerie du roi maltraitait autant celle de la Ligue, l'infanterie n'était pas si heureuse : attaquée dans ses retranchemens, entre la maladrerie et la colline, elle s'y défendait courageusement, lorsque des lansquenets de la Ligue, faisant comme s'ils ne voulaient pas combattre contre leurs frères, crièrent *vive le roi !* en baissant leurs drapeaux et leurs piques. Les lansquenets royalistes, trompés par ces témoignages, les reçoivent en leur aidant à monter; mais à peine ces traîtres sont-ils dans les retranchemens, qu'ils attaquent ceux qui venaient de les recevoir, en tuent et prennent un assez grand nombre, s'emparent de leurs drapeaux, et les chassent de leur poste.

Le maréchal de Biron, instruit de cette trahison, accourt pour s'opposer à de plus grands malheurs. Il fait retirer l'artillerie qui devenait inutile, porte soixante

chevaux le long de la colline, pour empêcher les lansquenets de pénétrer dans le camp, et d'attaquer de revers les troupes qui défendaient la chaussée; fait recommander aux troupes de cavalerie, qui étaient en dehors du retranchement, d'empêcher que les ennemis n'envoyassent du secours à leurs lansquenets, et, par des attaques réitérées contre ces traîtres, il les empêche d'aller plus avant.

Mais ces précautions si sages ne pouvaient pas suffire. La cavalerie de la Ligue avait repris courage; elle était revenue au combat, et le comte d'Auvergne, repoussé jusqu'au-delà de la maladrerie, courait les risques de la vie : heureusement les Suisses de Galati, qui bordaient la haie, tinrent ferme, et firent feu si à propos, qu'ils obligèrent la cavalerie de la Ligue de reculer sans avoir pu entamer cette brave infanterie.

Malgré cet avantage, les troupes du roi commençaient à ne pouvoir plus résister à des attaques faites par des troupes fraîches qui se succédaient. Sully fut envoyé à Henri pour lui demander du secours : *Mon ami, je n'ai personne à vous envoyer; mais, pour cela, il ne faut pas perdre courage.* Il ordonna en même temps de ramasser tout ce qu'on trouverait de cavalerie du côté du bois.

Sully, pour ranimer les troupes, vint leur annoncer du secours; on retourne au combat. Un escadron, qui voulait prendre les Suisses en flanc, venait de s'enfoncer dans les marais; nouveau motif de reprendre courage; on s'attaque de toutes parts avec un nouvel acharnement. Henri est dans la mêlée; il est prêt à être investi; il s'écrie alors avec courage : *Hé quoi! n'y aurait-il pas dans l'armée cinquante gentilshommes qui aient assez de résolution pour mourir avec leur roi? — Courage, Sire,* lui dit Châtillon; *nous voici prêts à mourir avec*

vous! Ce brave officier, sur les nouvelles de l'attaque, était parti de Dieppe avec cinq cents arquebusiers; il attaque les ennemis, dégage le roi, rend le courage à toutes les troupes, et ramène la victoire.

Les ennemis, après avoir chassé la cavalerie du roi jusqu'aux haies, avaient donné du secours à leurs lansquenets, et venaient de s'emparer de la maladrerie au moment où le roi était dégagé par Châtillon. Henri profite de l'instant où les ennemis viennent d'être repoussés à leur tour; il va joindre Araquères, colonel du régiment de Soleure : *Mon père, je viens mourir ou acquérir de la gloire avec vous.* Aussitôt il se met à la tête des Suisses, marche à la maladrerie, que Châtillon attaquait d'un autre côté avec ses arquebusiers; il s'empare de ce poste; il fait couler de l'infanterie dans le retranchement, en chasse les lansquenets, fait ramener l'artillerie, et la fait tirer sur M. de Mayenne, pour lui apprendre qu'il n'était plus maître du retranchement.

Au même instant, il était près de midi, le brouillard tombe, et, laissant voir à l'armée de la Ligue la faiblesse d'Henri, Mayenne fait de nouvelles dispositions pour revenir à la charge. Mais le canon du château, qui avait été inutile jusqu'alors, par rapport à l'obscurité, commence à tirer avec un si grand succès, conjointement avec celui du retranchement, que l'armée de la Ligue, prise en flanc et en tête, est obligée de se replier en désordre du côté du vallon, où le duc de Mayenne juge convenable et sage de songer à sa retraite. D'abord très-près jusqu'au 24, pendant la nuit, en voulant tromper le roi, il affecta de décamper avec une précipitation apparente et très-considérable; mais Henri ne s'y méprit pas : il laissa du monde dans le château

d'Arques, occupa les villages jusqu'à Dieppe, pour assurer ses communications, et alla s'établir dans les faubourgs de cette ville.

De pareilles précautions rompirent entièrement les desseins du duc de Mayenne, qui, après une marche de sept lieues, ayant paru de nouveau à la vue de Dieppe, fut fort étonné d'y trouver le roi avec son armée. Il voulut se rabattre sur Arques, qu'il crut abandonné; mais l'officier chargé de la garde du château, secondé par les forces que venait de lui envoyer le roi, fit une sortie si vigoureuse, qu'il repoussa les ligueurs, après leur avoir tué plus de deux cents hommes.

Des échecs aussi réitérés n'étaient pas faits pour encourager le duc de Mayenne, et la nouvelle de l'arrivée prochaine des Anglais, des ducs de Longueville, de Soissons et d'Aumont, finirent par le décider à s'éloigner tout à fait, pour n'être pas exposé à être attaqué par le roi après la réunion de toutes ses forces.

On peut dire, à la louange du duc de Mayenne, qu'il mit dans sa conduite tout ce que la science militaire, au point où elle était alors, put imaginer d'expédiens, de précautions et de sagesse, dans des attaques et des marches dangereuses. Voyons un peu plus en détail la conduite du roi.

Il était très-intéressant pour Henri de conserver Dieppe, et cette ville était très-faible du côté du Polet: si Mayenne eût emporté ce faubourg, la ville aurait été prise; le roi restait sans ressource. C'est ce qu'il vit; c'est à quoi il pourvut d'une manière savante. Il ne se contenta pas de faire palissader et barricader le faubourg; il fortifia un moulin qui était en avant, et renferma, dans les retranchemens qu'il y fit, quelques chemins creux qui en étaient proche: par là, il s'assura

tous les moyens de tenir l'ennemi très-éloigné de la place, et d'y apporter tous les secours qui seraient nécessaires, ayant son armée à Arques, qui pouvait aisément communiquer à Dieppe, étant à couvert par la rivière de Béthune. Toutes ces précautions, très-savantes, permirent à M. de Châtillon de s'avancer au-devant du duc de Mayenne, en restant sous la protection de l'artillerie des ouvrages avancés. Cette manœuvre déconcerta le duc, et l'empêcha nécessairement de penser plus long-temps à emporter le faubourg d'emblée, comme il se l'était proposé, et comme il l'aurait pu avec une armée aussi forte que la sienne, sans la protection que donnait aux troupes de Châtillon le canon placé dans les retranchemens du moulin.

Mais ces dispositions furent bien plus étendues pour le camp d'Arques. S'il était essentiel à Henri de conserver Dieppe, il était dangereux d'y renfermer son armée, et même de l'en tenir trop près, de crainte que la prise de la ville n'occasionnât la défaite de son armée, ou qu'une victoire du duc sur celle-ci n'entraînât la prise de la ville : il fallait donc prendre une position. La nature en offre à chaque pas à l'homme de guerre intelligent ; il fallait un homme de génie pour en trouver une qui pût en même temps mettre en sûreté une armée trois fois moins forte que celle de l'ennemi, permettre une communication assurée avec Dieppe, qu'il était essentiel de garder, et laisser cependant une apparence de faiblesse qui pût tenter l'ennemi, l'engager à attaquer, et assurer sa défaite. Henri sut trouver à Arques quelques-uns de ces avantages; il créa les autres. Sa manière de placer son camp et de se fortifier, dont on a déjà vu les détails, lui avait assuré sa communication avec Dieppe, en se retirant sur Arques et

marchant à Dieppe, laissant entre lui et les ennemis la rivière de Béthune; ses derrières, ses flancs et son front, très-bien fortifiés, le mettaient à même de se défendre contre l'ennemi, infiniment supérieur; enfin, en laissant sans fortification la partie depuis la maladrerie jusqu'au ruisseau d'Eaune, il semblait présenter à l'ennemi un côté faible, dont son génie devait tirer le plus grand parti, parce que l'on ne pouvait arriver à ce point que par un terrain très-étroit, qu'il fallait s'y présenter sur un très-petit front : ce qui rendait les attaques de la cavalarie ou inutiles, ou peu dangereuses, parce qu'elle était forcée de se battre sur une très-grande profondeur, manière peu avantageuse à cette arme, et que la déroute d'une première troupe devait entraîner celle de plusieurs autres. Le canon d'Arques, d'ailleurs, nettoyait cette espèce de trouée; et le retranchement du fort, la maladrerie, et les troupes postées le long des haies, prenaient en flanc tout ce qui s'y présentait.

Ainsi, dans le cas où le roi eût été forcé, par la supériorité du nombre, de faire sa retraite, il se retirait sur la chaussée d'Arques qu'il avait fortifiée, gagnait le village, et arrivait à Dieppe sans danger : s'il battait complètement le duc de Mayenne, il profitait de sa victoire pour joindre le duc de Longueville, le maréchal d'Aumont, et poursuivre ses ennemis; enfin, s'il forçait simplement l'armée de la Ligue à se retirer, ou il restait dans sa position, ou, sans l'abandonner, il revenait à Dieppe que le duc pouvait vouloir surprendre une seconde fois.

La trahison des lansquenets dérangea des dispositions aussi bien prises, et le roi craignit, pendant quelque temps, d'être forcé de faire sa retraite, tant les adver-

sités ou les succès des plus grands hommes dépendent trop souvent du hasard !

La fermeté du maréchal de Biron, son attention d'empêcher les lansquenets d'être secondés par les leurs, la bravoure des Suisses, l'arrivée de Châtillon, Henri présent par-tout et chassant les lansquenets, l'artillerie toujours si bien placée par le roi, la valeur des soldats et de leurs officiers, telles furent les causes dont le concours assura la victoire au roi de Navarre.

(102) Page 416.

Henri, qui s'était décidé à faire le siége de Dreux, avait à peine pris ses quartiers autour de la ville, qu'il eut avis de la marche du duc de Mayenne, renforcé des Espagnols, pour secourir la place. A cette nouvelle, il prit le parti, le 13 mars 1590, de marcher au-devant du duc, et, dès le même jour, il alla loger à Nonencourt, où il assembla ses principaux officiers, auxquels il fit part de son plan de bataille. Ceux-ci l'ayant admiré et applaudi, on se forma, on marcha dans l'ordre où l'on devait combattre, et l'on arriva aux villages de Saint-André et de Foucrainville.

De son côté, le duc de Mayenne avait passé la rivière d'Eure à Ivry, dans la résolution de venir aussi occuper la position de Foucrainville; l'ayant trouvée prise par le roi, il en choisit une autre, et, dès cet instant, les deux armées se trouvèrent en présence, sans que rien les séparât. Le roi, voulant laisser reposer ses troupes, se borna, ce jour-là, à faire emporter un village qui se trouvait entre les deux armées, et dont les ligueurs s'étaient emparés.

Le lendemain 14 mars, le roi marcha à l'ennemi; arrivé à portée de l'armée de la Ligue, le duc de Mayenne

ne s'ébranla point, dans la crainte de perdre sa position : le roi profita de cette inaction pour faire un mouvement qui lui mit le vent et le soleil au dos.

Vers les onze heures, voyant le duc de Mayenne persister à ne faire aucun mouvement, Henri ordonna au grand maître de l'artillerie de la faire tirer : ce qui fut exécuté avec tant de promptitude et de justesse, et l'artillerie causa un tel désordre dans l'armée de la Ligue, que M. de Rosne, qui commandait l'aile droite des ligueurs, ne pouvant plus y résister, se décida à charger. Le maréchal d'Aumont, qui était à la gauche, voyant approcher M. de Rosne, après avoir laissé deux escadrons pour garder l'artillerie, marcha à lui, le rompit, le poursuivit jusqu'au bois de Mère, où il s'arrêta, rallia sa troupe, et vint reprendre son poste, où l'artillerie avait été attaquée faiblement d'abord par des reitres, plus vigoureusement par des lances vallonnes, qui l'auraient emportée, si elles avaient été mieux secondées par les reitres, et sans la bravoure du duc de Biron et du duc de Montpensier, qui parvinrent enfin à les repousser.

Du côté de l'aile gauche des ligueurs, le duc de Mayenne était venu fondre sur la droite du roi, où il commandait en personne. Les troupes qu'il avait sous ses ordres se servirent si à propos, avec tant de vigueur, de leurs pistolets et de leurs estocs, qu'elles soutinrent le choc sans s'ébranler, malgré l'infériorité du nombre. Soutenues ensuite très à propos par le maréchal de Biron, qui, avec sa réserve, vint attaquer en flanc et par derrière l'aile gauche des ligueurs, elle fut tellement dissipée et mise en désordre, que les chefs, après la fuite de leur troupe, ne purent pas en rassembler trente cavaliers.

Après ces différentes déroutes de la cavalerie des ligueurs, leur infanterie se trouvant entièrement à jour par la fuite des escadrons, entremêlés mal à propos avec les bataillons, ces derniers, se voyant sur le point d'être attaqués en flanc et en tête par la cavalerie royale victorieuse, s'abandonnèrent à la fuite la plus honteuse. Un gros corps de Suisses se retirait seul en bon ordre; le maréchal de Biron faisait amener du canon pour l'entamer, et le forcer de se rendre. Henri préféra leur offrir bon quartier; ils l'acceptèrent, et passèrent à son service.

Alors le roi, ne voyant plus d'ennemis sur le champ de bataille, fit trois corps de sa cavalerie, pour suivre les fuyards, en recommandant de sauver les Français, et de faire main-basse sur les étrangers. Arrivés à Ivry, ces corps, en ayant trouvé le pont rompu, allèrent passer la rivière à Anet, et poursuivirent l'ennemi jusqu'à Mantes.

Cette victoire, si essentielle pour le roi de Navarre, fut vraiment étonnante. Le canon, le bagage, les drapeaux de l'ennemi, tout tomba au pouvoir des vainqueurs; les trois quarts de l'armée de la Ligue furent tués ou faits prisonniers.

Si le duc de Mayenne n'avait pas fait rompre le pont d'Ivry, une grande partie de son armée aurait pu se sauver; peut-être même, s'il eût eu soin, au contraire, en conservant le pont, de recueillir les fuyards au-delà de l'Eure, il aurait pu en imposer au roi, et, en sauvant la plus grande partie de son armée, il serait venu très-aisément la rassurer au-delà de la Seine, qu'il aurait passée à Mantes. Une autre faute peut-être du duc, fut de n'avoir pas repassé la rivière d'Eure quand il sut le roi posté à Foucrainville et à Saint-André. En recevant

la bataille, où il le fit, il avait la rivière à dos, et, resserré par la forêt d'Ivry et celle de Mère, il fut obligé de se former en croissant, ordre très-désavantageux, en ce qu'en rétrécissant le front des ligueurs, et rendant inutile une très-grande partie de leurs forces, il procura à l'armée royale l'avantage d'avoir un front égal à celui de la Ligue, et, une fois celle-ci en déroute, elle fut plus exposée à être jetée dans la confusion, et à perdre une plus grande quantité de monde : d'ailleurs, le projet du duc de Mayenne de faire lever le siége de Dreux était rempli.

Henri se conduisit bien différemment. A peine a-t-il appris les desseins et la marche du duc, et déjà il l'a prévenu, déjà il s'est emparé d'une position avantageuse : décidé ensuite à attaquer le duc de Mayenne, il refuse son centre qu'il avait affaibli pour renforcer ses ailes, et il le soutient par une réserve. Il sentait tous les avantages de cette mesure, très-peu usitée jusqu'à lui. Une réserve en impose aux ennemis qui veulent trop entreprendre : placée au centre, elle peut empêcher les ailes d'être tournées; elle peut rétablir le combat dans les parties de la bataille où l'ennemi devient supérieur; elle ramasse les fuyards; elle donne de la confiance; enfin, dans une bataille perdue, elle assure la retraite. Celle confiée au maréchal de Biron, à Ivry, contribua beaucoup à la victoire.

Cependant, malgré tant de prévoyance, de bravoure et de si sages précautions de la part d'Henri, il aurait probablement perdu la bataille, si les lanciers vallons avaient été secondés. La charge de ce corps contre les troupes qui défendaient l'artillerie fut si vigoureuse, qu'elles n'auraient pas résisté, si les reitres les avaient soutenus avec le feu de leurs pistolets. Heureusement

pour le roi, ces reitres, qui étaient protestans, ne voulurent point combattre contre l'homme qui était à la tête de leurs frères; ils firent bride en mains au moment où, au nombre de douze cents, ils auraient pu facilement assurer la défaite de six cent cinquante chevaux-légers : d'où s'en seraient suivies la prise de l'artillerie et la déroute entière de l'aile gauche de l'armée royale.

(103) Page 416.

Dans cette même année 1590, le fameux prince de Parme vint donner en France de nouvelles preuves de sa grande capacité militaire. S'étant tenu pendant quelques jours dans un camp qu'il avait pris sur la hauteur, près de Chelles, et fortifié, à l'instar des Romains, par de bons retranchemens par-tout où la nature n'avait pu lui suffire; après s'être assuré qu'il pouvait se porter en peu d'heures sur Lagny, et que cette ville, importante par son passage, pouvait être emportée de vive force; le 5 septembre, il amusa Henri en lui montrant son avant-garde, développée en ordre de bataille, et ayant l'air de vouloir se porter au-delà des petits défilés de son front : pendant cette manœuvre, il faisait filer son corps de bataille et son arrière-garde sur Lagny, avec ordre d'occuper le faubourg qui se trouve à la tête du pont de cette ville, sur la Marne; de construire un pont avec ses pontons, et de fortifier la position qu'on voulait prendre vers Pompone, à un quart de lieue de Lagny.

En arrivant le lendemain 6, après avoir fait établir deux batteries, chacune de dix grosses pièces de canon, il fait passer un corps d'infanterie et quelque cavalerie sur le pont qu'il avait ordonné de construire, avec ordre

de monter à l'assaut dès que la brèche serait un peu praticable.

Le roi, abusé par les fausses apparences du duc de Parme, ayant négligé d'éclairer ses flancs, apprend très-tard sa marche sur Lagny, et perd dans un conseil de guerre un temps qui aurait dû être employé à passer la Marne, pour secourir la ville.

Ce dernier parti était difficile à exécuter, par la difficulté de rassembler des bateaux pour en former un pont, et par le danger bien plus grand de laisser le duc, maître du pays entre la Marne et la Seine, s'emparer des postes importans de Corbeil, de Charenton et de Saint-Maur.

Il parut donc qu'il n'y avait d'autre parti à prendre que de marcher brusquement sur le duc de Parme, de l'inquiéter sur tout son front, de chercher à pénétrer par quelques endroits faibles de ses retranchemens, de s'emparer de son pont, ou de le détruire à coups de canon, et sur-tout d'envoyer du secours à la malheureuse garnison de Lagny.

Une manœuvre, qui partageait l'armée du duc de Parme en deux, n'aurait pas dû rester impunie vis-à-vis d'une armée française commandée par Henri.

Les belles marches que le duc de Parme avait faites pour venir au secours de Paris, en 1590, furent renouvelées en 1592, lorsqu'il revint pour faire lever le siége de Rouen.

Son infanterie marchait au milieu de son armée; sa cavalerie était partagée sur ses deux flancs. Cette méthode, inusitée jusqu'alors, paraît avoir donné les premiers exemples de l'ordre de bataille dont on s'est servi pendant plus d'un siècle, jusqu'au moment où des lumières plus étendues y ont fait de grands et utiles changemens.

Le duc de Parme, s'étant contenté de jeter du secours dans Rouen, et ayant pris des quartiers de rafraîchissement derrière la Somme, fut bientôt obligé de revenir au secours de Villars, prêt à se rendre.

Henri, ne voulant pas courir les risques d'une bataille, leva le siége, et enhardit, par cette démarche, les ligueurs à décider le duc de Parme au siége de Caudebec, et ensuite à celui d'Yvetot. Henri, profitant de cette faute, accourt du Pont-de-l'Arche dans le pays de Caux, tombe sur l'avant-garde de Farnèze, la bat, force ensuite un bois retranché, et allait pousser ses succès, quand le prince de Parme accourut, et, malgré un coup d'arquebuse au bras, dont il ne put jamais bien guérir, parvint à arrêter le roi. Alors Henri, maître des défilés entre Caudebec et Rouen, crut avoir si bien enfermé son ennemi, qu'il le laissa assez tranquillement changer de position, et en venir prendre une plus sûre sous Caudebec.

Il paraît qu'Henri aurait bien difficilement empêché le duc de Parme de parvenir jusqu'à Rouen, maître comme il l'était à peu près de la rive droite de la Seine, qui offre presque à chaque pas des positions. Il prit un parti différent, celui de traverser la Seine.

On croyait cette entreprise impossible; on négligea d'éclairer les démarches de l'armée espagnole. Le duc de Parme sut profiter de cette faute; il fit construire un pont, dont il appuya les deux têtes par de bons ouvrages, bien garnis de canons, fit passer sa cavalerie et son bagage, et était sur le point de faire défiler son infanterie, quand Henri, averti trop tard, arriva avec sa cavalerie, qui, contenue par le canon du fort de Caudebec, ne put empêcher au fils du duc de Parme de faire achever le passage, sans laisser un seul homme en arrière.

(104) Page 416.

Sixte-Quint, né en 1521, dans un village, passa par tous les états de la vie humaine; il garda les pourceaux ou les moutons, dans son bas âge. Reçu par charité dans l'ordre des Cordeliers, son application, son génie, le firent distinguer; il occupa successivement toutes les charges de son ordre. Le père Pereti fut fait évêque, en 1568, par Pie V, qui, bientôt après, le fit cardinal, sous le titre de Montalte; contrefaisant dès-lors une grande faiblesse dans sa santé, Grégoire XIII meurt, et les cardinaux, ne pouvant s'accorder, jettent les yeux sur le cardinal de Montalte, comme mourant. Jamais pape ne fut plus exact à remplir ses devoirs que Sixte-Quint; sa sévérité fit renaitre la sûreté et l'abondance dans l'État Ecclésiastique. Il fit relever l'obélisque de Sésostris; il fit élever une magnifique fontaine sur le Mont Quirinal; il fonda la bibliothèque du Vatican; il restaura le palais de Latran; on construisit, par ses ordres, la coupole de Saint-Pierre; il mourut, après cinq ans de règne, le 25 août 1590.

(105) Même page.

Le jésuite Jouvenci avoue, dans son Histoire, que le jésuite Vigni, supérieur des novices de Paris, rassembla tous les novices de cet ordre en France, et qu'il les conduisit jusqu'à Verdun, au-devant de l'armée du pape; qu'il les enrégimenta et les incorpora à cette armée, qui ne laissa en France que les traces des plus horribles dissolutions.

(106) Page 419.

Le traité de Vervins était des plus simples. La remise

de toutes les places que l'Espagne possédait en France en faisait presque le seul article considérable ; on n'y statua rien sur l'affaire du marquisat de Saluces ; on en fit seulement un compromis entre les mains du pape.

(107) Page 419.

PHILIPPE II, consumé par une complication de maux, et dévoré par les poux qui sortaient de tous ses pores, expira le 13 septembre 1598, à l'âge de soixante et onze ans.

Continuellement enfermé dans Madrid, il fit détester sa domination à tous ses autres sujets, auxquels il était inaccessible. Cinq millions d'or, employés en projets infructueux, prouvent qu'avec toutes les richesses de l'Amérique il ne fut ni un grand roi, ni un habile homme ; son zèle affecté contre la religion réformée lui attira plus de haine que de gloire : il n'employa ses richesses qu'à faire des malheureux.

(108) Page 423.

EN échange du marquisat de Saluces, auquel le roi de France renonçait, le duc de Savoie cédait à sa majesté les places de Sental, Monts et Roqueparvière, la Bresse en entier, les bords et environs du Rhône, de l'un et de l'autre côté, jusqu'à Lyon, excepté le pont de Grezin, et quelques passages nécessaires à son altesse pour entrer en Franche-Comté ; et, pour ce droit de passage, le duc devait payer 100,000 écus au roi, rendre la citadelle de Bourg, le bailliage de Gex, Château-Dauphin et ses dépendances, avec tout ce qui peut être compris dans le Dauphiné, au-deçà des monts ; renon-

cer à la propriété dans Chousis, Vulley, Pont-d'Arley, Seissel, Chana et Pierre-Chatel; enfin les fortifications de Bèches-Dauphin devaient être rasées, et le roi devait retirer l'artillerie et les munitions des places qu'il rendrait, et qui n'étaient point spécifiées dans le traité.

(109) Page 423.

Élisabeth fut d'abord mise en prison par sa sœur la reine Marie. Elle employa une prudence au-dessus de son âge et une flatterie qui n'était pas dans son caractère, pour conserver sa vie; elle mit à profit sa disgrace, pour cultiver son esprit; elle apprit les langues et les sciences : mais, de tous les arts où elle excella, celui de se ménager avec sa sœur, avec les catholiques et avec les protestans, de dissimuler et d'apprendre à régner, fut le plus grand.

Dès qu'Élisabeth fut sur le trône, elle songea à rendre le royaume protestant; elle se fit pourtant couronner par un évêque catholique. Immédiatement après, elle convoqua un parlement, qui établit la religion anglicane telle qu'elle est encore, donnant au souverain la suprématie, les décimes et les annates.

Personne ne fut persécuté pour être catholique. La république d'Hollande est pressée par les armes espagnoles; elle l'empêche de succomber : elle envoie des secours réitérés à Henri IV. Sa haine contre la religion catholique s'était encore accrue depuis qu'elle avait été excommuniée par Pie V et Sixte-Quint.

La justice, plus exactement rendue sous le règne d'Élisabeth, fut un des fermes appuis de son administration; les finances ne furent employées qu'à défendre l'état : on estima son règne, mais on détesta son caractère.

(110) Page 423.

CLÉMENT VIII avait voulu terminer les disputes sur la grace et le libre arbitre, qui causèrent dans la suite les troubles ecclésiastiques du jansénisme et du molinisme : ces disputes avaient été occasionnées par les opinions de Molina, jésuite espagnol, différentes de celles de saint Augustin et de saint Thomas. Clément VIII forma une congrégation, où ces questions, aussi frivoles qu'épineuses, furent discutées avec beaucoup de chaleur. Paul V reprit ces congrégations, dont le résultat fut de défendre aux dominicains et aux jésuites de se traiter mutuellement d'hérétiques.

(111) Même page.

LE soin principal de Paul V fut d'embellir Rome; il s'appliqua à rassembler les plus beaux ouvrages de peinture, de sculpture, d'architecture. Rome lui doit ses plus belles fontaines, sur-tout celle qui est au sommet du Janivella, à laquelle il fit conduire l'eau du *Lacus Sabbaticus* par un aqueduc de trente-cinq mille pas; il acheva le palais de *Monte Cavallo;* il perfectionna la superbe basilique de Saint-Pierre au Vatican, avec le secours de Michel-Ange, de Carlo Maderno, de Bramenté. Cet édifice fut terminé par le Florentin Bernini, sous Urbain VIII.

(112) Page 424.

HENRI IV fut la victime de cette étrange théologie chrétienne qui prêchait l'assassinat des rois. Ravaillac avait été quelque temps feuillant, et son esprit était encore échauffé de tout ce qu'il avait entendu dans sa

jeunesse : ce malheureux crut précisément, comme Jean Chatel, qu'il appaiserait la justice divine en tuant Henri IV.

Henri IV protégeait la ligue protestante d'Allemagne ; voilà la cause de son assassinat : on parlait, il est vrai, de sa mort prochaine dans les Pays-Bas. Il est possible que les partisans de la ligue catholique aient cherché quelque *Clément*, quelque *Gérard*, quelque *Chatel*, et que l'on se soit servi adroitement du fanatisme de Ravaillac, pour le déterminer, sans qu'il le soupçonnât, à satisfaire aux desirs de sa conscience, de faire un acte méritoire en assassinant un roi que l'on accusait d'être encore protestant.

Ce qu'il y a de plus vrai, c'est qu'Henri IV ne fut ni connu ni aimé pendant sa vie ; il ne commença à devenir cher à la nation que quand il eut été assassiné. La régence de sa veuve augmenta encore les regrets de sa perte : les Mémoires du duc de Sully développèrent toutes ses vertus, et firent pardonner ses faiblesses.

(113) Page 431.

Chaque lance fournie, ou chaque homme d'armes, avait sept hommes sous ses ordres. A la vérité, ni le coustilier, ni moins encore les archers qui l'accompagnaient, ne pouvaient se présenter devant un lancier armé de toutes pièces ; la faiblesse de l'armure tant offensive que défensive de ces suivans de gendarmes, l'infériorité de leurs chevaux, ne leur permettaient pas de former partie de la haie, ou plutôt du front, formé uniquement par les hommes d'armes : ce n'était que pour les escarmouches et la petite guerre qu'ils pouvaient être employés avec succès.

(114) Page 433.

En France, les Commines, les Dubellay, les Fleuranges, les Montluc, le grand Henri lui-même, les d'Aubigni, les Lanoue, les Lesdiguières; Pescaire, Spinola, Montfeld, Georges Basta, Wulhausen, Mello, le duc d'Albe, chez les étrangers, avaient laissé des preuves durables de leurs talens, pour développer aux militaires les secrets importans de leur art, et la manière de les appliquer avec succès.

Commines, homme de cour, guerrier, négociateur, accompagne ses récits de très-bonnes réflexions.

Dubellay et Fleuranges ont écrit des choses assez judicieuses sur l'ordre, l'ensemble et la discipline qui devaient régner dans une armée bien constituée.

Les Mémoires de Montluc contiennent beaucoup d'exemples et de réflexions propres à former un jeune officier à la petite guerre.

Le Journal Militaire du grand Henri prouve une grande capacité militaire.

Le duc d'Angoulême, Lesdiguières, nous ont donné des Mémoires instructifs; ceux de Lanoue sur-tout nous offrent des vues assez étendues et saines.

Pescaire mourut trop jeune, pour avoir laissé des Réflexions bien mûries par l'expérience; mais elles montrent un génie véritablement militaire.

Les autres paraissent avoir vu plus les détails que les grands résultats de leur art : ainsi s'en occupent Spinola, Mausfeldt, Georges Basta. Ce dernier a laissé un très-bon Traité sur la cavalerie. Spinola et Maurice ont plus dirigé leurs vues du côté des siéges.

Dans tous ces auteurs, on peut s'instruire suffisamment des moyens de dresser des embuscades, de passer des

rivières, de faire des marches forcées, d'escalader des places garnies de simples murailles, de se fortifier dans un poste, de savoir en choisir : mais on n'y apprendrait pas le grand art de former un plan de campagne, soit offensif, soit défensif ; de l'étendre ou de le resserrer, suivant les différentes circonstances ; de l'exécuter avec vigueur et rapidité ; de savoir ne se battre que lorsque les avantages du gain d'une affaire sont sans nulle proportion avec les risques de la perdre ; de constituer, de former une armée docile, manœuvrière, dont on peut disposer avec sécurité, pour en porter avec promptitude des portions plus ou moins considérables dans les points jugés décisifs par le général en chef.

Cette importante science paraît n'avoir été un peu apperçue que par des généraux étrangers ; excepté Biron, d'Aumont et Henri, les Français n'eurent que de bons officiers généraux.

FIN DES NOTES DU SECOND VOLUME.



